



# LE MONDE diplomatique

L'ERREUR  
DE CALCUL

PAR RÉGIS DEBRAY

Page 21.

5,40 € - Mensuel - 28 pages

N° 727 - 61<sup>e</sup> année. Octobre 2014

UNE PRESSE AUX ENCHÈRES

## Notre pari, l'émancipation

*La presse française nourrit-elle d'autres projets que ceux de réduire ses effectifs et de chercher son salut loin du journalisme ? Une telle orientation paraît sans issue, alors que l'ambition éditoriale continue de représenter une destination d'avenir.*

PAR SERGE HALIMI

LE 20 août 2013, *Libération* chercha à relancer sa diffusion flageolante grâce au slogan promotionnel suivant : « *Quand tout va vite, une seule solution : aller plus vite encore.* » Une mauvaise solution, apparemment. Un an plus tard, les ventes du journal poursuivaient leur dégringolade, et ses dirigeants annonçaient la suppression de plus du tiers des effectifs du quotidien. Dans le même temps, ils exigeaient que les rescapés produisent davantage de « contenus » avec moins de journalistes. Les rebelles éventuels étaient mis en garde par le nouveau directeur général Pierre Fraidenraich : « *C'est ça ou la mort* (1). » Ce sera sans doute l'un et l'autre.

La planète ne manque pas de détrences plus poignantes que l'interminable agonie d'une petite entreprise en panne de chiffre d'affaires, de clients et de raison sociale. Mais cette histoire éclaire deux éléments importants d'un roman d'époque : une presse écrite dont l'état général oscille entre déclin et coma, que pilotent des dirigeants qui ne croient plus ni à son avenir économique ni à sa mission démocratique ; une gauche de gouvernement incapable d'exprimer autre chose que les passions mercenaires de ses adversaires (« *J'aime l'entreprise* »). Ayant servi de relais éditorial

à M. François Hollande, *Libération* est logiquement aspiré par ces deux tourbillons simultanés. La « mort » qui rôde autour du quotidien ne ferait alors que préfigurer la mise en garde – « *La gauche peut mourir* » – avec laquelle le premier ministre Manuel Valls tente de rameuter son dernier carré de fidèles.

Dans le cas du journal, le remède imaginé est de faire dépendre sa survie de tout autre chose que du journalisme – organisation de colloques surpayés par des collectivités territoriales (2), « marketing croisé » avec SFR-Numericable, l'actionnaire principal du titre, transformation des locaux du quotidien en lieu de divertissement dans un quartier « branché » de la capitale. Quant à la perspective de la gauche gouvernementale, elle se résume à supplier ses partisans de tenir le cap qui a conduit l'extrême droite « *aux portes du pouvoir* » en leur répétant qu'il n'y a pas d'autre chemin susceptible... d'empêcher l'extrême droite de parvenir au pouvoir.

(Lire la suite page 20.)

(1) L'Express.fr, 15 septembre 2014.

(2) Lire Julien Brygo, « Forums locaux pour renflouer la presse nationale », *Le Monde diplomatique*, septembre 2013.

DANIEL MELIM. - « Combustivel » (Combustible), 2010

« **S**d'ici lundi Marina ne prend pas position, elle aura droit au pire discours que j'aie jamais fait sur un candidat à la présidence. » Le message, posté sur Twitter par le pasteur Silas Malafaia le samedi 30 août, est devenu l'un des principaux épisodes de l'histoire politique brésilienne récente. La veille, M<sup>me</sup> Marina Silva, parachutée dans la bataille électorale à la suite de la mort dans un accident d'avion d'Eduardo Campos, le candidat du Parti socialiste brésilien (PSB), avait présenté son programme. Et brisé un

\* Journaliste, Rio de Janeiro.

COUDE-À-COUDE INATTENDU POUR LA PRÉSIDENTIELLE

## Les évangélistes à la conquête du Brésil



En 2002, l'élection d'un représentant du Parti des travailleurs à la présidence du Brésil avait provoqué un séisme politique. En octobre 2014, une défaite de cette formation en déclencherait un second. Or la candidature inattendue de M<sup>me</sup> Marina Silva parvient à rassembler les opposants à l'actuelle présidente Dilma Rousseff : une partie des classes moyennes, le patronat et les Eglises évangéliques, particulièrement puissantes dans le pays.

UNE ENQUÊTE  
DE LAMIA OUALALOU \*

tabou, en proposant de défendre une législation favorable au mariage pour tous si elle était élue.

Dans les faits, les homosexuels peuvent se marier depuis la décision de la Cour suprême de mai 2013. « *Mais il s'agit d'une jurisprudence susceptible d'être remise en question par des juges conservateurs.* Tant que nous n'avons pas de loi, nos droits ne sont pas protégés », précise M. Jean Wyllys, le seul député fédéral à revendiquer son homosexualité. Ce jour-là, M<sup>me</sup> Silva a semblé bousculer la donne et incarner cette « autre politique » qu'elle promet, jusqu'alors demeurée incantatoire – une prise de position d'autant plus remarquable que la candidate s'affiche comme membre pratiquante de l'Assemblée de Dieu, une Eglise évangélique pentecôtiste caractérisée par son conservatisme social (1).

Quelques heures après le tweet du pasteur, M<sup>me</sup> Silva fait marche arrière. L'enthousiasme laisse place au trouble, puis à l'indignation. « *Vous nous avez menti, vous vous êtes jouée de l'espérance de millions de personnes, vous ne méritez pas la confiance du peuple brésilien* », déclare alors M. Wyllys, qui, bien que soutenant une autre candidate dans la course à la présidentielle, avait salué le programme de M<sup>me</sup> Silva. Trop proche des évangélistes, M<sup>me</sup> Silva ? Dans les faits, tous les candidats – à commencer par M<sup>me</sup> Dilma Rousseff, la présidente sortante – ont monté des « comités évangéliques » pour tenter de séduire ces millions de voix qui paraissent en perpétuelle croissance.

(Lire la suite page 16.)

(1) Lire Regina Novaes, « Au Brésil, les temples, les votes et les politiciens », *Le Monde diplomatique*, avril 2005.

SUCCÈS DES EUROSCEPTIQUES AU ROYAUME-UNI

## Colère sociale, vote à droite

Tandis qu'en Ecosse le référendum sur l'indépendance a cristallisé le rejet de la politique austérioritaire imposée par Londres, plus au sud le même sentiment gonfle les voiles de la formation anti-européenne de M. Nigel Farage.

PAR OWEN JONES \*

UN nom sème l'effroi au sein de l'élite politique britannique : celui de l'UKIP (United Kingdom Independence Party, Parti pour l'indépendance du Royaume-Uni). Lors des élections européennes de mai 2014, ce parti contestataire emblématique d'un populisme de droite (1) a infligé une humiliante défaite aux trois formations

\* Auteur de *The Establishment. And How They Get Away With It*, Allen Lane, Londres, 2014.

dominantes : non seulement aux partis conservateur et libéral-démocrate, au pouvoir, mais également au Parti travailliste, dans l'opposition. C'est la première fois depuis un siècle qu'une formation détrône travaillistes et conservateurs lors d'un scrutin national. M. Nigel Farage, le dirigeant de l'UKIP – qui cultive soigneusement une image d'homme du peuple au verbe haut et amateur de bière –, avait prédit un « *tremblement de terre politique* » ; sa prophétie s'est réalisée (2).

Attelage politique singulier, l'UKIP se distingue du Front national français ou des autres partis d'extrême droite européens. Fondé en 1993 par Alan Sked, un universitaire affichant des convictions de centre gauche, le parti militait essentiellement pour que le Royaume-Uni sorte de l'Union européenne. A l'époque, l'opposition au projet européen ne se limitait pas à la droite radicale.

En 1973, l'entrée du pays dans la Communauté économique européenne (CEE) est scellée par le gouvernement

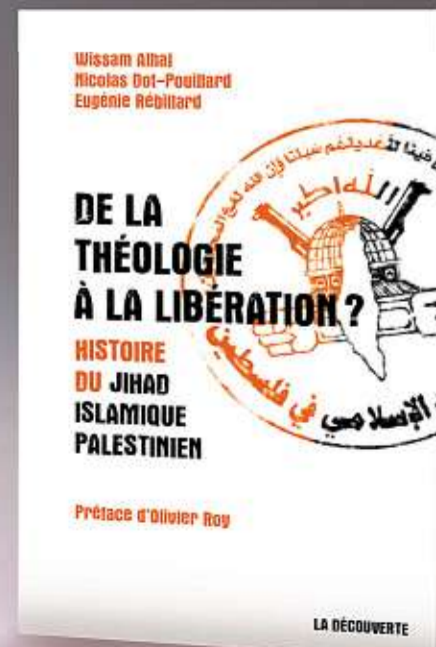
conservateur d'Edward Heath. Alors ministre, Margaret Thatcher fait partie des enthousiastes ; la gauche du Parti travailliste, des critiques les plus virulents. Pour cette dernière, la CEE plonge ses racines dans la guerre froide, et n'a qu'un objectif : consacrer la victoire du libéralisme économique et enterrer une fois pour toutes les aspirations des socialistes. Après sa victoire aux élections en 1974, le Parti travailliste organise un référendum : des chefs de file aussi emblématiques qu'Anthony Benn se démènent pour obtenir le retrait, sans y parvenir. En dépit d'une large adhésion populaire à la CEE, les opposants deviennent majoritaires chez les travaillistes. Lors des élections de 1983, le Labour propose d'ailleurs la sortie du Royaume-Uni.

(Lire la suite page 13.)

(1) Lire Gérard Mauger, « Populisme », itinéraire d'un mot voyageur », *Le Monde diplomatique*, juillet 2014.

(2) L'UKIP a obtenu 27,5 % des suffrages, contre 25,4 % pour le Parti travailliste et 23,9 % pour les conservateurs.

Entre le Fatah et le Hamas, un mouvement au cœur de l'affrontement israélo-arabe  
L'histoire du Jihad islamique palestinien



216 pages, 18 euros  
Disponible au format ePub

Éditions  
La Découverte



★ SOMMAIRE COMPLET EN PAGE 28

Afrique CFA: 2 400 F CFA, Algérie: 200 DA, Allemagne: 5,50 €, Antilles-Guyane: 5,50 €, Autriche: 5,50 €, Belgique: 5,40 €, Canada: 7,50 \$, Espagne: 5,50 €, États-Unis: 7,50 \$, Grande-Bretagne: 4,50 €, Grèce: 5,50 €, Hongrie: 1835 HUF, Irlande: 5,50 €, Italie: 5,50 €, Luxembourg: 5,40 €, Maroc: 30 DH, Pays-Bas: 5,50 €, Portugal (cont.): 5,50 €, Réunion: 5,50 €, Suisse: 7,80 CHF, TOM: 780 CFP, Tunisie: 5,90 DT.

NOUVELLE LIVRAISON DE « MANIÈRE DE VOIR »

## Pencher à gauche ou penser à gauche ?

**S**ERIONS-NOUS arrivés à la fin non pas du monde, mais à tout le moins de notre monde, celui qui a connu le combat pour un avenir plus heureux que le présent, pour que se transforment les conditions politiques et sociales qui permettent à une minorité d'exercer sa domination sur la majorité ? La situation actuelle inviterait à le croire.

Pencher à gauche est aisé : rares sont ceux qui osent affirmer que le smicard n'avait qu'à mieux se débrouiller. Avec l'effondrement de l'ex-« empire soviétique » et la mondialisation, avec le procès fait au productivisme au nom de l'écologie et la montée du « relativisme » des valeurs, penser à gauche est nettement plus compliqué. C'est précisément ce à quoi entend contribuer ce numéro de *Manière de voir* (1), en trois mouvements où s'expriment philosophes, historiens, sociologues et écrivains.

Contre la version du passé donnée par l'idéologie régnante, on revient, « avec l'aide de l'histoire », sur des événements majeurs, afin d'en dégager les conséquences et les enjeux actuels : de la disparition du tiers-monde (Immanuel Wallerstein) aux relations séculaires entre l'Europe et le monde arabe (Maxime Rodinson), de la réduction des événements de Mai 68 à une légende libertaire (Kristin Ross) à la notion controversée d'identité asiatique (Wang Hui). Mais il est tout aussi déterminant de rappeler que l'histoire, trop souvent écrite par les vainqueurs (Howard Zinn, Eduardo Galeano), n'est pas condamnée à être subjective, qu'elle porte sur l'analyse d'une réalité objective (Eric Hobsbawm) à laquelle nul n'échappe (Edward Said).

Affronter l'impuissance actuelle de la gauche, ce qui l'affaiblit et la brouille, c'est examiner « les questions qui fâchent ». Serait-il impossible de remettre en question les fondements mêmes du capitalisme (Slavoj Žižek) alors que nous serions orphelins de la révolution socialiste (Robert Bonnaud) ? Doit-on abandonner la revendication du droit à l'égalité pour le droit à la différence (Nancy Fraser), hiérarchiser la lutte pour l'environnement et la lutte des classes (Lucien Sève) ? Si, naguère, on pouvait interroger la violence révolutionnaire (Noam Chomsky et Michel Foucault), désormais on ose à peine remettre en question nos démocraties (José Saramago), même si « l'hypothèse communiste » d'Alain Badiou a pu rencontrer un surprenant écho (Evelyne Pieiller). Sous-jacente à nombre des divergences internes à la gauche, la contestation de



l'universalisme de la raison est mise à l'épreuve dans la science (Jean-Marc Lévy-Leblond) et dans le religieux (Jacques Bouveresse). Mais accepter de développer une réflexion qui se refuse à être binaire demande un courage certain, et intime et social (Claude Julien).

Les « réfractaires à la résignation » doivent donc faire tomber les confortables illusions qui voudraient que la morale et la compassion remplacent la politique (Arundhati Roy) et que les nouveaux lieux communs – la modernité, le progrès comme mythologie, la reconnaissance des identités... – soient vierges de toute idéologie (Louis Pinto, Pierre Bourdieu et Loïc Wacquant). A ce travail critique répond l'affirmation ardente que l'humain ne saurait avoir fini de s'inventer (Albert Jacquard, Cornélius Castoriadis), sauf à oublier de rêver (Edward Bond, Carlos Fuentes) et de s'insurger contre ce qui l'abêtit (Gilles Châtelet) : à l'instar d'Antonio Gramsci, qui, de sa prison mussolinienne, ne renonça jamais à construire le parti des opprimés (Razmig Keucheyan).

(1) « Penser est un sport de combat », *Manière de voir*, n°137, octobre-novembre 2014, 8,50 euros, en kiosques ou sur <http://boutique.monde-diplomatique.fr>. Les illustrations sont l'œuvre de Thomas Allen et de Stephen Doyle.



### ACCIDENTS DE TÉLÉPHONE

Téléphoner en marchant peut s'avérer périlleux. Pour éviter les accidents impliquant des piétons distraits, certaines villes chinoises ne manquent pas d'imagination (The Washington Post, 15 septembre).

La Chine, qui compte sept cents millions d'utilisateurs de smartphones, expérimente actuellement une méthode visant à prévenir les accidents liés à l'usage de ces appareils : dans la ville de Chongqing, un tronçon de trottoir long de cinquante mètres a été divisé entre une voie normale et une voie réservée aux usagers de technologies mobiles. « Il y a beaucoup de personnes âgées et d'enfants dans cette rue, et marcher avec un téléphone portable peut provoquer des collisions inutiles », explique Nong Cheng, un responsable municipal. (...) Le problème que posent les piétons absorbés par leur smartphone n'est pas spécifique à la Chine. Selon l'université de Washington, un Américain sur trois regarde son téléphone ou un autre appareil quand il franchit une intersection dangereuse. Et le ministère des transports des Etats-Unis a établi une corrélation

entre cette pratique et l'augmentation du nombre d'accidents mortels impliquant des piétons.

### PETITES ANNONCES

A Londres, où les prix de l'immobilier sont parmi les plus élevés du monde, trouver un logement relève du parcours du combattant. Aussi, tous les biens mis en location finissent par trouver preneur, même les plus saugrenus (The Guardian, 22 août).

A la fin d'une longue journée de travail, certains se traînent jusqu'à leur lit en rampant. C'est pour rentrer chez eux que les locataires d'un appartement du nord de Londres doivent se mettre à quatre pattes. Le conseil municipal du quartier de Barnet poursuit en justice le propriétaire d'une maison de Sunningfields Road, accusé de louer une chambre à laquelle il est impossible d'accéder en se tenant debout, la hauteur sous plafond de la dernière portion de la cage d'escalier étant comprise entre 0,70 mètre et 1,20 mètre. (...) Dans le même quartier, un studio est actuellement proposé à la location par le site Zoopla pour 760 livres sterling (965 euros)

par mois ; il se compose d'un lit simple accroché au plafond par des chaînes de métal, et reposant sur deux armoires.

### BERLIN FAIT SON MARCHÉ

Aux prises avec une pénurie de main-d'œuvre, l'Allemagne tente d'attirer des travailleurs étrangers. Pour cela, elle envoie des émissaires prospecter dans les pays frappés par le chômage. Dans son édition du 20 septembre, le quotidien La Repubblica annonce ainsi la venue de recruteurs allemands dans le sud de l'Italie.

La ZAV – l'agence fédérale allemande chargée de recruter des travailleurs étrangers – sera en mission la semaine prochaine dans les Pouilles, où elle organisera deux journées d'information destinées aux travailleurs qui ne trouvent ni formation ni travail en Italie. (...) L'objectif de cette mission est de renseigner les personnes intéressées sur les opportunités et les modalités de recherche d'emploi en Allemagne. (...) Les secteurs concernés sont très variés – automobile, électronique, robotique, électricité.

## COURRIER DES LECTEURS

### Piketty

M. Pierre Roussel conteste l'approche de Russell Jacoby dans son article « Thomas Piketty ou le pari d'un capitalisme à visage humain » (Le Monde diplomatique, août 2014) :

Thomas Piketty n'est pas partisan de la révolution (comme Balzac !). On peut lui reprocher de se débarrasser de la question un peu rapidement par la seule évocation de l'échec de l'expérience soviétique, c'est vrai. Il nous apprend pourtant beaucoup sur le monde économique, sur son histoire et sur les mécanismes qui y sont à l'œuvre. Mais chez lui, pas de fatalisme économique. Piketty rappelle à de nombreuses reprises que l'économie est une branche des sciences sociales et ne peut être appréhendée séparément. Les plus grands changements économiques n'ont pas résulté de mécanismes inéluctables, mais de décisions politiques ou d'événements historiques relevant eux aussi de décisions politiques, les guerres par exemple.

Pourquoi regretter alors que Piketty veuille un capitalisme moins mauvais pour la masse des gens ? Même Lénine n'était pas contre les réformes ! Moins d'inégalités, oui, c'est mieux, sinon moins mauvais. Pourquoi regretter qu'il indique quelques pistes pour aller dans ce sens ? Des pistes dans lesquelles on peut s'engager tout de suite, même si l'objectif final est aujourd'hui utopique : « Un tel refus de l'impôt sur le capital serait d'autant plus regrettable qu'il est parfaitement possible d'aller par étapes vers cette institution idéale, en commençant à la mettre en place à une échelle continentale ou régionale et en organisant la coopération entre ces outils régionaux. » Et quand Piketty traite de la dette publique (tout un chapitre), il nous démontre, arguments techniques et historiques à l'appui, que l'austérité est la plus mauvaise des solutions. C'est d'actualité, non ?

### Stagiaires

Enseignant dans la Somme, M. Virgile Gogois complète notre dossier du mois de septembre sur « La politique déboussolée » :

Vers la fin de votre excellent article « Purge à la française », vous citez la création de 24 600 postes d'enseignant comme un aspect positif de la politique du gouvernement (sans doute pour nuancer un peu votre propos)... Pourtant, si les chiffres sont exacts, il est une réalité peu connue des enseignants eux-mêmes concernant ces créations de postes, et qu'il me paraît important de faire savoir (...) : la majorité de ces postes est en fait réservée à des enseignants stagiaires. A la rentrée 2014, la proportion est de 10 247 postes de stagiaire pour 240 postes de titulaire !

Qui sont ces enseignants stagiaires ? En majorité, des étudiants n'ayant pas encore réussi leur concours et qui sont payés à mi-temps... Une sacrée aubaine pour bénéficier d'une main-d'œuvre flexible ! Ainsi, ces « stagiaires », dont l'accompagnement pédagogique se réduit au minimum, effectuant pleinement le travail des titulaires diplômés, les postes réellement créés dans certaines filières sont quasi nuls pour les titulaires ! Pis, les stagiaires (qui n'ont pas

encore le concours) se privent eux-mêmes des nouvelles créations de postes (réelles), ce qui rend le concours plus compliqué à décrocher : certains stagiaires de 2013 feront ainsi une seconde rentrée comme stagiaires en 2014...

### Sanctions

L'article d'Antoine Schwartz « Ni pause ni doutes pour les partisans d'une Europe fédérale » (septembre) nécessitait une précision que nous apporte M. Robin Barde :

Antoine Schwartz écrit : « La Commission n'exerce cependant qu'une pression morale sur les politiques menées par les Etats, par le biais de recommandations. » Le terme de « recommandation » ne doit pas nous induire en erreur. Le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE) précise en effet les sanctions possibles en cas de non-respect des recommandations. L'article 121 détaille les procédures d'« avertissement » et de « surveillance » pouvant être mises en place, et l'article 126 prévoit les sanctions : dans l'hypothèse où « un Etat membre persiste à ne pas donner suite aux recommandations », elles peuvent aller jusqu'à « des amendes d'un montant approprié ».

#### RECTIFICATIFS

– La demi-part accordée aux personnes seules et ayant élevé un ou des enfants évoquée dans l'article « Purge à la française » (septembre) est bien supprimée complètement pour les personnes seules, divorcées ou veuves n'ayant pas élevé seules leur(s) enfant(s), comme indiqué. Une précision : les personnes seules « ayant supporté à titre exclusif ou principal la charge d'un enfant pendant au moins cinq années » conservent cette demi-part.

– L'article d'Ismaïl Alexandrani sur le Sinaï (septembre) comportait une faute de traduction. L'auteur évoquait des violations des droits humains vis-à-vis des femmes, et non des viols. En outre, la victime évoquée en début d'article était en mission pour son employeur, une entreprise de distribution des eaux, et non pour recueillir des informations sur la situation dans la région.

**Vous souhaitez réagir à l'un de nos articles :**

**Courrier des lecteurs,  
1, av. Stephen-Pichon 75013 Paris  
ou [courrier@monde-diplomatique.fr](mailto:courrier@monde-diplomatique.fr)**

Edité par la SA Le Monde diplomatique.  
Actionnaires : Société éditrice du Monde, Association Gunter Holzmann, Les Amis du Monde diplomatique  
1, avenue Stephen-Pichon, 75013 Paris  
Tél. : 01-53-94-96-01. Télécopieur : 01-53-94-96-26  
Courriel : [secretariat@monde-diplomatique.fr](mailto:secretariat@monde-diplomatique.fr)  
Site Internet : [www.monde-diplomatique.fr](http://www.monde-diplomatique.fr)

Directeur : Serge HALIMI,  
président, directeur de la publication  
Autres membres : Vincent CARON, Bruno LOMBARD,  
Pierre RIMBERT, Anne-Cécile ROBERT  
Directrice des relations et des éditions internationales :  
Anne-Cécile ROBERT  
Secrétaire générale :  
Anne CALLAIT-CHAVANEL

Directeur de la rédaction : Serge HALIMI  
Rédacteur en chef : Pierre RIMBERT  
Rédacteurs en chef adjoints :  
Benoît BRÉVILLE, Martine BULARD, Renaud LAMBERT  
Chef d'édition : Mona CHOLLET  
Rédaction : Philippe DESCAMPS, Alain GRESH,  
Evelyne PIEILLER,  
Hélène RICHARD,  
Anne-Cécile ROBERT  
Site Internet : Guillaume BAROU  
Conception artistique : Alice BARZILAY,  
Maria IERARDI (avec la collaboration  
de Delphine LACROIX pour l'iconographie)  
Rédacteur documentaliste : Olivier PIRONET  
Mise en pages et photographie :  
Jérôme GRILLIÈRE, Didier ROY  
Correction : Pascal BEDOS, Xavier MONTHÉARD

Directeur de la gestion : Bruno LOMBARD  
Directeur commercial,  
chargé de la diffusion numérique : Vincent CARON  
Contrôle de gestion : Ziaï SAHALI  
Secrétaire : Yuliya DAROUKA (9621),  
Sophie DURAND-NGÔ, attachée communication  
et développement (9674), Eleonora FALETTI (9601)  
Courriel : [prénom.nom@monde-diplomatique.fr](mailto:prénom.nom@monde-diplomatique.fr)

Fondateur : Hubert BEUVE-MÉRY. Anciens directeurs :  
François HONTLI, Claude JULIEN, Ignacio RAMONET  
Publicité : Anne BORROMÉE (01-57-28-39-57)

Diffusion, mercatique : Brigitte BILLIARD, Jérôme PONS,  
Sophie GERBAUD, Marie-Dominique RENAUD  
Relations marchands de journaux (numéros verts) :  
Diffuseurs Paris : 0805 050 147  
Dépositaires banlieue/province : 0805 050 146  
Service relations abonnés  
• Depuis la France : 03 21 13 04 32 (non surtaxé)  
[www.monde-diplomatique.fr](http://www.monde-diplomatique.fr)  
• Depuis l'étranger : (33) 3 21 13 04 32

Reproduction interdite de tous articles,  
sauf accord avec l'administration

© ADAGP, Paris, 2014,  
pour les œuvres de ses adhérents.

Prix de l'abonnement annuel à l'édition imprimée :  
France métropolitaine : 54 €  
Autres destinations : [www.monde-diplomatique.fr/abo](http://www.monde-diplomatique.fr/abo)

## Informez-vous, abonnez-vous !

2 ans pour 99 € au lieu de 129,60 € \*, soit 23 % de réduction

1 an pour 54 € au lieu de 64,80 € \*, soit 16 % de réduction

Coordonnées : RMDMN1402PBA010

M.  M<sup>me</sup>

Nom .....

Prénom .....

Adresse .....

Code postal [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ]

Ville .....

Courriel .....

Règlement :  Chèque bancaire  
à l'ordre du Monde diplomatique SA

Carte bancaire

Numéro de carte bancaire

Expire fin [ ] [ ] [ ] [ ]

Notez les trois derniers chiffres du numéro  
inscrit au dos de votre carte [ ] [ ] [ ]

Signature  
obligatoire

Signature

\* Prix de vente au numéro.



Offert : l'accès à la version numérique (Web, tablettes, liseuses)

**A renvoyer, accompagné  
de votre règlement, à l'adresse suivante :**  
**Le Monde diplomatique, service abonnements,  
A 2300 - 62066 Arras Cedex 9  
Tél. : 03-21-13-04-32 (numéro non surtaxé)**

**Plus simple et plus rapide :**  
retrouvez cette offre sur  
[www.monde-diplomatique.fr/abojournal](http://www.monde-diplomatique.fr/abojournal)

Offre réservée à la France métropolitaine, valable jusqu'au 31/12/2014, pour l'étranger merci de nous consulter. En application de la loi informatique et libertés du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification des informations vous concernant (s'adresser au service des abonnements). Ces informations peuvent être exploitées par des sociétés partenaires du Monde diplomatique. Si vous ne souhaitez pas recevoir de propositions de ces sociétés, merci de cocher la case ci-contre  Le Monde diplomatique SA – RCS Paris B400 064 291

## LES CONSÉQUENCES SANITAIRES DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES

## Quand l'austérité tue

*Rigueur ou relance ? Si, depuis le début de la crise financière de 2007, les gouvernements européens ont choisi, les experts poursuivent leurs délibérations... avec d'autant plus de prudence qu'ils font rarement partie des premières victimes des coupes budgétaires. Soumettre les politiques économiques aux critères d'évaluation de la recherche médicale permettrait toutefois de trancher la question.*

PAR DAVID STUCKLER  
ET SANJAY BASU \*

«**M**ERCI d'avoir participé à ce test clinique. Vous ne vous rappelez peut-être pas avoir donné votre accord, mais vous avez été enrôlé en décembre 2007, au début de la Grande Récession. Votre traitement n'a pas été administré par des médecins ou des infirmières, mais par des politiciens, des économistes et des ministres des finances. Dans le cadre de cette étude, ils vous ont fait suivre, ainsi qu'à des millions d'autres personnes, l'un des deux protocoles expérimentaux suivants : l'austérité ou la relance. L'austérité est un médicament destiné à réduire les symptômes de la dette et du déficit, pour traiter la récession. Elle consiste à diminuer les dépenses gouvernementales en matière de couverture médicale, d'assistance aux chômeurs et d'aide au logement.

« Si vous avez reçu une dose expérimentale d'austérité, vous avez peut-être remarqué de profonds bouleversements dans le monde qui vous entoure. Si en revanche vous faites partie du groupe de la relance, votre vie n'a peut-être pas été bouleversée par le chômage et la récession. Il est même possible que vous vous trouviez aujourd'hui en meilleure santé qu'avant la crise... » Ce message ne vous sera jamais adressé. Et pourtant...

## Une leçon pour les peuples

**D**eux pays illustrent les résultats de nos travaux concernant l'Europe empêtrée dans la crise de la dette depuis la fin des années 2000 : l'Islande (3) et la Grèce (4).

Sur la période 2007-2010 – les pires années de la crise –, le taux de mortalité a diminué régulièrement en Islande en dépit d'une légère hausse (non significative) des suicides à la suite de l'effondrement des marchés. Lors de nos recherches sur les récessions en Europe, nous avons découvert que les crises bancaires provoquent généralement une augmentation à court terme des accidents cardiaques. Mais tel n'est pas le cas en Islande.

En octobre 2008, confronté aux répercussions de la crise des *subprime* aux États-Unis et aux engagements inconsidérés de ses banques, Reykjavik a dans un premier temps fait appel au Fonds monétaire international (FMI) pour mettre en place un plan de sauvetage. Celui-ci s'accompagnait de recommandations favorables à l'instauration d'une politique d'austérité, en particulier dans le système de santé publique – qualifié par le FMI de « *bien de luxe* » –, qui aurait dû subir une baisse de financement de 30 %.

Les Islandais ont refusé ce plan en manifestant massivement. Un événement inattendu s'est alors produit début 2010. Le président islandais a demandé au peuple ce qu'il souhaitait : fallait-il absorber la dette privée pour renflouer les banquiers en réduisant drastiquement le budget du gouvernement ou refuser de payer pour investir dans la reconstruction de l'économie ? Interrogés par référendum, 93 % des Islandais ont choisi la seconde option.

Au total, en pleine période de récession, l'Islande a choisi de continuer à accroître

Afin de déterminer les meilleurs traitements, les chercheurs en médecine ont recouru à des « essais randomisés contrôlés » à grande échelle (1). Dans le domaine de la politique, il se révèle difficile, voire impossible, d'enrôler toute une société dans des tests d'une telle envergure pour expérimenter des mesures sociales. Toutefois, il arrive que des dirigeants politiques, confrontés à des problèmes similaires, optent pour des lignes d'action différentes. Pour les scientifiques, ces « expériences naturelles » offrent la possibilité d'étudier les conséquences sanitaires d'options politiques (2).

Nous avons ainsi analysé des données provenant des quatre coins du monde au cours de diverses périodes de récession, en mesurant l'impact social des mesures d'austérité et de relance. Plusieurs de nos résultats étaient prévisibles. Quand les gens perdent leur travail, ils risquent davantage de se tourner vers la drogue, l'alcool ou de développer des tendances suicidaires, comme aux États-Unis au cours des années 1930 ou en Russie durant la période des privatisations massives des années 1990. Mais, au cours de nos recherches, nous avons également découvert que certaines communautés, voire des nations entières, jouissent d'une meilleure santé depuis l'effondrement de leur économie. Pourquoi ?

ses dépenses consacrées à la protection sociale, déjà passées, entre 2007 et 2009, de 280 milliards de couronnes (environ 1,6 milliard d'euros) à 379 milliards de couronnes (environ 2,3 milliards d'euros), soit de 21 à 25 % du produit intérieur brut (PIB). Les dépenses supplémentaires, décidées après 2010, ont par exemple financé de nouveaux programmes d'allègement de dettes » pour les propriétaires dont le bien immobilier valait désormais moins que le montant de leur emprunt. L'opération a permis d'éviter une explosion du nombre de sans-abri. En 2012, l'économie islandaise croissait de 3 %, et le chômage descendait au-dessous de 5 %. Au mois de juin de la même année, l'Islande a effectué des remboursements sur ses dettes plus tôt que prévu. Le FMI a dû reconnaître que l'approche unique de l'Islande avait entraîné une reprise « *étonnante* » forte (5)...

Plus au sud, la Grèce a servi de laboratoire pour étudier les effets des politiques d'austérité. En mai 2010, le FMI lui a proposé un prêt aux conditions habituelles : privatiser les entreprises et les infrastructures publiques, amputer les programmes de protection sociale. Comme en Islande, les manifestants grecs réclamaient un référendum national sur cet accord, mais le plan d'austérité fut appliqué sans être voté : contrairement à ce qui s'est passé en Islande, la démocratie a été suspendue.

Face à la progression du chômage, aux expropriations de masse et à l'augmentation des dettes privées, de nombreux Grecs se sont tournés vers les programmes de protection sociale pour survivre. Or, déjà très affaiblis par les mesures d'austérité, ceux-ci n'étaient pas en mesure d'absorber l'augmentation soudaine du nombre de bénéficiaires. A mesure que les budgets des hôpitaux diminuaient, consulter un médecin devenait de plus en plus difficile. Les files d'attente pour avoir accès à un thérapeute ont doublé, puis triplé. Dans un entretien accordé au



WEBB BOYD. – « Elephant Legs » (Pattes d'éléphant), 1982

*New York Times*, le chef du département d'oncologie à l'hôpital Sotiria, au centre d'Athènes, le docteur Kostas Syrigos a raconté l'histoire d'une patiente atteinte du pire cancer du sein qu'il ait jamais vu. Les réformes imposées par la « *troïka* » (Commission européenne, Banque centrale européenne et FMI) l'avaient empêchée de se soigner depuis un an. Quand elle s'est présentée dans une clinique clandestine, où travaillaient des médecins bénévoles, la tumeur avait percé la peau et commençait à suinter sur ses vêtements. La femme souffrait atrocement et tamponnait sa plaie purulente avec des serviettes en papier (6).

En mai 2010, juste après la mise en place du premier plan de sauvetage du FMI, la compagnie pharmaceutique Novo Nordisk a quitté le marché grec car l'État lui devait 36 millions de dollars. Ce retrait a non seulement coûté des emplois, mais également privé cinquante mille diabétiques d'insuline.

Le taux de suicide a augmenté, en particulier chez les hommes : entre 2007 et 2009, avant même le plan du FMI, il avait bondi de 20 %. Le 4 avril 2012, Dimitris Christoulas s'est ainsi rendu place Syntagma, en plein centre-ville d'Athènes. Il a gravi les marches du Parlement, placé une arme contre sa tempe et déclaré : « *Je ne me suicide pas. Ce sont eux qui me tuent.* » Une lettre retrouvée dans sa sacoche expliquait : « *Le gouvernement (...) a détruit mon seul moyen de survie, qui consistait en une pension très respectable que j'ai payée seul pendant trente-cinq ans (...). Puisque mon âge avancé ne me permet pas de réagir de manière active (quoique, si un*

*Grec saisissait une kalachnikov, je serais juste derrière lui), je ne vois pas d'autre solution pour finir dignement ma vie et ne pas me retrouver à fouiller dans les poubelles pour me nourrir.* »

Les associations de soutien psychologique ont constaté une multiplication par deux des appels à l'aide. Et il ne s'agit que de la partie visible de l'iceberg. Certains Grecs ont sans doute préféré ne pas appeler au secours en raison de la stigmatisation qui entoure la détresse psychologique dans le pays : l'Église orthodoxe refuse par exemple d'enterrer ceux qui se suicident. De nombreux médecins considèrent l'augmentation du nombre de « blessures indéterminées » et d'autres causes mystérieuses de décès comme la manifestation de suicides déguisés pour sauver l'honneur des familles.

Pendant quarante ans, des programmes de pulvérisation d'insecticides avaient empêché les maladies transmises par les moustiques de se développer en Grèce. A la suite des coupes drastiques opérées dans les budgets alloués au sud du pays, une épidémie de virus du Nil occidental a éclaté en août 2010, tuant soixante-deux personnes. Le paludisme a fait son retour pour la première fois depuis 1970. Les autorités ont également constaté une recrudescence d'infections par le VIH au centre d'Athènes, du jamais-vu en Europe depuis des années : entre janvier et octobre 2011, les nouveaux cas ont été multipliés par dix chez les usagers de drogues. Entre-temps, les crédits alloués aux programmes d'échange de seringues avaient été supprimés. L'usage de l'héroïne a augmenté de 20 % entre 2010 et 2011,

notamment chez les jeunes, frappés par un taux de chômage de 40 %.

Avec un budget amputé de presque 50 %, le ministre de la santé grec n'avait guère de marges de manœuvre. Cependant, une issue politique demeurait : l'option démocratique. En novembre 2011, au moment où l'épidémie de VIH a été constatée, le premier ministre Georges Papandréou a ainsi tenté la solution islandaise, annonçant un référendum sur une seconde cure d'austérité. Le peuple grec voyait clairement que les mesures d'austérité ne fonctionnaient pas. En dépit des coupes budgétaires, la dette publique continuait à s'envoler (165 % du PIB en 2011). Mais, sous la pression de la « *troïka* » et d'autres gouvernements européens, notamment français et allemand, M. Papandréou a annulé le référendum avant d'être poussé à la démission.

Comme ce fut le cas en Islande, le FMI a finalement admis, en 2012 : « *Nous avons sous-estimé les effets négatifs de l'austérité sur l'emploi et l'économie (7).* » Mais imposer cette épreuve à la Grèce représentait moins une stratégie économique qu'un projet politique. M<sup>me</sup> Angela Merkel, la chancelière allemande, a ainsi présenté le plan d'aide octroyé à Athènes comme une leçon inculquée au reste de l'Europe : « *Ces pays peuvent voir que le chemin emprunté par la Grèce n'est pas facile. Ils feront donc tout ce qu'ils peuvent pour l'éviter (8).* »

Les politiques économiques ne sont ni des agents pathogènes ni des virus qui provoquent directement la maladie, mais la « cause des causes » : le facteur sous-jacent qui détermine qui sera exposé aux plus grands risques sanitaires. Voilà pourquoi la moindre modification d'un budget national peut avoir des effets considérables – et parfois involontaires – sur le bien-être de la population.

Nous disposons désormais d'éléments sérieux nous permettant de conclure que le véritable danger pour la santé publique n'est pas la récession en tant que telle, mais l'adoption de politiques d'austérité pour y faire face. Autant dire que, si l'« *expérience grecque* » avait été menée selon des critères aussi rigoureux que des tests cliniques, elle aurait été interrompue depuis longtemps par un conseil d'éthique.

(1) Lire Bruno Falissard, « Soigner le malade ou la maladie ? », *Le Monde diplomatique*, juin 2014.

(2) NDLR. Les auteurs s'appuient sur les travaux les plus récents ainsi que sur leurs propres études, publiées par les revues scientifiques *The Lancet*, *British Medical Journal* ou *PLOS Medicine*. Leurs sources peuvent être consultées sur notre site : [www.monde-diplomatique.fr/50837](http://www.monde-diplomatique.fr/50837)

(3) Sur la crise islandaise, lire Silla Sigurgeirsdóttir et Robert Wade, « Quand le peuple islandais vote contre les banquiers », et « Une Constitution pour changer d'Islande ? », *Le Monde diplomatique*, respectivement mai 2011 et octobre 2012.

(4) Sur la crise grecque, lire notre dossier « Le laboratoire grec », *Le Monde diplomatique*, février 2013.

(5) Fonds monétaire international, « Iceland : Ex post evaluation of exceptional access under the 2008 stand-by arrangement », rapport n° 12/91, Washington, DC, avril 2012.

(6) *The New York Times*, 24 octobre 2012.

(7) *The Guardian*, Londres, 1<sup>er</sup> février 2002.

(8) British Broadcasting Corporation (BBC), Londres, 2 mai 2010.



**ACCÉDEZ À L'INTÉGRALITÉ  
DU MONDE DIPLOMATIQUE  
DEPUIS SA CRÉATION**

- 60 années d'archives
- plus de 700 numéros du journal
- plus de 400 cartes
- plus de 50 000 documents accessibles en ligne grâce à un puissant moteur de recherche

Abonnez-vous !

[www.monde-diplomatique.fr/archives](http://www.monde-diplomatique.fr/archives)

\* Respectivement docteur en sociologie et professeur de médecine, auteurs de *Quand l'austérité tue. Epidémies, dépressions, suicides : l'économie inhumaine* (Autrement, Paris, 2014), d'où est tiré cet article.

UNE AUTORITÉ POLICIÈRE À DÉFAUT D'ÉTAT

# En Cisjordanie, le spectre de l'Intifada

En bombardant Gaza durant cinquante jours, les Israéliens ont provoqué des dégâts sans équivalent depuis 1967, avec plus de deux mille morts, dont cinq cents enfants. Dans le même temps, en Cisjordanie, l'Autorité palestinienne maintient sa coopération sécuritaire avec l'armée d'occupation, malgré l'absence de progrès dans la construction d'un véritable Etat.

PAR NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL  
OLIVIER PIRONET

EN arrivant à Naplouse, dans le nord de la Cisjordanie, une odeur âcre de pneus brûlés envahit les narines. Les volutes de fumée noire dégagées par le caoutchouc en flammes et les pierres jonchant le sol obligent le chauffeur du taxi collectif à ralentir. Plusieurs dizaines de Palestiniens, en majorité des *chebab* (« jeunes »), se sont rassemblés pour protester contre le meurtre, deux jours auparavant, d'Alaa Awad, un commerçant de 30 ans. Ce père de deux enfants a été abattu par des soldats israéliens alors qu'il passait à pied devant le poste militaire de Zaatara – un des fortins installés par Israël aux abords de Naplouse pour « protéger » les colonies juives qui entourent la ville (1) –, près duquel il devait aller récupérer une livraison de téléphones portables. « Ils disent qu'il leur a tiré dessus et qu'ils ont riposté, mais c'est faux. Ils racontent ce qui les arrange. C'est toujours comme ça », peste le chauffeur, approuvé par nos compagnons de route.

Stationnés à quelques centaines de mètres et à l'abri des jets de pierre dans leurs imposantes Jeep blindées, les soldats israéliens observent les manifestants d'un œil goguenard tout en restant sur leurs gardes. L'attroupement sera dispersé après plusieurs tirs de grenades lacrymogènes.

## Constamment harcelés par l'armée et par les colons

Parmi les *chebab* descendus dans la rue pour exprimer leur colère, certains sont issus du camp de réfugiés de Balata. Nous y retrouvons M. Fayed Arafat, l'un de ses responsables. Ce cinquantenaire, père de neuf enfants, dirige le centre culturel Yafa, qui « fournit un soutien social, éducatif et psychologique aux jeunes du camp et tâche de les sensibiliser à la question du droit au retour des réfugiés palestiniens ». Construit en 1950 pour accueillir des villageois expulsés de la région de Jaffa, près de Tel-Aviv, Balata se trouve en zone A, l'aire administrative délimitant les secteurs de la Cisjordanie « gouvernés » par l'Autorité palestinienne mais où l'armée israélienne opère à sa guise, en dépit des

accords d'Oslo (lire l'encadré ci-dessous). Le camp offre un condensé des problèmes qui affectent les réfugiés palestiniens. Ici, la pauvreté (55 % des habitants), le chômage (53 %, dont 65 % sont de jeunes diplômés), la promiscuité et l'insalubrité touchent presque tous les foyers. Près de vingt-huit mille habitants, dont 60 % ont moins de 25 ans, s'entassent sur un kilomètre carré – un record en Cisjordanie, en termes de densité de population. Ils vivent dans des logements de béton pour la plupart exigus, bâtis les uns sur les autres le long de ruelles poussiéreuses dont certaines sont si étroites – seulement quelques dizaines de centimètres de large, parfois – que la lumière du jour peine à s'y faufiler.



Connu pour son engagement contre l'occupation dès 1976, qualifié par les Israéliens de « bastion terroriste » et très surveillé, le camp a payé un lourd tribut ces dernières années : « Environ quatre cents morts depuis le déclenchement de la seconde Intifada [2000-2005], et des milliers de blessés. Près de trois cents résidents du camp sont actuellement incarcérés en Israël », nous indique M. Arafat, qui a lui-même été emprisonné à plusieurs reprises. L'armée israélienne envahit régulièrement Balata pour « arrêter ceux qui ont participé à des manifestations ou sont recherchés pour leur activisme politique, ou bien encore pour "sécuriser" le quartier, du fait de la proximité du tombeau de Youssouf » – un mausolée vénéré par les juifs comme par les musulmans.

Harcelés par l'armée d'occupation et par les colons, les habitants sont « à bout », lâche M. Arafat. « Nous ne pouvons compter que sur nous-mêmes. Quand les Israéliens surgissent pour perquisitionner ou capturer des militants politiques, nous tentons de nous interposer, mais nous sommes impuissants. Il y a encore des armes ici, mais les gens ne les utilisent plus. La police palestinienne devrait nous protéger des colons – très



Les photographies qui accompagnent ce reportage sont de Martin Kollar. Elles sont extraites de la série « Field Trip » (Voyage sur le terrain), 2010

nombreux autour de Naplouse, et parmi les plus agressifs –, mais elle ne fait rien. » En vertu des accords sécuritaires israélo-palestiniens, élaborés en 1993, la police de l'Autorité palestinienne n'a pas le droit d'utiliser la force contre les colons en cas d'attaque, mais doit s'en remettre aux autorités israéliennes. Elle est aussi tenue de coopérer pour cibler et interpeller les militants palestiniens constituant un « danger potentiel » vis-à-vis d'Israël – essentiellement des membres du Hamas, la formation islamiste, du Jihad islamique et du Front populaire pour la libération de la Palestine (FPLP, extrême gauche), mais aussi des dissidents du Fatah, le parti du président de l'Autorité, M. Mahmoud Abbas. « L'armée d'occupation, les colons, mais aussi les forces de sécurité palestiniennes maintiennent une pression constante. Il est donc aisé de comprendre pourquoi les gens sont en colère, poursuit M. Arafat. Nous sommes comme un volcan prêt à entrer en éruption. Les responsables de la "Sulta" ["Autorité", en arabe],

Aïda non plus en zone A mais en zone C, c'est-à-dire sous leur contrôle exclusif, puis ont décrété son périmètre "zone militaire fermée", nous apprend M. Salah Ajarma, le directeur du centre. La police palestinienne n'a plus le droit d'y entrer, ni de patrouiller alentour. Le pourrait-elle, d'ailleurs, qu'elle se heurterait aussitôt à l'hostilité des réfugiés, avec lesquels les rapports se sont détériorés en raison des nombreuses arrestations d'opposants effectuées ces dernières années – « parfois directement sur ordre des Israéliens », selon M. Ajarma, qui a connu la prison dès l'âge de 14 ans. « Comment peut-on lui faire confiance alors qu'elle est soumise au bon vouloir de l'occupant et constitue même une menace pour nous ? » Début 2013, les habitants ont détruit le poste de police présent dans le camp et chassé les policiers. « Nous avons l'impression, au fond, que seul le drapeau [palestinien] sous lequel ils servent les différencie des soldats israéliens », assène-t-il.

Ces critiques trouvent un écho auprès de larges franges de la société palestinienne et des principaux partis politiques, y compris au sein du Fatah. Pour autant, la suspension de la coopération sécuritaire entre la police de l'Autorité et l'armée israélienne n'est pas à l'ordre du jour, comme l'a rappelé M. Abbas, le 28 mai dernier, devant un parterre de journalistes, de militants pacifistes et d'hommes d'affaires israéliens réunis à Ramallah : « La coordination sécuritaire est sacrée, sacrée. Et elle continuera, que nous soyons en désaccord ou non avec les Israéliens (2) » – des propos qui ont embarrasé une partie des responsables du Fatah.

## Des forces de l'ordre qui comptent environ trente mille hommes

Inscrite dans les accords d'Oslo de 1993, cette coopération bilatérale a été mise en œuvre après l'accord signé au Caire en mai 1994 (Oslo I). Celui-ci indique que les forces de l'ordre palestiniennes doivent « agir systématiquement contre toute incitation au terrorisme et à la violence » vis-à-vis d'Israël, « empêcher tout acte d'hostilité » contre les colonies et « coordonner [leurs activités] avec l'armée israélienne, notamment à travers l'échange d'informations et d'opérations conjointes (3). Suspendue pendant la seconde Intifada, puis réactivée par M. Abbas après son élection à la tête de l'Autorité, le 9 janvier 2005, cette politique a pris un nouvel élan avec la réforme des services de sécurité engagée par l'ancien premier ministre Salam Fayyad (2007-2013) (4). Pléthoriques, les diverses forces de police et de gendarmerie regroupent environ trente mille hommes – soit un agent pour quatre-vingts habitants en Cisjordanie, l'un des ratios les plus élevés du monde (un pour trois cent cinquante-six en France). Elles ont été profondément remaniées sous la supervision des Américains, qui ont formé des unités spéciales et les ont dotées de véhicules modernes, de matériels de pointe et d'armes sophistiquées. Les services

(1) Cinq cents points de contrôle israéliens et trois cents colonies sont répartis à travers la Cisjordanie, dont la superficie équivaut à celle du département de la Seine-et-Marne.

(2) « Abbas in firing line over security cooperation with Israel », Middle East Eye, 10 juillet 2014, www.middleeasteye.net

(3) Cf. Julien Salingue, « Oslo, vingt ans après », 14 septembre 2013, www.julien-salingue.fr

(4) Cf. le rapport de l'International Crisis Group, « Squaring the circle : Palestinian security reform under occupation », 7 septembre 2010, www.crisisgroup.org

### Autonomie limitée

Les accords intérimaires israélo-palestiniens du 28 septembre 1995, dits Oslo II, divisent la Cisjordanie en trois zones, qui se répartissent aujourd'hui comme suit :

- la zone A (18 % du territoire), où s'exerce l'« autonomie » palestinienne ;
- la zone B (21 %), où la responsabilité civile incombe aux Palestiniens et la sécurité aux Israéliens ;
- la zone C (61 %), contrôlée exclusivement par ces derniers.

Les colonies juives – hors Jérusalem-Est – sont pratiquement toutes situées en zone C.

La grande majorité des Palestiniens vit dans les zones A et B.

de sécurité, financés en partie par Washington et les Européens (5), absorbent plus de 30 % du budget annuel de l'Autorité – établi à 3,2 milliards d'euros en 2014 –, une enveloppe qui dépasse la part cumulée des dépenses affectées à l'éducation, à la santé et à l'agriculture (6). « *Ils sont la cheville ouvrière de l'Autorité palestinienne*, explique le sociologue palestinien Sbeih Sbeih. *Les accords d'Oslo ont transformé celle-ci en sous-traitante de l'occupant israélien.* » N'était-ce pas d'ailleurs l'un des objectifs ? En 1993, le premier ministre israélien Itzak Rabin déclarait que le transfert de certaines tâches sécuritaires aux Palestiniens devait permettre de « *dispenser – et c'est le plus important – l'armée israélienne de devoir les accomplir elle-même* (7) ».

## Accaparement des richesses par les grandes familles

Aux commandes du dispositif de coopération sécuritaire de 2009 à 2014, l'ancien ministre de l'intérieur palestinien Said Abou Ali a une vision toute différente. Il nous reçoit entouré de deux de ses conseillers dans son vaste bureau du palais ministériel, à Ramallah. « *La politique de coordination est un succès pour les deux parties* », affirme, débonnaire, M. Abou Ali. « *Les efforts que nous avons déployés pour rétablir l'ordre, ces dernières années, nous ont permis de garantir une certaine stabilité en Cisjordanie et de juguler le terrorisme et l'extrémisme. Certains condamnent la coopération de nos services avec Israël ou nous accusent de "collaboration", mais ça n'a absolument rien à voir. Notre objectif est de construire un Etat, et la sécurité en est un des piliers fondamentaux.* » Une « *stabilité* » et une « *sécurité* » relatives : en 2013, plus de quatre mille six cents civils palestiniens ont été arrêtés en Cisjordanie par l'armée israélienne, au cours de quelque quatre mille interventions. Et une trentaine ont été tués. Cette même année, les violences commises par les colons (trois cent quatre-vingt-dix incidents) ont augmenté de 8 % par rapport à 2012, faisant une centaine de blessés, principalement des paysans palestiniens (8) ; la police de l'Autorité, quant à elle, est régulièrement accusée d'exactions et maintient en détention arbitraire des opposants politiques (tout comme son homologue dirigée par le Hamas à Gaza).

Par ailleurs, Israël mène chaque année plusieurs centaines d'opérations en coordination avec les services palestiniens (9). « *Cette politique sécuritaire, que nos dirigeants justifient au nom de l'Etat à venir, sert en réalité à donner des gages à la "communauté internationale", dont l'Autorité dépend financièrement, et à empêcher tout embrasement dans les territoires*, estime Abaher Al-Sakka, professeur de sociologie à l'université de Bir Zeit (Ramallah). *Mais elle a pour effet de susciter le ressentiment d'un nombre croissant de Palestiniens.* »

La situation sociale du pays ne contribue pas à l'apaisement. La population s'est fortement mobilisée en 2011 et 2012, notamment pour dénoncer la politique économique du gouvernement. Les réformes libérales introduites par M. Fayyad à partir de 2007, soutenues par le Fonds monétaire international, la Banque mondiale et les pays donateurs, ont placé des pans entiers de l'éco-

nomie du petit territoire sous la coupe du secteur privé. Au nom de la croissance, et pour attirer les investisseurs, l'ancien premier ministre a mis en place une « *thérapie de choc* » : suppression de quarante mille postes de fonctionnaire (estimés à cent cinquante mille aujourd'hui), réduction des budgets sociaux, compression des salaires, réaménagement de la protection sociale, réforme du secteur bancaire, etc. Ces mesures ont contribué à l'aggravation des inégalités, détruit des emplois et provoqué une hausse brutale du coût de la vie.

L'envolée de la fin des années 2000 (7 % de croissance en 2008, contre 1,5 % en 2013) – due uniquement à l'aide étrangère, qui couvre la moitié du budget de l'Autorité – n'a été qu'un phénomène en trompe-l'œil. Le « *boom économique* » du « *Tigre palestinien* » célébré par les experts occidentaux a débouché sur une crise financière sans précédent dès que se sont tariées les contributions des bailleurs de fonds, en 2010. Le taux de chômage est extrêmement élevé (entre 20 et 30 % en Cisjordanie, selon les sources, et plus de 40 % à Gaza), la pauvreté frappe près d'un quart de la population (20 % des Palestiniens de Cisjordanie vivent avec moins de 1,50 euro par jour), tandis que les revenus des plus riches ont crû de 10 % entre 2007 et 2010 (10). « *La majeure partie de l'économie du pays se concentre entre les mains de grandes familles et de nouveaux riches, liés pour la plupart au pouvoir et profitant de ses réseaux*, explique Al-Sakka. *Ils se trouvent à la tête d'entreprises qui contrôlent les secteurs de la téléphonie, de la construction, de l'énergie, de l'alimentation, etc. Certains d'entre eux investissent sur le marché israélien et dans les colonies industrielles. En retour, ils bénéficient de privilèges octroyés par Israël, comme la possibilité de passer prioritairement aux barrages militaires, au même titre que les officiels de l'Autorité* (11). » A Ramallah, en particulier, ces « *VIP* » que l'on peut voir parader en centre-ville au volant de leurs voitures rutilantes habitent dans des quartiers huppés qui sont à mille lieues de l'univers des camps de réfugiés.

Par-dessus tout, le développement économique de la Cisjordanie reste entravé par l'occupation, le mur de séparation et le système des barrages qui quadrillent le territoire. Dans le cadre du protocole de Paris (1994), versant économique et financier des accords d'Oslo, les Israéliens exercent

aussi leur mainmise sur les activités commerciales des Palestiniens – lesquels importent 70 % de leurs produits d'Israël et y exportent plus de 85 % de leurs marchandises. Les autorités de Tel-Aviv collectent également les taxes douanières revenant à l'Autorité. Elles peuvent les confisquer à loisir, par chantage ou en guise de représailles. « *Nous sommes soumis à une double occupation, militaire et économique*, déplore Sbeih. *La politique sécuritaire et l'oppression économique constituent les deux aspects d'une même logique, à l'œuvre depuis Oslo.* »

M. Naba Alassi vit dans le camp de réfugiés de Dheisheh (Bethléem). Ce trentenaire qui a vu l'un de ses amis mourir dans ses bras, tué par des soldats israéliens au cours d'une manifestation, s'empare contre « *l'Autorité et ses protégés* » : « *Les élites et les capitalistes de Ramallah, qui paradedent dans leurs grosses Mercedes et leurs 4x4, ne nous représentent pas ! Ils nous traitent de "terroristes" et d'"extrémistes" alors que nous ne faisons que résister à l'occupation ! Nous devons démanteler l'Autorité. Elle ne sert à rien, sinon à mener de vaines négociations, qui sont au fond sa seule raison d'être, son business !* »

Depuis vingt ans, sommets, conférences, tables rondes et tournées diplomatiques ont vu fleurir les déclarations de principe, les résolutions internationales et les promesses solennelles. Mais toutes sont restées lettre morte. « *A quoi cela rime-t-il de poursuivre le dialogue avec nos ennemis, de poser tout sourire à leurs côtés sur les photos destinées à la "communauté internationale", et de leur serrer la main pendant qu'ils maintiennent leur emprise sur notre territoire ? A qui profitent ces négociations stériles, sinon aux Israéliens ?* », demande M. Ajarma. « *Nous devons à chaque fois nous contenter des miettes qu'on nous jette sur la table et dire merci. La question d'un Etat indépendant ne figurait même pas au menu des dernières discussions, comme si l'occupation était un fait allant de soi* », ajoute M. Abdelfattah Abusrour, directeur du centre socio-culturel Al-Rowwad, à Aïda.

Les derniers pourparlers (juillet 2013 - avril 2014) entre Israël et l'Autorité palestinienne, placés sous la médiation du secrétaire d'Etat américain John

Kerry, n'ont pas dérogé à la règle (12). Mais n'étaient-ils pas voués à l'échec, Israël ayant refusé de geler la colonisation dans les territoires occupés et Washington ayant renoncé à faire pression sur Tel-Aviv ? « *Les Etats-Unis n'ont réussi à mettre en œuvre aucun accord depuis Oslo. Du côté israélien, on ne peut rien attendre d'un gouvernement totalement acquis à la cause des colons* », analyse M. Nabil Chaath, un haut responsable du Fatah et ancien négociateur en chef, qui fut l'un des artisans des accords de paix et notamment de leur volet sécuritaire. « *Avant même que les discussions ne reprennent, j'avais fait part de mon scepticisme à Mahmoud Abbas et lui avais demandé pourquoi il acceptait de retourner, dans ces conditions, à la table des négociations. "Je n'ai pas le choix", m'avait-il répondu.* » « *Pour notre part, nous étions totalement opposés à la reprise des pourparlers. Israël les utilise pour nous manipuler et créer des faits accomplis sur le terrain* », nous dit M. Hassan Youssef, l'un des principaux dirigeants du Hamas en Cisjordanie, rencontré à Ramallah quelques jours avant son arrestation par les Israéliens, le 16 juin 2014.

## « Nous resterons sur cette terre qui nous a vus naître »

La poursuite de la colonisation, le maintien du régime d'occupation militaire, l'échec des négociations et le discrédit frappant l'Autorité alimentent les spéculations sur une troisième Intifada. Celle-ci « *est peu probable à court terme* », considère néanmoins le Pr Al-Sakka. Pour trois raisons : les forces de sécurité palestiniennes, qui, quoique laissant se dérouler des manifestations ponctuelles et circonscrites, font tout pour empêcher un soulèvement général ; les divisions internes, persistantes malgré la formation d'un gouvernement d'entente, en juin 2014, issu de la « *réconciliation* » entre le Fatah et le Hamas ; l'absence de projet et de stratégie politiques capables de mobiliser la société palestinienne. « *Nos seuls espoirs, pour le moment, résident dans la campagne mondiale de boycott contre Israël* (13) *et dans l'éventuelle possibilité de saisir les instances juridiques, comme la Cour pénale internationale, pour pouvoir faire juger ses responsables militaires et politiques, estime le sociologue. Mais il suffirait d'une étincelle, d'un événement catalyseur, pour qu'éclate une nouvelle Intifada.* »

« *Nous sommes voués à l'Intifada* », confirme M. Ayman Abu Zulof, ancien militant du FPLP, emprisonné six fois entre 1989 et 1993, aujourd'hui guide et interprète. Sa maison, située à Beit Sahour, une bourgade chrétienne jouxtant Bethléem, fait face à la colonie israélienne de Har Homa, établie sur les terres de sa commune. Cette forteresse de béton se dresse au sommet de la colline autrefois recouverte d'une forêt où il aimait jouer dans son enfance. Les Israéliens l'ont rasée en 1997, après avoir annexé les lieux.

Bethléem, la ville qui a vu Jésus venir au monde, selon la tradition, est encerclée par une vingtaine de colonies dont l'expansion va bon train. « *Ils construisent, mais nous construisons aussi et nous continuerons à construire*, dit M. Abu Zulof en contemplant la vallée parsemée d'oliviers. *Nous resterons ici, sur cette terre qui nous a vus naître et a vu naître nos ancêtres. Nous nous y accrocherons, envers et contre tout. C'est notre façon de lutter au quotidien.* »

OLIVIER PIRONET.



## Une « épine dans les fesses » pour les Israéliens

Le contexte politique en Israël n'offre aucun espoir aux Palestiniens. Le gouvernement de coalition de M. Benjamin Netanyahu, placé sous la houlette du Likoud (droite conservatrice) et auquel participent, entre autres, deux partis d'extrême droite, compte parmi les plus intransigeants que le pays ait connus. La gauche est en net recul, l'extrême gauche, inaudible, et le camp de la paix, en lambeaux. « *Les carottes sont cuites*, confie un observateur israélien qui préfère rester anonyme. *La droite et les colons ont gagné. Et même si demain, touché par la "grâce divine", Netanyahu déciderait de créer un Etat palestinien, il ne le pourrait pas. Ces dernières années, la société israélienne s'est radicalisée et repliée sur elle-même. Le sionisme religieux et la mouvance ultranationaliste ont infiltré tous les appareils décisionnaires du pays. Leur objectif en Cisjordanie est d'occuper la terre, et rien d'autre. Il s'agit avant tout d'une politique du fait accompli.* » Yaacov Ben Efrat, analyste à Challenge, une revue électronique judéo-arabe, confirme : « *Ce gouvernement n'a cure des critiques qui lui sont adressées concernant la faillite du processus de paix. Il fait la course seul contre vents et marées. Et il sait qu'il peut compter, pour longtemps encore, sur le soutien des Etats-Unis.* »

L'opinion publique israélienne, quant à elle, se satisfait du statu quo. Elle se montre davantage sensible aux tensions à ses frontières (Egypte, Liban, Syrie) et soucieuse de la bonne santé économique du pays, relati-

vement épargné par la crise financière mondiale mais très inégalitaire (1), qu'à la question palestinienne. Dernièrement, il a fallu l'opération menée en Cisjordanie après l'enlèvement et le meurtre de trois jeunes colons, en juin dernier, ou la guerre à Gaza de l'été 2014 pour focaliser l'attention de tout le pays. En temps ordinaire, la grande majorité de la population reste indifférente au conflit avec les Palestiniens. Ceux-ci semblent n'être aux yeux des Israéliens qu'une « *épine dans les fesses* », comme les a qualifiés le ministre de l'économie, M. Naftali Bennett (2). « *La situation dans les territoires occupés agit pour eux comme un eczéma : parfois ça gratte, ça gêne, ça énerve un peu*, explique Michel Warschawski, journaliste et militant pacifiste basé à Jérusalem. *Mais ça reste une question de maintien de l'ordre, de politique intérieure.* » La Palestine, pourtant située à quelques kilomètres, demeure pour les Israéliens une affaire lointaine. Mais elle n'est pas près de « *somber dans la mer* (3) », comme le souhaitait Itzhak Rabin en 1992 à propos de Gaza.

O. P.

(1) Lire Yaël Lerer, « Indignation (sélective) dans les rues d'Israël », *Le Monde diplomatique*, septembre 2011.

(2) Shimon Shiffer, « Netanyahu versus Bennett : It's a matter of time until the next coalition crisis », *Ynet*, 30 janvier 2014, [www.ynetnews.com](http://www.ynetnews.com)

(3) « Rabin expresses his frustration with Palestinian stance in talks », *Jewish Telegraphic Agency (JTA)*, 4 septembre 1992.

(5) En 2013, les Etats-Unis et l'Union européenne ont respectivement alloué 330 millions et 468 millions d'euros à l'Autorité palestinienne dans le cadre du programme d'assistance sécuritaire et économique. Cf. Human Rights Watch, « *World Report 2014* », [www.hrw.org](http://www.hrw.org)

(6) Cf. Tariq Dana, « The beginning of the end of Palestinian security coordination with Israel? », *Jadaliyya*, 4 juillet 2014, [www.jadaliyya.com](http://www.jadaliyya.com)

(7) *Yediot Aharonot*, Tel-Aviv, 7 septembre 1993.

(8) « *Fragmented lives. Humanitarian overview, 2013* », rapport du Bureau des Nations unies pour la coordination des affaires humanitaires, mars 2014, [www.ochaopt.org](http://www.ochaopt.org)

(9) Cf. Tariq Dana, *op. cit.*

(10) Adam Hanieh, « The Oslo illusion », *Jacobin Magazine*, New York, n° 10, avril 2013.

(11) Sur le traitement de faveur réservé aux VIP palestiniens, cf. notamment Roger Heacock, *La Palestine. Un kaléidoscope disciplinaire*, CNRS Éditions, Paris, 2011, p. 17-19.

(12) Lire Alain Gresh, « Pourquoi les négociations au Proche-Orient échouent toujours », *Le Monde diplomatique*, juin 2014.

(13) Lire Julien Salingue, « Alarmes israéliennes », *Le Monde diplomatique*, juin 2014.

Lire également sur notre site  
« Un plan de "non-réconciliation  
pacifique" » (O. P.)  
[www.monde-diplomatique.fr/50836](http://www.monde-diplomatique.fr/50836)

# Un plan Marshall sans lendemain

*En élisant une nouvelle Assemblée nationale le 26 octobre, les Tunisiens porteront les espoirs du « printemps arabe ». Confrontées au chaos libyen, à la guerre syrienne ou à l'autoritarisme égyptien, les populations ne se font plus d'illusions quant aux promesses des Occidentaux. Annoncée main sur le cœur dans une cité balnéaire française en 2011, l'aide économique internationale n'est jamais arrivée.*

PAR IBRAHIM WARDE \*

Qui se souvient encore du partenariat de Deauville ? Il y a trois ans, les membres du G8 (Allemagne, Canada, États-Unis, France, Italie, Japon, Royaume-Uni, Russie), réunis à Deauville les 26 et 27 mai 2011, annonçaient en fanfare un plan d'aide d'une ampleur sans précédent en faveur des pays secoués par le « printemps arabe ». Un volet politique aiderait à la mise en place d'États de droit où le pouvoir de décision serait contrôlé par les citoyens, tandis qu'un volet économique assurerait la prospérité de ces jeunes démocraties. Le président français Nicolas Sarkozy, hôte de la réunion, souhaitait en faire le « moment fondateur » d'une relation nouvelle entre les États arabes et les huit pays les plus industrialisés.

Pour sa première rencontre depuis le déclenchement des révolutions arabes, le G8 avait décidé que la réussite de cette « transformation historique » constituait sa priorité. Des mesures « audacieuses » avaient donc été promises. Un « paquet »

inédit tant par sa taille – 80 milliards de dollars (1) – que par sa structure – sous la forme d'un dispositif financier et politique impressionnant – devait assurer le succès de la « transition démocratique » des États qui s'engageraient sur la voie du partenariat – soit l'Égypte, la Jordanie, la Libye, le Maroc, la Tunisie et le Yémen. Pas moins de dix organisations internationales et banques de développement regroupées autour du Fonds monétaire international (FMI) s'occuperaient de l'intendance (2). Par ailleurs, des pays voisins – Arabie saoudite, Emirats arabes unis, Koweït, Qatar, Turquie – devaient contribuer au projet au titre de « partenaires régionaux ». Bref, des moyens colossaux et une architecture originale symbolisaient l'attachement de la « communauté internationale » à la démocratie dans le monde arabe. Car, indiquait le communiqué du G8, « la démocratie demeure le meilleur chemin vers la paix, la stabilité, la prospérité, une croissance partagée et le développement ».

## De l'euphorie à l'inquiétude

MAIS derrière cette unanimité de façade se profilaient de grandes manœuvres et de petits calculs qui faisaient douter de la sincérité de l'engagement des signataires du communiqué. Ainsi, le président français avait cherché à prendre de vitesse ceux de ses homologues étrangers qui envisageaient des initiatives similaires. Voulait-il faire oublier les « maladroites » qui avaient accompagné le début du soulèvement ? Trois jours avant la fuite de M. Zine El-Abidine Ben Ali, par exemple, la ministre des affaires étrangères française, M<sup>me</sup> Michèle Alliot-Marie, avait proposé d'apporter aux autorités tunisiennes le « savoir-faire de nos forces de sécurité ». Comme de nombreux membres de la classe politique, la ministre entretenait des liens étroits avec le régime tunisien (3).

Lorsqu'il fallut nommer un envoyé spécial du G8 pour la mise en œuvre du partenariat de Deauville, le président Sarkozy porta son choix sur M. Edouard Balladur. S'il s'agissait d'adresser un message d'espoir à une jeunesse soucieuse de balayer des élites fossilisées et corrompues, il aurait pu mieux faire. L'ancien premier ministre français, alors âgé de 82 ans, n'était réputé ni pour ses élans réformateurs ni pour sa connaissance particulière de la région, et son nom évoquait surtout des affaires de fonds occultes et de rétrocommissions sur les contrats d'armement.

Très vite, les faiblesses structurelles du partenariat apparurent. Les six pays « en transition », selon la catégorie établie pour la circonstance par le FMI, constituaient un groupe hétéroclite. La Tunisie et l'Égypte avaient été le théâtre de soulèvements populaires réussis, suivis d'élections démocratiques. Ailleurs, le tableau était plus sombre. Au Yémen, et surtout en Libye, où

l'intervention des troupes étrangères joua un rôle déterminant, l'éviction des dictateurs fut suivie de guerres civiles. Quant à la Jordanie et au Maroc, leur évolution restait toute relative : l'accès à la manne supposée du partenariat de Deauville, qui récompensait leur « modération », devait les aider à aller dans la bonne direction, afin justement d'éviter les affres de la révolution.

Les intérêts et les priorités du G8 ne coïncidaient pas toujours avec les objectifs des insurgés. Face aux enjeux stratégiques et migratoires, à la menace terroriste ou aux réalités commerciales concernant notamment le pétrole, les avancées démocratiques ne faisaient guère le poids. D'autant que, plombés par la dette en raison du renflouement de leurs établissements financiers, les pays riches ne semblaient pas en mesure de tenir leurs promesses généreuses. La répression des manifestations avec le soutien des troupes saoudiennes à Bahreïn, les affrontements armés au Yémen, en Libye et surtout en Syrie transformèrent la donne. L'euphorie des débuts céda la place à une inquiétude mêlée de lassitude. La nostalgie des régimes autoritaires déchus, hier encore alliés utiles, se fit vite sentir. Les manquements démocratiques de certains États inspirèrent une certaine indulgence.



GALERIE CLAUDE BERNARD, PARIS

PAUL REBEYROLLE. – « Faites-nous confiance », 1987

Bientôt, la politique du « deux poids, deux mesures » ne s'embarassa plus de précautions rhétoriques. Le premier ministre britannique David Cameron résuma laconiquement la nouvelle donne en 2012 : « Bahreïn n'est pas la Syrie (4) ! »

Quant aux « partenaires régionaux » censés stabiliser les six pays en transition, ils choisirent de prendre parti dans les conflits internes qui y faisaient rage. Et, plutôt que l'alliance des islamistes contre les régimes laïques qu'annonçaient les tenants de la théorie du « choc des civilisations », les lignes de fracture reflétèrent tantôt les luttes de pouvoir et d'influence, tantôt le désir d'endiguer la contagion démocratique. Des États comme la Turquie ou le Qatar, qui faisaient valoir

## Crises spécifiques, remèdes identiques

OR, au fil des dernières décennies, en particulier depuis la fin de la guerre froide, le monde de l'assistance extérieure s'est transformé de manière aussi radicale que paradoxale. Une orthodoxie fondée sur les préceptes néolibéraux et connue sous le nom de « consensus de Washington » domine le système de l'aide au développement, malgré d'occasionnelles autocritiques peu suivies d'effet. D'après l'économiste John Williamson, ce consensus refléterait les croyances de « tous les économistes sérieux (6) », et il peut se résumer en dix commandements prêchés sans relâche par le FMI, la Banque mondiale et le département du Trésor américain (7). Les fonds accordés sont également soumis aux principes de conditionnalité et d'aide liée : d'une part, l'aide financière est conditionnée à la mise en œuvre de « réformes » spécifiques ; d'autre part, elle est liée à l'achat de biens et de services en provenance des pays donateurs. On s'écarte ainsi des principes du plan Marshall, où la voie à suivre devait être

jusqu'à leur désintéressement et leur préférence pour l'absence de conflits avec leurs voisins, priront fait et cause pour certaines factions. A coups d'espèces sonnantes et trébuchantes, les partenaires régionaux jouèrent ainsi le rôle de pompiers pyromanes. Tout cela compliqua singulièrement les projets d'entente nationale et les nouveaux départs. Est-ce un hasard si seule la Tunisie, qui possède peu de ressources naturelles et suscite de ce fait moins de convoitises, réussit – non sans peine – à établir les bases d'un compromis politique ?

En raison de son importance stratégique et démographique, l'Égypte fut en revanche le théâtre de tous les affrontements. L'Arabie saoudite, solidaire du président déchu Hosni Moubarak, s'opposa aux Frères musulmans, tandis que le Qatar et la Turquie les appuyèrent. Un an après son investiture, M. Mohamed Morsi, seul président civil démocratiquement élu dans l'histoire du pays, fut destitué. Et le mouvement des Frères musulmans, déclaré « organisation terroriste », fut banni à la suite du coup d'État militaire du 3 juillet 2013 du général, futur maréchal et futur président Abdel Fatah Al-Sissi.

Les références au plan Marshall, programme américain d'assistance économique et technique qui visait à reconstruire les sociétés européennes ravagées par la seconde guerre mondiale, semblent inevitables. Pendant une période de quatre ans (de 1948 à 1952), les États-Unis ont consacré 13 milliards de dollars de l'époque (soit près de 90 milliards d'euros de 2014) à la reconstruction européenne, jetant ainsi les bases d'une croissance économique durable et d'une stabilisation politique des démocraties occidentales. Mais la différence avec le partenariat de Deauville est de taille. Lorsqu'il annonça son programme européen de relance, le secrétaire d'État américain George Marshall appela les Européens à se rencontrer afin de mettre en place leur propre projet de reconstruction, que les États-Unis s'engageaient ensuite à financer. On était alors bien loin du dogmatisme idéologique qui a pris le dessus depuis. Ainsi, pas moins de 42 % des sommes allouées par le plan Marshall à Paris furent affectées à trois entreprises nationalisées : Electricité de France (EDF), les Charbonnages et la Société nationale des chemins de fer français (SNCF) (5).

conçue par la classe politique issue des élections de l'après-guerre, pas par les bailleurs de fonds (8).

Le Congrès américain, qui tient les cordons de la bourse, ne cesse de critiquer le gaspillage des fonds publics qu'occasionneraient ces programmes. Et les destinataires se plaignent tantôt de l'insuffisance de l'aide, tantôt de l'ingérence qu'elle autorise dans leurs affaires nationales. Pourtant, en dépit de ces incessantes controverses, les programmes n'ont cessé de s'étendre : ils demeurent indispensables tant aux donateurs, qui y voient un aspect non négligeable de leur politique étrangère, qu'aux récipiendaires, qui ne peuvent plus s'en détacher. Le politologue Samer Soliman l'a noté peu avant la chute de M. Moubarak : « *Soliciter l'aide étrangère est devenu l'une des principales préoccupations du régime, qui s'est montré impitoyable envers tout ce qui pouvait nuire à l'image de l'Égypte ou compromettre l'afflux de cette aide (9).* » En somme, un système clos constitué de



## La voix de la France enfouie sous les bombes

Il était une fois un pays. Ce n'était pas une superpuissance mais, dans un monde coupé en deux, il proclamait à la fois son attachement au camp occidental et son refus de la vassalisation. A Phnom Penh, en 1965, le président Charles de Gaulle dénonçait l'intervention américaine sans issue au Vietnam ; à Paris, en juin 1967, il condamnait l'attaque israélienne contre ses voisins arabes. Longtemps après, l'écho de cette voix résonnait encore.

Chacun se souvient du discours flamboyant du ministre des affaires étrangères français Dominique de Villepin au Conseil de sécurité des Nations unies, le 14 février 2003. La France, prévenait-il, opposerait son veto à une résolution autorisant une action militaire contre l'Irak. Avec plus d'une décennie de recul, des dizaines de milliers de morts, un État irakien à la dérive, cette harangue sonne toujours juste.

Pourtant, ce ne fut qu'un chant du cygne. Effrayé par sa propre audace, le président Jacques Chirac entérina quelques semaines plus tard l'occupation américaine de l'Irak, puis se démena pour rétablir les ponts avec Washington. Son successeur, M. Nicolas Sarkozy, accéléra la marche à l'inféodation : la France rallia le commandement intégré de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) et se proclama fidèle alliée des États-Unis, encore dirigés par M. George W. Bush.

Mais il allait revenir à un président socialiste d'achever le tournant de la soumission. En envoyant des troupes au Mali et en Centrafrique tandis que son ministre de la défense proposait de récidiver en Libye, en reprenant les arguments de Tel-Aviv

durant la guerre de Gaza de l'été 2014, M. François Hollande engagea le pays dans la « guerre mondiale contre le terrorisme ».

Pour conforter son statut de chef des armées, sans l'ombre d'une hésitation ni débat à l'Assemblée nationale – sinon une discussion sans vote après la décision –, il fournit des armes au gouvernement irakien, alors même qu'il n'y avait plus de premier ministre à Bagdad. Puis, le 19 septembre, il envoya les Rafale français à la traîne des F-16 américains.

Tout en affirmant une autonomie d'action dans les détails – le choix des cibles frappées –, le président de la République s'en remet aux choix stratégiques de Washington. Il n'ignore pourtant pas que la coalition de pays créée pour combattre l'Organisation de l'État islamique est hétéroclite, et que les buts de l'intervention américaine demeurent flous (lire l'article page 8).

Les autorités reprennent une vieille antienne : en se battant en Irak (deux cent cinquante conseillers militaires français se trouveraient sur le terrain [1]), la France se protégerait, se mettrait à l'abri de la « menace terroriste » – alors même que de telles ingérences tendent à légitimer et à unifier les groupes djihadistes dans leur combat contre l'Occident. En privilégiant l'option militaire, Paris renonce à se faire entendre. Désormais, le bruit des bombes recouvre la voix de la France.

ALAIN GRESH.

(1) Lire Philippe Leymarie, « Hollande, l'Irakien », Défense en ligne, 17 septembre 2014, <http://blog.mondediplo.net>

(2) Soit 61 milliards d'euros. Cf. « Les pays du G8 ont promis 80 milliards de dollars pour les "printemps arabes" », *Le Monde*, 13 septembre 2011.

(3) Cf. Léniaïg Bredoux et Mathieu Magnaudeix, *Tunis Connection. Enquête sur les réseaux franco-tunisiens sous Ben Ali*, Seuil, Paris, 2012.

(4) David Wearing, « Bahrain may not be Syria, but that's no reason for activists to turn a blind eye », *The Guardian*, Londres, 8 mai 2012.

(5) Lire Serge Halimi, *Le Grand Bond en arrière. Comment l'ordre libéral s'est imposé au monde*, Fayard, Paris, 2006.

(6) John Williamson (sous la dir. de), *The Political Economy of Policy Reform*, Institute for International Economics, Washington, DC, 1994.

(7) Lire Moisés Naím, « Avatars du "consensus de Washington" », *Le Monde diplomatique*, mars 2000.

(8) L'adoption du plan Marshall par les pays d'Europe occidentale – et son rejet par les États libérés par l'Union soviétique – coïncida néanmoins avec le départ ou l'éviction des ministres communistes du gouvernement en Belgique, en France et en Italie.

(9) Samer Soliman, *The Autumn of Dictatorship: Fiscal Crisis and Political Change in Egypt Under Mubarak*, Stanford University Press, Redwood City, 2011.

DU PARTENARIAT DE DEAUVILLE

## pour les « printemps arabes »

donateurs et de récipiendaires, soudé par des bureaucraties parasitaires et justifié par une idéologie omniprésente, résiste farouchement aux tentatives de réforme.

Le FMI occupe la place la plus importante dans ce dispositif. « Ses décisions, explique Joseph Stiglitz, ancien économiste en chef de la Banque mondiale, constituent un curieux mélange d'idéologie et de mauvaise théorie économique. Le dogme voile à peine les intérêts particuliers. A chaque crise, le FMI prescrit à nouveau les mêmes remèdes, pourtant périmés et inappropriés, sans se soucier

de l'impact sur les populations. J'ai rarement vu des estimations de l'impact de ces politiques sur la pauvreté, ou des analyses ou discussions approfondies au sujet de politiques alternatives. Il n'y avait toujours qu'un seul remède possible. L'idéologie dictait la politique à suivre. Les pays devaient accepter les diktats du FMI sans débat. De telles habitudes me faisaient horreur. Ces politiques produisaient de mauvais résultats, et elles étaient antidémocratiques. Quant aux pays concernés, ils craignaient de s'opposer ouvertement au FMI, de peur de perdre les financements promis (10). »

électeurs, comme dans toute véritable démocratie? Avant la tourmente, les rapports du FMI et de la Banque mondiale présentaient les régimes de MM. Ben Ali et Moubarak comme des réussites éclatantes. Les bouleversements politiques transformaient la donne: d'une part, ces pays réclamaient le changement, au moment où les organismes internationaux misaient sur la continuité; d'autre part, la transition imposait une aide d'urgence, ni conditionnelle ni liée. Les soulèvements provoquent en effet un ralentissement économique (dû à la fuite initiale des capitaux, à la baisse du tourisme et des investissements étrangers, etc.).

En attendant que des « émeutes du pain » avaient embrasé la rue, respectivement en 1977 et en 1984. Accepter une telle suppression des subventions équivalait à un suicide politique. Résultat: pendant que les négociations traînaient en longueur, la courbe en « J » se transforma en spirale infernale. Entre la chute du président Moubarak et celle du président Morsi, la note de l'Égypte fut dégradée six fois par l'agence de notation Standard & Poor's (19).

Depuis la contre-révolution égyptienne du 3 juillet 2013 et l'« élection » de M. Al-Sissi en juin 2014, l'optimisme n'est plus de mise. Deux facteurs dominent à présent l'analyse conventionnelle: d'une part, la

prétendue incompatibilité de la démocratie avec les mœurs du monde arabe; d'autre part, l'incompétence de l'ex-président Morsi. Il serait utile de s'intéresser au chaînon manquant dans l'analyse: les carences de l'aide internationale (20). Car si, comme l'affirment les discours officiels, la « transition démocratique » est toujours en marche, il va être à nouveau question de « plans Marshall ». Dans ces conditions, les responsables du partenariat de Deauville ne devraient-ils pas rendre des comptes et expliquer où sont passés les 80 milliards de dollars promis au départ?

IBRAHIM WARDE.

## Courbe en « J » ou spirale infernale ?

LES soulèvements arabes fournissaient pourtant l'occasion de réformer en profondeur le système de l'aide au développement. Les avancées démocratiques des premiers mois rendaient possibles des approches originales, d'autant que la réflexion critique sur le développement a progressé. L'économiste William Easterly, professeur à l'université de New York, propose une distinction utile entre les « planistes » omniscients et utopistes à la manière du célèbre Jeffrey Sachs et les « essayeurs » pragmatiques dont il estime faire partie. Plus modestes, ces derniers privilégient les initiatives locales, développées avec le concours des intéressés et prenant en compte leurs valeurs et leurs traditions, plutôt que les projets grandioses et coûteux conçus par des technocrates étrangers et qui ont pour effet d'alimenter la gabegie d'élites indéboulonnables (11). Les travaux de l'économiste Daron Acemoglu, du Massachusetts Institute of Technology, et du politologue James Robinson, de l'université Harvard, posent par ailleurs la question fondamentale: pourquoi certaines nations réussissent-elles tandis que tant d'autres échouent (12)? D'après eux, les pays prospèrent quand ils développent des institutions politiques et économiques fondées sur l'inclusion, et échouent lorsque celles-ci sont aux mains d'oligarchies soucieuses de s'enrichir aux dépens de leurs populations.

Avec l'élection d'islamistes modérés dans la plupart des Etats du « printemps arabe », le partenariat de Deauville aurait pu soutenir des initiatives tenant compte des traditions locales tout en favorisant l'inclusion d'une partie jusque-là ignorée de la population. Des initiatives comme la microfinance islamique, des *soukoul* ou du *takafoul* (respectivement les obligations et l'assurance islamiques), qui ont fait leurs preuves ailleurs, auraient pu transformer la donne politique sans mettre pour autant en péril l'ordre économique libéral (13). Mais les organisations internationales ont d'abord ignoré tout ce qui ne provenait pas de leur traditionnelle boîte à outils. Ce n'est que lorsque les contre-révolutions ont pris le dessus que certaines de ces institutions, comme la Banque africaine de développement ou la Banque mondiale, se sont engagées dans une voie respectant davantage les traditions locales (14).

La « communauté internationale » aurait pu, par exemple, s'adosser au partenariat de Deauville pour prendre des initiatives aussi audacieuses que salutaires dans le domaine décisif de la réduction de la dette extérieure. Les nouveaux régimes avaient hérité d'un lourd passif, dont le service grevait lourdement les budgets nationaux. Afin de ne pas ternir leur image auprès du monde de la finance et des investisseurs étrangers, ils se gardèrent de réclamer trop fort son effacement, même partiel. Pourtant, une part non négligeable de la dette aurait pu être jugée « odieuse » et illégitime, selon la doctrine formalisée en 1927 par l'émigré russe Alexander Nahum Sack, alors professeur de droit à Paris: « Si un pouvoir despotique contracte une dette pour fortifier son régime despotique et réprimer la population qui le combat, cette dette est odieuse pour la population de l'Etat. Elle n'est donc pas obligatoire pour la nation: c'est une dette de régime, dette personnelle du pouvoir qui l'a contractée; par conséquent, elle tombe avec la chute du pouvoir (15). »

Mais, Abhijit V. Banerjee et Esther Duflo l'ont expliqué, l'idéologie, l'igno-

rance et l'inertie – les trois « i » – empêchent les créanciers de se remettre en question et donc d'entreprendre des réformes sérieuses (16). L'idéologie néolibérale, faite d'abstractions et déconnectée des réalités sous-jacentes, encourage les recettes orthodoxes, peu adaptées aux circonstances particulières (historiques, culturelles, sociales et religieuses) des pays qu'elle entend réformer. A cela s'ajoutent les lourdeurs bureaucratiques, le carriérisme et d'autres facteurs d'inertie.

Les attentes des peuples qui venaient de se soulever se situaient aux antipodes de la posture des professionnels de l'aide extérieure, en particulier du FMI. Qu'on en juge. Au printemps 2011, quelques jours avant la rencontre de Deauville, un collectif d'économistes tunisiens proposait « un plan économique pour soutenir la transition démocratique en Tunisie (17) ». Constatant que les transitions démocratiques engendrent souvent une courbe en forme de « J » – une récession suivie d'une reprise de l'activité vers un niveau supérieur au point de départ –, ces économistes réclamaient une assistance internationale afin d'éviter la phase de décroissance initiale: « Il est de la responsabilité de la communauté internationale d'éviter que la Tunisie n'entre dans un cercle vicieux: pauvreté et augmentation du chômage entraînant une augmentation du populisme et de l'extrémisme qui, à leur tour, conduisent à l'isolement et, de là, à l'accroissement de la pauvreté et du chômage. » Et ils insistaient sur deux priorités: « 1. Une aide immédiate pour les subventions alimentaires et énergétiques, ainsi que pour un plan de recyclage à l'intention des diplômés chômeurs. 2. Un plan du G8 doté de 20 à 30 milliards de dollars sur cinq à dix ans afin d'investir dans le désenclavement de l'intérieur du pays. »

Au même moment, dans une note transmise au G8, le FMI changea de ton. Après avoir réclaté des politiques économiques assurant la « stabilité », une « protection sociale complète et bien ciblée » et des « institutions efficaces et transparentes », il annonça un traitement de choc imminent: « Des changements graduels n'aboutiront pas à [la baisse du chômage]. Une augmentation considérable du rythme de la croissance économique est nécessaire, ce qui réclame des politiques soutenant un environnement favorable au secteur privé (18). » En somme, il s'agissait pour les fonctionnaires internationaux d'imposer un plan d'ajustement structurel de plus, encore plus vaste et plus ambitieux que les précédents.

Une question essentielle se pose donc: à qui les dirigeants des Etats « en transition » doivent-ils rendre des comptes? Aux bailleurs de fonds étrangers, comme ce fut le cas avant les révoltes arabes, ou aux

Entre sympathisants impatientes et contre-révolutionnaires aux aguets vient le temps des périls. Une aide d'urgence est souvent requise pour les prévenir. En Égypte, un prêt de 4,8 milliards de dollars, promis et jamais accordé par le FMI, devait permettre de rétablir la confiance. A défaut de garantir le succès de la révolution escomptée, ce prêt aurait donné une chance aux nouveaux dirigeants. Mais le FMI se montra intraitable. Il posa comme condition sine qua non que les gouvernements successifs cessent de subventionner les produits de première nécessité. Dans des circonstances véritablement historiques, était-ce vraiment la réforme la plus nécessaire? S'exprimant au nom de la « communauté internationale », le FMI sembla le croire. En Égypte et en Tunisie, chacun se souvient

(10) Joseph E. Stiglitz, *Globalization and Its Discontents*, W.W. Norton & Co., New York, 2002 (publié en français sous le titre *La Grande Désillusion*).

(11) William Easterly, *The Elusive Quest for Growth: Economists' Adventures and Misadventures in the Tropics*, The MIT Press, Cambridge, 2001.

(12) Daron Acemoglu et James Robinson, *Why Nations Fail: The Origins of Power, Prosperity, and Poverty*, Crown Business, New York, 2012.

(13) Cf. *Islamic Finance in the Global Economy*, Edinburgh University Press, 2010. Lire aussi Gilbert Achebar, « Le "capitalisme extrême" des Frères musulmans », et Serge Halimi, « Quel cap pour la Tunisie? », *Le Monde diplomatique*, respectivement février 2013 et avril 2014.

(14) A noter en particulier l'inauguration par la Banque mondiale, le 30 octobre 2013 à Istanbul, d'un Centre global pour la finance islamique.

(15) Alexander Nahum Sack, *Les Effets des transformations des Etats sur leurs dettes publiques et*

autres obligations financières, Recueil Sirey, Paris, 1927.

(16) Abhijit V. Banerjee et Esther Duflo, *Poor Economics: A Radical Rethinking of the Way to Fight Global Poverty*, PublicAffairs, New York, 2011. Lire aussi « Les faiseurs de révolution libérale » et « Fastueuses banques de développement », *Le Monde diplomatique*, respectivement mai 1992 et décembre 1993.

(17) « Un plan économique pour soutenir la transition démocratique en Tunisie », *Le Monde*, 18 mai 2011.

(18) « Le FMI disposé à prêter jusqu'à 35 milliards de dollars aux pays arabes », *Le Monde*, 26 mai 2011.

(19) Zorou Daragahi, « S&P cuts Egypt's credit rating amid fiscal health fears », *Financial Times*, Londres, 9 mai 2013. Lire aussi « Ces puissantes officines qui notent les Etats », *Le Monde diplomatique*, février 1997.

(20) Cf. « Making the Deauville partnership work », rapport soumis à la Banque africaine de développement, novembre 2013.

**Avec plus d'1 million de Sociétaires, on peut déplacer des montagnes**

Quand une banque tire sa force de l'esprit coopératif, elle s'appuie sur des valeurs de solidarité, d'écoute et de confiance. Créée par des enseignants, la CASDEN s'engage ainsi auprès de plus d'un million de Sociétaires à réinvestir leur épargne dans le financement des projets de chacun.

Rejoignez-nous sur [casden.fr](http://casden.fr) ou contactez-nous au 0826 824 400\*

\*Accueil téléphonique ouvert de 8h30 à 18h30 du lundi au vendredi (0,15€ TTC/min en France métropolitaine)

L'offre CASDEN est disponible en Délégations Départementales et également dans le Réseau Banque Populaire.

**casden**  
BANQUE POPULAIRE

CASDEN, la banque coopérative de l'éducation, de la recherche et de la culture

Imprimerie du Monde  
12, r. M.-Gunsbourg  
98852 IVRY

JJD  
PRESSE PAYANTE  
2009

IMPRIM'VERT

Commission paritaire des journaux et publications : n° 0514 I 86051  
ISSN : 0026-9395  
PRINTED IN FRANCE

A la disposition des diffuseurs de presse pour modification de service, demandes de réassort ou autre, utiliser nos numéros de téléphone verts :  
Paris : 0 805 050 147  
Banlieue/province : 0 805 050 146.

# « Guerre contre le terrorisme », acte III

*Les bombardements occidentaux en Irak et en Syrie annoncent une campagne de longue durée contre l'Organisation de l'Etat islamique. La rhétorique de l'administration Obama rappelle chaque jour davantage celle du président George W. Bush, dont la politique a mené au désastre actuel. Elle est d'autant plus dangereuse que les Etats-Unis rassemblent une coalition très hétéroclite autour d'objectifs politiques obscurs.*

PAR ALAIN GRESH

QU'ON ne s'y trompe pas. C'est à une relance de la « guerre contre le terrorisme » que l'on assiste au Proche-Orient, dans la droite ligne de la croisade déclenchée par le président George W. Bush au lendemain des attentats du 11 septembre 2001. Lors de son accession à la Maison Blanche, M. Barack Obama avait procédé à des révisions indispensables après les échecs cuisants subis en Irak et en Afghanistan. Son administration avait banni l'expression « guerre contre le terrorisme » et, surtout, s'était engagée à extirper les Etats-Unis de ces deux bourbiers. Ces évolutions reflétaient aussi une fatigue de l'opinion américaine devant des interventions aussi coûteuses en vies humaines qu'onéreuses. Enfin, Washington « pivotait » vers l'Asie en souhaitant oublier un peu le « *Middle East, middle of nowhere* », ce « Proche-Orient au milieu de nulle part » (1) que décrivait un expert américain : la région, à l'exception du pétrole, ne présentait plus un grand intérêt stratégique.

Mais les crises se rappelaient quotidiennement au département d'Etat, et Washington ne s'est pas retiré. En témoignent l'usage accentué des drones et des assassinats ciblés au Pakistan, au Yémen et en Somalie, la survivance du camp de Guantánamo, le maintien d'un contingent en Afghanistan, le soutien renouvelé à Israël lors de son intervention à Gaza à l'été 2014...

Le discours de M. Obama le 10 septembre 2014 annonçant des opérations contre l'Organisation de l'Etat islamique (OEI) (2) en Irak comme en Syrie marque le début non pas d'une destruction de cette force, mais d'une escalade dont nul ne peut prédire le terme. Le président américain privilégie la vision militaire au détriment de l'action politique. Certes, M. Obama ne fait pas dans le simplisme

idéologique des néoconservateurs et refuse, pour l'instant, un engagement de ses fantassins – même si l'on compte déjà mille cinq cents conseillers américains sur le terrain. Il mesure aussi mieux les obstacles que M. Bush, ce qui explique sa volonté de présenter son action comme bâtie sur un consensus international. Se déchargeant de ses responsabilités, le Conseil de sécurité des Nations unies a adopté le 19 septembre 2014 une déclaration suffisamment floue pour que Washington puisse la considérer comme un feu vert à son intervention militaire et qu'aucun gouvernement ne proteste.

A première vue, la coalition d'Etats dressée contre l'OEI semble plus redoutable que celle mise sur pied naguère contre le régime de Mouammar Kadhafi. Lors de son sommet à Newport (Pays de Galles), les 4 et 5 septembre 2014, l'Organisation a traité de l'Atlantique nord (OTAN) a annoncé qu'elle formait le « noyau » de la coalition contre l'OEI, avec dix pays dont la France, les Etats-Unis et la Turquie. A Paris, le 15 septembre, vingt-six Etats ont promis leur participation de principe à cet effort, dont les membres du Conseil de coopération du Golfe (CCG) (3), la Russie et la Chine. L'Algérie, si réticente face aux interventions occidentales dans la région, soutient la coalition en Irak. Même l'Iran, qui ne l'a pas rejointe, considère l'OEI et ses mercures enflammées contre les chiites comme un danger mortel.

Sur le plan religieux, Al-Azhar au Caire et le Conseil des grands oulémas saoudiens à Riyad ont prêché dans ce sens, ce dernier dénonçant non seulement l'OEI, mais aussi le Hezbollah, les houthis yéménites et les milices chiites irakiennes. Même en 1990-1991, lors de la guerre qui a suivi l'invasion du Koweït par Saddam Hussein, une alliance si unanime n'avait pu se former.

## Hésitations de la Turquie

PURTANT, comme le rappelait Lénine lorsqu'il analysait les alliances impérialistes durant la première guerre mondiale, « une chaîne vaut ce que vaut son maillon le plus faible ». Or la chaîne censée envelopper et étouffer l'OEI ne compte pas seulement un mais plusieurs éléments fragiles.

Alors qu'elle appartient à l'OTAN et partage mille deux cents kilomètres de frontières avec l'Irak et la Syrie, la Turquie apparaît comme le chaînon le plus précaire. Ankara a d'abord justifié sa prudence – notamment son refus de laisser Washington utiliser la base d'Incirlik pour des actions militaires dans la zone, même si elle l'y autorise pour des actions humanitaires et logistiques – par son souci de protéger les quarante-neuf otages capturés par l'OEI dans le consulat turc de Mossoul, lors de la prise de cette ville dans la nuit du 9 juin. Leur libération le 19 septembre n'a pas levé totalement ses réserves.

Elles s'expliquent d'abord par son implication dans le conflit syrien et la priorité accordée à la chute du régime de M. Bachar Al-Assad. La Turquie a permis l'installation sur son territoire de réseaux de recrutement pour l'opposition, y compris la plus radicale, liée à Al-Qaida, voire à l'OEI. Parmi les combattants étrangers engagés dans celle-ci, ses ressortissants sont une des principales composantes (4). Terre d'asile pour près d'un million et demi de réfugiés syriens, elle

appréhende qu'un engagement direct contre l'OEI ne provoque une vague d'attentats sur son territoire.

La réserve la plus sérieuse d'Ankara à l'égard de la coalition concerne les Kurdes. Engagé dans un dialogue politique intérieur avec le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), dans le but notamment de désarmer cette organisation, Ankara voit d'un très mauvais œil son renforcement militaire. Car si des Kurdes ont, dans certains cas, stoppé l'avancée de l'OEI, ce ne sont pas les *peshmergas* irakiens – ces combattants « prêts à affronter la mort », comme le prétend leur nom – qui se sont pour l'essentiel battus. Depuis la quasi-autonomie de la région kurde d'Irak (qui remonte à la guerre du Golfe de 1990-1991), leurs dirigeants sont d'abord intéressés par les affaires et par leurs divisions. L'élargissement de leur territoire (prise de Kirkouk) et l'indépendance sont leur objectif principal, pas la lutte contre l'OEI. Ce sont le PKK et surtout sa branche syrienne, le Parti de l'Union démocratique (PYD), qui ont fourni l'essentiel des combattants. Alors même que ces mouvements sont inscrits par Washington et Bruxelles sur la liste des organisations terroristes, ils pourront sans doute récupérer des armes fournies par l'Occident aux « Kurdes ». Une preuve supplémentaire, s'il en était, que le concept de « terrorisme » est à géométrie variable et vise avant tout à discréditer telle ou telle organisation pour justifier des interventions armées.



GALERIE CLAUDE LEMAND, PARIS

DIA AL-AZZAWI. – « Watching Others » (En regardant les autres), 1978

Deuxième chaînon incertain : l'Arabie saoudite. Celle-ci a pris ces derniers mois des mesures radicales pour contrer l'OEI, adoptant de sévères lois antiterroristes, dont elle se sert aussi contre tous les opposants (5). Le pays n'oublie pas la meurtrière campagne d'attentats d'Al-Qaida sur son territoire entre 2003 et 2006. Riyad tente aussi de contenir les prêches de ses imams. Le ministère des affaires religieuses a inscrit une centaine d'entre eux, jugés « extrémistes », à des cours intensifs de rééducation, affirmant qu'ils seraient révoqués s'ils ne changeaient pas (6). Reste à voir quelles seront les conséquences de cette nouvelle orientation sur des religieux nourris depuis des décennies au biberon d'une interprétation extrémiste de l'islam qu'ils ont largement contribué à exporter à travers le monde.

Comme nombre de dirigeants de la région, le roi Abdallah ne fait pas confiance à M. Obama. Il ne lui pardonne ni son « lâchage » du président égyptien Hosni Moubarak en 2011, ni son refus de bombarder la Syrie en septembre 2013. Il doute de sa capacité à imposer un vrai changement à Bagdad, que la monarchie considère comme inféodé à Téhéran. L'Arabie se sent solidaire des sunnites irakiens, qu'elle a aidés à plusieurs reprises. Elle accuse l'ancien gouvernement de M. Nouri Al-Maliki d'être, par sa politique antisunnite, le premier responsable de la percée de l'OEI. Enfin, la méfiance à l'égard de l'Iran reste enracinée, et la presse financée par le royaume prétend, contre toute logique, que les combattants de l'OEI pourraient se réfugier en Iran (7). Certes, un timide rapprochement s'esquisse entre Téhéran et Riyad, mais une alliance solide reste improbable.

Officiellement, l'Iran n'a pas rejoint la coalition. Son rejet de la conférence de Paris du 15 septembre – parallèle au veto mis par Riyad à son inclusion – affaiblit le front anti-OEI. Comme l'a reconnu le Guide de la révolution Ali Khamenei, âgé de 75 ans, sur le lit de l'hôpital où il venait d'être opéré, certains dirigeants iraniens voulaient se rendre à Paris, mais il s'y est opposé : « *Les intentions des Américains sont mauvaises. Ils ont les mains pleines de sang irakien et nous ne pouvons coopérer avec eux* (8). » Et l'Iran reste méfiant, comme la Russie, face aux bombardements de l'OEI en Syrie, redoutant des tentatives de déstabilisation du régime de Damas.

Téhéran et Washington mènent des tractations complexes concernant le nucléaire, qui doivent s'achever avant le 24 novembre. Un accord permettrait aux deux capitales d'aborder d'un œil nouveau les dossiers régionaux (Syrie, Yémen,

Liban), mais il est peu probable que la République islamique permette aux Américains de regagner de l'influence en Irak à son détriment.

Les Etats-Unis ne peuvent trouver aucun réconfort dans le paysage politique irakien. Les milices chiites, très liées à Téhéran, ont publié un communiqué commun mettant en garde contre l'envoi de militaires américains sur le terrain (9). La plus importante, Asaïb Ahl Al-Haq (« Ligue des justes »), créée par l'ancien premier ministre Al-Maliki, maintient sous surveillance le nouveau chef du gouvernement, M. Haïdar Al-Abadi : elle s'est opposée, avec succès, à la nomi-

nation des deux ministres de la défense et de l'intérieur, qui auraient dû symboliser l'« ouverture » du nouveau pouvoir (10). Connue pour ses attaques contre les sunnites, dénoncés comme « espions », sera-t-elle le fer de lance de la guerre contre l'OEI ?

Une reconquête passe par la création d'un gouvernement d'union nationale à Bagdad. Si M. Al-Abadi, le nouveau premier ministre, a fait quelques gestes, adopté un style plus collégial, ordonné la fin des bombardements sur les zones civiles sous contrôle de l'OEI, il semble impuissant à assurer un rapprochement entre toutes les forces politiques (11) : les milices chiites disposent de trop de poids par rapport à l'armée ; les sunnites sont traumatisés par l'expérience de 2006-2007, quand ils avaient participé à la lutte contre Al-Qaida pour se voir ensuite marginalisés et opprimés. Quant aux dirigeants kurdes, ils ne rêvent que d'un Etat indépendant (12). Et, depuis la Constitution imposée par les Etats-Unis en 2005, règne un système confessionnel qui n'est pas sans rappeler celui que connaît le Liban. Il rend pratiquement impossible l'émergence de partis non confessionnels. Sans véritable réforme politique, l'Irak est condamné à la division et au chaos.

Si les Irakiens, même avec l'appui aérien américain, se montrent incapables, comme on peut le prévoir, de faire reculer l'OEI, quelle sera la prochaine étape ? Devant la commission des affaires militaires du Sénat, le 15 septembre, le chef d'état-major des armées, le général Martin E. Dempsey, n'a pas exclu l'envoi de troupes américaines si la stratégie actuelle ne fonctionnait pas. Plus brutal, le général Michael Hayden, ancien directeur de la Central Intelligence Agency (CIA) et de la National Security Agency (NSA), avait expliqué la veille sur la chaîne Fox News : « *Je pense que nous aurons des forces spéciales en Irak et en Syrie. Je ne pense pas que nous aurons des unités régulières, bien que deux anciens chefs du Centcom [United States Central Command, chargé de toute la région du Proche-Orient] estiment que nous allons vers cela. Pour l'instant, je n'en suis pas là* (13). »

## Le casse-tête syrien

UN influent spécialiste américain des questions militaires, Anthony H. Cordesman, du Center for Strategic and International Studies (CSIS, Washington), tout en étant hostile au déploiement de troupes américaines, remarque : « *L'Irak (...) conserve des unités combattantes, mais va avoir besoin de forces spéciales, de troupes de type rangers et d'autres experts pour coordonner, entraîner, établir un lien entre les forces au sol et les forces aériennes. (...) Toute notre expérience au Vietnam, en Afghanistan, les premiers mois en Irak, les tentatives de créer des rebelles performants en Syrie et les combats de basse intensité au Yémen confirment une leçon décisive de l'histoire militaire : les forces d'un pays faible et divisé ont besoin d'aide pour être capables de développer leur cohésion, un leadership efficace et des compétences de combat* (14). »

Si éradiquer l'OEI en Irak semble hors de portée, que dire alors de la Syrie ? Washington comme Paris refusent toute réhabilitation du pouvoir de M. Al-Assad. Peu d'observateurs croient que les 500 millions de dollars votés par le Congrès pour aider l'opposition syrienne modérée changeront rapidement les rapports de forces sur le terrain. Alors, qui mènera l'offensive terrestre contre l'OEI ? Le bombardement de cibles entamé le 22 septembre en Syrie n'aura pas une plus grande efficacité qu'en Irak et pourrait se révéler coûteux politiquement : Téhéran et Moscou restent réticents et Paris, une des rares capitales militairement engagées aux côtés de Washington, refuse pour l'instant d'étendre son champ d'action à la Syrie puisque aucune résolution de l'ONU ne permet de le justifier.

L'histoire peut offrir quelques leçons. En 1955, Washington envoyait au Vietnam

une simple mission militaire chargée de réorganiser l'armée. En 1959, ce nombre était porté à quinze ; en 1965, on comptait plus de cent mille soldats (*lire « La voix de la France enfouie sous les bombes », page 6*). La guerre du Vietnam allait durer jusqu'en 1975, quand les Etats-Unis acceptèrent enfin que, malgré l'envoi d'une formidable armada militaire, il est toujours difficile de décider à la place d'un peuple de ce qui est bon pour lui.

(1) Edward Luttwak, cité dans « Le Moyen-Orient, au milieu de nulle part », *Nouvelles d'Orient*, 8 mai 2007, <http://blog.mondediplo.net>

(2) *Le Monde diplomatique* adopte dorénavant cette dénomination et pas celle d'« Etat islamique », parce que l'on n'a pas affaire à un Etat.

(3) Arabie saoudite, Bahreïn, Emirats arabes unis, Koweït, Oman et Qatar.

(4) Cf. Ceylan Yeginsu, « ISIS draws a steady stream of recruits from Turkey », *International New York Times*, Paris, 15 septembre 2014.

(5) Lire « La grande peur de l'Arabie saoudite », *Le Monde diplomatique*, mai 2014.

(6) Saudi Gazette, 19 septembre 2014, [www.saudi-gazette.com.sa](http://www.saudi-gazette.com.sa)

(7) Cf., par exemple, « Saudi security officials warn Islamic State fighters may regroup in Iran », *Al-Sharq Al-Awsat*, 20 septembre 2014, cité par BBC Monitoring, Londres, 21 septembre 2014.

(8) Reza Haghighat Nejad, « The Americans amuse me », says Khamenei », 15 septembre 2014, <http://en.iranwire.com/features/6011>

(9) Ahmed Ali, « The Iraqi shi'a militia reponse to the US anti-ISIS coalition », 16 septembre 2014, <http://iswiraq.blogspot.fr>

(10) David D. Kirkpatrick, « Shiite militias in Iraq pose puzzle for US », *International New York Times*, 18 septembre 2014.

(11) Reidar Visser, « The new Iraqi prime minister: A change in style or substance? », Middle East Institute, 17 septembre 2014, [www.mei.edu](http://www.mei.edu)

(12) Lire Allan Kaval, « Dans Kirkouk, la Jérusalem kurde », *Le Monde diplomatique*, juillet 2014.

(13) [www.foxnews.com](http://www.foxnews.com)

(14) « Iraq, Syria, and the Islamic State: The "boots on the ground" fallacy », CSIS, 19 septembre, <http://csis.org>

AUX ETATS-UNIS, LES RÉPUBLICAINS MANÈVRENT POUR DOMINER LE CONGRÈS

# Retour feutré de la discrimination électorale

Les élections de mi-mandat du 4 novembre 2014 se joueront, comme souvent aux Etats-Unis, dans une poignée de circonscriptions où les deux grands partis sont au coude-à-coude. Afin de mettre toutes les chances de leur côté, les républicains cherchent à écarter les « mauvais » électeurs des urnes. Ils usent pour cela de multiples astuces, parfois à la frontière de la légalité.

PAR BRENTIN MOCK \*

LAISSÉ vacant par le républicain Charles William Young, décédé quelques mois plus tôt, un siège de membre de la Chambre des représentants a été remis en jeu en mars 2014. La démocrate Adelaïde (« Alex ») Sink semblait bien placée pour remporter ce 13<sup>e</sup> district de Floride, où M. Barack Obama était sorti vainqueur en 2008 et 2012 : son adversaire, l'ancien lobbyiste David Jolly, était impopulaire ; il avait également levé moins de fonds ; enfin, il ne bénéficiait que d'un soutien timide de son parti. « C'était l'un des sièges les plus vulnérables des républicains », constatait le politologue Larry Sabato le 12 mars. Pourtant, ils ont réussi à le garder (1).

Ce résultat a largement été interprété comme un référendum contre l'administration Obama, qui serait affaiblie par la mise en place chaotique de la réforme du système de santé, par l'affaire des écoutes de la National Security Agency (NSA) ou encore par une politique étrangère jugée dérouterante. Mais là ne réside pas la seule explication : la victoire de M. Jolly tient en grande partie au système électoral américain.

D'après une enquête nationale réalisée par Public Policy Polling, seuls 23 % des Américains soutiennent les républicains (contre 35 % pour les démocrates). Malgré cette impopularité, qui se confirme d'année en année, et alors qu'ils ont obtenu moins de voix que leurs adversaires au scrutin de 2012, les conservateurs sont majoritaires à la Chambre des représentants. Ils pourraient même s'emparer du Sénat à l'issue des élections de mi-mandat de novembre

prochain, s'ils parvenaient à prendre six sièges aux démocrates (2).

Ce paradoxe découle de deux stratégies législatives : l'adoption de lois visant à dissuader certains électeurs de voter (*voter suppression*) et le charcutage des districts à des fins partisanes (*gerrymandering*). Ces astuces exploitent la forte polarisation de l'électorat des Etats-Unis, où les Noirs, les Hispaniques et, dans une moindre mesure, les pauvres plébiscitent les démocrates ; tandis que les hommes, les Blancs et les plus aisés se tournent massivement vers les républicains (3). Ainsi, en éloignant les minorités des urnes, ou en les regroupant dans une poignée de districts pour mieux les disperser ailleurs, le Parti républicain augmente ses chances de victoire.

La technique consistant à décourager certains électeurs indésirables a une longue histoire. Officiellement, les Afro-Américains disposent du droit de vote depuis 1870. Mais, dans les Etats du Sud, pendant près d'un siècle, ils se sont vu imposer des conditions particulières (tests de langue ou de civisme, paiement d'une taxe, etc.) destinées à faire baisser leur taux de participation. Avec succès : au début de l'année 1965, les listes électorales du comté de Lowndes, en Alabama, ne recensaient aucun des douze mille résidents noirs de la circonscription, alors qu'y figuraient 118 % des électeurs blancs potentiels... Ce n'est qu'en août que le Voting Rights Act, promulgué par le président Lyndon Johnson, a mis fin à ces discriminations. Conséquence : en 1964, 6 % des Noirs du Mississippi participaient à la présidentielle ; quatre ans plus tard, ils étaient dix fois plus nombreux à le faire.

## Condamnations judiciaires imaginaires

MAIS ces pratiques qu'on imaginait révolues sont réapparues depuis quelques années, sous des formes détournées. En Floride, à l'occasion de la présidentielle de novembre 2000, M. George W. Bush distanciat M. Albert Gore de seulement cinq cent trente-sept voix. Auparavant, des milliers d'habitants – pour l'essentiel des Afro- et des Latino-Américains – avaient été rayés des listes électorales, au prétexte de condamnations judiciaires imaginaires. « Des milliers d'électeurs qui avaient indubitablement le droit de voter se sont vu refuser l'accès aux urnes (4) », a conclu, après plusieurs années d'enquête, la juriste et vice-procureure générale adjointe pour les droits civiques, M<sup>me</sup> Pamela Karlan.

Pour éviter qu'une telle situation ne se reproduise, une loi fédérale – le Help America Vote Act (HAVA) – a été adoptée en 2002. Tout en créant une structure chargée de veiller au bon déroulement des scrutins, elle a instauré un meilleur contrôle du vote par ordinateur et mieux défini les documents propres à établir l'identité d'un électeur.

Ces dispositions n'ont pas empêché de nouvelles purges. En 2012, peu avant l'élection présidentielle, le gouverneur républicain de Floride, M. Richard Scott, a encore rayé des listes deux mille sept cents noms, dont environ 85 % d'Hispaniques et d'Haïtiens. Leur tort ? Ne pas être citoyens américains. Mais l'accusation s'est révélée mensongère. La directrice de l'association de défense des droits civiques Advancement Project, M<sup>me</sup> Judith Browne Dianis, s'en est alarmée dans une lettre à

M. Scott : « Nous savons tous que la Floride excelle quand il s'agit d'éliminer les électeurs issus des minorités ; elle l'a démontré en 2000 et 2004, en établissant des listes erronées de personnes condamnées pour crime, disqualifiant au passage des dizaines de milliers d'Afro-Américains pourtant parfaitement en droit de voter. Il est essentiel pour l'intégrité de nos élections (...) que la Floride cesse d'empêcher certains citoyens d'exercer un droit démocratique fondamental. » Face au refus du gouverneur, l'association a déposé un recours en justice, et une Cour fédérale a finalement déclaré illégale la purge menée par M. Scott... dix-huit mois après le scrutin ! Entre-temps, de nombreux Etats ont adopté, sous une forme ou une autre, des lois pour interdire à certains électeurs de se rendre aux urnes, ou tout du moins pour les en décourager.

Partout, les justifications sont les mêmes : selon les républicains, une fraude électorale massive frapperait les Etats-Unis ; lors de chaque scrutin, des dizaines, voire des centaines de milliers d'immigrants et de criminels profiteraient de la souplesse de la législation américaine pour voter illégalement, en empruntant une fausse identité (5). De nombreux rapports indiquent que ces rumeurs sont dénuées de fondement. Entre 2000 et 2014, seules trente et une personnes ont été reconnues coupables de fraude par usurpation d'identité (6). Mais rien n'y fait : certains Etats multiplient les dispositifs supposés prévenir les tricheries.

Selon le Brennan Center for Justice, en 2011 et 2012, vingt-cinq lois visant à durcir les conditions du droit de vote ont été adoptées par dix-neuf Etats. Et les



BILL THOMSON. – « X Vote », 2012

choses se sont même accélérées en 2013 : quatre-vingt-deux lois, dans trente-trois Etats (7). Cette recrudescence fait suite à une décision de la Cour suprême des Etats-Unis qui, le 25 juin 2013, a débloqué un verrou en invalidant le cinquième article du Voting Rights Act de 1965 – lequel obligeait les Etats à obtenir l'approbation du gouvernement fédéral s'ils voulaient modifier leur code électoral.

La mesure la plus appréciée par les dirigeants républicains consiste à durcir la procédure d'identification des électeurs. Voilà quelques années, dans l'écrasante majorité des Etats, ces derniers pouvaient prouver leur identité grâce à plusieurs documents : permis de conduire, carte d'étudiant, permis de port d'arme ou attestation bancaire à leurs nom et adresse. Le Texas a voulu, dès 2011, restreindre la liste de ceux-ci, autorisant seulement les permis de port d'arme (dont les détenteurs votent plutôt en faveur des républicains) et les cartes d'identité fournies par les autorités publiques, alors que ce document n'est pas obligatoire aux Etats-Unis et que beaucoup de personnes en sont dépourvues. Cette loi a été bloquée l'année suivante par un juge fédéral. Selon lui, la mesure, qui risquait de pénaliser avant tout les Noirs et les Hispaniques, entrait en contradiction avec le cinquième article du Voting Rights Act. Sitôt cet article jugé inconstitutionnel par la Cour suprême, le Texas a rétabli sa loi. Le Mississippi et la Caroline du Sud ont fait de même.

Le 25 juillet 2013, la Caroline du Nord a elle aussi restreint la liste des documents recevables aux seuls passeports, permis de conduire et cartes d'identité (8). Or trois cent mille citoyens de l'Etat ne possèdent pas ces papiers – c'est le cas notamment des Noirs, qui représentent 23 % des électeurs et 38 % des personnes dépourvues de carte d'identité. En outre, la nouvelle loi supprime la possibilité de s'inscrire sur les listes électorales le jour du vote. Or on sait que, loin de favoriser les fraudes, cette mesure dope la participation – de l'ordre de 10 % selon une enquête du think tank Demos. Sa suppression risque là encore de pénaliser les minorités : en 2012, en Caroline du Nord, les Afro-Américains constituaient 33 % des électeurs inscrits le jour du scrutin.

Pour éloigner les indésirables des isolements, le gouverneur républicain de l'Ohio, M. John Kasich, ne s'est pas contenté de durcir les conditions d'identification : il a également réduit la période de vote anticipé. En 2004, certaines circonscriptions de l'Etat – en particulier dans les zones urbaines, où résident des minorités – avaient connu des files d'attente de plusieurs heures, qui ont découragé des dizaines de milliers d'électeurs. Afin de remédier à ce problème, une période de vote anticipé de trente-cinq jours a été instaurée en 2005 pour ceux qui, le jour J, peuvent plus difficilement s'absenter du travail ou faire

le Parti républicain a remporté de vingt-cinq à trente sièges grâce au processus de redécoupage qui a suivi le recensement de 1990. Sans ces sièges, les républicains n'auraient jamais été majoritaires à la Chambre des représentants en 1994 (9) », écrivait en 2010 le stratège de M. Bush, M. Karl Rove. Le raz de marée des conservateurs aux élections de mi-mandat de 2010 leur a donné le pouvoir de piloter le redécoupage dans vingt Etats, contre sept pour les démocrates (10).

Or nombre de défenseurs des droits civiques accusent aujourd'hui les républicains d'avoir utilisé des critères raciaux pour redessiner les districts. Les données sont troublantes : la population blanche du Texas a chuté de 52 à 45 % entre 2000 et 2010, mais grâce au redécoupage les Blancs deviennent majoritaires dans 70 % des districts ; en Géorgie, la 12<sup>e</sup> circonscription s'est vu retirer quarante et un mille électeurs afro-américains résidant à Savannah, remplacés par des habitants blancs de banlieue ; en Floride, à St Petersburg, la circonscription où s'affrontaient M<sup>me</sup> Sink et M. Jolly a été amputée de sa partie méridionale, quasi exclusivement habitée par des Noirs, un bout de la circonscription voisine, située en banlieue résidentielle et occupée par des Blancs, venant la remplacer ; etc.

Si la loi interdit aux Etats de charcuter leur carte électorale selon des critères raciaux, rien ne les empêche de se fonder sur des critères partisans. Aussi, les républicains ont beau jeu d'arguer qu'ils ont certes voulu favoriser leur parti, mais que leur redécoupage n'a rien d'éthnique. L'argument convaincra-t-il les tribunaux ? Depuis quelques mois, les recours en justice pour dénoncer les stratagèmes de la droite se multiplient. La Floride, la Caroline du Nord ou encore le Texas se retrouvent assignés devant des cours fédérales par le ministère de la justice ou des associations de défense des droits civiques. Début septembre, un tribunal a d'ores et déjà ordonné à l'Ohio d'abroger sa loi sur le vote anticipé. Les autres décisions n'interviendront qu'après les élections de novembre...

garder leurs enfants. Cette décision s'est traduite, en 2008, par une forte mobilisation des électeurs noirs et pauvres, amplifiant la victoire de M. Obama. Après une infructueuse tentative en 2012, M. Kasich a profité, en février 2014, de la brèche ouverte par la Cour suprême pour amputer cette période d'une semaine. Et pas n'importe laquelle : celle où les électeurs étaient autorisés à s'inscrire et à voter le même jour.

Ces mesures tendant à décourager les citoyens de se rendre aux urnes vont souvent de pair avec des stratégies de charcutage. Selon la loi, chaque Etat doit, tous les dix ans, redessiner les frontières de ses circonscriptions électorales pour prendre en compte les résultats du dernier recensement. Cette obligation recouvre un enjeu considérable. « Souvenez-vous que

- (1) Larry J. Sabato et Kyle Kondik, « The limited meaning of Florida's special house election », Center for Politics, 12 mars 2014, [www.centerforpolitics.org](http://www.centerforpolitics.org)
- (2) Sur les trente-six sièges de sénateur remis en jeu, vingt et un sont actuellement occupés par des démocrates.
- (3) Lire Jerome Karabel, « Fin de la "stratégie sudiste" aux Etats-Unis », *Le Monde diplomatique*, décembre 2012.
- (4) Pamela S. Karlan, « Lessons learned : Voting rights and the Bush administration », *Duke Journal of Constitutional Law & Public Policy*, n° 17-30, Durham (Caroline du Nord), 2009.
- (5) David Sirota, « Why the GOP is so obsessed with voter fraud », 4 septembre 2014, [www.salon.com](http://www.salon.com)
- (6) Justin Levitt, « A comprehensive investigation of voter impersonation finds 31 credible incidents out

of one billion ballots cast », *The Washington Post*, 6 août 2014.

(7) « Election 2012 : Voting laws roundup » et « Voting laws roundup 2013 », Brennan Center for Justice, [www.brennancenter.org](http://www.brennancenter.org)

(8) Ari Berman, « North Carolina passes the country's worst voter suppression law », *The Nation*, New York, 26 juillet 2013.

(9) Karl Rove, « The GOP targets state legislatures. He who controls redistricting can control Congress », *The Wall Street Journal*, New York, 4 mars 2010.

(10) Dans les vingt-trois autres Etats du pays, pour éviter le charcutage électoral à des fins partisanes, ce sont des commissions indépendantes ou bipartisanes qui pilotent le processus de redécoupage.

**Manière de voir**  
OCTOBRE-NOVEMBRE 2014 137  
Le Monde diplomatique

**PENSER EST UN SPORT DE COMBAT**

ANTONIO GRAMSCI, NOAM CHOMSKY, SLAVOJ ZIZEK...

**Des armes contre l'impuissance politique**

Une publication **le MONDE diplomatique**  
[www.monde-diplomatique.fr/mdv](http://www.monde-diplomatique.fr/mdv)

8,50 € - CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

# L'été de la révolte se prolonge à Hongkong

*Comment Pékin peut-il se sortir de l'impasse démocratique à Hongkong ? Les manifestations – les plus importantes depuis la rétrocession de cette ex-colonie britannique à la Chine – ne faiblissent pas, malgré la répression. Les Hongkongais réclament l'élection au suffrage universel du chef de l'exécutif. Les dirigeants chinois en acceptent le principe... à condition de pouvoir sélectionner les candidats.*

PAR NAHAN SIBY \*

CRÉÉ en janvier 2013, le mouvement Occupy Central (« Occupons le centre-ville ») est né de la frustration grandissante des Hongkongais face aux refus répétés de Pékin d'instaurer un régime démocratique sur leur territoire. Avant sa rétrocession à la Chine en 1997, Hongkong était dirigée par un gouverneur nommé par Londres et gérée par des instances politiques complexes, dont l'héritage reste présent.

Aujourd'hui, le chef de l'exécutif, qui nomme le gouvernement, est élu pour cinq ans, mais uniquement par des grands électeurs, désignés lors d'élections au sein de leurs collèges socioprofessionnels et réunis dans un comité électoral de mille deux cents membres (*lire l'encadré*). Il dispose d'un droit de veto sur les lois. Le Conseil législatif (Legco), lui, est composé à parité d'élus au suffrage universel et de représentants des corporations. En fait, même ces institutions sont à bout de souffle : entre 2005 et 2012, près de 42% des lois proposées n'ont pas connu de suite (1).

La déclaration conjointe sino-britannique de 1984 préparant la rétrocession reflète le schéma « un pays, deux systèmes » imaginé par le dirigeant chinois Deng Xiaoping ; elle met l'accent sur le maintien « de la structure d'une économie capitaliste et d'un cadre politique libéral, pour une durée d'au moins cinquante ans (2) ». Cela se traduit par le fait que le système « socialiste » de la Chine continentale ne s'applique pas à Hongkong. Devenue région administrative spéciale (RAS), celle-ci jouit d'un haut degré d'autonomie dans la plupart des

domaines (monnaie, douanes, système judiciaire, etc.), à l'exception de la défense et des affaires étrangères, aux mains de Pékin. A l'époque, Deng insistait sur un rôle minimal des autorités chinoises.

Dans cet esprit, la Loi fondamentale programme notamment l'« institution d'un régime pleinement démocratique après 2007, par la mise en place du suffrage universel pour élire le chef de l'exécutif et le Conseil législatif (3) ». Pour les démocrates, qui se sont rassemblés dès les négociations pour la rétrocession, cette disposition signifiait la mise en place du suffrage universel total dès 2007. Mais les rêves de ce courant essentiellement composé de la jeune génération et des intellectuels ont rapidement été brisés par les autorités de Pékin, bien plus interventionnistes que les tenants de la ligne proncée naguère par Deng.

Dès avril 2004, le comité permanent de l'Assemblée nationale populaire (ANP), l'une des représentations de la Chine continentale à Hongkong, déclare renoncer au suffrage universel pour l'élection du chef de l'exécutif en 2007. Trois ans plus tard, la même décision est prononcée à propos de l'élection de 2012. Le comité décide toutefois que l'élection du chef de l'exécutif en 2017 « pourrait être mise en œuvre selon la méthode du suffrage universel et que, par la suite, tous les membres du Conseil législatif (Legco) pourraient être élus ainsi (4) ». Mais seul le chef de l'exécutif a le pouvoir d'engager la réforme constitutionnelle nécessaire pour y parvenir.

## Paralyser Central, le quartier des affaires

SELON l'interprétation officielle de la Loi fondamentale, M. Leung Chun-ying, le nouveau chef de l'exécutif, est tenu de fournir un rapport permettant à l'ANP de statuer « à la lumière de la situation et en accord avec les principes de développement graduel et ordonné (5) ». Les amendements seraient alors soumis au Conseil législatif, et devraient obtenir la majorité des deux tiers pour être adoptés. Compte tenu des délais administratifs, la proposition de réforme doit être déposée au plus tard à la fin de 2014 pour que le suffrage universel puisse s'appliquer aux prochaines élections de 2016 et 2017.

Ne voyant rien venir, les démocrates, qui mènent ce combat depuis des années,

\* Réalisatrice de documentaires, dont *Niger, la bataille de l'uranium*, 2009.

ont structuré leur mouvement. Dès le 16 janvier 2013, Occupy Central éclot sous la houlette de M. Benny Tai Yiu-ting, professeur de droit à l'université de Hongkong. « Après tant de promesses contrariées, non honorées, après avoir attendu vingt ou trente ans, je me suis dit que nous avons atteint une étape finale, nous explique-t-il. Pékin promet le suffrage universel. Mais de quel type sera-t-il ? J'ai personnellement ressenti la nécessité de mettre en place un processus pour engendrer une pression politique et obtenir enfin une vraie démocratie. »

Dans une tribune parue en janvier 2013 (6), M. Benny Tai propose de regrouper au moins dix mille citoyens « pour participer à un sit-in non violent dans le but d'immobiliser Central si aucun progrès substantiel n'est constaté avant l'été 2014 ». Central constitue le cœur financier de la cité, où se trouvent les sièges des plus grandes banques et entreprises du monde. Paralyser, même momentanément, les transactions et la libre circulation des personnes sonnerait comme un défi à la mainmise de Pékin. M. Benny Tai poursuit en dévoilant sa tactique : « Nous voulons provoquer la police, provoquer sa violence. Si nous sommes suffisamment nombreux, la police sera tentée de déployer plus de forces. Depuis les années 1960, elle n'a jamais fait usage de bombes lacrymogènes ou de canons à eau contre les Hongkongais. Lorsqu'elle utilisera de telles armes contre nous, cela montrera à quel point notre gouvernement n'est pas démocratique. »

Occupy Central prend de l'ampleur à un moment où le débat se cristallise autour de l'interprétation de l'article 45 de la Loi fondamentale, indiquant que le chef de l'exécutif sera élu au suffrage universel « après sélection par un comité de nomination largement représentatif en accord avec les procédures démocratiques ».



GÉRARD FROMANGER. – « En Chine à Hu Xian », de la série « Le désir est partout », 1974

Pékin souligne que « le chef de l'exécutif doit être une personne qui aime le pays et Hongkong (...). C'est une exigence de base de la politique du "un pays, deux systèmes" (7) ». Les autorités chinoises veulent donc mettre en place un filtrage des candidats. Aucun opposant ne pourrait être élu, ce qui est censé neutraliser toute menace pour la sécurité de la Chine continentale. L'actuel comité électoral deviendrait le comité de nomination chargé de sélectionner ceux qui peuvent se présenter. Ainsi, les cinq millions de citoyens élaieraient au suffrage universel le chef de l'exécutif parmi les candidats choisis indirectement par les dirigeants chinois. Le Livre blanc sur les institutions publié par la République populaire – le premier depuis 1997 – réaffirme avec force son contrôle sur Hongkong (8).

Face à Pékin, on retrouve les traditionnelles forces réunies dans la coalition Alliance for True Democracy et représentées notamment par une partie des parlementaires, des universitaires et des associations. Pour elles, le comité de nomination doit être directement élu par les citoyens – ou à tout le moins il faut lui insuffler, par diverses techniques, plus de démocratie dans sa formation. Certains envisagent même sa disparition et une liberté complète des candidatures.

En mars 2013, Chan Kin-man, professeur de sociologie à la Chinese University de Hongkong, et le révérend Chu Yiu-ming, ardent défenseur des droits humains connu pour son aide indéfectible aux manifestants de la place Tiananmen, en 1989, rejoignent le mouvement. Plusieurs associations de jeunesse, telle la Fédération des étudiants, font de même.

Les réactions hostiles du clan pro-Pékin ne manquent pas. Le pouvoir hongkongais affirme régulièrement qu'il ne tolérera aucune « activité illégale ». Il est d'ailleurs significatif que Pékin ait publié son Livre blanc avant le « référendum citoyen » pour l'instauration du suffrage universel organisé le 29 juin dernier par Occupy Central – immédiatement qualifié d'illégal. Mais, à la surprise même des organisateurs, environ huit cent mille personnes ont participé aux votes sur Internet ou dans les bureaux officiels mis en place.

Depuis, la mobilisation ne se dément pas : cinq cent mille citoyens ont défilé lors de la marche annuelle du 1er juillet dernier, à l'issue de laquelle plus de cinq cents militants ont été arrêtés pour « sit-

## Des institutions sur mesure

**Nombre d'habitants :** 7,155 millions.

**Produit intérieur brut par habitant :** 29350 euros (Chine : 5250 euros) (1).

**Rétrocession :** le 1<sup>er</sup> juillet 1997, Hongkong devient une région administrative spéciale (RAS) de la République populaire de Chine.

**Gouvernement :** le chef de l'exécutif est élu pour cinq ans par un comité électoral. Il désigne le gouvernement, ou Conseil exécutif (Exco), composé de 15 « membres officiels » (ministres) et de 14 « membres non officiels » (conseillers).

**Comité électoral :** ses 1200 membres sont issus de quatre grands groupes : le secteur industriel, commercial et financier, dit « secteur des affaires » ; le secteur socioprofessionnel, regroupant plusieurs métiers (éducation, santé, comptabilité, avocats, etc.) ; celui des organisations sociales ou religieuses, des syndicats et d'autres domaines d'activité (agriculture, arts, etc.) ; enfin, celui du monde politique (Conseil législatif, Assemblée nationale populaire, etc.)

**Conseil législatif :** il est composé de 70 membres, dont 35 élus au suffrage universel à la proportionnelle dans cinq circonscriptions géographiques, et 35 élus par les corporations.

**Partis politiques :** le camp « pro-démocratie » (27 sièges dans le Conseil législatif de 2012) comprend notamment l'Alliance démocratique pour le progrès, le Parti démocratique, le Parti citoyen, le Parti du travail (Labour Party) ; celui qui est pro-Pékin compte le Parti libéral, la Fédération des syndicats de Hongkong (Hongkong Federation of Trade Unions), etc.

(1) Source : Fonds monétaire international, 2013.

in illégal ». Pékin durcit le ton. Le 31 août 2014, l'ANP a rappelé que seuls les candidats ayant obtenu plus de la moitié des suffrages du comité de nomination seraient éligibles. Compte tenu de la composition de celui-ci, aucun démocrate ne pourrait se présenter devant les électeurs.

Pourtant, de la naissance d'Occupy Central à cette décision officielle de l'ANP, plusieurs démocrates modérés avaient présenté des propositions conservant le principe du comité de nomination pour garder un espace de négociation avec Pékin, tout en préservant la possibilité de présenter un candidat démocrate au suffrage universel. Peine perdue...

Reconnaissant son échec, à cette étape, M. Benny Tai a promis d'impulser « une ère de désobéissance civile (9) », sans pour autant présenter de programme ni de calendrier précis. Soutenues par leurs universités, des organisations étudiantes ont entamé une semaine de grève à partir du 22 septembre, tandis que des lycéens ont lancé un appel au boycott des cours le 26 septembre. Vingt-sept députés pro-démocratie se sont déjà engagés à voter contre le texte de réforme soutenu par Pékin.

Selon Willy Wo-Lap Lam, chercheur de la Jamestown Foundation (Washington), les autorités chinoises courtisent « les milieux d'affaires et d'autres secteurs socio-économiques tout en isolant leurs ennemis, c'est-à-dire les éléments prodémocratiques. Les gros investisseurs en Chine, eux-mêmes soutiens de la politique de Pékin à Hongkong, sont récompensés non seulement par des opportunités commerciales, mais aussi par des sièges convoités à l'Assemblée nationale populaire et à la Conférence consultative politique du peuple chinois [de Pékin] (10) ». De fait, après les crises répétées de 1997 à 2004, Hongkong a renoué avec la croissance, même si celle-ci se ralentit (2,9 % en 2013 après un pic de 7,3 % en 2010). Pékin table sur l'intégration économique pour faire oublier les aspirations démocratiques.

(1) Brian C. H. Fong, « La déconnexion des pouvoirs exécutif et législatif dans le Hongkong postcolonial », *Perspectives chinoises*, Hongkong, 1<sup>er</sup> trimestre 2014.

(2) Willy Wo-Lap Lam, « Hongkong et les perspectives de démocratisation dans la région administrative spéciale », *Perspectives chinoises*, 2<sup>e</sup> trimestre 2007.

(3) Michael C. Davis, « Dix ans d'efforts pour former une démocratie à Hongkong », *Perspectives chinoises*, 2<sup>e</sup> trimestre 2007.

(4) Karita Kan, « Occupy Central et la réforme constitutionnelle à Hongkong », *Perspectives chinoises*, 3<sup>e</sup> trimestre 2013.

(5) Michael C. Davis, *op. cit.*

(6) Benny Tai, « L'arme de destruction massive de la désobéissance civile » (en chinois), *Hongkong Economic Journal*, 16 janvier 2013.

(7) « Beijing emphasises its total control over Hong Kong in white paper », *South China Morning Post*, Hongkong, 10 juin 2014.

(8) « White paper on the practice of "One country, two systems" policy in the Hong Kong special administrative region », Xinhua, 10 juin 2014.

(9) « Occupy Central's Benny Tai declares "era of civil disobedience" for Hong Kong », *South China Morning Post*, 31 août 2014.

(10) Willy Wo-Lap Lam, *op. cit.*

## Calendrier des fêtes nationales

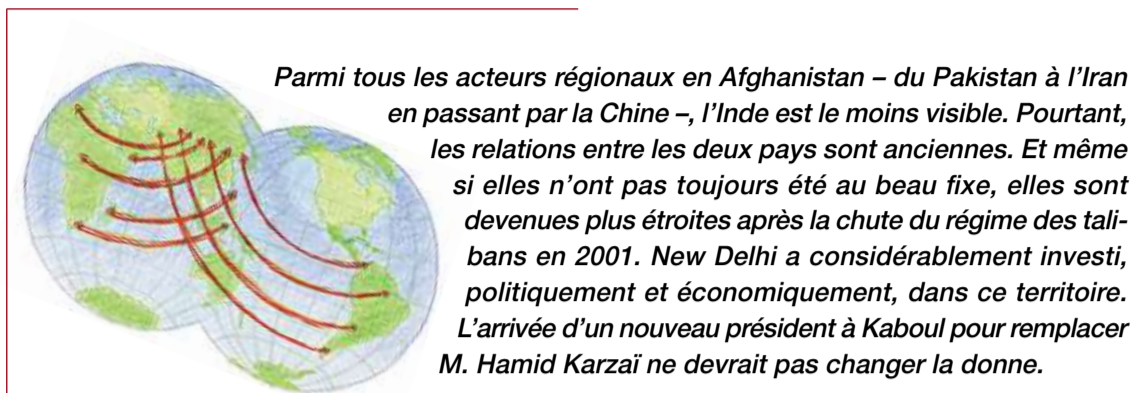
1<sup>er</sup> - 31 octobre 2014

1 <sup>er</sup>	CHINE	Fête nationale
	CHYPRE	Fête nationale
	NIGERIA	Fête nationale
	PALAU	Fête de l'indépend.
	TUVALU	Fête nationale
2	GUINÉE	Fête nationale
3	ALLEMAGNE	Fête nationale
	CORÉE DU SUD	Fête nationale
4	LESOTHO	Fête nationale
9	UGANDA	Fête nationale
10	FIDJI	Fête nationale
	TAIWAN	Fête nationale
12	ESPAGNE	Fête nationale
	GUINÉE-ÉQUAT.	Fête nationale
24	ZAMBIE	Fête nationale
26	AUTRICHE	Fête nationale
27	SAINT-VINCENT-ET-LES-GRÉNADINES	Fête nationale
	TURKMÉNISTAN	Fête de l'indépend.
28	GRÈCE	Fête nationale
	RÉP. TCHÈQUE	Fête nationale
29	TURQUIE	Fête nationale

## Nos précédents articles

- Première élection avec un véritable opposant, par Louise Do Rosario (juillet 2007).
- Un haut degré d'autonomie, par Donald Tsang (juillet 2007).
- Des espaces de liberté et de créativité culturelles, par Gérard Henry (juillet 2007).
- Hongkong vers un modèle singapourien ?, par Guilhem Fabre (mai 1997).
- Retour sans joie de Hongkong à la « mère-patrie », par Bernard Cassen (juillet 1996).
- Le triomphe du réalisme, par Patrice De Beer (novembre 1984).
- Un optimisme prudent, par Dinah Lee (novembre 1984).
- Le nouveau destin de Hongkong, par Xavier Luccioni (juillet 1985).

# Les tribulations du couple indo-afghan



Parmi tous les acteurs régionaux en Afghanistan – du Pakistan à l'Iran en passant par la Chine –, l'Inde est le moins visible. Pourtant, les relations entre les deux pays sont anciennes. Et même si elles n'ont pas toujours été au beau fixe, elles sont devenues plus étroites après la chute du régime des talibans en 2001. New Delhi a considérablement investi, politiquement et économiquement, dans ce territoire. L'arrivée d'un nouveau président à Kaboul pour remplacer M. Hamid Karzaï ne devrait pas changer la donne.

## LE GRAND JEU DES ALLIANCES

PAR JEAN-LUC RACINE \*

QUAND, le 23 mai 2014, le consulat de l'Inde à Herat, la grande ville de l'Ouest afghan, fut attaqué, tout le monde y vit un message adressé à New Delhi : l'attentat survenait en effet deux jours après l'invitation lancée par le premier ministre indien nouvellement élu, M. Narendra Modi, aux chefs d'Etat et de gouvernement d'Asie du Sud (dont les présidents afghan et pakistanais) pour les cérémonies de sa prise de fonctions, le 26 mai. Le président afghan, M. Hamid Karzaï, accusa le groupe Lashkar-e-Taiba. Basé au Pakistan, celui-ci opère au Cachemire et parfois dans les grandes villes indiennes, comme à Bombay en 2008. L'assaut n'était que le dernier en date d'une série ciblant les intérêts indiens, qui se sont grandement développés au fil de la longue présidence Karzaï (2001-2014), avec, fort symboliquement, l'accord de partenariat stratégique. Signé en 2011, il

couvre aussi bien les questions sécuritaires que l'économie, le commerce et la formation. Premier accord de ce type signé par l'Afghanistan, ce fut également une première pour l'Inde avec un pays proche.

Alors que s'achève le règne de M. Karzaï, auquel succède M. Ashraf Ghani au terme d'un compromis avec l'autre candidat Abdullah Abdullah (1), l'avenir des relations bilatérales mobilise New Delhi pour au moins trois raisons : ses intérêts économiques ; l'influence gagnée ; la place de l'Afghanistan dans une région où s'entre-croisent les intérêts du Pakistan, de l'Iran, du Tadjikistan et de la Chine. Après le départ de l'essentiel des troupes américaines, prévu pour fin 2014, se pose une question délicate pour les dirigeants indiens : jusqu'où aider militairement le nouveau président afghan, sans dégrader davantage les difficiles relations indo-pakistantaises ?

litique de l'armée pakistanaise : éviter que leur pays ne soit pris en tenaille entre l'Inde et un Afghanistan dont le gouvernement serait pro-indien.

Après le départ des Soviétiques, les troubles incessants en Afghanistan affaiblissent les positions de New Delhi, en dépit de ses relations avec le commandant Ahmed Chah Massoud, qui s'empara de Kaboul en 1992 (4). La prise de la capitale par les talibans en 1996 marginalise l'Inde plus encore, alors que se poursuit l'insurrection anti-indienne au Cachemire. Commencée en 1989, cette révolte reçoit le soutien du Pakistan, qui instrumentalise ainsi djihadistes (parfois formés en Afghanistan), moudjahidins puis talibans sur les deux fronts indien et afghan.

Après le choc du 11-Septembre, l'Inde vote les résolutions des Nations unies autorisant l'intervention de la coalition conduite par les Etats-Unis. En décembre 2001, elle assiste à la conférence de Bonn sur l'avenir de l'Afghanistan. Sous les deux présidences Karzaï, elle conduit une politique active de coopération et engage près de 2 milliards de dollars, alors que l'ensemble de l'aide internationale à la reconstruction et au développement promise pour la décennie 2002-2012 est de l'ordre de 100 milliards de dollars (financée à 80% par les Etats-Unis). Fin 2011, 70 milliards de dollars ont été effectivement déboursés. A cette aune, la part de l'Inde apparaît modeste, mais elle est très supérieure

décembre 1979, Indira Gandhi – première ministre de l'Inde et signataire d'un traité d'amitié et de coopération avec l'Union soviétique – émit des réserves sans la condamner explicitement. Elle en avait compris les risques et les conséquences, notamment le soutien de Washington et d'Islamabad aux moudjahidins afghans. Leur victoire renforça le pouvoir du général Zia ul-Haq (3) et le grand dessein géopo-

## Un projet multilatéral de gazoduc

NEW Delhi aime rappeler l'ancienneté des liens entretenus avec l'Afghanistan, des temps bouddhiques (à compter du III<sup>e</sup> siècle av. J.-C.) aux conquêtes des soudards du sultan musulman Mahmoud de Ghazni (971-1030) au XI<sup>e</sup> siècle, attirés par les richesses de l'Inde tout comme le seront les bâtisseurs de dynasties indiennes. En 1880, l'Empire britannique trouva un compromis face à l'irréductible afghan en plaçant sur le trône de Kaboul l'émir Abdur Rahman, qui accepta de laisser à Londres le contrôle de sa politique étrangère. En 1893, la ligne Durand marqua, sur les cartes, la frontière entre l'Afghanistan et l'empire : une ligne de crête tranchant en plein milieu les terres pachounes.

Avec la partition de 1947, l'Inde se trouva séparée de l'Afghanistan par la création du Pakistan. Celui-ci, inquiet d'un possible mouvement pour un Pachtounistan indépendant ou rattaché à l'Afghanistan, décida de maintenir sous statut spécial l'espace tampon des zones tribales attenantes, d'autant que Kaboul, hier comme aujourd'hui, ne reconnaît pas formellement sa frontière avec le Pakistan (2).

L'Inde indépendante cultiva de bonnes relations avec le royaume afghan, au point de signer un traité d'amitié en 1950. Elle maintint des rapports avec les communistes afghans après leur prise de pouvoir en 1978. Mais, lors de l'intervention soviétique en



AGNÈS STIENNE

## Longue amitié

- 1950. Traité d'amitié indo-afghan.
- 1971. Traité indo-soviétique d'amitié et de coopération.
- 1978. Arrivée des communistes afghans au pouvoir.
- 1979, décembre. Intervention soviétique en Afghanistan à la demande du gouvernement de Kaboul.
- 1980, janvier. Indira Gandhi revient au pouvoir. Sans dénoncer explicitement l'Union soviétique, elle plaide contre les « interférences extérieures », une remarque qui vaudra

- aussi pour la stratégie américaine consistant à s'appuyer sur le Pakistan contre les Soviétiques.
- 1989. Retrait des Soviétiques. Début de l'insurrection au Cachemire indien, soutenue par le Pakistan.
- 1990-1992. Le gouvernement indien, neutre dans les conflits entre moudjahidins afghans, s'est ensuite appuyé discrètement sur le commandant Massoud et l'Alliance du Nord, contre les moudjahidins pachounes soutenus par le Pakistan.

- 1996. Les talibans, appuyés par le Pakistan, entrent dans Kaboul. L'Inde est marginalisée.
- 2001. L'Inde soutient l'intervention américaine en Afghanistan, sans envoyer de troupes au sol.
- 2002-2014. Intensification des relations indo-afghanes sous le régime de M. Hamid Karzaï.
- 2008, 2009. Attentats contre l'ambassade de l'Inde à Kaboul.
- 2011. Accord de partenariat stratégique entre l'Inde et l'Afghanistan.

à celle du Pakistan. La Chine, quant à elle, privilégie les investissements plutôt que l'aide. L'Iran joue la carte de l'influence par des voies parfois opaques, sans atteindre officiellement les financements indiens.

Les interventions de New Delhi sont à la fois symboliques (la construction du nouveau Parlement pour 2015) et socioéconomiques : aide alimentaire, missions médicales, projets communautaires de développement rural, sept cents bourses pour des études supérieures en Inde, autant pour la formation technique, programmes de formation tous azimuts, y compris dans les médias, ainsi qu'investissements dans des équipements énergétiques, dont la ligne apportant à Kaboul l'électricité d'Ouzbékistan.

Sur le plan militaire, New Delhi coopère avec Washington en matière de renseignement, mais ne participe pas à la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) (5). Elle forme des officiers afghans sur son territoire. Outre l'ambassade de Kaboul, l'Inde a ouvert des consulats à Herat, à Mazar-e-Charif et, dans les provinces pachounes, à Kandahar et Jalalabad. Le Pakistan les dénonce comme des nids d'espions et accuse l'Inde de soutenir les séparatistes baloutches dans leurs sanctuaires afghans.

## Contournement du Pakistan

P our contourner le blocus d'Islamabad, qui depuis 2010 autorise les camionneurs afghans à livrer leurs produits en Inde mais interdit tout transport de marchandises en sens inverse, l'Inde cherche, en partenariat avec l'Iran, à procurer aux Afghans un accès à la mer distinct des ports pakistanaïses de Karachi et de Gwadar, ce dernier financé et géré par la Chine. D'une part, New Delhi a rénové la route qui relie le grand axe circulaire joignant les principales villes afghanes à Zaranj, à la frontière iranienne. D'autre part, il a financé l'extension du port iranien de Chabahar, dont la liaison avec Zaranj se trouve améliorée.

Les réactions ne se sont pas fait attendre : le chantier routier vers l'Iran a été plusieurs fois attaqué par des groupes soupçonnés d'être liés aux services secrets pakistanaïses, comme l'ont été les attentats contre l'ambassade indienne à Kaboul (2008, 2009) et le consulat de Jalalabad (2013).

Pour l'Inde, M. Ghani n'est pas un inconnu, car il a piloté des projets quand il était à la Banque mondiale. Si la continuité doit prévaloir, la grande incertitude reste la question sécuritaire. Comme tant d'autres, l'Inde s'est prononcée pour la « réconciliation nationale » conduite par les Afghans eux-mêmes. Mais est-ce possible ? Elle craint moins les talibans afghans que le réseau Haqqani, affilié mais autonome, et surtout les talibans pakistanais et leurs connexions croissantes avec les djihadistes du Pendjab – au premier rang desquels les Lashkar-e-Taiba. Quel sera le jeu pakistanaïse ?

La détérioration des relations entre l'Afghanistan et le Pakistan a poussé New Delhi à signer le partenariat stratégique de 2011 avec un volet de coopération politique et de sécurité : l'article 5 précise que « l'Inde accepte de contribuer à la formation, à l'équipement et aux programmes de développement des capacités des forces nationales de sécurité afghanes, selon des modalités conjointement définies ». Si New Delhi n'a pas répondu à la demande afghane de livraison de chars et d'hélicoptères de combat, un accord aurait été trouvé en avril 2014 pour fournir de l'artillerie légère et de l'équipement logistique russes, l'Inde réglant la facture. Pas question d'envoyer des militaires, pas même des instructeurs. Ce qui n'empêche pas de renforcer les capacités de formation des officiers afghans, y compris des forces spéciales, sur son propre territoire.

Même calibrée, une telle politique risque de tendre un peu plus les relations avec le Pakistan. Un nouveau paramètre doit cependant être pris en compte : l'armée pakistanaïse semble avoir signifié en avril 2014 au réseau Haqqani et au mollah Omar, l'émir des talibans afghans, qu'ils devaient choisir entre Islamabad et les talibans pakistanais désormais insurgés contre leur gouvernement. Si cela se confirmait, cela signifierait que le Pakistan se méfie désormais

Soucieux de garder la main, Islamabad fait souvent pression pour que l'Inde ne soit pas invitée aux réunions internationales sur l'Afghanistan. Cette tactique réussit en 2008 lors d'une conférence en Iran, mais échoue pour celle qui se tient en Turquie en 2010 sur décision d'Istanbul. New Delhi participe activement au lancement du « processus d'Istanbul pour la sécurité régionale et la coopération pour un Afghanistan stable et sécurisé », vaste forum régional soutenu par la « communauté internationale » (6). Elle y occupe la place de « pays leader » en matière de commerce et d'investissements, à charge pour elle de développer des coopérations avec les divers Etats impliqués – ce qui l'a conduite à organiser en 2012, à New Delhi, un sommet pour l'investissement en Afghanistan.

Dans ce cadre multilatéral, elle a demandé à ses partenaires du projet de gazoduc TAPI (Turkménistan-Afghanistan-Pakistan-Inde) d'accélérer son lancement. Alors que la Chine a investi dans la mine de cuivre d'Aynak, au sud de Kaboul, un consortium indien a opté pour la mine de fer d'Hajigak (7) ; mais l'insécurité ralentit le projet, et l'investissement envisagé (1,5 milliard de dollars, en sus des 2 milliards d'aide déjà mentionnés) pourrait s'avérer bien moindre à l'arrivée.

des talibans afghans, qui, dans le scénario élaboré il y a vingt ans, étaient censés préserver ses intérêts en Afghanistan.

Ce désordre confirme la nécessité d'un dialogue régional, pour lequel l'Inde dispose d'atouts. Elle permet, via l'Iran ou la Russie, de contourner pour partie le blocus pakistanaïse. Elle partage des intérêts avec la Chine, qui, comme elle, a investi économiquement et craint le renforcement d'un pôle extrémiste, susceptible d'avoir des répercussions au Xinjiang ; Pékin et New Delhi dialoguent désormais sur l'Afghanistan lors de leurs rencontres bilatérales.

Dans son premier rapport adressé à Washington en 2009, le général Stanley McChrystal, alors commandant des forces de la FIAS en Afghanistan, s'inquiétait des retentissements possibles du renforcement de l'influence indienne en Afghanistan, notamment d'une réaction pakistanaïse (8). Trois ans plus tard, de passage à New Delhi, le secrétaire à la défense américain d'alors, M. Leon Panetta, a pressé l'Inde de s'engager plus avant pour consolider l'Afghanistan post-2014. Le principe énoncé en 2013 par les dirigeants de l'Institute for Defence Studies and Analyses (IDSA), principal think tank stratégique indien, reste valide : face à la possible résurgence des talibans en Afghanistan, « l'Inde ne peut ni rester un spectateur muet, ni faire montre d'un activisme inconsidéré » (9).

(1) Le 21 septembre 2014, M. Ghani a été proclamé vainqueur de l'élection présidentielle de juin. Son opposant, M. Abdullah, devrait participer à l'exécutif dans le cadre d'un gouvernement d'union nationale.

(2) Lire Georges Lefeuvre, « La frontière afghano-pakistanaïse, source de guerre, clef de la paix », *Le Monde diplomatique*, octobre 2010.

(3) Chef de l'armée pakistanaïse, il renversa le président Zulfikar Ali Bhutto en 1977 puis exerça le pouvoir jusqu'en 1988.

(4) Lire Gilles Dorransoro, « L'injustice faite aux Afghans », *Le Monde diplomatique*, juin 2001.

(5) Elle est la composante militaire de la coalition internationale et opère sous l'égide de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN).

(6) Ce processus d'Istanbul, lancé le 2 novembre 2011 par les pays dits « du cœur de l'Asie », comprend : Afghanistan, Arabie saoudite, Chine, Emirats arabes unis, Inde, Iran, Kazakhstan, Kirghizstan, Pakistan, Russie, Tadjikistan, Turkménistan, Turquie. Soutien initial : Allemagne, Australie, Canada, Egypte, Espagne, Etats-Unis, France, Italie, Japon, Norvège, Pologne, Royaume-Uni, Suède, Nations unies, Union européenne, OTAN, OSCE, etc.

(7) Lire Sarah Davison, « Inde et Chine se disputent l'Afghanistan », *Le Monde diplomatique*, décembre 2009.

(8) Stanley McChrystal, « Commander's Initial Assessment », ISAF, Kaboul, 30 août 2009.

(9) Arvind Gupta et Ashok Behuria, « President Karzaï's visit to India : Leveraging strategic partnership », *IDSA Comment*, New Delhi, 23 mai 2013.

Déjà paru dans cette série « Le grand jeu des alliances » : Russie-Israël (septembre). A paraître le mois prochain : Asie centrale sous influences.

# Corse, l'adieu aux armes

Le 24 juin 2014, le Front de libération nationale corse (FLNC) annonçait sa décision unilatérale d'enclencher un processus de démantèlement et de normalisation progressive. Après le démantèlement des mouvements irlandais et basque, cette annonce signe la fin de la lutte armée en Europe occidentale. Mais pour Pierre Poggioli, responsable clandestin dans les années 1980, les solutions politiques restent bien incertaines.

PAR PIERRE POGGIOLI \*

L'ARMÉE républicaine irlandaise (IRA), Euskadi ta Askatasuna (ETA) et le Front de libération nationale corse (FLNC) ont survécu plusieurs décennies à d'autres organisations clandestines émanant de « nations sans Etat », en Bretagne, dans les Antilles françaises, en Catalogne, au Pays de Galles ou en Ecosse... Ils ont également survécu à de nombreux groupes de lutte armée d'extrême gauche qui ont marqué l'Europe dans les années 1970-1980 : Fraction armée rouge en Allemagne, Brigades rouges en Italie, Action directe en France, Organisation révolutionnaire du 17-Novembre en Grèce, pour ne citer que les plus célèbres.

La pérennité de ces trois mouvements armés en lutte contre les Etats britannique, espagnol et français s'explique avant tout par leur ancrage dans les territoires concernés. Ni la répression ni les dissolutions décidées par les Etats n'ont pu les éradiquer. Malgré la stigmatisation du choix des armes, ces organisations clandestines n'ont pas été vécues comme terroristes par les corps sociaux dont elles sont issues. Etroitement couplées à des formations publiques ou « branches politiques »,

elles se prévalent de la satisfaction de revendications historiques, en dépit de certains errements ou dérives. Leur combat leur a donné une forte visibilité, en acculant les Etats à des tentatives diverses de solution négociée, alternant avec de longues vagues punitives. Pour autant, malgré leurs nombreux points communs et leurs échanges réguliers, ces organisations avaient des projets politiques différents. Leur histoire et leur renoncement à la clandestinité doivent être resitués dans des contextes particuliers.

Première des trois organisations à décréter l'abandon des armes, l'IRA est née en 1919, dans le contexte de la guerre d'indépendance (1919-1921), et émane du Sinn Féin, mouvement politique créé en 1905. Divisée durant la guerre civile irlandaise (1922-1923) (1), elle concentre par la suite ses actions contre les intérêts britanniques, principalement en Irlande du Nord. A la fin des années 1960, les catholiques, minoritaires au Nord, réclament l'égalité des droits civiques avec les protestants. La répression brutale par les forces britanniques lors des marches pacifiques pour cette égalité provoque son retour à la lutte armée.

## Des luttes asymétriques

EN Euskadi, le Parti nationaliste basque (EAJ/PNV) est fondé en 1895. Durant la seconde république espagnole, le statut de Guernica adopté en 1936 accorde une véritable « autorité » à la région, qui devient un Etat quasi indépendant. Mais la dictature franquiste supprime ce statut et contraint le gouvernement basque à l'exil. En 1958, de jeunes opposants aux conservateurs du PNV créent l'ETA, et portent de rudes coups au régime franquiste. Par la suite, l'organisation trouve un relais politique avec Herri Batasuna, qui voit le jour en 1978 et comptera de nombreux élus locaux avant sa dissolution en 2000.

\* Dirigeant historique du Front de libération nationale corse (FLNC), ancien élu à l'Assemblée de Corse (1984-1998), docteur en science politique. Dernier ouvrage paru : *Corse : entre néo-clanisme et mafia ?*, Fiara Editions, Carbuccia, 2013.

Dans un contexte d'exode rural et de désertification, des militants de l'Action régionaliste corse (ARC), fondée en 1967 par les frères Edmond et Max Simeoni, occupent le 21 août 1975 à Aléria la cave d'un important viticulteur rapatrié d'Algérie, au centre d'un vaste scandale agricole. Les forces de l'ordre interviennent en nombre ; deux gendarmes sont tués. Une semaine après, l'ARC est dissoute et des affrontements sanglants ont lieu à Bastia. Le FLNC est fondé le 5 mai 1976, en réaction à ces événements (2). Des organisations clandestines – le Front paysan de libération de la Corse (FPLC) et Ghjustizia paolina – l'avaient précédé au début des années 1970, mais elles n'avaient qu'une existence marginale dans la contestation corse, dominée par les autonomistes de l'ARC – qui, après sa dissolution, fut remplacée par l'Asso-

ciation des patriotes corses (APC), puis par l'Union du peuple corse (UPC).

Depuis ses débuts, la lutte pour la défense de la culture corse et pour l'autodétermination prônée par le FLNC est restée de bien moindre intensité que celle menée par l'IRA et l'ETA. Le mouvement clandestin a toujours évité les vagues d'attentats meurtriers. Il s'est limité à des actions très ciblées et ponctuelles, visant essentiellement des bâtiments et services de l'Etat, ou des constructions défigurant le littoral (3). Il n'était pas confronté, il est vrai, aux mêmes situations que les Basques affrontant le franquisme et ses prolongements, ou les Irlandais aux prises avec une situation de guerre.

Au-delà des contextes locaux, les premières évolutions vers des processus de paix tiennent à la situation internationale. En Irlande, d'où est originaire une puissante diaspora installée aux Etats-Unis, la diplomatie américaine a pesé pour renforcer le processus de démantèlement du conflit entamé en 1994 – un premier cessez-le-feu avait permis l'ouverture de discussions puis les accords du Vendredi saint, conclus le 10 avril 1998, lors d'une période de forte croissance économique dans le sud de l'île, présentée alors comme le « Tigre celtique ».

Le 28 juillet 2005, l'IRA ordonne à tous ses militants de déposer les armes. Elle leur demande de lutter pour la réunification de l'île et la fin de la tutelle britannique par des voies démocratiques. Le 26 septembre 2005, le chef de la commission du désarmement, le général canadien John de Chastelain, annonce que l'arsenal de l'IRA a été complètement démantelé.

Au Pays basque, l'ETA a été considérablement affaiblie par la situation politique issue de l'après-franquisme et la force de la répression, parfois tout à fait illégale (4), qui s'est accrue après les attentats islamistes de Madrid en mars 2004. Les campagnes d'attentats entraînant la mort de civils, ainsi que l'assassinat de personnalités proches du PNV favorables à la paix ou de journalistes, ont terni son combat. Prenant en compte la montée en puissance dans sa mouvance d'un discours favorable à la paix, l'ETA annonce le 20 octobre 2011 l'« arrêt définitif de son activité armée ». Cette décision découle d'un « engagement clair, ferme et définitif », après de nombreuses trêves de diverses natures. Le 21 février 2013, les experts de la commission internationale de vérification du cessez-le-feu (non reconnue par le gouvernement espagnol) confirment le début de la mise hors d'usage de son armement. Enfin, le 20 juillet 2014, l'ETA annonce qu'elle a achevé le « démantèlement des



CARLOS AIRES.  
– « Love Is in the Air (Vinyl Edition) » (Il y a de l'amour dans l'air [édition vinyle], 2008)

structures logistiques et opérationnelles liées à la conduite de la lutte armée ».

Le FLNC était aussi très affaibli par les vagues d'interpellations. Les déchirements mortels des années 1990 entre mouvements clandestins (près d'une vingtaine de militants assassinés) ont laissé des traces, de même que certaines dérives affairistes liées à la pratique de l'impôt révolutionnaire. L'assassinat du préfet Claude Erignac, le 6 février 1998, ne s'inscrit pas dans une stratégie des mouvements clandestins, mais il renforce le camp des partisans d'une réflexion sur les limites de l'action armée. Le soutien de la population et de la jeunesse s'amointrit. La situation profite aux nationalistes dits « modérés ».

## Une paix de dupes ?

À L'ASSEMBLÉE de Corse, le courant modéré, qui rejette l'emploi de la violence, devient majoritaire, contrairement aux années 1980 et 1990. Il a même conforté son assise lors des municipales de 2014, notamment à Bastia, où M. Gilles Simeoni, fils de M. Edmond Simeoni, est devenu maire avec le soutien de dissidents de gauche et de droite. La coalition Femu a Corsica de MM. Jean-Christophe Angelini et Gilles Simeoni déstabilise l'aile radicale, qui craint de se retrouver marginalisée à un moment décisif pour l'évolution institutionnelle de l'île. Celle-ci est toutefois bien loin d'être acquise, le gouvernement ne semblant pas prêt à entériner les votes de l'Assemblée de Corse. En visite dans l'île le 12 juin dernier, le ministre de l'intérieur, M. Bernard Cazeneuve, a fermé la porte aux revendications les plus symboliques, même si en juillet le ministre de la décentralisation, M<sup>me</sup> Marylise Lebranchu, a modéré ses propos.

L'adieu aux armes du FLNC, deux semaines après ces déclarations ministérielles, a surpris de nombreux observateurs, même si la violence politique semblait arriver en fin de cycle. Rien ne laisse penser qu'il fait suite à des négociations ou qu'il fera évoluer le gouvernement. La libération des militants détenus et l'arrêt des poursuites ne semblent pas à l'ordre du jour.

On est bien loin de la situation de l'Irlande, où toute la classe politique britannique a accompagné le processus de paix et permis de libérer les détenus d'alors, à charge pour ceux-ci de convaincre l'IRA d'abandonner les armes. Si la réponse se limitait à des miettes de pouvoir, l'avenir pourrait être plus sombre que ne le pensent certains, angéliques ou cyniques. Des

Depuis le processus de paix en Irlande, achevé avec l'accord de Saint Andrews (Ecosse), signé le 13 octobre 2006, le Sinn Féin gouverne à Belfast avec le Parti unioniste démocrate (DUP, protestant). Il a encore progressé aux dernières élections européennes, y compris dans le Sud. La démographie dynamique de la communauté catholique lui laisse l'espoir de réaliser tôt ou tard son rêve d'unification.

Au Pays basque, l'adieu aux armes découle d'un processus unilatéral amorcé par la gauche indépendantiste. Il n'y a eu aucun préaccord avec les gouvernements espagnol ou français, même si des émissaires espagnols ont poursuivi des négociations discrètes à Oslo, avant de les interrompre brutalement. L'ETA refuse encore de se dissoudre si certaines de ses revendications ne sont pas satisfaites : rapprochement des prisonniers politiques dispersés dans les prisons espagnoles et françaises, traitement prioritaire des détenus malades et du dossier des réfugiés basques. Sur la scène politique publique, les indépendantistes majoritairement classés à gauche progressent fortement, rivalisant avec les autonomistes du PNV au pouvoir. Le mouvement basque, toutes tendances confondues, juge dépassé le statut d'autonomie actuel et revendique le droit à l'autodétermination.

En Corse, la récente décision du FLNC de déposer les armes « sans préalable et sans équivoque aucune » n'a visiblement pas fait l'objet de débats au sein de la mouvance nationaliste. Elle n'est pas survenue non plus après de réelles avancées politiques négociées – par exemple en 1981 avec le premier statut de l'île ou les discussions du statut Joxe en 1989 –, ni même après un rapprochement des militants détenus dans l'Hexagone. Seuls témoignent d'une évolution notable les votes récents de l'Assemblée de Corse en faveur de l'inscription de la Corse dans la Constitution française pour une plus grande décentralisation, de la coofficialité de la langue corse, du statut de résident permanent – destiné à limiter la prolifération des résidences secondaires (5) – et d'un régime fiscal spécifique. Autant de revendications portées désormais par une majorité d'élus de toutes tendances, au-delà de la représentation nationaliste, qui compte quatorze élus sur cinquante et un.

soldats perdus ou une jeunesse témoin de l'agonie de la culture corse risquent de s'égarer dans des positions identitaires brouillées ou une marginalité confortant l'emprise de plus en plus prégnante de la grande délinquance.

Car on assiste à la mise en place d'une criminalité organisée, qui évolue vers un nouveau type de mafia, différent des modèles italiens et inédit dans l'île. Son développement est indissociable du système politique insulaire, marqué par le clanisme, et des stratégies d'un Etat concentrant sa répression sur les nationalistes, en laissant se recomposer les groupes criminels.

Malgré ses errements, la lutte armée avait contribué à contenir les forces mafieuses. Aujourd'hui, la Corse dépérit en raison des renoncements et du fatalisme. Le fléau mafieux dynamite tous les rouages de la société, pour en définitive régir les rapports sociaux, économiques et politiques. Intimidations en tout genre, pressions, mises en coupe réglée de la vie économique, assassinats se succèdent : l'engrenage menace de devenir irrésistible.

(1) Le traité anglo-irlandais de Londres, signé le 6 décembre 1921, acte la partition de l'Irlande en deux entités distinctes. Cette situation débouche sur une guerre civile.

(2) Cf. Edmond Simeoni, *Le Piège d'Aléria*, Jean-Claude Lattès, Paris, 1975.

(3) NDLR. Selon l'Agence France-Presse, quatre mille sept cents attentats ont été revendiqués depuis 1976.

(4) Commandités par les services secrets espagnols, les Groupes antiterroristes de libération (GAL) enlèvent, torturent et tuent vingt-sept militants de l'ETA entre 1983 et 1987.

(5) Qui représentent plus d'une propriété sur deux en bord de mer. En cas de validation constitutionnelle de ce statut, les candidats à l'achat d'un bien immobilier dans l'île devront justifier de cinq années de résidence effective permanente sur l'île.

**VIENT DE PARAÎTRE**

MONDE diplomatique

**MANUEL D'HISTOIRE critique**

DE LA RÉVOLUTION INDUSTRIELLE À NOS JOURS

**11€,95**

Au programme d'histoire de première et de terminale

En vente chez votre marchand de journaux et sur [www.monde-diplomatique.fr/manuel](http://www.monde-diplomatique.fr/manuel)

## SUCCÈS DES EUROSCEPTIQUES AU ROYAUME-UNI

## Colère sociale, vote à droite

(Suite de la première page)

Et puis vient Thatcher, et tout change. Les années 1980, marquées par son arrivée au pouvoir, se caractérisent par l'amputation du droit des salariés et le démantèlement de l'Etat-providence, sur fond de désindustrialisation massive. La gauche et les syndicats voient alors en Bruxelles leur seul espoir de mettre en place une législation progressiste susceptible de protéger les communautés ouvrières dévastées. Pour la Dame de fer et ses partisans, en revanche, le projet européen représente désormais une menace grandissante, qui pourrait freiner leur élan. Quand la Commission européenne propose une charte visant à garantir la protection des syndicats, l'égalité des sexes ainsi que des normes de santé et de sécurité, Thatcher dénonce une « charte socialiste ». « Nous ne sommes pas parvenus à faire reculer les frontières de l'Etat pour nous les voir réimposer à un niveau européen par une puissance supranationale exerçant sa domination depuis Bruxelles », déclare-t-elle à Bruges le 20 septembre 1988.

Une ligne de faille apparaît au sein de la droite britannique : d'un côté, ceux qui soutiennent la participation à la CEE ; de l'autre, les eurosceptiques, qui exigent une renégociation d'ampleur, voire une sortie pure et simple. Premier ministre dans les années 1990, le conservateur John Major est confronté à une dissidence interne croissante menée par les opposants au traité de Maastricht et aux institutions européennes. Il est bientôt emporté par cette vague de contestation, qui contribue à la débâcle des Tories en 1997 face à un Parti travailliste alors résolument pro-européen.

## Pas de programme cohérent à gauche

UN fossé sépare donc le parti et son électeur. Le premier se dit volontiers libertarien et prône un néolibéralisme débridé. Par le passé, l'UKIP a flirté avec l'idée d'une *flat tax*, un impôt à taux unique qui placerait la caissière de supermarché et le milliardaire dans la même tranche d'imposition. Revenu sur sa position, il promet toujours de raboter le taux marginal (s'appliquant aux plus hauts revenus). L'UKIP aimerait supprimer deux millions d'emplois au sein du secteur public, baisser les cotisations sociales des employeurs (soit une réduction d'impôts de 50 milliards d'euros offerte au patronat) et privatiser le système public de santé.

De tout autres aspirations animent les électeurs du parti. Près de huit sur dix souhaitent la renationalisation de l'industrie énergétique, dominée par six entreprises impopulaires que leurs bénéfices record n'empêchent pas d'alourdir régulièrement la facture de leurs clients. Trois sur quatre soutiennent la renationalisation d'un système ferroviaire fragmenté, onéreux et dangereux. Deux sur trois attendent une hausse du revenu minimum et l'abolition des contrats dits « zéro heure », qui ne garantissent aux salariés aucune heure de travail, les privant donc de leurs droits fondamentaux. Enfin, la moitié se dit favorable à l'encadrement des loyers (4).

Mais l'UKIP bénéficie d'autres facteurs, en premier lieu de la question migratoire, devenue de plus en plus sensible au cours des dernières années. Lors des élections européennes de 2009, près d'un million d'électeurs (sur un total de quinze) avaient voté pour le British National Party (BNP), un parti néofasciste (dont M. Farage prend soin de se distancier, comme il a refusé de

Conscient du fait que l'obsession des conservateurs pour la question européenne s'est retournée contre eux en les faisant paraître éloignés des préoccupations quotidiennes, le conservateur David Cameron change de stratégie. Lorsqu'il prend la tête du parti, en 2005, il promet un processus de modernisation et abandonne cette fixation au profit d'un conservatisme moins agressif, plus compréhensif, bref « décontaminé » (3). Résultat : aux élections de 2010, la popularité du Parti conservateur dirigé par M. Cameron atteint des sommets. Une rupture...

Comment diable l'UKIP – qui milite à tout crin pour une sortie de l'Union – a-t-il pu se hisser au rang de force politique majeure, déclenchant un frisson d'effroi au sein de la classe politique ? D'après les sondages, l'Europe inquiète assez peu le Britannique moyen. Plus troublant encore, on ne compte plus les études suggérant que Bruxelles ne figure pas parmi les trois principales préoccupations politiques de trois quarts des électeurs de l'UKIP.

La formation de M. Farage se targue de représenter l'« armée du peuple », de défendre les petits face aux puissants. Pourtant, l'homme a fait ses études dans une prestigieuse école privée (Dulwich College) avant de devenir courtier en matières premières à la City. On serait tenté de comparer l'UKIP au poujadisme, à ceci près que le parti britannique ne repose pas sur la petite bourgeoisie, laquelle constituait l'électorat principal du mouvement français des années 1950. Comme le montrent les études régulières de l'institut YouGov, l'électorat de l'ancien trader grimé en homme du peuple est le plus populaire des quatre grandes formations politiques du pays.

s'allier à la formation de M<sup>me</sup> Marine Le Pen au Parlement européen). Cette hostilité ne se cantonne pas à l'extrême droite. Selon les sondages, trois quarts des Britanniques souhaitent limiter l'immigration, un thème qui revient régulièrement dans la bouche des personnes interrogées sur les principaux enjeux de la campagne de 2015.

L'aggravation de l'insécurité économique et sociale explique en grande partie ce phénomène. Au Royaume-Uni, le déclin du niveau de vie a largement précédé la chute de Lehman Brothers et la crise de 2007-2008. A partir de 2004, la rémunération de la moitié des salariés les moins bien payés a commencé à stagner ; celle des 30 % les moins bien lotis, à chuter. Les entreprises affichaient pourtant de conséquents bénéfices à l'époque. Cette évolution trouve ses racines dans la faiblesse des syndicats, dans une mondialisation favorisant la course au moins-disant salarial et dans un salaire minimum trop faible (5). En parallèle, des emplois stables à rémunération moyenne disparaissaient, créant une société en forme de sablier : en haut, des professions libérales bien rémunérées ; en bas, un secteur des services de plus en plus important se caractérisant par des emplois mal payés et précaires. De surcroît, le pays a été frappé par une crise du logement. Les gouvernements successifs n'ont pas remplacé les logements sociaux qui ont été vendus depuis les années 1980, laissant des millions de demandeurs languir sur des listes d'attente.

Alors que la colère populaire ne trouve ni réponse ni articulation politique à gauche, l'immigration émerge comme une thématique unificatrice. Stigmatisés par les tabloïds et les dirigeants politiques, les



PHOTOGRAPHIE : AURELIEN MOLE / GALERIE GEORGES-PHILIPPE ET NATHALIE VALLOIS, PARIS

ADAM JANES. – « Escape Strategy # 09 » (Stratégie de fuite n°9), 2009

immigrés représentent des boucs émissaires commodes pour expliquer la chute des salaires, la précarité de l'emploi et la crise du logement.

Et peu importe si les villes les plus touchées par le chômage des jeunes – Hartlepool, Middlesbrough, Knowsley, Blackpool ou encore Hull – comptent des taux d'immigration particulièrement bas. Paradoxalement, c'est dans les lieux où l'immigration demeure la plus faible que le rejet des étrangers se manifeste de la façon la plus violente. Aux élections européennes de 2014, l'UKIP n'a obtenu qu'un maigre score dans des métropoles telles que Londres et Liverpool, où l'interaction quotidienne entre immigrés et Britanniques « de souche » a permis d'apaiser les choses.

Or Europe et immigration sont devenues deux questions inextricablement liées. Pour l'UKIP, l'ouverture des frontières imposée par Bruxelles conduit à un afflux de main-d'œuvre bon marché, notamment en provenance d'Europe de l'Est. « 26 millions de personnes en Europe recherchent un emploi. De qui vont-ils prendre le travail ? », menaçait une affiche de l'UKIP lors de la campagne européenne de 2014. Une main géante désignait le lecteur, cependant qu'à droite un message exhortait les Britanniques à « reprendre le contrôle

de [leur] pays ». Dans le même esprit, M. Farage a multiplié les provocations, alléguant notamment que les Londoniens craignaient que des familles roumaines s'installent sur le même palier qu'eux.

Le bon sens voudrait que l'UKIP n'ait aucune chance de parvenir au pouvoir. Le scrutin uninominal à un tour entrave considérablement les petits partis qui cherchent à se faire une place dans le paysage politique dominant. Le Royaume-Uni est divisé en six cent cinquante circonscriptions électorales, dans chacune desquelles le candidat n'a besoin que d'une majorité relative pour être élu. Or les sympathisants d'un parti comme l'UKIP sont dispersés. Il pourrait rassembler 20 % des voix aux élections législatives sans remporter plus de deux ou trois sièges au Parlement.

Mais, à l'approche des prochaines élections générales (prévues pour 2015), la panique gagne le camp conservateur. Quelle part de leur électorat l'UKIP parviendra-t-il à grignoter, favorisant de fait la candidature du travailliste Edward Miliband ? Environ un cinquième des électeurs qui ont voté Tory en 2010 ont rejoint le camp de l'UKIP. M. Farage aurait également séduit un électeur travailliste sur dix. Pour beaucoup de Britanniques, le scandale des notes de frais (qui, en 2009, a révélé l'utilisation abusive par des députés des deux camps de

fonds publics pour des dépenses personnelles) illustre l'éloignement des « professionnels de la politique ».

Désireux de résister à la vague UKIP, certains dirigeants politiques tentent diverses incursions sur son territoire. En janvier 2013, M. Cameron a promis de tenir un référendum sur la participation du Royaume-Uni à l'Union européenne si les conservateurs remportaient les prochaines élections. L'année dernière, le gouvernement a envoyé dans les quartiers populaires des camions bardés d'affiches invitant les immigrés à... « rentrer chez eux ». Depuis, travaillistes et conservateurs rivalisent d'imagination pour mettre au point de nouvelles mesures signant leur détermination à lutter contre l'immigration.

Un tel suivisme joue naturellement en faveur de M. Farage, capable de maintenir le débat politique sur un terrain familier. Les « experts » promettaient que la bulle UKIP éclaterait après les élections européennes ; ils se sont trompés. Illustrant l'insolente santé politique du parti, le député conservateur Douglas Carswell a créé la surprise en rejoignant M. Farage en août 2014, entraînant une élection partielle loin d'être gagnée d'avance pour les conservateurs.

Mais l'ascension de l'UKIP révèle également les faiblesses de la gauche. En Ecosse, l'attrait du parti eurosceptique s'est avéré plus limité (6) : la colère liée à l'insécurité économique et sociale s'est exprimée par l'émergence d'un mouvement favorable à l'indépendance du pays, qui a remporté 44,7 % des voix lors du référendum du 18 septembre dernier.

En Angleterre, M. Miliband n'a pas su présenter un programme cohérent de rupture avec l'austérité ni inspirer les classes populaires qui constituent le socle de son électorat traditionnel. Les autres partis de gauche n'ont pas davantage réalisé de percée significative ou réussi à faire émerger des dirigeants capables de redonner espoir aux désenchantés. Alors que les travailleurs britanniques connaissent la plus grave dégradation de leur niveau de vie depuis les années 1870, les inquiétudes économiques et sociales dont M. Farage a fait son fonds de commerce ne sont pas près de s'envoler. L'UKIP pourrait donc continuer à prospérer... tout en préconisant des mesures qui contribueront à garnir le portefeuille des Britanniques les mieux lotis.

OWEN JONES.

(3) Lire Renaud Lambert, « Décontamination de la marque Tory », *Le Monde diplomatique*, juin 2010.

(4) Etudes YouGov des 8 août 2013, 28 octobre 2013 et 12 janvier 2014, Londres.

(5) Le salaire horaire minimum s'établit aujourd'hui à 6,91 livres sterling, soit 8,78 euros, pour les personnes âgées de 21 ans et plus.

(6) Lors des élections européennes de mai 2014, l'UKIP y est arrivé quatrième avec 10,4 % des voix.

U - PANTHÉON - SORBONNE - 1  
UNIVERSITÉ PARIS 1

Centre Formation Continue Panthéon-Sorbonne

## Diplôme d'université « Administrateur d'élections »

une formation unique en France pour tous les acteurs  
des domaines électoraux en France ou à l'étranger

Horaires aménagés compatibles avec une activité professionnelle

Public : étudiants, journalistes, chercheurs, fonctionnaires, cadres, associatifs, élus, syndicalistes.

Enseignements : Responsable - Bernard OWEN. Interprétation des lois et règlements - Bernard Maligner. Effets des systèmes électoraux - Bernard Owen. Campagnes électorales - Bertrand Simon. Sondages - Carine Marcé. Contrôle des Comptes de campagne - Jean Louis Méré. Assistance électorale - Anne Sérafini et Bernard Owen. Vote électronique - Michel Laflandre. Consultations référendaires - Denis Giroux. Elections primaires - Marie Laure Fages. Elections professionnelles CNRS - Jean Jacques Rivy. Histoire des élections - Jean Marie Denquin. Les modes de sélection, Tirage au sort - P.E. Levacher. Enregistrement des électeurs - Martine Bezzina.

Accès : titulaire d'un deuxième cycle universitaire ou expérience équivalente.

Rythme : Formation 3 jours/mois de janvier à juin 2015, 106 rue de l'Université 75007 Paris.

Admission sur dossier (à télécharger sur [www.fcparis1.fr](http://www.fcparis1.fr)) puis entretienTél. : 01.39.59.54.41 / 01.39.59.37.81 - [bowen@univ-paris1.fr](mailto:bowen@univ-paris1.fr) - [cochinalmonique@wanadoo.fr](mailto:cochinalmonique@wanadoo.fr)

## L'ABONNEMENT

un moyen simple  
et rapide  
pour soutenir  
votre journal[www.monde-diplomatique.fr/abojournal](http://www.monde-diplomatique.fr/abojournal)  
(voir abonnement en page 2)

AUX ORIGINES DE L'AUTORITARISME ACTUEL

# Octobre 1993, le libéralisme russe au son du canon

Dans la genèse d'un nouveau pouvoir autoritaire en Russie, on occulte trop souvent un épisode-clé. Dès 1993, la population mesure les effets de la « thérapie de choc » imposée après l'effondrement de l'URSS par les idéologues du marché. Une majorité de députés tente d'imposer une autre voie. Mais, fort du soutien des gouvernements occidentaux, le président Boris Eltsine lance l'assaut contre le Congrès.

« **N**ous ne supportons plus d'opposition de l'intérieur. Il nous faut nous débarrasser de ceux qui ne suivent pas le même chemin que nous (1). » Lorsque le premier président de la nouvelle Fédération de Russie, Boris Eltsine, fait cette déclaration, les chars de combat T-72 cernent depuis plusieurs jours déjà le Congrès des députés du peuple et le Soviet suprême. Dès l'aube du 4 octobre 1993, les mitrailleuses crépitent. Certains commandos spéciaux refusent d'attaquer des civils près de la « Maison blanche », qui abrite le Parlement. Mais, sous la conduite du ministre de la défense Pavel Gratchev, les blindés tirent au canon. Le bâtiment d'une blancheur immaculée fume, puis noircit rapidement. Les premiers députés commencent à se rendre, tandis que l'on évacue les morts et les blessés. Le « président intérimaire » de la Fédération, le colonel Alexandre Routskoï, et celui du Soviet suprême, l'économiste tchéchène Rouslan Khasboulatov, abandonnent la lutte; ils passeront quelques mois en prison. Naguère sans images, l'histoire de la Russie postsoviétique s'écrit devant les caméras du monde entier.

Selon les chiffres officiels, il aura fallu cent vingt-trois morts pour permettre cette « victoire de la démocratie » qu'acclament nombre de responsables et de journaux occidentaux (lire l'encadré ci-contre). D'autres sources évoquent un bilan beaucoup plus lourd; le chiffre de mille cinq cents morts a souvent été cité. Dans la foulée de cette attaque spectaculaire et des combats de rue, une chasse aux « illégaux » est lancée dans tout Moscou, en particulier contre les Caucasiens, arrêtés en masse. Ces rafles, qui ajoutent à la confusion, auraient concerné vingt-cinq mille personnes. En dehors des conflits nationaux dans le Caucase et les Etats baltes, le pays n'avait pas connu pareille violence depuis les révoltes du goulag en 1950-1954, le soulèvement de Tbilissi en 1956 et l'émeute contre la hausse des prix à Novotcherkassk, en Ukraine, en 1962.

Le recours à l'armée visait à mettre un terme au conflit politique entre le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif, qui durait depuis plus d'un an. Mais on ne peut comprendre ce drame sans revenir à 1991 et évoquer le contexte dans lequel il s'est déroulé (2): la crise du système soviétique, l'impasse de la perestroïka lancée en 1985 et la dislocation de l'URSS.

## Sitôt l'URSS dissoute, Boris Eltsine pousse son avantage

Au début de l'été 1991, M. Khasboulatov vient d'être élu à la tête du Soviet suprême de Russie, l'assemblée restreinte du Parlement. M. Routskoï a été élu vice-président de la Fédération de Russie sur le « ticket » qu'il formait avec Eltsine, le 12 juin 1991. En août 1991, ces trois futurs protagonistes du conflit de 1993 sont alliés. Ils résistent ensemble à la tentative de coup d'Etat des dirigeants conservateurs, opposés au projet de réforme de l'Union porté par le président Mikhaïl Gorbatchev. M. Routskoï fait le déplacement en Crimée pour libérer M. Gorbatchev, assigné à résidence à Foros par les putschistes, et le ramener dans son avion. Tous trois profitent de l'échec du putsch pour imposer l'indépendance de la Russie, la disparition de l'Union soviétique – et aussi le départ de celui qui incarnait la perestroïka. Rapidement, Eltsine pousse l'avantage que lui confère sa notoriété nouvellement acquise à l'étranger. Le 1<sup>er</sup> novembre, il obtient les pleins pouvoirs. Pendant un an, il peut défaire des lois, nommer des ministres ou gouverner par décrets, sans en référer au Parlement.

PAR JEAN-MARIE CHAUVIER \*



NOOK

Eltsine rend possible une « thérapie de choc » radicale, mise en œuvre par des représentants de la génération montante des économistes néolibéraux russes: Egor Gaïdar, disciple de l'école de Chicago; Anatoli Tchoubaïs, ordonnateur des privatisations; le libertarien Andreï Illarionov; ou encore Guennadi Bourboulis, ancien professeur de marxisme-léninisme qui a conçu l'acte de dissolution de l'URSS fin 1991. Il peut également compter sur le soutien de diverses personnalités et responsables politiques, comme l'historien Youri Afanassiev, le maire de Moscou Gavrill Popov ou le maire de Saint-Pétersbourg Anatoli Sobotchak. Cette avant-garde agit en lien étroit avec les groupes financiers et les futurs oligarques, tels MM. Vladimir Goussinski et Boris Berezovski, déjà à la tête d'empires bancaires et médiatiques. Se baptisant « démocrates » – par opposition aux conservateurs –, tous se réfèrent aux expériences du Chili d'Augusto Pinochet et du Royaume-Uni de Margaret Thatcher.

D'un système économique administré, la Russie passe brutalement à la liberté des prix et des changes, à la désindexation des salaires et aux privatisations massives. L'inflation et la chute vertigineuse des salaires réels entraînent la liquidation de l'épargne populaire. Le marché libre surtout l'informel, les trafics en tout genre, voire le troc, qui mène à une démonétisation de l'économie. Les salaires, qui constituaient encore 70 % des revenus des familles en 1991, n'en représenteront plus que 38,5 % en 1995 (3). Pour seules compensations, les Russes voient la fin des pénuries et, pour beaucoup, la possibilité de devenir propriétaires à peu de frais de leur logement (4).

Des régions cèdent à la tentation de l'autarcie, des barrières douanières et des revendications indépendantistes. Près de 80 % de la population tombe dans la pauvreté, ne disposant plus du minimum vital (5). Certes, une minorité active de « gagnants » émerge: les affaires, les services bancaires, la publicité, la communication et le commerce du sexe suscitent des appétits ou des vocations. Les nouveaux riches, ou « nouveaux Russes », découvrent le chemin de l'Occident – et de ses paradis fiscaux.

Au Parlement comme dans la population, le consensus autour du président s'effrite rapidement. Eltsine en est conscient. Il promet d'apporter des correctifs aux réformes, tout en cherchant à les accélérer avant que la révolte ne gronde. En



NOOK

décembre 1992, il négocie et obtient du Soviet suprême la possibilité d'organiser un référendum sur les institutions en échange du départ de Gaïdar.

À la tête du Parlement, M. Khasboulatov professe des idées « gradualistes » (keynésiennes) inspirées d'économistes sociaux-démocrates tels que Léonid Abalkine et Nikolai Petrakov, anciens collaborateurs de M. Gorbatchev. À l'époque, parler de régulation du marché suffit pour être qualifié de « communiste attardé ». Pourtant, le Parlement ne constitue nullement un bloc communiste. Certes, 85 % de ses membres sont issus de l'ancien Parti communiste de l'Union soviétique (PCUS), mais tous les libéraux également... L'opposition à Eltsine consiste en une alliance hétéroclite de démocrates eltsiniens déçus, de partisans du maintien de l'Union et de nationalistes.

Au-delà de l'affrontement entre personnalités, trois principaux enjeux se dessinent dans cette crise entre le président et le Parlement: la poursuite ou non d'une politique économique ultralibérale, le programme de « grandes privatisations » et le choix constitutionnel entre une république parlementaire et un régime présidentiel. La vente des moyens de production apparaît comme la question la plus décisive, mais aussi la plus ambiguë. La promesse de « privatisations populaires » au profit des « collectifs de travailleurs » brouille les pistes et laisse espérer à certains que tous en profiteront.

La crise des institutions se profile dès avril 1993. Eltsine signe alors un décret instaurant un « régime spécial de gouvernement », mais ne le publie pas. Cela n'empêche pas le Soviet suprême et la Cour constitutionnelle de déclarer « inconstitutionnel » le texte « secret » du président. Ce dernier décide de jouer l'opinion en organisant un référendum en forme de plébiscite. Il obtient la confiance de 58 % des votants, mais pas les élections législatives anticipées qu'il souhaitait. Dans le même temps, il rencontre pour la première fois M. William Clinton à Vancouver. Il décroche un crédit de 1,6 milliard de dollars et l'appui du président américain dans le conflit qui l'oppose au Parlement. Les manifestations du 1<sup>er</sup> mai prennent un caractère insurrectionnel; il n'en annonce pas moins cinq jours plus tard son intention de faire adopter une nouvelle Constitution qui mettra fin au régime parlementaire en vigueur. Dans le même temps, il exclut toute discussion avec les députés et prépare l'affrontement.

Le 13 septembre, afin de rassurer les cercles financiers internationaux, Gaïdar revient au gouvernement. Le 21, à travers le décret n° 1400, Eltsine dissout le

Parlement. Tous les soviets (conseils) régionaux et locaux subissent le même sort. « Les préparatifs de l'opération étaient clairs, estime l'historien et ancien dissident Michel Heller, alors proche du président. Avant tout, Eltsine a téléphoné à Clinton pour l'avertir qu'un événement pas tout à fait démocratique allait se produire. Clinton lui a donné sa bénédiction (6). » Puis il rend visite à la division Dzerjinski, une unité d'élite du ministère de l'intérieur...

## Un soutien sans faible des Etats-Unis et des banques

En réaction, le Soviet suprême et son président, M. Khasboulatov, destituent Eltsine et nomment à sa place le vice-président devenu général-major, M. Routskoï. Le Kremlin réplique en organisant l'encercllement policier et le blocus de la « Maison blanche », progressivement privée d'électricité, d'eau et de chauffage. La Cour constitutionnelle demande aux deux parties d'annuler leurs décisions et de rechercher un compromis. L'Eglise orthodoxe et les régions, majoritairement hostiles au décret n° 1400, tentent d'imposer une solution négociée, de même que le responsable social-démocrate Oleg Roumiantsev. En vain. Eltsine gagne le soutien de l'armée et choisit le bain de sang. L'un des inspirateurs du néolibéralisme russe, l'économiste Illarionov, a récemment confirmé le caractère délibéré de la confrontation. Selon lui, le Parlement bombardé était « plus démocratique » que le gouvernement de l'époque (7).

Tant Eltsine que M. Routskoï se sont obstinés. Ni l'un ni l'autre n'avaient intégré cette culture du débat, naguère inconnue en URSS, introduite par M. Gorbatchev. Chaque camp était devenu le « fasciste » de l'autre. Une atmosphère glauque régnait; on assistait indéniablement aux convulsions d'une « fin d'histoire » plutôt qu'à une bataille pour l'avenir. Sans l'immense lassitude et la passivité de la population, qui redoutait plus que tout de voir couler davantage de sang, une guerre civile aurait pu éclater. Malgré l'effondrement, et grâce à la débrouille, beaucoup espéraient aussi, selon les formules ressassées à l'époque, sortir indemnes de cette « transition douloureuse mais nécessaire », accéder à une « vie normale et civilisée », ou même s'enrichir.

La distribution « à cent cinquante millions de Russes, bébés compris », de coupons de privatisation au moyen desquels ils pouvaient acheter les actions



L'interventionnisme du gouvernement Clinton fut primordial : « Les conseillers américains ne sont pas arrivés fin 1991 avec un mandat du Fonds monétaire international, comme on le dit souvent, mais dans le cadre d'une assistance technique américaine, financée par l'USAID [Agence américaine pour le développement international] et mise en œuvre par le Harvard Institute for International Development, explique un témoin direct, l'économiste français Jacques Sapir. Jeffrey Sachs participa à de nombreuses réunions de l'équipe Eltsine entre 1991 et 1993, ne rendant compte de son activité qu'aux autorités américaines. »

des entreprises a contribué à nourrir ces illusions. Devant les nécessités du présent, la plupart des bénéficiaires s'empressèrent de revendre leurs coupons, qui furent rachetés à vil prix par les directeurs des groupes industriels ou financiers et les réseaux criminels (8).

« En définitive, analyse l'économiste Alexandre Nekipelov, les individus participant à la privatisation n'étaient pas en mesure de prendre des décisions sensées. En revanche, la partie purement spéculative de la "privatisation populaire" augmenta brutalement au profit de quelques élus. » Les sociétés les plus attractives furent mises aux enchères la veille de la clôture de la privatisation (le 30 juin 1994), leurs actifs, sous-évalués, et les fleurons de l'industrie, bientôt cédés pour une bouchée de pain en vertu de l'opération « prêts contre actions ». Celle-ci profita aux banquiers, seuls capables de faire créance au gouvernement en échange de la prise de contrôle des compagnies pétrolières (9).

Les inspirateurs occidentaux du « choc » étaient notamment l'économiste suédois Anders Aslund et l'Américain Jeffrey Sachs. Les réformateurs moscovites bénéficiaient également, depuis 1987, des bons conseils de M. George Soros, « philanthrope » et investisseur, ainsi que des experts de la banque Goldman Sachs, impliquée dans de vastes activités spéculatives, ou du Français Daniel Cohen. Un rôle important revient aussi aux fondations, principalement américaines, qui avaient pénétré les lieux de recherche et la « société civile » : Carnegie, Ford, Rockefeller, Heritage, National Endowment for Democracy (NED), etc.

## Juste un peu de sang

Lorsque, en février dernier, le Parlement ukrainien a destitué le président après des manifestations de rue, la presse occidentale a salué une révolution démocratique. Pourtant, quand, en 1993, le Parlement russe tentait la même opération, la presse occidentale saluait ou « comprenait » l'usage de la force contre les élus, présentés comme des « rouges-bruns ».



« Le coup de force de Boris Eltsine est un acte de salut public. » Charles Lambroschini, *Le Figaro*, Paris, 23 septembre 1993.

« Une poignée de nostalgiques et de matamoses naïfs. » *Le Soir*, Bruxelles, 24 septembre 1993.

Une « foule d'illuminés et d'ivrognes ». Boris Toumanov, *La Libre Belgique*, Bruxelles, 25 septembre 1993.

« Le président russe, Boris Eltsine, a consulté le gouvernement des Etats-Unis avant de donner l'ordre de l'assaut du Parlement. (...) Bill Clinton a considéré que l'assaut par la force de la Maison blanche de Moscou était "inévitables pour garantir l'ordre". » *El País*, Madrid, 5 octobre 1993.

« [Eltsine] a gagné la guerre contre les hommes du refus et de la frustration, qui poussaient la Russie vers l'abîme. » Pol Mathil, *Le Soir*, 5 octobre 1993.

« Boris Eltsine se sera finalement résolu, à son corps défendant, à faire donner les chars pour restaurer l'ordre public et sauver son régime. Une décision radicale autant que tardive. » Editorial du *Monde*, 5 octobre 1993.

« La peste brune-rouge, curieuse épidémie de fin de siècle, s'est révélée, cette fois encore, n'être qu'un coup de sang. Et le sang, justement, n'a été répandu qu'en quantité raisonnablement mesurée (...). Bref, tout va bien. Sauf que l'énigme russe paraît plus redoutable que jamais. » Gérard Dupuis, éditorial de *Libération*, 5 octobre 1993.

« Si Eltsine mérite d'être applaudi, ce n'est pas parce qu'il a remporté la victoire, mais parce qu'il a eu le courage d'employer enfin la force contre ceux qui n'ont jamais caché que les réformes démocratiques tant politiques qu'économiques ne convenaient pas à leurs intérêts. » *L'Echo*, Bruxelles, 5 octobre 1993.

« En se débarrassant de ses ennemis, quitte à faire couler un peu de sang, Boris Eltsine rétablit l'ordre et offre aux Russes les chances d'un peu plus de démocratie. » Antoine Bosshard, *Le Journal de Genève*, 5 octobre 1993.

Selon Sapir, l'intégration de la Russie au jeu américain relevait d'un objectif stratégique : « Le soutien sans faille que l'administration Clinton apporta à Eltsine, de son coup de force contre le Parlement en 1993 à sa réélection douteuse en 1996 (...), le prouve. On oublie trop aujourd'hui que le déclenchement de la guerre de Tchétchénie, en décembre 1994, fut lui aussi très largement appuyé par le gouvernement américain (10). » La Russie représentait une source de profits importants pour la finance internationale. Experts occidentaux et libéraux russes agissaient de concert dans les domaines de la corruption, des détournements de fonds et du blanchiment d'argent (11).

La « thérapie » a également eu pour effet de démonter le complexe militaro-industriel, diminuant d'autant l'influence internationale d'une puissance qui ne serait bientôt plus que l'ombre d'elle-même. Le nouveau chef de la diplomatie russe, M. Andreï Kozyrev, lui imprimait une orientation qui l'alignait sur les Etats-Unis, avant le recentrage effectué par son successeur Evgueni Primakov à partir de 1996. La Russie conserva cependant sa force nucléaire, ultime garantie de sa souveraineté à l'heure de la nouvelle expansion à l'Est de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) et de la multiplication des interventions occidentales dans les conflits en Yougoslavie ou au Proche-Orient.

L'appui enthousiaste de l'Occident n'en était pas moins calculé. Il faut rappeler que, au début des années 1990, les Etats-Unis espéraient voir la Russie devenir la locomotive de leur pénétration sur le

Les photographies qui accompagnent cette double page sont de Stanley Greene. Elles appartiennent à la série « Octobre rouge, putsch de Moscou », 1993



continent eurasiatique. L'Ukraine et la Géorgie n'étaient pas encore les alliées privilégiées dans la région, ni le « refoulement » de la Russie explicitement à l'ordre du jour, même si son affaiblissement dans le Caucase, autour des routes du pétrole, se préparait déjà.

Gaïdar, principal concepteur du « choc », s'est expliqué dans un ouvrage paru en 2006. A la fois magistrale et très discutable, son analyse de la crise soviétique rejoint ce que pense depuis longtemps l'aile moderniste de la bureaucratie dirigeante, initiatrice de la liquidation du système soviétique. L'objectif de la nouvelle élite était de créer une classe de propriétaires, de façon à rendre tout « retour au socialisme » impossible.

Les lendemains de l'« octobre noir » furent pourtant loin de combler les libéraux. Après leur échec aux élections législatives de décembre 1993, leurs chefs de file, Gaïdar et Boris Fyodorov, furent écartés du gouvernement en janvier 1994. L'expérience se termina avec le krach d'août 1998, qui signifia la faillite des idées néolibérales et des formations politiques eltsiniennes.

## Les privatisations ont douché les espoirs de la perestroïka

Entre l'élection d'Eltsine à la présidence, en juin 1991, et la crise financière de 1998, le produit intérieur brut a chuté de près de 50 % ; les investissements, de 90 %. La production industrielle est tombée à 47,3 % de son niveau de 1990 ; celle de l'agriculture, à 58,1 %. Entre 1988 et 1994, l'espérance de vie pour les hommes a été ramenée de 64,8 à 57,3 ans. Malgré un solde migratoire positif, la Russie a perdu six millions d'habitants depuis 1991 (12). La revue médicale *The Lancet*, comparant en 2009 les évolutions de différents pays sortis du communisme, établissait une corrélation entre les privatisations massives, le chômage et la forte augmentation du taux de mortalité en Russie (13). En 1998, « l'hirondelle de la perestroïka », l'économiste Tatiana Zaslavskaja, mesurait les effets sociaux catastrophiques des réformes mises en œuvre de 1992 à 1998 : entre 6 et 10 % de la population accaparaient 50 % des revenus et 70 à 80 % des richesses du pays, alors que beaucoup de familles vivaient dans des maisons en ruine ou ne mangeaient pas à leur faim (14).

Le système politique actuel a été construit en 1993. Après octobre, la Russie se retrouve avec un régime présidentieliste, un Parlement croupion, des partis anémiques, des élections régulièrement contestées, une bureaucratie centralisée à nouveau pesante et étouffante – sans parler des deux guerres de Tchétchénie et des atteintes aux droits humains. Les espaces médiatiques de liberté n'ont fait que se réduire, excepté sur la Toile.

Les nombreuses initiatives citoyennes qui avaient jailli à la fin des années 1980, surtout dans les grandes villes, et qui avaient donné lieu à des mouvements ouvriers, intellectuels, écologistes réellement indépendants du pouvoir, ont été littéralement anéanties. Une « société civile » artificielle, composée d'organisations non gouvernementales, a pris le relais avec le soutien financier des oligarques et des fondations américaines.

Le mouvement réellement démocratique né avec la perestroïka s'est brisé en octobre 1993, pour finalement déboucher sur une contre-révolution. Les idéaux d'autogestion socialiste, d'écologie, d'humanisme ont été renvoyés aux oubliettes des utopies dépassées. Pendant près d'une décennie, la majorité des Russes en ont été distraits par l'obligation de trouver des stratégies de survie. A peine éveillés à la vie politique et à l'ouverture sur l'Occident, ils en ont été profondément dégoûtés. Cela contribue à expliquer la popularité durable de M. Vladimir Poutine au sein d'une population redevenue fataliste quant au fonctionnement du pouvoir, et aspirant à un retour de l'Etat pour sortir du chaos.

JEAN-MARIE CHAUVIER.

## Lutte des chefs

**Mars 1985.** M. Mikhaïl Gorbatchev devient secrétaire général du Parti communiste de l'Union soviétique. Lancement de la perestroïka et de la glasnost.

**Novembre 1989.** Chute du mur de Berlin.

**Mars 1990.** Suppression du rôle dirigeant du parti, suivie de la première élection libre du Congrès des députés du peuple de Russie, organe législatif dont est issu le Soviet suprême (Parlement restreint) de la République socialiste fédérative soviétique de Russie (RSFSR).

**29 mai.** Boris Eltsine est élu président du Soviet suprême de la RSFSR.

**12 juin.** Le Congrès proclame la souveraineté de la RSFSR et la primauté de ses lois sur celles de l'Union soviétique.

**17 mars 1991.** 76 % des votants approuvent le projet de M. Gorbatchev pour le « maintien d'une Union renouée » lors d'un référendum.

**12 juin.** Elu au suffrage universel direct, Eltsine devient le premier président de la RSFSR.

**19 août.** Tentative de coup d'Etat de hauts dirigeants conservateurs soviétiques.

**1<sup>er</sup> novembre.** Le Parlement russe accorde les pouvoirs spéciaux à Eltsine pour un an.

**8 décembre.** Dissolution de l'Union soviétique. La Fédération de Russie devient un Etat indépendant.

**2 janvier 1992.** Lancement de la « thérapie de choc » menée par Egor Gaïdar.

**25 avril 1993.** 58 % des votants accordent leur confiance au président Eltsine lors d'un référendum.

**21 septembre.** Eltsine dissout le Congrès. En retour, celui-ci le destitue et le remplace par le vice-président Alexandre Routskoï.

**3 octobre.** Des manifestants favorables aux parlementaires occupent la mairie de Moscou. L'état d'urgence est décrété.

**4 octobre.** L'armée prend d'assaut la « Maison blanche », où sont retranchés les députés insurgés.

**12 décembre.** La Constitution « présidentielle » est adoptée de justesse par référendum. Succès relatif des oppositions nationaliste et communiste aux législatives, mais Eltsine peut gouverner avec un Parlement aux pouvoirs limités.

(1) *Le Monde*, 2 mai 1993.

(2) Le vingtième anniversaire de l'événement n'a pas donné lieu à beaucoup de réflexions, exception faite de la conférence « Un octobre oublié ? La Russie en 1993 », sous l'égide du Centre franco-russe de Moscou, les 18-19 novembre 2013.

(3) Véronique Garros (sous la dir. de), *Russie post-soviétique : la fatigue de l'histoire ?*, Complexe, Bruxelles, 1995.

(4) Lire Régis Genté, « La Russie expliquée par son chauffage », *Le Monde diplomatique*, juin 2014.

(5) Sur la condition ouvrière au temps du « choc », cf. Karine Clément, *Les Ouvriers russes dans la tourmente du marché, 1989-1999. Destruction d'un groupe social et remobilisations collectives*, Syllepse, Paris, 2000.

(6) Michel Heller, « Qui dirige la Russie ? », *Géopolitique*, n° 43, Paris, 1993.

(7) Radio Free Europe - Radio Svoboda, Moscou, 29 septembre 2013.

(8) Gilles Favarel-Garrigues, *La Police des mœurs économiques de l'URSS à la Russie*, Editions du CNRS, Paris, 2007.

(9) Alexandre Nekipelov, dans Jacques Sapir (sous la dir. de), *La Transition russe, vingt ans après*, Editions des Syrtes, Paris, 2012.

(10) Jacques Sapir, *Le Nouveau XXI<sup>e</sup> Siècle. Du siècle « américain » au retour des nations*, Seuil, Paris, 2008.

(11) Jacques Sapir, *Les Economistes contre la démocratie. Pouvoir, mondialisation et démocratie*, Albin Michel, Paris, 2002.

(12) Lire Philippe Descamps, « La Russie en voie de dépeuplement », *Le Monde diplomatique*, juin 2011.

(13) David Stuckler, Lawrence King et Martin McKee, « Mass privatisation and the post-communist mortality crisis: A cross-national analysis », *The Lancet*, Oxford, vol. 373, n° 9661, Londres, 31 janvier 2009. Lire aussi l'article page 3.

(14) Cf. « Kuda idiot Rossia ? » (« Où va la Russie ? »), Symposium international 1999, Logos, Ecole supérieure de sciences sociales et économiques de Moscou, 2000.

# Les évangélistes

(Suite de la première page.)

On assiste en effet à une révolution. En 1970, 92 % de la population se déclarait catholique selon l'Institut brésilien de géographie et de statistique (IBGE) ; ils ne sont plus que 64,6 % en 2010. Un effondrement. « *Le Brésil est un cas unique : il s'agit du seul grand pays à connaître une mutation profonde de son paysage religieux en un laps de temps aussi rapide* », pointe José Eustáquio Alves, démographe à l'École nationale des sciences statistiques (ENCE) de Rio de Janeiro. A l'origine du phénomène, l'expansion des Églises évangéliques, tirée par les pentecôtistes et néopentecôtistes, la part des protestants traditionnels (luthériens, baptistes et méthodistes) demeurant stable. La proportion de leurs adeptes dans la population est passée de 5 à 22 % en quarante ans. Avec cent vingt-trois millions de fidèles, le Brésil reste le premier pays catholique du monde. « *Mais plus pour longtemps* », assène Eustáquio Alves, qui a calculé que les deux groupes devraient être au coude-à-coude d'ici à 2030.

Le paysage urbain offre le meilleur exemple de cette transformation. A Rio de Janeiro, la place Cinelândia, bordée par le théâtre municipal et la Bibliothèque nationale, doit son nom aux cinémas surgis au début du XX<sup>e</sup> siècle. Ils ont pratiquement tous disparu. A la place des affiches qui exaltaient hier Marlon Brando ou Cary Grant fleurissent des prières à Jésus éclairées au néon et le nom des chapelles : Église universelle, Dieu est amour, Église mondiale du royaume de Dieu... Même tableau dans le centre de toutes les métropoles.

Dans les périphéries, c'est le contraire : une multitude de petites salles bourgeoises, entre un garage et un bar par exemple. Pendant des siècles, la géographie des agglomérations latino-américaines se caractérisait par une place centrale réunissant la mairie et l'église. Mais la croissance accélérée des villes, alimentée par le flot des migrants, a bousculé cette disposition. Ce à quoi les Églises évangéliques ont su s'adapter – une souplesse « *dont les catholiques se sont avérés incapables* », souligne Cesar

Romero Jacob, professeur de science politique à l'Université pontificale catholique de Rio de Janeiro.

Même constat en Amazonie, le long de la frontière agricole en cours d'occupation, un véritable Far West. Spécialiste des fronts pionniers brésiliens, le géographe français Hervé Théry, qui enseigne à l'université de São Paulo, témoigne du processus d'implantation : « *Chaque fois que j'arrive dans un endroit qui vient d'être occupé, il y a trois baraques de planches, une pharmacie et un temple, c'est-à-dire de quoi se soigner et une source de réconfort moral, un besoin dans ces régions difficiles* », raconte-t-il. Le chercheur retrouve la même logique dans les périphéries des grandes villes, ces océans de briques abandonnés par la puissance publique. « *Les Églises évangéliques offrent une forme d'aide sociale, des loisirs et une véritable écoute, ce que l'Église catholique a pratiquement cessé de faire. C'est une des clés de leur succès* », poursuit-il.

dans l'au-delà en échange des sacrifices du présent, les Églises néopentecôtistes opposent un matérialisme hédoniste qui promet le succès ici et maintenant », explique le sociologue Saulo de Tarso Cerqueira Baptista, professeur à l'université d'Etat du Pará.

La rhétorique fonctionne d'autant mieux que la majorité des dirigeants politiques ont renoncé à combattre les injustices. « *Quand une société se considère incapable de résoudre ses problèmes par la voie sociale, politique et économique, elle finit par leur donner un caractère surnaturel : des esprits malins qu'il faut débusquer se nicheraient partout dans notre vie* », analyse de Tarso Cerqueira Baptista. Il y a le démon du chômage que l'on chasse en brandissant son livret professionnel durant le culte, les démons de l'alcool, de l'échec scolaire ou de l'adultère, qui fuient grâce à la main salvatrice du pasteur. Jésus guérirait même le cancer ou le sida...

Néanmoins, pour accroître sa bienveillance, il convient de verser chaque mois le *dizimo*, un dixième de ses revenus, au pasteur. Et toutes les formes de paiement sont acceptées : espèces, chèques, mais aussi carte bancaire. Une évidence pour la majorité des fidèles. « *Je sais que, si je me retrouve au chômage, un frère ou une sœur d'Église m'apportera de quoi manger et une bouteille de gaz, et qu'il m'aidera à retrouver un emploi* », justifie M<sup>me</sup> Souza. Elle ajoute que les fidèles sont ainsi poussés à économiser sur leurs vices, comme l'alcool ou les cigarettes.

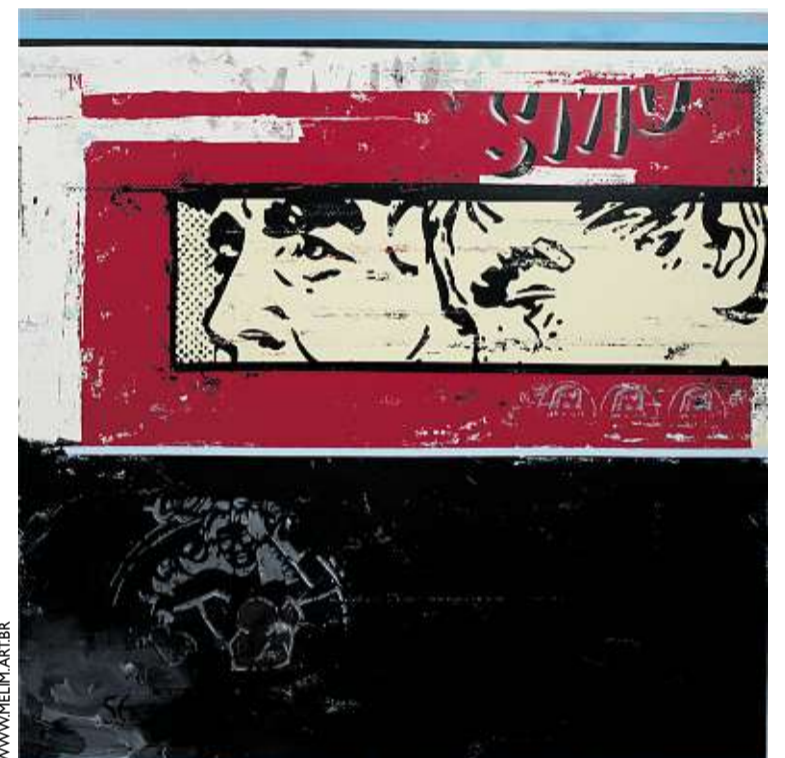
« *Payer le dizimo, cela revient à sceller une appartenance, dans un contexte d'absence de l'Etat et de destruction de la famille* », analyse Romero Jacob. Les pasteurs récupèrent d'ailleurs habilement la montée en puissance d'une nouvelle classe moyenne (quarante millions de personnes sont sorties de la pauvreté au cours de la dernière décennie). Pour Denise Rodrigues, professeure de science politique à l'université d'Etat de Rio de Janeiro, « *la réussite matérielle apparaît comme une preuve d'élection par Dieu. Si un individu gagne de mieux en mieux sa vie, il sera tenté d'associer ce progrès à son Église, et de s'y investir plus encore* ».

L'intégration à ses codes, qui génèrent un marché : on s'habille évangélique, on écoute de la musique évangélique, on regarde une télévision évangélique. A São Paulo, dans le quartier populaire du Brás, qui concentre l'industrie textile, la mode évangélique fait un tabac, notamment grâce à une marque leader, Joyaly, lancée au début des années 1990. « *A l'époque, les fidèles étaient obligés de porter de longues jupes informes. C'est ce qui a poussé ma mère à créer la confection* », raconte M. Alison Flores, qui gère l'entreprise avec sa sœur Joyce, styliste.

« *Il y a des règles : pas de décolleté, pas de transparence, et les épaules couvertes* », débite cette dernière, en montrant ses dessins. « *Mais nous n'avons plus pour autant des allures de grand-mère. Exit les couleurs sombres et les habits mal coupés ! Je m'inspire des collections européennes*



DANIEL MELIM. – « Unsistema », 2012



DANIEL MELIM. – « Suspeitos » (Suspects), 2011

et les adapte aux exigences du culte », ajoute-t-elle dans un sourire. Dans les années 2000, Joyaly a connu une croissance de son chiffre d'affaires de près de 30 % par an. Si elle est plus modérée aujourd'hui, c'est que trente concurrents se sont engouffrés dans le marché. « *Les évangélistes sont plus nombreuses et de plus en plus sûres d'elles : elles veulent être belles tout en revendiquant leur choix spirituel en public* », célèbre M. Flores.

A quelques kilomètres de là, à Liberdade, le quartier japonais de São Paulo, une rue

entière, la Conde de Sardezas, se consacre au commerce évangélique. On y trouve des tee-shirts, des casquettes et des tasses à café exaltant Jésus, mais aussi des jouets évangéliques. Le moteur des ventes demeure la Bible, le livre le plus vendu du Brésil. « *Plusieurs de mes clients en ont vingt, trente, ils en font collection* », explique M. Antonio Carlos, le gérant du magasin Total Gospel. Gros succès, la « Bible de la femme » propose des prières spécifiques se rapportant à la famille et au mariage, alors que la « Bible géante », tout en dorures, est destinée à être exposée dans les salons.

## Pour les surfeurs, un temple réservé

TANDIS que, dans le centre de la « Ville merveilleuse », plus de 75 % des habitants se disent catholiques, la proportion tombe à 30 % dans sa banlieue. A Rio de Janeiro, « *c'est moins la pauvreté que la ségrégation qui est à l'origine des changements* », résume Romero Jacob.

Ici, le chaos orchestre le développement. Edifiées sans autorisation, les constructions sont insalubres, les postes de santé, lointains, les égouts, inexistantes. Le transport se trouve sous la coupe d'une mafia liée aux responsables politiques locaux. La sécurité dépend de narcotrafiquants ou de milices recrutées parmi d'anciens membres des forces de l'ordre.

Et puis on s'ennuie ferme. A Queimados, dans la périphérie de Rio, M<sup>me</sup> Elaine Souza, 32 ans, n'a aucune activité à proposer à sa fille adolescente. Baptisée catholique, elle figure au nombre des convertis de la dernière décennie. Femme de ménage, elle passe près de cinq heures par jour dans les transports en commun entre son domicile et son lieu de travail, à Copacabana. Cela lui permet de voir la plage, « *où beaucoup, dans mon quartier, n'ont jamais mis les pieds* ». Chez elle, il n'y a ni bibliothèque municipale ni square – « *ni même une boulangerie* », précise-t-elle. A peine deux bars minuscules où les hommes engloutissent leurs salaires dans des doses de *cachaça*, la liqueur nationale.

Pour M<sup>me</sup> Souza, le temple évangélique voisin n'est pas seulement un lieu d'accueil en cas de coup dur, c'est aussi son seul espace de loisir. On y prépare des spectacles pour la Fête des mères et pour Noël, on fait la cuisine ensemble, on s'encourage à reprendre les études, interrompues au primaire. En embrigadant sa fille, elle espère par ailleurs lui épargner le scénario classique des périphéries : une grossesse précoce ou

une passion pour un petit caïd du narcotrafic, et l'école quittée trop tôt.

L'affluence au temple prouve l'attrait du culte. On est loin des messes serinées par un prêtre le plus souvent absent des communautés. Pendant les cérémonies évangéliques, on chante, on écoute des témoignages qui ont fonction de catharsis collective. Et chacun y trouve son compte. Alors que le Vatican émet un message unique, transmis par des prêtres longuement formés et obéissant à des critères de recrutement – qui excluent les femmes et exigent le célibat –, la souplesse prévaut dans le camp néopentecôtiste.

N'importe qui peut se décréter pasteur : il suffit de jouir d'un certain charisme, d'avoir étudié un brin de théologie (trois mois suffisent dans plusieurs Églises) et d'avoir été « appelé par Dieu ». Les grandes, telle l'Assemblée de Dieu, imposent certains contrôles. Mais le pasteur soucieux de s'en affranchir peut créer son propre temple et cibler un groupe social donné avec un message taillé sur mesure. Certains prêchent l'austérité, quand d'autres exaltent l'enrichissement. Ont même surgi le temple Boule de neige, destiné aux surfeurs, et l'Église des Athlètes du Christ, rassemblant les amoureux du football. « *On assiste à un phénomène de segmentation obéissant aux règles du marketing* », analyse Mário Schweriner, spécialiste des relations entre religion et économie à l'Escola Superior de Propaganda e Marketing (ESPM) de São Paulo.

Dans une société marquée par les inégalités, l'appel au statu quo de la hiérarchie catholique – elle a réprimé ceux de ses fidèles qui, au sein de la théologie de la libération, raisonnaient en termes de lutte des classes – peine de plus en plus à s'imposer parmi les couches populaires. « *Aux discours faisant miroiter le paradis*

## Jésus au hit-parade

DANS un pays où la piraterie fait rage, le marché des disques chrétiens fait figure d'exception. Parmi les vingt albums les plus vendus, quinze sont le fait de chanteurs religieux, catholiques pour certains, en majorité évangéliques. Au-delà du traditionnel gospel, on loue Jésus sur des airs de samba, de sertanejo (la country locale), de rock et de rap. Les interprètes sont des pasteurs austères, des petits gros à chapeau de cow-boy ou des nymphettes aux allures faussement sages. Toutes les maisons de disques, qui snobaient auparavant cette niche, ont créé leur label « gospel », à l'image des géants Sony et EMI. « *Quand j'ai commencé, nous chantions dans des garages. Maintenant, tous les studios nous courtisent, et nous avons des radios qui nous sont exclusivement consacrées* », pointe Eshyla, 42 ans, qui compte au nombre des stars du marché. Mariée à un pasteur, elle sillonne le pays pour des concerts rassemblant des milliers de personnes autour de son dernier tube, *Jésus, le Brésil va t'adorer !* Eshyla a signé avec la Central Gospel Music, la maison de disques du pasteur Malafaia.

« *Les Églises évangéliques ont mis en place une politique de communication à toute épreuve, en utilisant l'industrie du divertissement* », analyse Valdemar Figueiredo Filho, professeur à l'université ESPM, à Rio de Janeiro : « *Les grands pasteurs ont d'abord un temple, puis une radio, une télévision, une maison de disques. Chaque activité alimente l'autre, et leur notoriété augmente* », explique-t-il.

C'est l'Église universelle du royaume de Dieu, plus communément appelée « Universal », qui a montré le chemin. Contrôlée par l'évêque Edir Macedo et déjà propriétaire de deux maisons d'édition, d'une agence de tourisme et d'une compagnie d'assurances, elle distribue gratuitement dans les rues la *Folha Universal*, un hebdomadaire de qualité tiré à un million huit cent mille exemplaires – contre environ trois cent mille pour la prestigieuse *Folha de S.Paulo*. Surtout, elle possède depuis 1989 la Rede Record, la deuxième chaîne de télévision du pays. Sur cette dernière, le contenu proprement religieux se limite aux

POUR LA PRÉSIDENTIELLE

# à la conquête du Brésil

programmes tardifs. L'Universal préfère « louer » des heures sur d'autres chaînes, une pratique reprise par des dizaines d'Églises concurrentes. Le schéma se répète pour la radio : l'« Universelle » alimente ainsi le contenu de plus de quarante stations.

Figueiredo Filho a ainsi calculé que les Églises évangéliques contrôlent plus d'un quart des stations FM brésiliennes et louent plus de cent trente heures par semaine de contenu sur quatre chaînes hertziennes nationales. Parfois jusqu'à la caricature : la Rede 21, par exemple, s'ouvre vingt-deux heures par jour aux pasteurs. « C'est un détournement de l'esprit de la loi », s'indigne M. João Brant, du collectif Intervozes, une organisation non gouvernementale militante pour la démocratisation des médias. « Il s'agit de concessions publiques, que les chaînes louent sans autorisation », poursuit-il, rappelant que

la Constitution ne le permet normalement pas. « Même si on considérait ces programmes religieux comme publicitaires, ils ne pourraient pas dépasser un quart du temps total de programmation », dit-il. Tous les ans, Intervozes se rend au Congrès pour exiger une clarification du texte. « Et nous butons toujours sur le même problème : les projets de loi sont bloqués par les députés chrétiens », se déssole M. Brant.

Car le cœur du pouvoir évangélique réside au Congrès. Il a pris la forme d'un « front évangélique » réunissant tous les parlementaires « frères en foi », au-delà de leur appartenance partisane. Fin 2014, le front réunit soixante-treize députés (sur cinq cent treize) et trois sénateurs (sur quatre-vingt-un). Tous les mercredis matin, ils se retrouvent dans une salle plénière du Congrès pour prier ensemble, avec force chants et prêches.

## Redoutable activisme parlementaire

LEUR montée en puissance s'appuie sur les particularités du système électoral brésilien. Car le nombre de sièges remportés par chaque formation politique découle de la somme des voix obtenues par les candidats et de celles qui se sont portées sur le parti (l'électeur peut choisir une de ces deux formes de vote). En conséquence, si un candidat rassemble un grand nombre de votes, il permet à sa formation d'obtenir plus de sièges. Une aubaine pour les leaders charismatiques, en particulier ceux qui ont accès à la télévision. On les appelle les *puxadores de voto*, les « aspirateurs à voix ».

Le système bénéficie à toutes les personnes célèbres, au-delà du champ évangélique. Ainsi, en 2010, le député fédéral le mieux élu du pays, avec un million trois cent cinquante mille votes, était un clown, M. Francisco Everardo Oliveira Silva, alias Tiririca, sans aucune expérience politique mais très populaire. Le nombre élevé de voix qu'il a recueillies a permis l'élection de quatre autres députés de sa coalition, qui n'y seraient pas parvenus seuls. Présents à la télévision, donc connus, deux cent soixante-dix pasteurs brigueront cette année un mandat de député fédéral, battant le record de 2010, où ils étaient cent quatre-vingt-treize. De cette façon, ils espèrent augmenter leur présence de 30%, pour parvenir à quatre-vingt-quinze parlementaires.

Cette logique facilite la cooptation de religieux. D'autant que s'y ajoute un autre élément : la confiance. « Un frère vote pour un frère », résume le politologue Rodrigues. Un adepte d'une Église évangélique se

voit considéré comme plus fiable par les fidèles. Plus assidus aux cultes, souvent moins instruits car issus des couches populaires, comme le montrent les travaux de Romero Jacob, les membres des Églises évangéliques sont plus sensibles à la parole de leur « guide ».

M. Malafaia, le dirigeant de l'Assemblée de Dieu qui a fait plier M<sup>me</sup> Silva à un mois du premier tour, en est conscient. Interrogé sur son pouvoir, il répond sans détour : « Moi, être candidat, cela ne m'intéresse pas. Ce que j'aime, ce sont les coulisses de la politique, s'amuse-t-il. Au niveau local, nous imposons qui nous voulons. Aux dernières élections municipales, j'ai lancé un illustre inconnu du grand public, mais une figure pour les évangélistes : il a fait partie de ceux qui ont obtenu le plus de suffrages. » Pour toutes les élections à la proportionnelle (législatives notamment), l'impact est fort. « Mais il n'en est pas de même pour les mandats majoritaires, puisque les évangélistes sont loin de représenter la moitié du pays. Là, il faut négocier », tempère Figueiredo Filho.

C'est ce que comptent faire les évangélistes. « Au second tour, nous allons nous mettre à table avec chacun des deux candidats et lui dire : "Tu veux notre soutien ? Tu devras signer un document et t'engager à refuser telle ou telle législation." C'est ça, le jeu politique », assure M. Malafaia. Quel que soit le vainqueur, il devra par la suite apprendre à composer avec le front au Congrès.

A chaque législature, les députés évangélistes se chargent d'occuper des

postes dans les commissions traitant des thèmes de société. Ils « tiennent » ainsi quatorze des trente-six membres de la commission des droits de l'homme, ce qui leur permet d'intervenir sur les projets de loi concernant les homosexuels, l'avortement, les drogues ou l'éducation sexuelle. Plus discrètement, on les retrouve à la commission technologie et communication (quatorze des quarante-deux sièges), prêts à bloquer toute loi sur les concessions de radio et de télévision qui pourrait restreindre leur pouvoir médiatique.

« Comme nous ne représentons encore que 15% des députés, nous passons des alliances avec d'autres groupes pour imposer nos vues », explique le pasteur Paulo Freire (sans rapport avec le célèbre pédagogue), qui préside le Front évangélique. L'appui le plus naturel vient des parlementaires catholiques hostiles à la libéralisation des mœurs. Il peut aussi résulter d'un échange de bons procédés : on troque le soutien du front de l'agro-business aujourd'hui contre le vote des évangélistes demain. « Et parfois nous bloquons le Parlement en étant absents le jour de votes chers au gouvernement, ce qui pose des problèmes de quorum », raconte tranquillement M. Freire.

Durant le mandat de M<sup>me</sup> Rousseff, les Églises évangéliques ont ainsi obtenu le retrait d'un kit éducatif antihomophobie distribué dans les écoles, ainsi que celui d'une vidéo de lutte contre le sida destinée aux homosexuels. Même efficacité sur la question de l'avortement. « Les féministes sont passées de la conquête à la défense des maigres droits acquis », pointe Naara Luna, chercheuse à l'Université fédérale de Rio de Janeiro. Dans les années 1990, 70% des projets de loi ayant trait à l'avortement allaient dans le sens de la légalisation ; dans les années 2000, 78% allaient dans le sens contraire. »

En 2010, l'élection avait déjà été dominée par le débat sur l'avortement. Entre les deux tours, la pression des religieux avait contraint M<sup>me</sup> Rousseff à publier une lettre dans laquelle elle se disait « personnellement » contre l'interruption volontaire de grossesse. Cette année, c'est le débat autour du mariage pour tous qui prédomine. « Marina Silva est assurée de capter une partie du vote évangélique, mais elle doit faire attention à ne pas paraître trop dépendante des groupes religieux. Sinon, le rejet d'autres groupes l'empêchera d'arriver au pouvoir », souligne Figueiredo Filho.

Courtiser les Églises évangéliques sans faire peur aux catholiques ni aux laïques : voilà la stratégie de tous les candidats. Elle était déjà à l'œuvre en 2002. Lorsque M. Luiz Inacio Lula da Silva a tenté pour

la quatrième fois de s'imposer à la tête du pays, il a choisi M. José Alencar comme vice-président. Le millionnaire avait non seulement la confiance d'une partie du monde des entreprises, mais était aussi membre du Parti libéral (PL), à l'époque l'un des plus évangéliques. Depuis, le Parti des travailleurs (PT) n'a cessé de tenter de se rapprocher des pen-

côtistes, allant jusqu'à les associer au gouvernement. Le sénateur Marcelo Crivella, évêque de l'Église universelle (et neveu de M. Macedo), s'est ainsi vu offrir le portefeuille de la pêche au sein du gouvernement Rousseff de février 2012 à mars 2014. Il n'a toutefois jamais réussi à s'imposer lors d'un mandat majoritaire – il a tenté d'être maire et gouverneur.

## Une réaction à l'ouverture du pays

POUR Figueiredo Filho, la levée de boucliers contre les Églises évangéliques relève de l'hypocrisie. « L'intervention des catholiques était considérable auparavant, mais elle était moins visible. L'évêque avait directement accès au gouverneur, alors que les évangélistes ont dû élire des députés », dit-il. Toute la presse a relevé la présence de M<sup>me</sup> Rousseff et de l'essentiel de l'establishment politique, le 31 juillet dernier, lors de l'inauguration du gigantesque temple de Salomon de l'Église universelle, à São Paulo. Les visites au Vatican, à Rome, sont en revanche banalisées. « La culture catholique est ancrée dans celle du Brésil. Avec les évangélistes, on assiste à un changement d'autant plus mal vécu que le paysage religieux continue à se transformer très vite », conclut Figueiredo Filho.

Le rejet du religieux dans la vie politique par une frange de la population pourrait également s'expliquer par la croissance du nombre de personnes « sans religion » – qui ne se revendiquent d'aucune institution, ce qui ne veut pas dire non-croyantes. Elles étaient moins de 1% jusqu'aux années 1970, 4,7% en 1991 et 8% en 2010. Une récente étude de l'Institut Pereira Passos dans des favelas de Rio de Janeiro montre qu'un tiers des jeunes de 14 à 24 ans se déclarent sans religion. Au sein même des Églises évangéliques, le nombre de fidèles rejetant toute affiliation à une insti-

tution est passé de 0,3 à 4,8% entre 2000 et 2010. Le phénomène interpelle les chercheurs. « C'est peut-être le signe que certains évangélistes ne se retrouvent pas dans le discours radical de leurs dirigeants », avance Romero Jacob.

Même si le conservatisme reste puissant dans la société brésilienne, les manifestations exigeant notamment plus de respect des droits des femmes et des homosexuels se multiplient. Les « marches de Jésus » drainent des centaines de milliers de personnes dans le pays, mais les parades gays également – avec trois millions de personnes, celle de São Paulo est la plus importante du monde. On a même vu apparaître des Églises évangéliques « inclusives », destinées aux homosexuels rejetés par les plus traditionnelles. « La violence des leaders religieux, évangéliques et catholiques, est aussi une réaction face à un Brésil qui change et qui s'ouvre malgré tout », estime Maria Luiza Heilborn, chercheuse au Centre latino-américain de la sexualité et des droits de l'homme (CLAM), de l'université d'Etat de Rio de Janeiro. Paradoxalement, c'est peut-être parce que le Brésil devient de plus en plus complexe qu'il s'interroge sur le sens de la laïcité, et que la perception de l'intervention politique des religieux prend autant de place dans le débat public.

LAMIA OUALALOU.

## Elus à vendre

Au Brésil, les syndicats ne sont pas autorisés à financer les campagnes électorales ; les entreprises, si. Dix-neuf d'entre elles ont d'ailleurs fourni la moitié des sommes dépensées pour le scrutin d'octobre 2014 (1), qu'on peut estimer à 2 milliards d'euros (contre 270 millions en 2002). Un seul pays dépense davantage que le Brésil pour ses campagnes, en valeur absolue : les États-Unis, beaucoup plus riches.

Pour les entreprises, l'opération n'est pas totalement désintéressée : l'institut Kellogg Brasil a calculé que chaque réal investi en rapportait environ 8,5 en contrats publics. Faut-il s'en étonner ? Parmi les plus généreux contributeurs figurent les entreprises de travaux publics vivant directement des commandes de l'Etat : OAS, Andrade Gutierrez, UTC Engenharia, Queiroz Galvão ou encore Odebrecht (2). Suivent de grandes banques, telles que Bradesco ou BTG Pactual, ou des sociétés d'extraction minière, comme Vale (3).

Lors des élections de 2010, les dernières pour lesquelles les chiffres complets sont disponibles, le secteur privé avait financé 95% du coût de la campagne. Les dons de particuliers n'avaient représenté que 4,9% du total (contre 27% quatre ans auparavant). Elire un député fédéral avait coûté 370 000 euros en moyenne ; un sénateur, 1,5 million ; un gouverneur, 7,8 millions...

En septembre 2011, l'Ordre des avocats du Brésil (OAB) a interpellé la Cour suprême et déposé une action directe d'inconstitutionnalité (ADI 4.650). Etant donné la façon dont les députés sont élus, nul n'espérait qu'ils s'emparent de la question. L'initiative de l'OAB a reçu le soutien de la Conférence nationale des évêques du Brésil, du Parti socialiste des travailleurs unifiés, de l'Institut de recherche en droit

électoral de l'université de l'Etat de Rio de Janeiro et du Mouvement de lutte contre la corruption électorale.

Depuis le 11 décembre 2013, date du début de l'examen de l'ADI 4.650, quatre des onze juges de la Cour suprême ont voté pour l'interdiction du financement des campagnes électorales par les entreprises. Le juge Teori Zavascki, opposé à l'ADI, en a toutefois demandé l'analyse : le jugement a donc été suspendu jusqu'au 2 avril 2014. En dépit du soutien de deux autres juges, l'initiative n'a pas été approuvée avant le 10 juin 2014, date butoir pour que la mesure s'applique à la campagne 2014 : un autre membre de la Cour a requis une nouvelle analyse du texte...

De leur côté, quatre cent cinquante organisations et mille huit cents comités populaires participent depuis novembre 2013 à l'organisation d'un référendum populaire en faveur d'une Assemblée constituante pour la réforme politique. Celui-ci s'est tenu la première semaine de septembre, au moyen de quarante mille urnes physiques et d'Internet.

A l'heure où nous mettons sous presse, le dépouillement des bulletins se poursuit. Mais les votes par Internet ont déjà été analysés : 1 744 872 personnes ont voté ; 96,9% se disent favorables à l'Assemblée constituante pour la réforme du système politique ; 3,1% en rejettent l'idée. Obtiendront-ils gain de cause sans manifester dans la rue ?

SILVIO CACCIA BAVA.

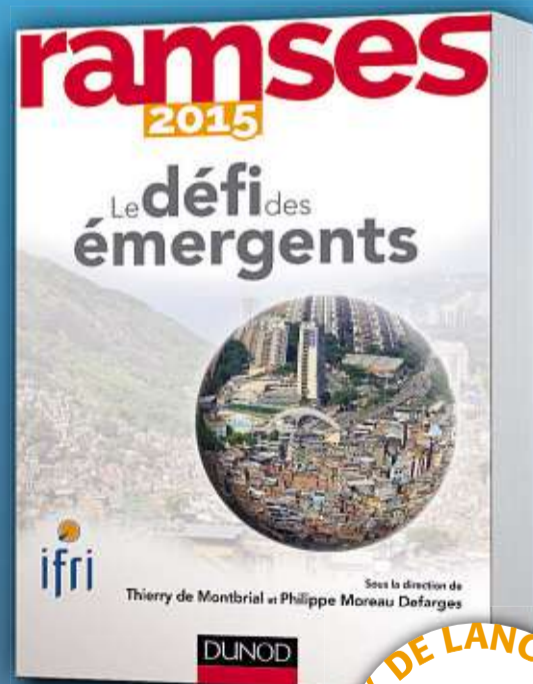
Directeur de l'édition brésilienne du *Monde diplomatique*.

(1) Elections présidentielle, législatives et des gouverneurs.

(2) Lire Anne Vigna, « Les Brésiliens aussi ont leur Bouygues », *Le Monde diplomatique*, octobre 2013.(3) Lire Philippe Revelli, « Révolte globale contre un géant minier », *Le Monde diplomatique*, octobre 2010.

## Le défi des émergents

Comprendre les évolutions du monde



Sous la direction de Thierry de Montbrial et Philippe Moreau Defarges

PRIX DE LANCEMENT  
27 €  
jusqu'au 31 octobre 2014, puis 32 €

ifri

www.dunod.com  
www.ifri.org

DUNOD  
ÉDITEUR DE SAVOIRS

# En Argentine, les fonds

**Doit-on autoriser une poignée de spéculateurs à prendre en otage quarante millions d'Argentins ? A cette question la justice américaine vient de répondre « oui », semant le trouble jusque dans les rangs des investisseurs. En fragilisant les mécanismes qui permettent aux Etats d'alléger le fardeau de la dette, cette prise de position menace de déséquilibrer l'ensemble du système financier.**

PAR MARK WEISBROT \*

LE combat qui oppose l'Argentine aux « fonds vautours », ces sociétés spécialisées dans la spéculation sur les créances douteuses, rappelle certaines séries télévisées américaines. Il en réunit tous les ingrédients : mystère, intrigues politiques, coups de théâtre et « méchants » parfaitement détestables. Parmi eux, une multitude d'anciens hauts fonctionnaires ayant enfilé leurs pantoufles de lobbyistes, qui, explique le journaliste Mark Leibovich, « s'agrippent à Washington comme des moules à leur rocher (1) ».

Le dernier épisode débute le 21 novembre 2012 dans un tribunal fédéral du district de New York, lorsque le juge Thomas Griesa ordonne à l'Argentine de verser la somme de 1,33 milliard de dollars (plus de 1 milliard d'euros) à divers fonds spéculatifs dont NML Capital, piloté par M. Paul Singer. Les implications de cette décision dépassent rapidement le cadre d'une joute entre un Etat et les marchés financiers. L'intrigue se noue désormais autour du

rapport de forces mondial entre pays endettés et créanciers. Elle illustre par ailleurs la division des responsables de la politique étrangère américaine sur une question douloureuse : quelle réaction adopter face à l'émergence de gouvernements sud-américains revendiquant leur indépendance géopolitique ?

Comme bien souvent, comprendre les derniers rebondissements requiert d'avoir suivi les « saisons » précédentes. Tout commence en 2001. A l'issue de plus de trois ans de récession, Buenos Aires s'avère incapable de rembourser une dette d'environ 100 milliards de dollars. Le pays se déclare en défaut de paiement et, après de longues négociations, propose à ses créanciers d'échanger leurs obligations contre de nouveaux titres « restructurés », d'une valeur inférieure de 70 % à celle des titres originaux. Au total, 76 % d'entre eux auront accepté à la date de 2005 ; 93 % en 2010. Ils n'auront plus à se plaindre de Buenos Aires, qui s'avère bon payeur. Jusqu'au 30 juillet dernier.

obtenant des remboursements réguliers. La presse économique ne lui a toutefois pas pardonné cette politique hétérodoxe. D'où, sans doute, la couverture médiatique négative dont souffre le pays depuis une décennie. Sur la base de mesures de l'inflation indépendantes – plus élevées que celles du gouvernement –, l'Argentine a réduit la pauvreté de plus de 75 % entre 2002 et 2011. Les inégalités ont également fondu : entre 2001 et 2010, le rapport entre les revenus des 5 % les plus riches et les revenus des 5 % les plus pauvres a chuté de 32 à 17.

Avec un quasi-doublement de la production intérieure entre 2002 et 2011, Buenos Aires s'en sort mieux que la Grèce : sous la tutelle de l'Union européenne et du Fonds monétaire international (FMI), celle-ci subit depuis plus de six ans récession, chômage et amputation des dépenses de santé (*lire page 3*). En dépit des divers « plans de sauvetage » qu'elle a acceptés, la Grèce affiche toujours une dette de 170 % du produit intérieur brut (PIB), et nul ne s'attend à ce que la production de richesse y retrouve son niveau de 2007 avant au mieux une décennie.

Au cours des trois dernières années, l'économie argentine a rencontré des difficultés. L'inflation y atteint 38 % par an (2) tandis que, sur le marché noir, le dollar affiche un taux de change plus élevé de 70 % que son cours officiel. Les explications sont multiples. L'économie mondiale a ralenti depuis 2010 (d'une

croissance de 5,2 % en 2010 à 3 % en 2013), sans épargner les deux principaux partenaires commerciaux de Buenos Aires, le Brésil et l'Europe. De plus, à la suite des poursuites en justice de M. Singer et de ses amis, le pays ne peut pas emprunter sur les marchés internationaux du crédit, ce qui le rend plus vulnérable que d'autres aux déséquilibres de la balance des paiements. Sans compter que les cassandres médiatiques encouragent la fuite, massive, des capitaux.

Alors, comment expliquer les motivations du juge Griesa ? Sa décision ne contrevient-elle pas au principe de base du système juridique américain, la propriété privée ? En empêchant les créanciers restructurés de percevoir les sommes qui leur revenaient, M. Griesa ne l'a-t-il pas enfreint ? A travers le monde, l'incompréhension est telle que Brasilia, Mexico, Paris ou encore l'Union des nations sud-américaines (Unasur) ont apporté leur soutien à Buenos Aires. Pourtant, la cour d'appel a décidé de valider la décision du juge Griesa en seconde instance.

A ce stade de l'intrigue, le regard doit se tourner vers Washington. Dans un premier temps, le ministère américain des finances (département du Trésor) soutient l'Argentine. Le 17 juillet 2013, la directrice du FMI Christine Lagarde indique également que le Fonds s'apprête à lui apporter son soutien auprès de la Cour suprême. Le 23 juillet, toutefois, le conseil d'administration du FMI – où le représentant des

Etats-Unis a une influence déterminante – revient sur cette décision, embarrassant M<sup>me</sup> Lagarde et bon nombre de fonctionnaires de l'institution, lesquels ne masquent pas leur irritation. Lors d'une conférence de presse organisée le 24 juillet, le porte-parole du FMI William Murray est interrogé sur ce coup de théâtre. Sa réponse fuse : « Allez voir les gens du département du Trésor, ce sont eux qui pourront vous répondre ! »

A Washington, de nombreuses personnes – à commencer par M<sup>me</sup> Lagarde – mesurent le danger de l'ordonnance du juge Griesa. « La direction et les équipes du FMI demeurent préoccupées par les implications systémiques larges de [cette] décision », explique M. Murray le 25 juillet. Même l'International Capital Market Association (ICMA), l'organisation représentant les intérêts des acteurs des marchés de capitaux, fait part de sa préoccupation. Le 29 août 2014, elle annonce une révision de ses directives encadrant l'émission de dettes d'Etat afin d'essayer de couper leurs ailes aux fonds vautours.

Aux Etats-Unis comme dans la plupart des pays (à commencer par la France), des lois encadrent la possibilité pour des emprunteurs incapables de rembourser leurs

(1) Mark Leibovich, *This Town : Two Parties and a Funeral*, Blue Rider Press, New York, 2013.

(2) Charlie Devereux et Silvia Martinez, « Argentina sees 2.8 % growth in 2015 budget on expanding exports », Bloomberg, New York, 15 septembre 2014.

## Un défaut qui n'en est pas un

CAR, entre-temps, les fonds vautours – leur surnom date de bien avant l'épisode argentin – font leur entrée en scène. Emmenés par NML Capital, ces derniers rachètent des titres sur lesquels l'Argentine a fait défaut, avec une décote moyenne de 80 % : ils ne paient que 20 centimes pour chaque dollar de dette rachetée. L'idée ? Poursuivre Buenos Aires en justice pour exiger le remboursement total, soit – en prenant en compte les intérêts sur la période – un retour sur investissement d'environ 1 600 % (contre les 300 % de la restructuration proposée par Buenos Aires).

Et nous voici revenus à l'épisode du 21 novembre 2012, quand le juge Griesa vole au secours des vautours en ordonnant leur remboursement prioritaire. Ensuite, à la surprise générale, la Cour suprême des Etats-Unis annonce le 16 juin 2014 qu'elle refuse de siéger, validant la décision de M. Griesa. Un mois et demi plus tard, les versements de Buenos Aires à destination de ses créanciers restructurés sont bloqués : les médias annoncent un nouveau défaut de l'Argentine.

Le pays offrait pourtant un modèle pour les Etats endettés. Parvenu à réduire le fardeau de ses créances pour relancer l'économie, il avait permis aux investisseurs de profiter de ce redécoupage en

\* Codirecteur du Center for Economic and Policy Research (CEPR) et président de Just Foreign Policy.

## UN AUDIT CITOYEN CHIFFRE LA PART

# Faut-il vraiment

**Impossible d'échapper à l'annonce d'une hausse de la dette publique : unanimes, les médias détaillent alors les sacrifices qui « s'imposent ». Toutefois, lorsqu'un collectif démontre que plus de la moitié de ces créances n'ont pas à être remboursées, le silence est total...**

PAR JEAN GADREY \*

MISSION accomplie. Depuis l'automne 2011, une centaine de comités locaux du Collectif pour un audit citoyen de la dette (CAC) (1) ont vu le jour un peu partout en France. Leur objectif ? Répondre au cœur des éditorialistes, des « experts » et de la majorité des dirigeants politiques enjoignant aux citoyens de se serrer la ceinture pour assumer le fardeau de la dette. Ils posent une question simple : faut-il vraiment payer la dette ? Ou, pour être précis : faut-il vraiment *tout* payer ? Synthétisant près de trois ans d'investigations, un groupe de travail a publié en mai 2014 une étude (2), accessible à tous, qui apporte la réponse : la part illégitime de la dette française – celle que l'Etat serait fondé à ne pas rembourser – s'élèverait à 59 % de son montant actuel.

Au cours des deux premières années de mobilisation, le CAC s'était refusé à chiffrer la part illégitime de la dette publique, avec cet argument : avant de mesurer la dette, il vaut mieux en comprendre la genèse. Bref, qualifier avant de quantifier, en clarifiant plusieurs points. D'où vient la dette ? A-t-elle été contractée dans l'intérêt général (part légitime) ou au bénéfice de minorités privilégiées (part illégitime) ? Peut-on l'alléger autrement qu'en appauvrissant les populations ? La réflexion a pris du temps : celui de la démocratie délibérative. Elle a débouché sur des analyses (3). L'heure était alors venue de passer aux évaluations quantitatives, lesquelles réservent quelques surprises.

A en croire le discours dominant, l'envol de la dette s'expliquerait avant tout par la croissance excessive des dépenses d'un Etat « obèse ». Le premier président de la Cour des comptes, M. Didier Migaud, estimait récemment que la France se trouvait « dans une zone dangereuse (4) ». Quelques années plus tôt, à une époque où il pouvait encore se permettre de prodiguer des conseils de bonne gestion, M. Jean-François Copé – alors président du groupe Union pour un mouvement populaire (UMP) à l'Assemblée nationale – érigeait la dette en « question de société ». A ses yeux, une seule priorité pour y faire face : « réduire la dépense publique » (5). Même son de cloche au sein du gouvernement piloté par M. Manuel Valls : « lutter contre la dette » implique mécaniquement de lutter « contre les dépenses publiques » (6). Le raisonnement se révèle pourtant faux.

\* Economiste.

Privilégions pour commencer la part de l'Etat dans la dette publique, vu son poids : 79 % du total en 2012, le reste correspondant aux parts de la Sécurité sociale et des collectivités locales. Contrairement à ce que suggère par exemple, dans la tribune que lui offre tous les matins le service public sur France Inter, le journaliste des *Echos* Dominique Seux, ces dépenses ont régressé en part du produit intérieur brut (PIB) : 22,7 % en moyenne dans les années 1980, 20,7 % en 2012. Si le montant des déficits – et, par conséquent, de la dette – augmente, c'est tout d'abord parce que l'Etat s'est privé de recettes importantes en allégeant la fiscalité des ménages aisés et des grandes entreprises. « Boucliers », cadeaux fiscaux et niches en tout genre ont amputé la part de ses recettes d'environ cinq points de PIB en trente ans. Celle-ci est passée de 22 % dans la première moitié des années 1980 à 17 % en moyenne au cours des trois dernières années.

Le PIB, c'est-à-dire la richesse économique produite chaque année en France, s'élève à environ 2 000 milliards d'euros ; un point – 1 % – correspond donc à 20 milliards d'euros. Deux points de PIB économisés côté dépenses, cinq points perdus côté recettes : en résumé, l'opération a accru le déficit annuel de l'Etat de l'équivalent de trois points de PIB, soit 60 milliards d'euros. Comment quantifier ce qui est illégitime dans les politiques qui ont abouti à cette situation ?

LES auteurs de l'étude du CAC ont adopté une convention prudente. Leur analyse se concentre sur la période 1997-2007, au cours de laquelle ont été prises les principales décisions rognant les recettes de l'Etat. A l'époque, pourtant, l'économie n'était pas en récession : la croissance moyenne annuelle atteignait 2,3 %. Plutôt que de planifier son propre dépeuplement, l'Etat aurait pu, au cours de cette décennie, maintenir la part de ses recettes dans le PIB au niveau de 1997, afin de pourvoir à des besoins collectifs ou de procéder à des investissements d'avenir, par exemple. Or il a sacrifié ces objectifs, tout en favorisant doublement les plus riches : par une fiscalité plus avantageuse et par le fait qu'ils pouvaient bénéficier de placements sûrs et rémunérateurs en prêtant... à l'Etat, qui s'endettait pour mieux réduire leurs impôts.

Si les dirigeants qui se sont succédé avaient maintenu le niveau des recettes, la dette de l'Etat, principale composante de la dette publique, serait aujourd'hui inférieure d'environ vingt-deux points

(1) Lire « La dette, quelle dette ? », *Le Monde diplomatique*, juin 2012.

(2) « Que faire de la dette ? Un audit de la dette publique de la France », 27 mai 2014, [www.audit-citoyen.org](http://www.audit-citoyen.org)

(3) Dont le livre d'Attac, *Leur dette, notre démocratie !*, Les Liens qui libèrent, Paris, 2013.

(4) Entretien accordé au *Monde*, 11 février 2014.

(5) Jean-François Copé, « Quand la dette devient une question de société », *Slate.fr*, 12 décembre 2009.

(6) Pierre-Alain Furbury et Frédéric Schaeffer, « 50 milliards d'économies : Valls frappe fort sans tout dévoiler », *Les Echos*, Paris, 17 avril 2014.

TOUS LES DEUX MOIS CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

## Manière de voir

Un sujet d'actualité mis en perspective par l'équipe du *Monde diplomatique*



Retrouvez les anciens numéros sur [www.monde-diplomatique.fr/mdv](http://www.monde-diplomatique.fr/mdv)

Une publication **MONDE diplomatique**  
[www.monde-diplomatique.fr](http://www.monde-diplomatique.fr)

## DÉCISION DE JUSTICE AMÉRICAINE

## vautours tenus en échec



KAREN HEAGLE. – « The End of Abundance » (La fin de l'abondance), 2008

dettes de se déclarer en faillite, afin de repartir de zéro. Aucun mécanisme de ce type n'existe à l'échelle internationale pour les Etats. Afin d'éviter les défauts de paiement, le système financier international repose donc sur des processus de restructuration négociée. Or le jugement de

M. Griesa pourrait compliquer de telles opérations, même en cas d'accord : une poignée de mécontents (ou de spéculateurs) suffirait à les faire capoter.

Une question demeure : qui a convaincu le ministère des finances de changer de

position et d'influencer ainsi le FMI ? Comme dans un jeu de Cluedo, les suspects ne manquent pas. Les fonds vautours disposent de leur propre lobby, l'American Task Force Argentina. Jouissant des services d'anciens hauts fonctionnaires de l'administration Clinton, l'organisation a dépensé

plus de 1 million de dollars pour défendre le dossier de M. Singer en 2013. Parmi les acteurs-clés de ce retournement figurent sans doute des représentants néoconservateurs au Congrès américain, notamment au sein de l'aile droite anticubaine de la délégation de Floride. Non contents d'avoir mis des bâtons dans les roues du président Barack Obama chaque fois qu'il entrevoyait une possibilité d'améliorer les relations des Etats-Unis avec l'Amérique latine, ils entendent débarrasser la région de tout ce qu'elle compte de gouvernements progressistes (Brésil y compris). Du soutien, discret, de Washington au coup d'Etat militaire hondurien (3), en 2009, à son appui aux manifestants antigouvernementaux au Venezuela, en 2013 (4), l'histoire récente montre qu'ils parviennent en général à imposer leurs priorités.

Depuis le 30 juillet 2012, la presse explique que l'Argentine a fait défaut pour la seconde fois depuis treize ans : c'est faux. Le gouvernement a effectué tous les versements prévus, mais ils ont été bloqués au niveau des banques par la décision du juge Griesa. L'Argentine cherche le moyen de régler ses créanciers en dehors de la juridiction américaine. Elle a déjà adopté des mesures législatives en ce sens pour permettre aux détenteurs de bons restructurés d'échanger leurs titres pour de nouveaux, émis en Argentine.

De leur côté, la plupart des pays riches ont rivalisé de fermeté dans leur soutien à l'élite financière. Le 9 septembre 2014,

l'Assemblée générale des Nations unies était appelée à voter un texte visant à établir un mécanisme de restructuration des dettes souveraines, proposé par le « groupe des 77 » pays en développement plus la Chine. Les Etats-Unis et leurs alliés (Israël, le Canada, l'Australie, l'Allemagne) ont voté contre, tandis que la plupart des Etats européens se sont abstenus (France comprise). Néanmoins, le texte a été adopté avec cent vingt et une voix (onze contre, quarante et une abstentions).

Les pays en développement n'auraient pas tort d'émettre leurs bons dans d'autres juridictions que celle des Etats-Unis. La décision du juge Griesa démontre qu'en optant pour cette dernière ils s'exposent aux décisions d'une justice imprévisible qui peut préférer l'intérêt de quelques spéculateurs au sort de millions de gens. En 2009, 70 % des obligations des marchés émergents étaient émises à New York. Mais le Royaume-Uni et la Belgique disposent de lois qui auraient rendu la décision de M. Griesa impossible. A n'en pas douter, observer un début de fuite des émissions de dettes d'Etat vers d'autres centres financiers motiverait sans doute le législateur américain à adapter ses lois aux normes internationales.

MARK WEISBROT.

(3) Lire Maurice Lemoine, « Ces relents de guerre froide venus du Honduras », *Le Monde diplomatique*, septembre 2009.

(4) Lire Alexander Main, « Au Venezuela, la tentation du coup de force », *Le Monde diplomatique*, avril 2014.

## ILLÉGITIME DES CRÉANCES DE LA FRANCE

## payer toute la dette ?

de PIB (7) à son niveau actuel (qui est proche de 1 500 milliards d'euros). Ce diagnostic concorde avec les estimations fournies en 2010 par deux documents officiels : le rapport de MM. Paul Champsaur et Jean-Philippe Cotis sur la situation des finances publiques, commandé par le président de la République Nicolas Sarkozy, et le rapport d'information de M. Gilles Carrez, de la commission des finances, de l'économie générale et du contrôle budgétaire de l'Assemblée nationale, portant notamment sur « dix années de pertes non compensées » (30 juin 2010). Voilà pour le premier volet du travail de quantification de la part illégitime de la dette publique.

Le second porte sur les taux d'intérêt auxquels l'Etat et les autres administrations publiques ont emprunté auprès des marchés financiers. Ces taux réels (déduction faite de l'inflation) ont souvent atteint des niveaux excessifs, essentiellement à la fin des années 1980 et dans la première moitié des années 1990 (jusqu'à 6 % en 1993). Cela s'explique d'une part par les politiques de franc fort visant à préparer l'entrée dans l'euro et, d'autre part, en 1992-1993, par une vive spéculation financière contre les devises européennes. Ces taux ont provoqué un effet boule de neige qui pèse encore sur la dette actuelle : des intérêts élevés alourdissent la dette et entraînent de nouveaux emprunts à des taux élevés, etc. Comment quantifier ce qui a été illégitime dans ces choix ?

**N**OUVELLE convention (très) prudente : au lieu de se tourner vers les marchés financiers au cours de la période 1985-1995, pendant laquelle les taux d'intérêt réels à long terme ont dépassé le taux de croissance, l'Etat aurait pu emprunter à un taux réel de 2 %. Comment justifier un tel chiffre ? Parce qu'il correspond à une moyenne historique sur une très longue période. Et parce que, en rémunérant sur la base d'un taux réel, l'Etat aurait pu recourir à des emprunts directs auprès des ménages ou des banques, comme le fait le Japon (8). Et l'on n'évoque même pas la possibilité – bannie par le traité de Maastricht, mais massivement exploitée ces dernières années aux Etats-Unis et au Royaume-Uni – d'emprunter à des taux encore plus faibles auprès de la banque centrale. Sur la base d'un tel calcul, les auteurs déduisent que la dette publique devrait afficher un niveau inférieur d'environ vingt-cinq points de PIB à ce qu'il est actuellement, soit 488 milliards d'euros.

Reste à combiner ces deux facteurs d'illégitimité – réduction planifiée des recettes de l'Etat et effet boule de neige de taux d'intérêt excessifs. Ce qui donne ce résultat : la part illégitime de la dette représenterait, en 2012, 59 % de la dette publique actuelle (1 834 milliards d'euros en 2012). Le ratio dette publique sur PIB aurait dû s'établir en 2012 à 53 % ; il atteignait 90 %.

Quel est le destin de cette dette ? Il n'existe que trois options : un défaut au moins partiel (situation de non-paiement), un grignotage progressif par l'inflation (inimaginable en période d'inflation quasi nulle, comme à l'heure actuelle) ou le paiement. Et que signifie cette dernière solution ? Tout simplement que des

gens, en France, devraient travailler davantage pour accumuler l'équivalent de 1 834 milliards d'euros de richesse supplémentaire, directement versés aux détenteurs de la dette...

**D**E cet exercice, on peut retenir d'abord que, en la matière, l'arithmétique se plie à des jugements de valeur et à des critères éthiques. L'illégitimité s'évalue à l'aune d'une conception donnée de l'intérêt général, ce qui exige de prendre parti et de se prononcer sur le souhaitable et l'indésirable, le raisonnable et l'inconcevable, la mesure et la démesure. Dans le cadre des travaux du CAC, ces catégories s'incarnent dans la détermination des conventions présidant aux calculs : quelle période antérieure retenir pour choisir une norme de recettes publiques légitime ou un taux d'intérêt réel acceptable ? Pourquoi un niveau de 2 % pour les taux d'intérêt réels et pas un autre, encore inférieur ?

On aurait tort de croire ces critères subjectifs propres aux études « militantes ». On les retrouve partout ; mais, en général, des justifications techniques sophistiquées dissimulent les choix moraux ou la vision de classe qui sous-tendent les hypothèses. Qui, par exemple, a décidé des critères de Maastricht sur les déficits ou sur la dette, autant de normes de « bonne » gestion publique, et pourquoi (*lire l'encadré*) ? Qui a fixé les taux d'inflation à ne pas dépasser au sein de la zone euro ? Non pas des « experts » adossés à des raisonnements scientifiques (l'économie n'est pas une science exacte), mais les marchés financiers, les créanciers, relayés par des dirigeants politiques acquis à leur cause.

Dans le cas de cette étude, dont la méthode et les choix sont transparents, il y a eu – et il y aura encore – des débats sur les conventions adoptées. Certains n'ont pas manqué d'objecter qu'on aurait pu se montrer plus radical et conclure à l'illégitimité de la totalité de la dette actuelle (voire plus). Notamment parce qu'on aurait pu remplacer l'hypothèse des 2 % d'intérêt réel, sur une période assez courte (dix ans), par une autre : la nullité de ces taux depuis trente ans, si l'Etat avait pu emprunter directement à une banque centrale.

La modération des auteurs vise à prendre en compte les débats citoyens organisés par le CAC. Elle n'affaiblit en rien leur argument, puisqu'elle démontre que, même sans dénonciation des traités existants et sans reprise en main de la Banque centrale européenne (BCE), des politiques jouant sur la justice fiscale nationale et privilégiant le recours à des emprunts directs auprès des ménages auraient suffi à éviter un envol de la dette. Une modération pas si modérée que cela, puisqu'elle implique d'affronter directement les intérêts des rentiers de la finance. On peut toujours rêver de scénarios de rupture, bien qu'ils n'aient guère de chances de se réaliser en dehors d'un contexte de crise violente, dont la survenue reste évidemment possible. Mais, dans un tel contexte, tout chiffrage fondé sur des analyses rétrospectives devient impossible.

Le rapport se conclut par une série de propositions destinées à alléger le poids de la dette sans en passer par l'austérité, tout en finançant les investissements publics destinés à opérer une

transition sociale et écologique. Leur intérêt : présenter une liste d'options crédibles, ouvertes au débat, et non des recettes concoctées dans les cénacles réservés aux « experts ». Qu'il s'agisse de chiffrer ou de proposer des solutions de rechange, ces derniers n'ont d'utilité que s'ils se considèrent comme des contributeurs modestes au service de délibérations démocratiques. Bref, s'ils conservent la place que John Maynard Keynes préconisait pour les économistes : sur la banquette arrière, pas au volant.

En Equateur, l'audit réalisé en 2007 avait été commandé directement par le gouvernement. De ses conclusions avait découlé une importante restructuration de la dette qui a permis au pays d'économiser plusieurs milliards d'euros (9). En France, le CAC vient de remporter une victoire dans la bataille des chiffres. Reste à mener les autres...

JEAN GADREY.

(7) Les chiffres fournis dans cet article diffèrent légèrement de ceux de la version initiale de l'étude en raison d'une actualisation en cours.

(8) Lire Frédéric Lordon, « Et si on commençait la démondialisation financière ? », *Le Monde diplomatique*, mai 2010.

(9) Lire Damien Millet et Eric Toussaint, « L'Equateur dit "non" », *Le Monde diplomatique*, juillet 2011.

## Sur un coin de table

*L'idée fait à ce point figure d'évidence qu'on ne s'interroge plus sur le raisonnement qui la sous-tend : au sein de la zone euro, le déficit public ne devrait pas dépasser 3 % du produit intérieur brut (PIB). Coupes budgétaires, politiques d'austérité, recul de l'Etat : la règle justifie toutes les « réformes ». Mais d'où vient ce chiffre ? Le 28 septembre 2012, l'économiste Guy Abeille en révélait la genèse au quotidien Le Parisien :*

On a imaginé ce chiffre de 3 % en moins d'une heure, il est né sur un coin de table, sans aucune réflexion théorique. C'était un soir de mai 1981. Pierre Bilger, le directeur du budget de l'époque, nous a convoqués avec Roland de Villepin [*cousin de Dominique*]. Il nous a dit : Mitterrand veut qu'on lui fournisse rapidement une règle facile, qui sonne économiste et puisse être opposée aux ministres qui défilent dans son bureau pour lui réclamer de l'argent. (...) On allait vers les 100 milliards de francs de déficit, ça représentait plus de 2 % de déficit. 1 % ? On a éliminé ce chiffre, impossible à atteindre. 2 % ? Cela nous mettait trop sous pression. 3 % ? C'est un bon chiffre, un chiffre qui a traversé les époques, cela faisait penser à la Trinité. Mitterrand voulait une norme, on la lui a donnée. (...) Plus tard, cette référence sera théorisée par des économistes et reprise dans le traité de Maastricht, devenant un des critères pour pouvoir intégrer la zone euro. (...) A l'époque, c'était quelque chose d'anodin. Mais la bête est sortie de sa boîte et ça nous a échappé.

# Notre pari, l'émancipation

(Suite de la première page.)

Mais, à moins de céder au travers habituel du journalisme consistant à dénicher de l'inédit là où des gens plus ordinaires repèrent aussitôt de vieilles ficelles, cela fait très longtemps que nul ne prend Laurent Joffrin pour l'héritier de Jean-Paul Sartre, fondateur de *Libération*, ni M. Hollande pour celui de Jean Jaurès (3). S'il a fallu un certain aplomb au président français pour clamer que son « véritable adversaire » était la finance alors même qu'il avait résolu de ne rien entreprendre contre elle, que dire du directeur de *Libération* qui, dans le cours du même entretien, proclame que son quotidien est « le plus libre de France » et avertit ceux qui y travaillent encore : « On ne va pas insulter les actionnaires qui ont mis 18 millions dans le journal (4) » ?

Mieux vaudrait en effet s'en dispenser, surtout s'il s'agit de bientôt leur réclamer davantage. Toutefois, dès lors que les

actionnaires des grands médias comptent au nombre des plus grosses fortunes du pays, qu'ils se partagent l'essentiel des titres de la presse française (5), qu'ils tirent leurs ressources des secteurs les plus dynamiques de l'économie mondiale (industrie du luxe, grands chantiers de travaux publics, armement, Internet) et qu'ils ne cessent de déplacer leurs mises d'un journal, d'une télévision ou d'un site Internet à l'autre, réserver ses philippiques ou ses ricanements à l'actuel président ou à ses ministres revient à pourfendre un spectacle après avoir porté aux nues chacun de ses marionnettistes.

Les chants d'amour que les responsables de publications destinent à leurs propriétaires – « Je souhaite à tous les journaux et à tous les médias d'avoir un actionnaire comme le nôtre », avait proclamé pour sa part le directeur du *Point* à propos de la famille Pinault (6) – témoignent en tout cas d'un infléchissement préoccupant du rapport de forces entre journalistes et investisseurs.

## Grandes fortunes miséricordieuses

Car la presse constitue dorénavant un secteur trop sinistré pour pouvoir résister aux grandes fortunes miséricordieuses qui daigneraient éponger ses déficits. *Libération* perd chaque jour 22 000 euros, soit près de 16 % de son chiffre d'affaires (7). L'an dernier, seuls deux – *Les Echos* et *La Gazette des courses* – des dix-huit quotidiens français recensés par l'OJD ont vu leur diffusion progresser, de 1,86 % et 2,60 % respectivement. Dans le même temps, deux cent quarante des trois cent et un hebdomadaires, mensuels, bimestriels et trimestriels affichaient un recul, parfois sensible, de leurs ventes : – 21 % pour *Les Inrockuptibles*, – 19 % pour *Marianne*, – 16 % pour *Le Canard enchaîné*.

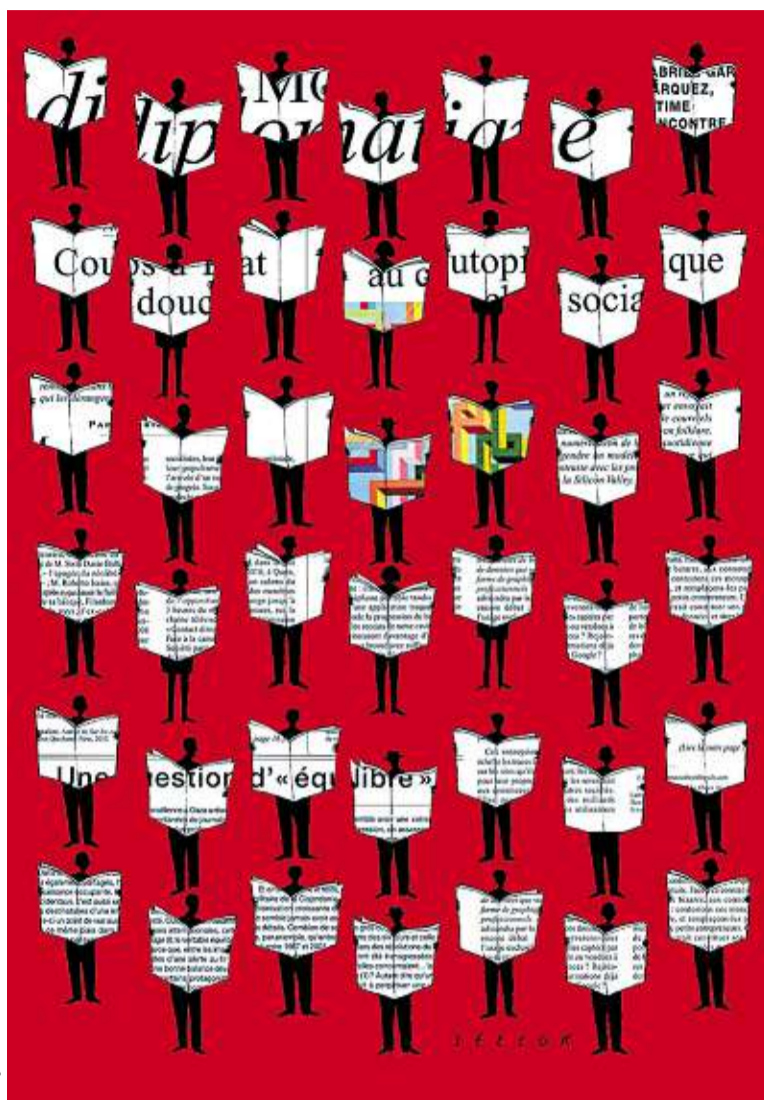
La désaffection du lectorat intervient au moment où les recettes publicitaires elles aussi se dérobent – celles de la presse écrite ont baissé de 27 % entre 2009 et 2013. Dans ces conditions, les grands patrons n'investissent plus dans un journal avec l'espoir d'en tirer un profit financier. « Serge Dassault, rappelle le magazine *Capital*, a perdu avec le seul *Figaro* 15 millions d'euros en moyenne par an depuis cinq ans. Michel Lucas, le patron du *Crédit mutuel*, 33 millions en moyenne avec ses neuf quotidiens régionaux de l'est de la France. Claude Perdriel tournait à 5 millions de déficit avant qu'il ne cède son *Nouvel Observateur*. Bernard Arnault a accumulé plus de 30 millions de pertes depuis le rachat des *Echos*. Seul rescapé, François Pinault a longtemps récolté 2 à 3 millions de profit avec *Le Point*, mais était en perte au premier semestre 2014 (8). »

Si M. Patrick Drahi a cependant décidé d'engloutir 14 millions d'euros dans le sauvetage de *Libération*, c'est qu'il en attend un autre retour sur investissement. « On y regarde à deux fois avant d'attaquer le

patron d'un journal, poursuit *Capital*. L'obscur boss de *Numerical*, Patrick Drahi, n'était qu'un "nobody" quand il est parti à l'assaut de SFR. Moyennant quoi, il fut attaqué sur tous les fronts : exil fiscal, holdings douteuses aux Bahamas, nationalité française incertaine... D'où *Libération*. Ce n'est pas TFI, bien sûr, mais l'effet dissuasif n'est pas nul. Xavier Niel est, lui, passé du statut de pirate des télécoms à celui de membre de l'establishment depuis qu'il est devenu copropriétaire du *Monde* en 2010. Et cela à peu de frais : sa fortune varie chaque jour en Bourse de plus de 30 millions d'euros, la somme qu'il a investie dans le quotidien du soir. »

Obtenir que la ligne éditoriale de la quasi-totalité des médias épouse un discours libéral et austéritaire ne requiert pas pour autant une pression de chaque instant. La formation et la socialisation de la plupart des journalistes économiques, comme celles des éditorialistes, garantissent qu'ils penseront spontanément comme le Fonds monétaire international, la Cour des comptes ou le patronat.

Ainsi, l'économiste américain Paul Krugman relève presque chaque semaine dans le *New York Times* que toutes les craintes des monétaristes ont été démenties, en particulier celle de voir les déficits publics déchaîner l'inflation, que tous les avertissements des keynésiens ont été confirmés, notamment l'idée que les politiques d'austérité allaient casser la croissance. Néanmoins, se lamentent-ils, ce sont les premiers qui continuent de triompher, surtout dans les grands médias. Or comment douter que la quasi-disparition d'une presse indépendante ou sa subordination progressive aux grands intérêts qui déjà déterminent la politique économique et sociale des



gouvernements alimentent l'humeur conservatrice d'une Europe en crise ?

En France, le président de la République conduit depuis deux ans une politique économique alignée sur les recommandations de la presse. Les résultats sont par conséquent très mauvais. Pourtant, loin de savoir gré à M. Hollande d'avoir été aussi attentif à leurs préconisations calamiteuses, les éditorialistes le somment à présent d'accélérer dans le même sens puis, mission accomplie, de... démissionner. « Puisque c'est foutu pour être réélu, l'admoneste ainsi l'ancien député socialiste européen Olivier Duhamel sur Europe 1, au moins fais les réformes jusqu'au bout pour laisser une trace dans l'histoire. » Pluralisme oblige, un éditorialiste du *Figaro* invite, le chef de l'Etat au même sacrifice : « Hollande semble aujourd'hui privé de toute capacité de rebond. Raison de plus pour, dos au mur, jouer son va-tout ? En allant franchement, et courageusement, au bout d'une politique réformatrice et libérale, quitte à voir sa majorité se dérober (9) ? » Le « retour » de M. Nicolas Sarkozy semble garantir qu'un affrontement personnalisé entre partisans de politiques quasiment identiques continuera de scander le débat public français pendant les prochaines années. Et que les médias rythmeront l'ensemble de façon compulsive à coups de sondages et d'alertes au terrorisme.

Depuis 1989, l'émission de France Inter *Là-bas si j'y suis* avait permis à un public important et socialement diversifié d'échapper à de telles manipulations grâce à une perspective originale sur l'actualité, sociale mais aussi internationale. Les journalistes du *Monde diplomatique* y étaient régulièrement invités. En juin dernier, prétextant l'âge de l'animateur, Daniel Mermet, et des sondages d'écoute en recul, la direction de la station a autoritairement fermé cet espace de liberté. Pourtant, Radio France continue de faire appel à des journalistes chevronnés, comme Christine Ockrent, et à d'autres, qui enchaînent les échecs, eux bien réels, comme Nicolas Demorand, récemment éjecté de la direction de *Libération* après que 89,9 % des salariés du journal eurent réclamé son départ. Mais ceux-là font partie des insubmersibles tant est acquise leur adhésion à la mondialisation version

patronale (Ockrent) ou au social-libéralisme (Demorand) (10). La disparition de la seule émission quotidienne de radio nationale identifiée comme dissonante dans le concert médiatique, et dont les enquêtes donnaient la parole aux catégories populaires, interdites d'antenne, constitue donc bien un coup de hache contre le pluralisme (11).

La défense du *Monde diplomatique* et l'élargissement de son influence n'en deviennent que plus urgents. Or, en 2013, la mobilisation des lecteurs a payé. La diffusion du mensuel (-0,61 % selon l'OJD) a en effet beaucoup mieux résisté que celle de la plupart des autres titres de presse. Le montant des dons des lecteurs, devenus un pilier essentiel de notre financement, a par ailleurs fortement progressé, atteignant plus de 243 000 euros (contre 180 000 euros en 2013). Enfin, le nombre d'abonnés à nos archives numériques est passé de 0 fin 2012 à 6 947 en 2013, pour s'établir à 11 382 en septembre 2014.

Ce dernier exemple le montre : nous cherchons à anticiper le tassement des ventes du journal et le rôle de plus en plus marginal des recettes publicitaires dans son chiffre d'affaires (1,6 % en 2013) en imaginant sans cesse d'autres moyens, y compris numériques, de faire connaître notre manière de voir. Ils nous permettent de mobiliser de nouveaux lecteurs pour peser davantage dans le débat public. Publié le mois dernier, notre *Manuel d'histoire critique* s'inscrit dans cette perspective éditoriale autant que politique. Et il compte au nombre des projets que nous n'aurions pas pu mener à bien sans votre concours, sous forme d'abonnements et de dons.

En 2013, *Le Monde diplomatique* a disparu de la liste des deux cents publications les plus aidées par les pouvoirs publics, où il figurait en cent soixante-dix-huitième position. Simultanément, le magazine *Closer* se maintient dans cette liste (en quatre-vingt-huitième position, avec 533 221 euros) et le quotidien patronal *L'Opinion* y faisait son entrée (12). Une telle suite d'incongruités souligne la nécessité urgente d'une remise à plat des aides à la presse. Elles devraient être réservées aux titres qui contribuent au débat démocratique et qui refusent de dépendre de l'obole des grandes fortunes. On en est loin quand *Télé 7 jours*, adossé au groupe Lagardère, touche près de 7 millions d'euros par an et *Le Monde diplomatique*... 108 600. Mais là aussi, l'effort consenti par nos lecteurs contribue à rééquilibrer la situation, puisque deux tiers des dons qu'ils nous versent leur sont remboursés ensuite par le Trésor public...

## Echapper à la rapidité

Le tournant numérique a ouvert un libre-service chaotique. On y trouve tous les articles, pêle-mêle et entassés sur un même plan. Mais déjà on sent poindre une forme de lassitude, de fatigue devant l'information superficielle à jet continu, le commentaire immédiat et prévisible de la moindre (prétendue) actualité, le dernier écart de langage, les états d'âme nombrilistes, les coups de gueule instantanés, le spleen théâtralisé, les petites déprimés.

Et c'est là que notre singularité devient un atout, car elle nous permet d'échapper à la rapidité, à la saturation, à la véhémence, à la simplification. Nous savons cependant qu'il nous faut aussi aller de l'avant, rendre compte des discussions et des projets, imaginer nous-mêmes des stratégies de reconquête. S'arrêter, réfléchir, en somme, pour avancer ensuite les yeux ouverts.

Si *Le Monde diplomatique* a beaucoup changé depuis soixante ans, ce rationalisme tranquille, cette espérance progressiste, ce refus de hurler avec les loups demeurent son invariant. Dans une période où des populations entières versent dans l'obscurantisme, la peur et la paranoïa, nous continuons à penser que la raison, les sciences, l'éducation, le savoir, l'histoire, peuvent légitimement supplanter la seule émotion, les croyances, les préjugés, les superstitions, le fatalisme, la loi du talion. Et fonder un projet de libération humaine.

Nous ne sommes pas obsédés par le thème de la décadence parce que nous continuons de parier sur l'émancipation. Nos moyens de poursuivre ce combat intellectuel dépendent de vous.

SERGE HALIMI.

## Vous aussi, soutenez « Le Monde diplomatique »

Depuis l'année dernière, nous avons reçu 2 751 dons défiscalisés\* pour un montant de 243 531 euros.

Je fais un don de \_\_\_\_\_ €  
au profit exclusif de **MONDE diplomatique**

Et je libelle mon chèque à l'ordre de : Presse et pluralisme / Opération *Le Monde diplomatique*

### Je précise mes coordonnées

(afin que Presse et pluralisme puisse émettre le reçu fiscal qui me permettra de bénéficier de la réduction d'impôt sur le revenu 2014, acquitté en 2015)

Les informations recueillies sont indispensables au traitement de votre don. Elles sont enregistrées dans le respect de la loi informatique et libertés. Vous bénéficiez, sur simple justification de votre identité, d'un droit d'accès et de rectification sur toutes ces informations.

Nom \_\_\_\_\_

Prénom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

Code postal \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_

Courriel \_\_\_\_\_

Téléphone \_\_\_\_\_

Coupon à compléter et à retourner, accompagné de votre chèque, exclusivement à : Presse et pluralisme, TSA 32649, 91764 Palaiseau Cedex

\* Les dons aux journaux ouvrent droit à une réduction d'impôt égale à 66 % du montant versé, dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi, lorsque vous versez 100 euros au « Diplo », vous déduisez 66 euros de votre impôt ; il ne vous en coûte donc que 34 euros.

Plus rapide et plus écologique : [www.monde-diplomatique.fr/dons](http://www.monde-diplomatique.fr/dons)

(3) Lire Pierre Rimbert, « *Libération* » de Sartre à Rothschild, Raisons d'agir, Paris, 2005, et Benoît Bréville et Jérôme Pellissier, « L'art de tuer Jaurès », *Le Monde diplomatique*, juillet 2014.

(4) Dont 14 millions versés par M. Patrick Drahi, président de *Numerical* (« L'Instant M », France Inter, 16 septembre 2014).

(5) Les *Echos* et *Radio Classique* appartiennent à M. Bernard Arnault (1<sup>re</sup> fortune française, selon *Forbes*), *Le Point* à M. François Pinault (3<sup>e</sup>), *Le Figaro* à M. Serge Dassault (4<sup>e</sup>), *Libération* à M. Drahi (6<sup>e</sup>), *Le Monde* et *Le Nouvel Observateur* à M. Xavier Niel (7<sup>e</sup>), *Direct Matin* et *Canal Plus* à M. Vincent Bolloré (10<sup>e</sup>), M. Martin Bouygues (TF1-LCI), Jean-Paul Baudecroix (NRJ), Alain Weill (RMC, BFMTV) et Arnaud Lagardère (Europe 1, *Paris Match*, *Le Journal du dimanche*) comptent également au nombre des plus grosses fortunes de France.

(6) Lire Pierre Rimbert, « La joie de servir », *Le Monde diplomatique*, juillet 2014.

(7) Selon ses propriétaires.

(8) *Capital*, Paris, août 2014.

(9) *Le Figaro*, Paris, 15 septembre 2014.

(10) Le 5 mars 2013, dans un éditorial remarqué, celui qui était alors directeur de *Libération* appela à « rendre des droits chèrement acquis et des protections sociales. Oui, il faudra bâtir des compromis au sein des entreprises sans quoi celles-ci fermeront. Oui, pour le dire avec ces mots autrefois clinquants, il faudra travailler plus pour gagner autant et peut-être même moins. Oui, ce scénario reste mille fois préférable au chômage ».

(11) Lire Daniel Mermet, « Rapprocher le micro de la fenêtre », *Le Monde diplomatique*, mai 2014. Le site *La-bas.org* rend compte des prochains projets du journaliste. Trois membres de son ancienne équipe animent désormais sur France Inter, chaque samedi à 16 heures, l'émission « Comme un bruit qui court ».

(12) Lire « Le Monde diplomatique disparaît... », *La valise diplomatique*, 9 mai 2014, [www.monde-diplomatique.fr](http://www.monde-diplomatique.fr)

## BONNES FEUILLES

## L'erreur de calcul

PAR RÉGIS DEBRAY \*

LES déclarations d'amour marquent rarement un tournant historique, mais nos annales retiendront le « *j'aime l'entreprise* » lancé par notre premier ministre au Mouvement des entreprises de France (Medef) un jour d'août 2014. Les cris du cœur ont leur ambiguïté. Comment interpréter celui-ci ?

## UNE EFFUSION

L'apprenti Chateaubriand se tournera vers le passé. Goûter, c'est comparer. En 1945, le patronat, mis au piquet après ses compromissions avec l'occupant, vint demander l'aman au chef du gouvernement, le général de Gaulle. Lequel, peu rancunier, le lui donna. Deux républiques plus tard, le chef de gouvernement, pour excuser ses mauvaises fréquentations passées, est venu demander l'aval du patronat, qui ne le lui chipota pas. Un prêt pour un rendu. L'homme d'affaires ne se dérange plus. Il reçoit l'homme d'Etat. Les importants ont permuté.

L'émule de Bourdieu, moins sentimental, trouvera confirmation du fait que la bourgeoisie industrielle et commerciale a fauché la place de la bourgeoisie administrative et intellectuelle (qui avait elle-même, jadis, déplacé l'aristocratie foncière) au premier rang de la classe dominante. L'échelle des revenus corrigeant désormais celle des mérites, il connaît l'envie qu'inspirent aux hauts fonctionnaires les gestionnaires du privé. Normal donc que l'inspecteur des finances pantoufle à 30 et non à 60 ans. Changement de portage.

L'élève de René Rémond, à Sciences Po, pointerait le retour en force du saint-simonien de 1820 chez nos esprits avancés et saluera un juste et tardif hommage du frelon aux abeilles industrielles. Un gouvernant aux effets d'annonce sans effet, convaincu de sa condition parasitaire dans le tout-marché, passe le flambeau aux vrais producteurs de richesse. On connaît le nouvel annuaire administratif qui circule sous le manteau. A l'Élysée, le PDG de la Maison France ; à Matignon, le top management ; au Sénat, le conseil de surveillance ; et au Palais-Bourbon, un comité d'entreprise élargi.

N'appartenant à aucune des trois catégories précédentes, qu'il me soit permis de célébrer l'événement comme il le mérite : pour un changement de culture et, au fond, de civilisation. Notre premier ministre, patriote mais conséquent, aime l'entreprise parce qu'il aime la France et que la France n'abrite pas seulement, et pour son plus grand bien, des sièges sociaux de multinationales mais est devenue elle-même une grande et belle entreprise.

Aimer, c'est graviter. Changer de soleil, ce n'est pas anodin. La relation du chef politique aux chefs d'entreprises (privées, en l'occurrence, les publiques étant en peau de chagrin) n'est plus d'utilisation mais de fascination. S'il se fût contenté d'un « je vous apprécie », « je vous considère », « je vous propose une transaction d'intérêt mutuel (il faut bien produire avant de redistribuer) », ce n'eût pas été le saut de l'ange. Ce que j'ai vu à la télé, ce jour-là, c'est un enfant du siècle transi par l'illusion du siècle nouveau, l'erreur de calcul qui nous bouche la vue et s'en prend à nos vies.

## L'INVASION

Pris dans l'état Eco, notre vocabulaire rétrécit. Chacun s'exprime à l'économie : il gère ses enfants, investit un lieu, s'approprie une idée, affronte un challenge, souffre d'un déficit d'image mais jouit d'un capital de relations, qu'il booste pour rester bankable et garder la cote avec les personnalités en hausse.

Quand notre ministre de la culture et de la communication (titre à intervertir : la com, c'est du loud) reçoit un président de chaîne publique, il le somme de remonter dare-dare l'Audimat. « *Les chiffres sont là, monsieur, il n'y a rien à dire d'autre.* » Et surtout pas parler mission, qualité, intérêt. Un chercheur en sciences sociales se voit accorder son satisfecit d'après le nombre d'articles qu'il a publiés dans les revues anglo-saxonnes ; un ministre de l'intérieur, au nombre d'éloignements d'étrangers par an ; un préfet, au nombre d'expulsions qu'il fait dans le mois ; un agent de circulation, au nombre de contredanses qu'il a collées chaque jour ; un film, au nombre d'entrées le mercredi ; et une émission, au nombre de téléspectateurs. Nos bambins ont une valeur faciale indexée sur Facebook. Sans doute faut-il savoir compter la peine des hommes et évaluer le prix des choses.

Conclusion : s'il y a une crise économique, l'économie est si peu en crise que son ombre portée

\* Ecrivain et philosophe. Une version longue de ce texte paraîtra à la fin de ce mois aux éditions du Cerf.



SVETLANA OSTAPOVICI. – « Metal Recycling 18 » (Recyclage de métal 18), 2010

gouverne aussi bien notre intimité que l'ensemble de notre vie publique et déjà intellectuelle.

Nos champions d'une science économique plus qu'aléatoire ne connaissent de pronostic que rétrospectif et ne rient qu'en se regardant, comme les augures romains, sans faire rire personne d'autre. Leurs avis sont écoutés avec gravité sur les parvis des temples. Curieusement, leur fulgurante montée, en influence et crédibilité, est intervenue quand l'économie, qui n'occupait pas jusqu'alors toutes les conversations, s'est mise à battre de l'aile avec la crise pétrolière, à la fin des « trente glorieuses ». On me répondra que c'est quand la voiture tombe en panne que les garagistes sont le plus écoutés. C'est logique. Sauf que les mécaniciens savent en général faire repartir l'automobile.

## L'ASSIMILATION

La subversion utilitariste a conduit le Quai d'Orsay vers une diplomatie axée sur la rentrée de devises et qui s'est annexé le tourisme, un morceau de roi. La balance des comptes peut expliquer les liens d'amitié renforcés de « la patrie des droits de l'homme » avec l'Arabie saoudite, où l'on décapite chaque semaine en public, au sabre, non au couteau, les coupables d'adultère ou de blasphème. Notre président fait représentant de commerce. Démarchage réussi s'il a « *dopé la cote des entreprises hexagonales* ». Plus grave apparaît la mise à l'alignement de nos forces armées. Elles n'ont pas seulement subi, au détriment de leurs capacités opérationnelles, de drastiques réductions budgétaires et de personnel (les armées ont depuis 1989 perdu les deux tiers de leurs effectifs). Plus qu'une diminution, c'est une dissolution par rabattement de l'institution sur le modèle entreprise, affectant au premier chef l'armée de terre. Fin du monopole de la violence légitime, banalisation de la fonction, démotivation générale et apparition, en attendant les *contractors*, d'un « outil de défense » en kaki de travail. Avec l'alibi du passage à l'armée de métier – catastrophe républicaine –, on fait du soldat un salarié, de l'officier un cadre sup, et de la mort au combat une faute de service donnant droit à dédommagement. On « externalise ». Les sociétés militaires privées (déjà testées pour la piraterie), sur le modèle anglo-saxon, occuperont demain le marché « sécurité ». C'est le paradoxe de ces pas en avant que de nous ramener en arrière. Notre XXI<sup>e</sup> siècle débouche sur le XVI<sup>e</sup>. Retour des condottieres. Point d'argent, point de suisses, une ombre d'armée pour une ombre d'Etat.

## REMÉMORATION

Le monde a changé d'odeur, mais chacun peut faire comme si de rien n'était. Nous usons des mêmes substantifs. La marque s'appelle toujours France et sous le pont Mirabeau coule la Seine. Tout baigne, pas de mouron. Oui, mais qu'est-ce qu'on aime en 2015 quand on « *aime la France* » ? Qu'est-ce qu'on sert quand on sert l'Etat : la SNCF ou l'Europe ? Une France faite à coups d'épée n'appelle pas les mêmes tendresses qu'une France

refaite à coups d'OPA, et ce n'est pas exactement le même bipède qui se réveille au son des cloches, puis du tambour, puis de BFMTV.

Quand la nation est remplacée par l'entreprise, il n'est plus question de mourir pour Total – et c'est un grand avantage pour notre bien-être à tous qu'à l'envoi de troupes puissent succéder des sanctions économiques (plus besoin d'aller jusqu'à Moscou affronter le général Hiver). Dans un monde interdépendant, qui sanctionne est bientôt sanctionné lui-même, mais peu importe, le mot a un goût de punition, qui sied à notre comique certitude de supériorité morale. L'histoire de France, pour son bonheur, n'a connu à sa tête que des sacralités par ricochet, soit des intermédiaires entre l'Eternel et l'Actuel, hommes ponts ou *go-between*. Entre le Ciel et la Terre pour les fils de Saint Louis. Entre le chêne de Vincennes et la base de Kourou, entre le baptême de Clovis et la bombe atomique pour de Gaulle. Entre Bruxelles et Bercy, le pacte de stabilité et les chiffres de l'Insee pour M. Hollande. Quand le monarque prend le Ciel à témoin, il a Bossuet pour visiteur du soir ; quand sa hantise est l'histoire, il a Malraux ; quand ce sont les statistiques, il a Jacques Attali.

## FASCINATION

On comprend dès lors le mimétisme américain et que la nouvelle Europe soit un dominion, fondu dans l'Otanie, avec son commandant en chef à la Maison Blanche. Il décide, et on fait (ou alors on ne fait rien). Ce n'est que l'expression stratégique d'un glissement de terrain dans les mentalités. Les Français eux-mêmes, jadis plus originaux, ne reçoivent plus sur ce terrain d'affluent intellectuel national. Nos centres d'analyse et d'études stratégiques sont des think tanks anglo-saxons franchisés, dont les responsables, formés aux Etats-Unis, ont pour haute ambition d'être reçus au Pentagone ou au State Department (un mot de félicitation manuscrit est mis sous verre et accroché au mur). Pourquoi une position française, si c'est l'Occident qui est à défendre ? Les Etats-Unis ont perdu toutes les guerres qu'ils ont engagées depuis 1945 (un bémol pour la Corée), mais un allié loyal ne se pose pas trop de questions. Peu importent Vietnam, Somalie, Afghanistan, Irak, Libye, etc. Le décisif, c'est que notre métropole a gagné la bataille des esprits, des monnaies, des langues, des drones, des normes et des rêves – avec notre appui militant, en périphérie.

L'élite romaine parlait grec, et c'est la Rome impériale qui a hellénisé l'Occident. L'élite américaine est monolingue, et le globish est notre espéranto.

La mise sur orbite de nos nouvelles générations qui cherchent à rallier dès la sortie du lycée la patrie de Steve Jobs est la conséquence d'une osmose entre deux écosystèmes. Le nôtre, hélas, ne peut sortir gagnant de cette transfusion de valeurs, pour deux raisons simples. La première, génétique : l'économie préside en Amérique parce

qu'elle a précédé l'Etat, quand c'est l'inverse en France, où l'Etat a civilisé la société civile et unifié la nation. La seconde, spirituelle : l'Amérique dispose d'une religion civile, et nous n'en avons plus. La foi biblico-patriotique domine, régule et soutient un gratte-ciel dont Wall Street n'est pas le faite mais l'entresol. Si la démocratie américaine n'est pas une pure et simple ploutocratie, elle le doit à cette colonne vertébrale et métaphysique. On ne voit pas l'œil de Dieu sur notre euro.

## IMPLOSION

Qu'on soit coach ou président, pape à Rome ou éditeur à Paris, l'art politique consiste à transformer un tas en tout – des populations en un seul peuple, ou une bande de zigotos en membres d'une même équipe. La superstition économique a l'effet contraire : elle désagrège un tout en tas. Le premier compose, la seconde décompose. Pour créer un ensemble et l'élan qui va avec, un fédérateur se sert (si l'on peut dire) de symboles pour galvaniser et rassembler. Qu'est-ce qu'un symbole ? Un point de mire et de convergence : un pôle aimanté. Progrès, Justice, Révolution, Nation, Egalité : un invisible, impossible à photographier parce que situé au-delà de la ligne d'horizon et au-dessus de notre monde immédiat et sensible, mais qui a la vertu de relier.

Le commun est en surplomb ou n'est pas. Il se trouve que les hommes ne peuvent s'unir qu'en quelque chose qui les dépasse. Sans un axe vertical, rien de solide à l'horizontale, mais du sablonneux, du liquéfié, de l'invertébré. Ségrégation et zonage. Des cases et des niches. La mise en concurrence des régions, classes d'âge, universités, mémoires, disloque tout ce que l'histoire a pu fédérer, agréger, mêler et féconder. L'Europe se meurt d'horizontalité : comme rien ne dépasse la loi du chiffre, ça tombe en morceaux (Catalogne, Irlande, Flandre, etc.). La France ne se morcelle pas en principautés mais en ghettos, réseaux, lobbies, ethnies, religions. Et tout se tient dans ce joyeux démembrement. Soixante millions de branchés, soixante millions d'esseulés, qui ne savent plus à quel saint se vouer. Comme si une connexion Internet pouvait engendrer un lien de fraternité.

## ALIÉNATION

Un demi-siècle de paix européenne n'a pas aidé à dégager des caractères dans le magma des intelligences. N'ayant jamais tenu un revolver en main, ni fait leur service national, les dernières couvées de l'ENA ignorent les questions de défense. D'où leur propension à engager des guerres qu'elles ne savent comment terminer (le jour d'après n'est pas leur souci). Peu informée de l'histoire des religions et des géographies culturelles, instruite dans l'idée que l'histoire de l'humanité commence à la chute du mur de Berlin et celle de la France au D-Day, cette génération n'est pas en phase avec une actualité qui retrouve toute sa profondeur de temps. D'où ses erreurs de pronostic, notamment au Proche-Orient.

Ne lisant plus de livres enfin, désertant les théâtres, rivée à ses petites phrases, flashes, SMS et banderilles, elle s'est laissée gagner par un illettrisme réactif, malin dans la forme, bête sur le fond. Peu d'expérience et guère de convictions : ne lui reste, pour faire carrière, qu'à s'adapter à ce qu'elle tient pour le plus réel : *Paris Match* et *Free*. Médias et business. Le suicide de la chose publique par ses célibataires, même – qui déconsidère le métier et fait fuir les meilleurs – a finalement investi Patrick Sébastien et les Bleus du soin de satisfaire aux invariants besoins de ferveur et de solidarité.

Il arrive que le business ne fasse pas le bonheur et qu'on ait besoin, à l'horizon, de grandes choses inutiles. Il arrive que des jeunes d'ici aillent faire leur service militaire ailleurs, qui en Syrie, qui en Israël, qui en Ukraine. Cela donne des frissons aux frileux. Il y a de quoi redouter, en effet, comme un cercle vicieux entre le nihilisme du gratin et le fanatisme de la « racaille ». Un chassé-croisé de phobies et de boucs émissaires entre les aliénés de l'*American dream* rêvant d'aller déambuler à San Francisco ou New York et les aliénés d'un califat onirique rêvant d'aller parader à Mossoul ou Rakka. Les premiers devenant étrangers à leur culture et les seconds faisant leur une lointaine folie.

Ne désespérons pas. Un retour au concret d'ici et maintenant n'est pas impossible à plus long terme, pour peu que l'héritage intellectuel des Lumières vienne à rencontrer une volonté morale. Pas demain dimanche, mais, comme on dit, le pire n'est pas toujours sûr.

# Au Kenya, les habitants de la côte

*Prisée des touristes pour ses plages et ses safaris, la côte kényane subit depuis plusieurs mois une vague d'attentats meurtriers. Ces crimes, demeurés impunis, commencent à faire fuir investisseurs et agences de voyages. La recrudescence des violences serait due au terrorisme islamiste venu de la Somalie voisine. Mais cette explication, trop aisée, masque les fractures politiques et sociales qui déchirent le pays.*

PAR GÉRARD PRUNIER \*

AU soir du 15 juin 2014, une cinquantaine d'hommes armés attaquent la bourgade de Mpeketoni, située près de la ville côtière de Lamu, où le Kenya construit un grand port en eau profonde (1). Le raid obéit à un principe simple : les assaillants se rendent de maison en maison et tuent systématiquement les habitants qui ne portent pas un nom musulman. Après avoir aisément repoussé la timide riposte des forces de sécurité gouvernementales, les miliciens se livrent au pillage et à la destruction – de voitures, de boutiques, d'une banque –, donnant libre cours à leur sens du spectaculaire. Ils finissent par s'évanouir dans l'obscurité, laissant plus de soixante morts derrière eux.

\* Chercheur associé au programme Afrique de l'Atlantic Council.

La nuit achevée, ils récidivent dans le village voisin de Maporomokoni. Ils y massacrent une quinzaine de personnes. Dans un cas comme dans l'autre, la majorité des victimes sont des Kikuyus, membres d'une ethnie chrétienne originaire du haut plateau.

Les médias internationaux trouvent vite l'explication à cette explosion de violence : les criminels sont des terroristes somaliens appartenant à l'organisation Harakat Al-Chabab Al-Islami Al-Thawri (Mouvement de la jeunesse islamique révolutionnaire), qui s'est déjà livrée à des attentats sur le territoire kényan, notamment au centre commercial de Westgate, à Nairobi, en septembre 2013 (2). Cette interprétation est rapidement confirmée par les Chabab eux-mêmes : sur Twitter, ils revendiquent

les massacres dès le 16 juin. Leur motivation serait de venger l'imam radical Cheikh Aboubakar Sharif Ahmed – plus connu sous son surnom de Makaburi –, tué le 1<sup>er</sup> avril 2014 à Mombasa, très probablement par des membres des services de sécurité kényans.

Mais les choses se compliquent lorsque, ce même 16 juin, le ministre de l'intérieur Joseph Ole Lenku affirme que les membres du commando ont été « invités » et même aidés par « certains acteurs politiques kényans », qui doivent « cesser d'inciter à la division ». Bien qu'il n'ait pas été nommé visé, M. Raila Odinga, ancien premier ministre et dirigeant du parti d'opposition Coalition for Reforms and Democracy (CORD), proteste aussitôt de son innocence. Le lendemain, le président Uhuru Kenyatta lui-même descend dans l'arène : il déclare que les raids n'ont pas été effectués par des Chabab et qu'il ne tolérera pas « les actes de haine, la propagande négative de politiciens prêts à tout ».

S'étant rendu sur les lieux des exactions, M. Lenku essuie les huées de la population. Il échappe de peu au lynchage, ne devant son salut qu'à la présence du député et sulfureux millionnaire Gédéon Mbuvi Kioko, plus connu sous le nom de « Sonko » (3), qui l'aide à regagner in extremis son hélicoptère. Dans ce climat survolté, M. Odinga annonce qu'il ne cédera pas à l'intimidation et qu'il maintient sa tournée de réunions politiques d'opposition

au gouvernement. Il faut dire que les arguments de tribune ne manquent pas : élu le 4 mars 2013, le président Kenyatta est poursuivi par la Cour pénale internationale pour sa responsabilité dans les violences qui ont fait plus d'un millier de morts après l'élection présidentielle de 2007 (4).

Inquiets, les étrangers quittent le pays par milliers. Le tourisme, troisième source de revenus de devises du Kenya (environ 13 % de son produit intérieur brut), se trouve menacé par l'effondrement des réservations hôtelières et l'abandon des circuits proposés par les voyageurs. La puissante organisation patronale Kenya Private Sector Alliance (Kepsa) lance alors un appel au calme par voie de presse. Elle obtient de M. Odinga qu'il annule certains de ses meetings les plus susceptibles de dégénérer en échauffourées.

Le paradis touristique kényan a pris feu. Depuis le début de l'année 2014, on dénombre des dizaines de morts et une centaine de blessés sur la côte. Ces événements relèvent-ils du terrorisme islamiste international ou ont-ils des racines locales que les protagonistes chercheraient à enchevêtrer ? Et que penser du fait qu'ils s'inscrivent dans une série d'actes de violence mettant aux prises, dans une grande confusion, chrétiens et musulmans, habitants de la côte et des hautes terres, populations choyées et délaissées ?

Pour comprendre la situation, il faut remonter aux campagnes d'expropriation foncière menées par les colonisateurs britanniques avant la première guerre mondiale. Londres conçoit alors le Kenya comme une colonie de peuplement : *white man's country* (« un pays pour l'homme blanc »), selon l'expression de l'époque. De vastes surfaces sont volées aux indigènes, surtout aux Masaïs et aux Kalenjins, mais aussi aux Kikuyus. Au milieu des années 1950, ces derniers prennent la tête de la lutte contre l'occupant en s'identifiant à l'insurrection mau-mau. Bien que

kikuyu, le militant anticolonialiste Jomo Kenyatta garde ses distances vis-à-vis de cette guérilla sévèrement réprimée par les Britanniques (5). Devenu premier ministre en 1963, puis président l'année suivante, le « père de l'indépendance » veut corriger son erreur politique en faisant pencher en faveur des Kikuyus le programme de réforme foncière financé par Londres. Kenyatta s'arrange pour attribuer à sa tribu une part considérable des trois cent mille hectares des meilleures terres agricoles redistribuées, aux dépens des autres groupes. Les Kikuyus, qui ne représentent que 23 % de la population, commencent à détenir d'immenses surfaces agricoles. Ceux d'entre eux qui jouent un rôle important au sein de la Kenya African National Union (KANU), le parti de Kenyatta, se voient encore plus favorisés (6).

Cette domination socioethnique ne se limite pas au plateau central ; elle s'étend peu à peu à d'autres régions. Sur la côte, le développement progressif du tourisme permet aux Kikuyus et à leurs « alliés » de prospérer. Les tribus cousines Embu et Meru deviennent un groupe de pression politico-économique puissant. L'argent acquis dans l'agriculture finance la construction et le tourisme. Dans le courant des années 1970, ces populations s'approprient la côte, spoliant les Swahilis de terres sur lesquelles ils ne tiennent aucun titre de propriété formel, les formes traditionnelles d'occupation des sols étant collectives, liées à la famille et aux clans. A la mort de Kenyatta, en 1978, la domination des Kikuyus sur l'économie et les institutions est quasi totale.

Elle connaît ensuite une éclipse : le successeur de Kenyatta, son vice-président Daniel Arap Moi, est un Kalenjin qui a su avancer dans l'ombre du « père de l'indépendance ». Pendant son long règne (1978-2002), les Kikuyus, qui l'ont d'abord cru timide et contrôlable, se retrouvent marginalisés par une alliance des tribus minoritaires. Moi se révèle habile manipulateur.

## Les Kikuyus se taillent la part du lion

TROP grande pour être anéantie, la puissance kikuyue trouve toutefois un second souffle lors de l'instauration du multipartisme, en 2002. La fin du monopole politique de la KANU fait éclater l'électorat en une multitude de clivages ethniques dont les Kikuyus, à la fois nombreux, soudés et riches, tirent avantage. Le premier successeur du président Moi, M. Mwai Kibaki, élu en 2002 avec 62 % des voix, appartient à cette ethnie. Saluée comme un triomphe de la démocratie, l'élection comporte des zones d'ombre. Certes, le monopole du parti unique est démantelé ; le scrutin se déroule librement et dans la paix. M. Kibaki accède à la présidence grâce à un mouvement d'unité nationale, ce qui contraste avec un quart de siècle de dictature. M. Odinga, un influent Luo, contribue largement à sa victoire. Le mandat attribué au président est clair : pour réparer les dégâts causés par la corruption de l'ère Moi, M. Kibaki doit organiser le redressement économique. Il s'y emploie à grands coups de mesures keynésiennes. Les résultats seront au rendez-vous : la croissance passe de -1,6 % en 2002 à 5,5 % en 2007.

Mais les statistiques économiques ne racontent qu'une partie de l'histoire. Les bénéfices de cette prospérité s'avèrent inégalement répartis : les élites kikuyues se taillent la part du lion. Les forces politiques qui sortent victorieuses n'ont « rien appris ni rien oublié », selon la formule employée lors du retour au pouvoir de l'aristocratie française en 1815. L'élite kikuyue, qui avait courbé l'échine sous les assauts de certaines ethnies minoritaires, reprend sa place et n'entend plus la quitter. Le danger pour elle vient désormais des deux autres grandes ethnies : les Luhyias et les Luos (7).

Pour les petites ethnies exclues du banquet, la « démocratie » ne change pas beaucoup de la dictature. Les Swahilis de la côte voient notamment les effets du « redressement » se déployer sous leurs yeux sans qu'ils en reçoivent leur part. Pis, de nouveaux dysfonctionnements apparaissent : une nette recrudescence

de la petite criminalité urbaine, une exaspération des rivalités de classe au sein des segments les plus défavorisés de la population, avec la croissance exponentielle de la secte néotraditionaliste kikuyue des Mungiki (8). En même temps, les conflits se multiplient entre groupes minoritaires, comme dans l'Ouest au pied du mont Elgon et en pays kisii, mettant aux prises des milices tribales improvisées. Celles-ci se battent avec les armes des pauvres (arcs et flèches, machettes) pour récupérer leurs terres ancestrales volées par les Blancs puis données aux Kikuyus.

L'instauration de la démocratie en 2002 n'a pas redressé trois quarts de siècle d'injustices. Une fois la déception consommée, les perdants s'affrontent. Le scrutin présidentiel de décembre 2007 porte ce processus à incandescence lors des violences postélectorales. La guerre civile est évitée de justesse, en partie grâce à la très habile médiation de l'ancien secrétaire général des Nations unies Kofi Annan, et plus encore grâce à la « collaboration de classe » entre les segments

(1) Lire Tristan Coloma, « En attendant le port qui doit sauver le Kenya... », *Le Monde diplomatique*, avril 2013.

(2) Lire « Terrorisme somalien, malaise kényan », *Le Monde diplomatique* novembre 2013.

(3) « Sonko » (« le Friqué » en sheng, le dialecte « branché » kényan) a connu la prison après avoir fait fortune dans la drogue et les spéculations foncières. Après son éviction, il est élu député du district populaire de Makadara à Nairobi en 2010, sous les couleurs du parti gouvernemental Jubilee.

(4) Lire Francesca Maria Benvenuto, « La Cour pénale internationale en accusation », *Le Monde diplomatique*, novembre 2013.

(5) Cf. Robert Buijtenhuijs, *Le Mouvement « Mau-Mau ». Une révolte paysanne et anticolonialiste en Afrique noire*, Mouton, La Haye, 1971.

(6) Cf. Christopher Leo, *Land and Class in Kenya*, Presses de l'université de Toronto, 1984.

(7) Bien qu'on dénombre quarante-deux ethnies au Kenya, les trois principales (Kikuyus, Luos et Luhyias) représentent 65 % de la population.

(8) Lire Jean-Christophe Servant, « Affrontements très politiques au Kenya », *Le Monde diplomatique*, février 2008.

# Le Monde

grandes idées de la SCIENCE

SAVEZ-VOUS QU'EN REGARDANT LES ÉTOILES VOUS VOYAGEZ DANS LE TEMPS ?

## EINSTEIN

### VOUS EXPLIQUE POURQUOI

LE NUMÉRO 1

3€  
,99

N°1 – EINSTEIN ET LA RELATIVITÉ

Une collection **Le Monde** présentée par Étienne KLEIN

« Découvrez avec les grands génies de la science les lois cachées qui régissent notre monde. »

www.collection-science-lemonde.fr

DÈS LE MERCREDI CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

D'ANTAGONISMES PLUS ÉCONOMIQUES QUE RELIGIEUX

## exclus du banquet démocratique



SVEN TORFINN. – Sur la route Nairobi-Mombasa, Kenya, 2000

blanc, indien et africain pluriethnique de la bourgeoisie.

Culturellement homogène – musulmane, commerçante, swahilie, historiquement distincte –, la côte est globalement victime de l'accaparement des terres réalisé par les tribus chrétiennes de l'intérieur. Les côtiers n'avaient joué qu'un rôle limité dans les luttes politiques de l'ère Moi. La situation commence à changer avec la montée internationale de l'islam radical et surtout avec l'effondrement de la dictature du président Siad Barre dans la Somalie voisine, en 1991. Le premier mouvement musulman radical sur la côte kényane apparaît en 1992, avec la création de l'Islamic Party of Kenya (IPK), dirigé par un imam swahili, le Cheikh Khalid Balala. L'IPK est un parti d'inspiration mixte : musulman radical, mais aussi réincarnation de la Kenya African Demo-

cratic Union (KADU), parti fédéraliste créé au lendemain de l'indépendance puis absorbé par la KANU. Il utilise l'islam comme un marqueur culturel régional pour se défendre contre l'« invasion » des tribus de l'intérieur et leur domination politique, économique et ethnique.

Si le président Moi et l'IPK s'opposent, le terrorisme n'entre vraiment en jeu qu'avec les attentats contre les ambassades américaines de Nairobi et de Dar es-Salaam en 1998, perpétrés par la toute jeune organisation Al-Qaida, laquelle bénéficie de l'aide logistique régionale de l'Union des tribunaux islamiques somaliens (9). Tandis que le mouvement des Chabab se radicalise en Somalie, les habitants de la côte optent pour des revendications non confessionnelles en créant le Republican Council of Mombasa (MRC). Le MRC n'a rien d'une

organisation terroriste musulmane ; beaucoup de ses membres sont chrétiens. Son approche sociale, politique et économique l'amène à insister sur les points douloureux : 38 % seulement de la population côtière dispose de titres de propriété pour les biens qu'elle possède, alors que c'est le cas pour 62 % des gens de l'intérieur ; le taux de pauvreté des côtiers est de 13 % supérieur à celui du reste du pays (38 %), alors que le seuil de pauvreté kényan est déjà très bas (456 dollars par an), compte tenu d'un revenu moyen par tête de 890 dollars (1 200 dollars en parité de pouvoir d'achat) ; et la situation ne cesse de se détériorer. Cela fait de la côte la deuxième province la plus pauvre du Kenya, après le Nord-Est, à majorité somalie, donc également musulman.

Le MRC réclame l'indépendance de la province de la côte du Kenya, avec pour slogan Pwani si Kenya (« La côte n'est pas

le Kenya »). Son demi-échec politique aboutit à la radicalisation de son électoral, qui commence à dériver vers la constitution d'une branche locale des Chabab somaliens : Al-Hijrah. La première manifestation de cette fusion légal-terroriste est l'attentat de Westgate en 2013, dont la logistique est en partie assurée par Al-Hijrah. Le massacre du centre commercial déclenche une réaction violente et désastreuse de l'Etat : sous prétexte de lutte contre le terrorisme, l'opération de « sécurité » Usalama Watch permet à l'armée et à la police de piller Eastleigh, le quartier somali de Nairobi. Les forces de l'ordre fracturent les portes, volant l'argent liquide (les Somalis n'aiment pas les banques et conservent leurs fonds chez eux) et violent des femmes de tous âges. M. Lenku, le

ministre de l'intérieur, cautionne l'opération et retire même la citoyenneté kényane à de nombreux Somalis.

Devenus réfugiés, ceux-ci sont relégués dans des camps près de la frontière. En état de choc, la communauté somalie kényane se tourne alors vers les « terroristes » chabab dont elle se méfiait auparavant. Une partie du MRC prend contact avec les djihadistes somaliens et découvre avec surprise que certains de ses proches appartiennent déjà à Al-Hijrah, se montrant tout disposés à collaborer avec eux. En quelques semaines, l'opération Usalama Watch a donc cimenté une coopération entre certains des autonomistes côtiers jusqu'alors non violents et la frange la plus radicale du mouvement somalien.

## « Nous ne sommes pas des soldats »

CHOISIR Mpeketoni comme cible s'explique de plusieurs manières : d'une part, il s'agit depuis 1965 d'un lieu d'implantation des populations originaires du haut plateau, et donc d'un symbole de la domination wachenzi (« sauvages », terme péjoratif désignant les gens de l'intérieur) ; d'autre part, le site doit accueillir pour le projet de port à Lamu des travailleurs provenant là aussi de l'intérieur, privant une fois de plus les côtiers de possibilités d'emploi.

« Que voulez-vous, nous dit un vieux militant du MRC, nous autres Swahilis sommes des commerçants, pas des soldats. Si les Somaliens veulent venir tuer les wachenzi pour nous, nous les aiderons, même si au fond nous ne sommes pas d'accord avec eux (10). »

L'explosion de violence sur la côte a donc plusieurs dimensions. Non, le « terrorisme côtier » n'est pas exclusivement l'œuvre des Chabab somaliens. Il n'est pas non plus le produit d'un plan subversif de l'opposition kényane, laquelle, tout comme le gouvernement du président Kenyatta, compte des tribus des hautes terres. Quant à la haine des wachenzi chez les côtiers, elle ne se limite pas aux

Kikuyus. Lors d'une nouvelle attaque, le 21 juillet à Mombasa, où ils ont tué quatre personnes, les assaillants ont distribué des tracts mettant en cause non pas le gouvernement mais les Luos, ethnique de M. Odinga, le chef de l'opposition. Les Luos, tout comme les Kikuyus, sont chrétiens et originaires de l'intérieur, même s'ils n'ont pas tiré le même bénéfice de leur migration vers la côte, faute d'appuis politiques gouvernementaux.

On assiste en définitive à un affrontement à la fois culturel et économique, où la religion ne constitue qu'un marqueur de différenciation entre côtiers (musulmans) et gens de l'intérieur (chrétiens) (11). Si les terroristes somaliens existent, ils sont surtout utiles pour masquer les fractures qui traversent le Kenya.

GÉRARD PRUNIER.

(9) Lire « Liaisons dangereuses de Washington en Somalie », *Le Monde diplomatique*, septembre 2006.

(10) Entretien réalisé à Mombasa le 17 juin 2014.

(11) Le succès de l'intervention de « Sonko » volant au secours du ministre Lenku sur le point d'être lynché est un bon exemple. Si tous deux sont chrétiens, le « voyou » Sonko est bien connu pour avoir fait libérer des côtiers injustement arrêtés et pour avoir mis la main à la poche afin d'aider de jeunes musulmans sans travail. En outre, ni lui ni le ministre ne sont kikuyus.



Les Amis du  
**MONDE diplomatique**

## « Manière de voir » dans les cinémas Utopia

Dans le cadre d'un partenariat avec les cinémas Utopia, des projections de film suivies de débats sont organisées à chaque nouvelle parution de *Manière de voir* en présence du responsable du numéro ou de l'un des contributeurs.

Le 3 octobre, à 19h45, au cinéma Utopia de Tournefeuille (Haute-Garonne), projection du film de Pierre Carles *La sociologie est un sport de combat*, suivie d'un débat avec Evelyne Pieiller, coordinatrice du n°137 de *Manière de voir*, « Penser est un sport de combat ».

## RÉGIONS

**ANGOULÊME.** Le 7 octobre, à 19 heures, au centre socioculturel et sportif La Couronne, 1, allée des sports : rencontre avec Christiane Marty, coauteure de l'ouvrage *Le Féminisme pour changer la société* (Syllepse, 2013). En coopération avec Femmes solidaires 16 et Attac 16 Barbezieux. Le 20 octobre, à 20 heures, salle des fêtes de Gond-Pontouvre, place de l'Hôtel-de-Ville : « Grand marché transatlantique : une menace sur les peuples européens », avec Raoul Marc Jennar. En partenariat avec Attac 16 Angoulême. ([patrickbouthinon@orange.fr](mailto:patrickbouthinon@orange.fr))

**ALÈS.** Le 7 octobre, à 20 heures, à l'École des mines, 6, avenue de Clavières : « La situation politique et économique du Brésil », avec Glauber Sezerino (université de Lille). ([amd30@orange.fr](mailto:amd30@orange.fr))

**AVIGNON.** Le 30 octobre, à 20h30, au cinéma Utopia Manutention : projection du film de Pierre Carles *Opération Correa*, suivie d'un débat. ([ruiiz.bouqueyran@wanadoo.fr](mailto:ruiiz.bouqueyran@wanadoo.fr))

**CARCASSONNE.** Le 17 octobre, à 20h45, salle des votes, mairie de Pennautier : présentation du *Manuel d'histoire critique* du *Monde diplomatique*, avec Benoît Bréville. ([amd11@free.fr](mailto:amd11@free.fr))

**COLMAR.** Dans le cadre du forum Natur'envie, le 2 novembre, à 10 heures, salle des fêtes de Munster : « André Gorz et les perspectives de l'écologie », avec Arno Münster. ([amdcolmar@gmail.com](mailto:amdcolmar@gmail.com))

**FRANCHE-COMTÉ.** Le 22 octobre, à 20h30, à la Maison du peuple, à Belfort : « Rwanda 1994, responsabilité de la France ? », avec Raphaël Doridant. Le 23 octobre, à 20h30, au cinéma Majestic à Vesoul, et le 24 octobre, à 20h30, au cinéma Méliès à Lure : projection du film de Gilles Perret *Les Jours heureux*, suivie d'un débat avec Stéphane Perriot (monteur). ([odile-mangeot@wanadoo.fr](mailto:odile-mangeot@wanadoo.fr) et [03-84-30-35-73](tel:03-84-30-35-73))

**GIRONDE.** Le 7 octobre, à 17h30, école de commerce de Bordeaux (Kedge), 680, cours de la Libération, Talence : « Géopolitique de l'Amérique latine », avec Christophe Ventura. Le 16 octobre, à 18 heures, à la médiathèque de Mérignac, 19, place du Général-de-Gaulle : « Les gaz de schiste », avec Guy Chauveteau. « Café-Diplo » : le 15 octobre, à 20h30, au café de l'Orient, place François-Mitterrand à Libourne, et le 22 octobre, à 19h30, au Poulailleur, place du 14-Juillet à Bègles. ([amis.diplo33@gmail.com](mailto:amis.diplo33@gmail.com) et [06-85-74-96-62](tel:06-85-74-96-62))

**GRENOBLE.** Le 8 octobre, à 20h15, à la Maison des associations, 6, rue Berthe-de-Boissieux : projection du film d'Alain de Halleux *Récits de Fukushima*. En partenariat avec la Fondation Sciences citoyennes. Programme complet des rencontres sur le site de l'association. ([jacques.toledano@wanadoo.fr](mailto:jacques.toledano@wanadoo.fr))

**LA ROCHE-SUR-YON.** Le 4 octobre, à 10h15, au 39, rue Paul-Doumer, « café-Diplo » autour de l'article de Raoul Marc Jennar « Cinquante Etats négocient en secret la libéralisation des services », paru dans *Le Monde diplomatique* de septembre 2014. ([michelmerel54@laposte.net](mailto:michelmerel54@laposte.net))

**LYON.** Le 14 octobre, à 19 heures, Maison des passages (grande salle de conférence), 44, rue Saint-Georges : « La défense de la presse indépendante », avec Serge Halimi. ([catherine.chauvin@wanadoo.fr](mailto:catherine.chauvin@wanadoo.fr))

**MARSEILLE.** Le 2 octobre, à 18h30, à la Maison de la région, 61, La Canebière, rencontre avec Robert Rossi, du groupe Quartiers Nord, autour de son livre *Les Cons positifs* (Quartiers Nord éditions). En partenariat avec *La Marseille*. ([g.ollivier1@free.fr](mailto:g.ollivier1@free.fr))

**METZ.** Le 9 octobre, à 18h30, petite salle des Coquelicots : « café-Diplo » autour de l'article de Mona Chollet « Surprenante convergence sur la prostitution », paru dans *Le Monde diplomatique* de septembre 2014. ([pollmann@univ-metz.fr](mailto:pollmann@univ-metz.fr))

**MONTARGIS.** Le 8 octobre, à 20h30, au Tivoli, place du Pâtis : « Grand marché transatlantique, les puissants redessinent le monde », avec Raoul Marc Jennar. En partenariat avec Attac, la Confédération paysanne et Amapp. ([pjherry@orange.fr](mailto:pjherry@orange.fr) et [06-12-70-98-36](tel:06-12-70-98-36))

**MONTPELLIER.** Le 7 octobre, à 19 heures, au Club de la presse : « Médias en temps de guerre », avec Mathias Reymond. Le 16 octobre, à 20 heures, salle Guillaume-de-Nogaret, rue Pitot : « Comment les industriels font main basse sur la science », avec Stéphane Foucart. Le 24 octobre, à 20 heures, salon du Belvédère (Corum) : « L'organisation criminelle de la faim », avec Olivier Assouly. ([janimerobert@wanadoo.fr](mailto:janimerobert@wanadoo.fr))

**ORLÈANS.** Le 7 octobre, à 20 heures, à la médiathèque : « Le grand marché transatlantique », avec Raoul Marc Jennar. Le 14 octobre, à 19 heures, sur Radio Campus (88,3), présentation du *Monde diplomatique* du mois. ([andre.chassaing@sfr.fr](mailto:andre.chassaing@sfr.fr))

**PONTARLIER.** Le 28 octobre, à 18 heures, au café littéraire L'Espérance, 5, rue Vannolles : rencontre des Amis et lecteurs de la région. ([gaston.jouffroy@synergie.com](mailto:gaston.jouffroy@synergie.com) et [martinehudi@orange.fr](mailto:martinehudi@orange.fr))

**PORT-LOUIS (GUADELOUPE).** Le 10 octobre, à 19h30, à la médiathèque, projection du documentaire *Raça*, de Joel Zito Araujo et Megan Mylan, suivie

d'un débat sur « Le racisme et la question noire au Brésil », avec Aderivaldo Ramos de Santana. ([danimaginaire@yahoo.fr](mailto:danimaginaire@yahoo.fr))

**RENNES.** Le 9 octobre, à 19 heures, au Knoch, 48, rue de Saint-Brieuc : débat autour de l'article de Russell Jacoby « Thomas Piketty ou le pari d'un capitalisme à visage humain », paru dans *Le Monde diplomatique* d'août 2014. ([yves.paris-tad@wanadoo.fr](mailto:yves.paris-tad@wanadoo.fr) et [06-22-56-16-98](tel:06-22-56-16-98))

**TOULOUSE.** Le 9 octobre, à 20h30, au cinéma Utopia de Toulouse, projection du documentaire *Ne pas s'avouer vaincu*, suivie d'un débat avec Henri Belin et Susana Arbizu, réalisateurs. Le 14 octobre, à 20h30, salle du Sénéchal, 17, rue de Rémusat : « Que reste-t-il du droit d'asile ? », avec François Sureau. Le 16 octobre, à 18 heures, à la librairie Ombres blanches, 3, rue Mirepoix, présentation par Benoît Bréville du *Manuel d'histoire critique* du *Monde diplomatique*. ([amd10@gmail.com](mailto:amd10@gmail.com) et [05-34-52-24-02](tel:05-34-52-24-02))

**TOURS.** Le 3 octobre, à 20h30, à l'association Jeunesse et Habitat, 16, rue Bernard-Palissy : « La dette ». Le 15 octobre (13 heures), le 16 octobre (20 heures) et le 20 octobre (11 heures), sur Radio Béton (93.6), présentation du *Monde diplomatique* du mois. ([pic.arnaud@orange.fr](mailto:pic.arnaud@orange.fr) et [02-47-27-67-25](tel:02-47-27-67-25))

## ÎLE-DE-FRANCE

**PARIS.** Le 22 octobre, à 19 heures, au Lieu-dit, 6, rue Sorbier : « café-Diplo » avec Evelyne Pieiller, coordinatrice du *Manière de voir* « Penser est un sport de combat » sur le thème « Des penseurs et des idées contre l'impuissance politique ». ([amis.diplo.75@gmail.com](mailto:amis.diplo.75@gmail.com))

**ESSONNE.** Le 13 octobre, à 20h30, Maison du monde, 509, patio des Terrasses à Evry, réunion mensuelle des Amis autour d'un article du journal.

Le 22 octobre, à 20h30, centre culturel Sidney-Bechet, 10, rue Henri-Barbusse à Grigny, projection du documentaire *Les Déportés du libre-échange*, suivie d'un débat avec Benoît Bréville. ([amd91.evry@gmail.com](mailto:amd91.evry@gmail.com) et [06-84-11-63-02](tel:06-84-11-63-02))

**VAL-DE-MARNE.** Le 16 octobre, à 20h30, à la Maison du citoyen et de la vie associative de Fontenay-sous-Bois, 16, rue du Révérend-Père-Lucien-Aubry : « Quand les puissants redessinent le monde », avec Renaud Lambert. ([amd94@numericable.fr](mailto:amd94@numericable.fr))

**VAL-D'OISE.** Le 16 octobre, à 20 heures, Maison des associations, 23, rue du Four-Gaudon à Ecouen : « Les puissants redessinent le monde », table ronde organisée en collaboration avec les associations Les gauches citoyennes pour Ecouen et ses environs et Stop Tafta. ([amd95@orange.fr](mailto:amd95@orange.fr) et [06-72-19-58-72](tel:06-72-19-58-72))

**YVELINES.** Le 11 octobre, à 17 heures, hôtel de ville de Versailles (salle Montgolfier) : rencontre avec Pierre Carles et Julien Brygo et projections de leurs films respectifs. *Les ânes ont soif* et *Glasgow contre Glasgow*. ([eveleveque@wanadoo.fr](mailto:eveleveque@wanadoo.fr) et [06-07-54-77-35](tel:06-07-54-77-35))

## HORS DE FRANCE

**GENÈVE.** Le 14 octobre, à 18h30, au café Jules-Verne, 20, rue Jean-Viollette : « café-Diplo » autour de l'article « Le cerveau ne pense pas tout seul », paru dans *Le Monde diplomatique* de septembre. ([amidiplo-suisse@hotmail.com](mailto:amidiplo-suisse@hotmail.com))

**LUXEMBOURG.** Le 16 octobre, à 18h15, au Citim, 55, avenue de la Liberté, Luxembourg-Gare : « café-Diplo » autour de l'article de Raoul Marc Jennar « Cinquante Etats négocient en secret la libéralisation des services », paru dans *Le Monde diplomatique* de septembre. ([deckerr@pt.lu](mailto:deckerr@pt.lu))



## LITTÉRATURES

## EUROPE

**HANDBUCH KRITISCHE STADT GEOGRAPHIE.** – Sous la direction de Bernd Belina, Matthias Naumann et Anke Strüver

*Westfälisches Dampfboot, Münster, 2014, 253 pages, 29,90 euros.*

La géographie urbaine allemande connaît un virage nouveau grâce à l'émergence d'un courant critique qui ne cache pas son ambition émancipatrice. Cet ouvrage témoigne du virage théorique et politique d'une discipline qui, dans le champ des sciences sociales, offre sans doute la vision la plus radicale de la ville. Il propose une synthèse de quarante-cinq géographes allemands contemporains, parmi les meilleurs spécialistes (André Holm sur la gentrification ou Susanne Heeg sur le marché immobilier). Présenté sous la forme d'un manuel destiné aux étudiants, il traite successivement des théories élaborées par Karl Marx et Friedrich Engels, David Harvey, Henri Lefebvre, Michel Foucault, des méthodes, des notions et des combats politiques de la géographie critique. Au-delà de ce schéma classique, le livre permet de mieux comprendre les luttes urbaines de l'Allemagne actuelle. On retiendra ainsi l'analyse exemplaire de l'outil cartographique dans la bataille autour de l'aéroport de Berlin-Tempelhof.

CÉCILE GINTRAC ET MÉLINA GERMES

**THE RECKONING OF PLURALISM. Political Belonging and the Demands of History in Turkey.** – Kabir Tambar

*Stanford University Press, Redwood City, 2014, 220 pages, 25 dollars.*

Rigoureuse et remarquablement documentée, cette enquête ethnographique montre qu'inclusion et exclusion ne s'opposent pas toujours. Réalisée chez les alévis (une minorité religieuse chiite établie en territoire majoritairement sunnite), elle décrit les formes d'exclusion qu'engendrent les politiques d'inclusion de l'Etat turc, converti depuis peu aux vertus du « pluralisme ». Celui-ci se révèle ici un outil stratégique destiné à consolider l'homogénéité du corps politique. Le pluralisme enseigne, selon Kabir Tambar, non pas à préserver l'altérité, mais à la gérer, ce qui, pour Ankara, signifie assigner à la différence religieuse ou ethnique une place bien circonscrite dans l'imaginaire national. En témoigne l'exemple de la danse du *semah*, une pratique dévotionnelle propre aux alévis. L'Etat nie fermement son caractère religieux, préférant la considérer comme un élément du folklore turc et un objet de contemplation esthétique. Les scènes de la vie quotidienne observées et analysées par l'auteur mettent en lumière les mécanismes destinés à intégrer cette communauté, mais aussi à lamener ce qui la distingue.

JEAN-MICHEL LANDRY

## ASIE

**KARACHI. Ordered Disorder and the Struggle for the City.** – Laurent Gayer

*C. Hurst & Co, Londres, 2014, 256 pages, 27 dollars.*

Avec son nombre record d'homicides, Karachi, l'unique mégapole du Pakistan, est souvent présentée comme la ville la plus dangereuse du monde. De la circulation des armes à l'implantation des talibans en passant par le commerce de l'héroïne d'Afghanistan, la violence trouve de quoi se nourrir. Mais, à l'encontre des récits journalistiques qui se contentent de marteler l'image du chaos, le chercheur Laurent Gayer défend la thèse d'un « désordre ordonné », selon l'expression de Bertolt Brecht. Bandits, hommes d'affaires et dirigeants s'organisent dans la ville autour de trois enjeux : le vote, le territoire et la rançon. Le parti dominant, le Muttahidda Qaumi Movement (MQM), sait régner sur la scène politique, déclenchant puis domestiquant les rivalités. Derrière l'apparente perte de contrôle de l'Etat, la police ou l'armée jouent leur rôle. Le crime n'a-t-il pas besoin de la loi pour prospérer ? Grand arpenteur de la cité, Gayer s'appuie sur huit mois d'enquête, étalés de 2001 à 2013. Usant parfois de la première personne, il enrichit son récit d'exemples concrets et d'extraits d'entretiens.

NAÏKÉ DESQUESNES

## OCÉANIE

**PAPIERS... SVP.** – Hamid Mokaddem

*Expressions - La Courte Echelle-Transit, Marseille, 2014, 80 pages, 8 euros.*

Dans le microcosme d'une élite néo-calédonienne où la taille de la voiture compte nettement plus que la culture, Hamid Mokaddem, professeur de philosophie, éditeur et anthropologue, s'emploie avec ténacité à faire exister une certaine forme de débat intellectuel et politique, et à faire partager « une conception kanake du monde et de l'histoire ». Ce petit opus rassemble des textes parus entre 2007 et 2011. Concis, clairs et percutants, ils montrent que l'on peut penser en Nouvelle-Calédonie, mais surtout que l'on peut penser notre monde depuis la Nouvelle-Calédonie. Il y est question de Jean-Marie Tjibaou et des Kanaks bien sûr, mais aussi d'Aimé Césaire, de Frantz Fanon et d'Aki Kaurismäki, et même du papier bible fabriqué par les usines de M. Vincent Bolloré... L'auteur évoque aussi la censure, M. Nicolas Sarkozy, Michel Foucault et Alain Badiou, l'exotisme de Jean-Marie Gustave Le Clézio et la relecture de William Shakespeare par le dramaturge kanak Pierre Gope.

ÉRIC WITTERSHEIM

## AMÉRIQUES

**935 LIES. The Future of Truth and the Decline of America's Moral Integrity.** – Charles Lewis

*PublicAffairs Books, New York, 2014, 392 pages, 28,99 dollars.*

Les neuf cent trente-cinq mensonges du titre font référence au nombre avéré des déclarations trompeuses de l'administration du président George W. Bush au sujet de l'Irak. Charles Lewis, un ancien de « 60 minutes », l'émission-phare de la chaîne américaine CBS, revient dans ce livre sur les libertés prises avec la vérité par les pouvoirs publics et privés, et sur la complaisance des médias qui entretiennent l'illusion du journalisme d'investigation. Si certains épisodes sont connus (golfe du Tonkin, coup d'Etat au Chili), d'autres, par exemple les pratiques de l'industrie pharmaceutique pour empêcher les révélations embarrassantes ou semer le doute sur leur véracité, le sont moins. L'auteur dévoile les ficelles du métier et les mécanismes de censure et d'autocensure dont il fut témoin, y compris au sein de « 60 minutes », programme pourtant réputé téméraire. En 1989, après avoir claqué la porte de CBS, Lewis contribua à établir un modèle alternatif d'information fondé sur l'investigation à but non lucratif et d'intérêt public en fondant le Center for Public Integrity. Il en décrit ici les possibilités et les limites.

IBRAHIM WARDE

**NÉ UN 4 JUILLET.** – Ron Kovic

*13e Note Editions, Paris, 2014, 224 pages, 20 euros.*

Patriote jusqu'à la caricature, Ron Kovic, né le 4 juillet 1946, rêve d'être un héros national. Volontaire pour l'enfer vietnamien, il en revient paralysé. En 1964, il rédige cette autobiographie qui devient très vite un « classique de la littérature antimilitariste », selon Howard Zinn. Adapté au cinéma en 1989 par Oliver Stone, le livre connaît un succès planétaire. Cette édition actualisée comporte une préface (2005) où Kovic évoque le terrible écho de la guerre en Irak : « Refusant de tirer les leçons du passé, le gouvernement américain continue de mener une politique aveugle et met tout en œuvre pour cacher à ses citoyens ses véritables intentions. Les cercueils de nos soldats recouverts du drapeau américain reviennent en douce au pays après un long et sinistre voyage ; quant aux pertes irakiennes, elles sont estimées à plus de cent mille, bien que personne n'ait vraiment pris la peine de les comptabiliser. »

JÉRÔME DIAZ

**LATIN AMERICA'S RADICAL LEFT. Challenges and Complexities of Political Power in the Twenty-First Century.** – Sous la direction de Steve Ellner

*Rowman & Littlefield, New York, 2014, 292 pages, 24,65 dollars.*

« L'idée que l'on pourrait échapper au système capitaliste sans le renverser, en créant des espaces alternatifs ou des îlots d'utopie, néglige le fait que (...) le capital et l'Etat finissent toujours par infiltrer et réincorporer de telles initiatives. » Cette observation est le fil rouge de l'ouvrage. Convaincus qu'on ne saurait transformer le monde en évacuant la question du pouvoir, les auteurs portent leur regard sur les tâtonnements des dirigeants latino-américains élus au cours des années 2000. Non sans en souligner certaines contradictions : la « priorité donnée aux objectifs sociaux », qui « finit par freiner la modification profonde » des structures économiques, comme l'observe le chercheur Thomas Purcell au sujet du Venezuela ; ou le fait que l'arrivée aux responsabilités de gouvernements progressistes conduit parfois à « désarmer » les mouvements sociaux, ainsi que le suggère l'Uruguayen Raúl Zibechi...

RENAUD LAMBERT

## MAGHREB

**THE NEW ARABS. How the Millennial Generation Is Changing the Middle East.** – Juan Cole

*Simon & Schuster, New York, 2014, 348 pages, 26 dollars.*

Contrairement aux innombrables travaux qui cherchent à établir un bilan définitif du « printemps arabe », cet ouvrage part du principe que les révolutions connaissent toujours un deuxième acte, joué par une nouvelle génération. En France par exemple, la IIe République née de la révolution de 1848 fut vite éclipse par le Second Empire, auquel deux décennies plus tard succéda la IIIe République. Juan Cole, l'un des meilleurs historiens du Proche-Orient contemporain, s'intéresse aux jeunes nés entre 1977 et 2000, qui ont transformé la donne politique en réclamant sur la place publique « le pain, la liberté et la justice sociale » et sont voués, ne serait-ce que par leur poids démographique, à compter toujours plus. Son travail de terrain, en Tunisie, en Egypte et en Libye, permet de mieux comprendre leurs idéaux, leurs attentes, leurs combats et leurs réseaux. Historien trop sérieux pour s'aventurer dans la prospective, l'auteur conclut néanmoins : « Il n'y aura plus de monarchies républicaines. Cette génération de nouveaux Arabes a ébranlé un statu quo complaisant, sclérosé et corrompu, et transformé à jamais le monde. »

I. W.

## PROCHE-ORIENT

**MEET ME IN GAZA. Uncommon Stories of Life Inside the Strip.** – Louisa B. Waugh

*The Westbourne Press, Londres, 2013, 304 pages, 16,99 livres.*

Depuis que le Hamas y a pris le pouvoir en juin 2007, la population de Gaza, soit un million sept cent mille habitants, est confinée par le blocus israélien dans un réduit qui n'excède pas dix kilomètres de large et quarante kilomètres de long, étroite bande de terre adossée à la mer.

Ayant travaillé sur place durant dix-huit mois pour une organisation non gouvernementale palestinienne, l'Écossaise Louisa Waugh, pour son troisième ouvrage, offre un récit qui complète ceux des correspondants de presse, plus attentifs aux événements qu'au quotidien. Son livre évoque la survie, les frustrations et les souffrances des Gazaouis durant l'offensive israélienne « Plomb durci », déclenchée en décembre 2008. Puis, une fois la trêve instaurée, les espoirs de la classe moyenne, les rires des gamins à la plage et les blagues au hammam, dans ce qui peut être considéré comme la plus grande prison du monde à ciel ouvert. Des précisions historiques et culturelles complètent ce chaleureux témoignage.

ANDRÉ PRIOU

**CARNETS ÉGYPTIENS.** – Asiem El Difraoui. (Presses universitaires de France, Paris, 2014, 284 pages, 20 euros.) A travers une série de croquis, au fil d'étapes du nord au sud de l'Égypte, l'auteur, politologue et diplômé de Sciences Po Paris, dresse un portrait haut en couleur, mais tendre et nuancé, de l'Égypte et de sa révolution. L'avenir de l'islam politique et celui des chrétiens, la place des femmes, la situation des Bédouins du Sinaï... Asiem El Difraoui n'évite aucun sujet. Au terme du voyage d'Alexandrie à Assouan, on a l'impression de comprendre un peu mieux ce pays où se décide l'avenir de la région.

## Extermination de la racaille

*White Trash*  
de John King

Traduit de l'anglais (Royaume-Uni)  
par Clémence Sebag  
Au diable Vauvert, Vauvert,  
2014, 384 pages, 22 euros.



V

OICI enfin traduit ce roman saisissant publié en 2002 au Royaume-Uni et qui entre fortement en résonance avec l'actualité, notamment avec le débat sur l'euthanasie. Jonathan Jeffreys est consultant en milieu hospitalier, à Londres. Responsable des ressources et des dépenses, il a pour mission de « rationaliser » le plus possible car, « en tant que travailleur hautement qualifié s'y connaissant en économie et en médecine, il observe la santé de la nation depuis un sommet plus élevé que les médecins. Loin du train-train quotidien, il est à même de saisir les enjeux plus larges ». Jeffreys éprouve une sainte horreur pour les *white trash* (les « raclures blanches », expression qui désigne les Américains blancs pauvres), des déchets encore plus lamentables à ses yeux que les pauvres « de couleur », une vermine représentée par les travailleurs auxiliaires et les employés syndiqués, par les vieux, les handicapés en fin de vie ou même tout malade du cancer ou du sida ; en bref, les employés regrettamment « difficiles à convaincre » du bien-fondé libéral et « les nègres blancs qui infestent chaque nation civilisée » et bloquent le système d'une façon ou d'une autre. Ceux-là, « il les méprise tous ». Face à lui, Ruby l'infirmière, une fille de la classe ouvrière qui habite dans un quartier de Londres encore un peu « zone ». Pour elle, l'hôpital représente un lieu de vie un microcosme de la société où chacun a quelque chose à partager et à raconter. Pour Jeffreys, c'est un lieu de fin de vie, et plus généralement l'endroit idéal pour appliquer ce qui lui apparaît comme une nécessaire purification sociale. Elle touche des gouffres obscurs, cette immersion dans la psyché d'un homme qui, pur produit de la « cool Britannia » vantée par M. Anthony Blair lorsqu'il proposa le concept de « troisième voie » en 1997, aspire à une société où il n'y aurait plus de lutte des classes, peut-être même plus de classes du tout, sinon la sienne, et où le profit possible serait partout...

Alternant les chapitres consacrés à Ruby et à Jeffreys, *White Trash* met en scène un face-à-face sociologique et psychologique entre deux représentants de milieux opposés, sur fond de démantèlement des services publics et sociaux. Chacun parle sa propre langue – John King est un maître des idiomes de classe... *White Trash* prend alors une grande envergure, tout à la fois roman noir virant au musée des horreurs, satire ultraréaliste et pointilleuse fiction sociopolitique. On dit de l'auteur, né en 1960 et pur produit de la classe ouvrière britannique, qu'il a commencé à écrire après avoir lu George Orwell. Et aussi qu'il l'a découvert grâce à une interview où Joe Strummer, le chanteur des Clash, le citait... King, rendu célèbre par *Football Factory* (Points, 2006) et son adaptation au cinéma par Nick Love, ne saurait être réduit à une mouvance punk-hooligan, quand bien même il traite parfois d'une certaine marge (*La Meute* et *Human Punk* aux Éditions de l'Olivier, 2003 ; *Aux couleurs de l'Angleterre* chez le même éditeur en 2006 ; *Skinheads* enfin, Points, 2013). Il est bien davantage l'héritier d'Alan Sillitoe (*La Solitude du coureur de fond*, 1959, réédité au Seuil, coll. « Points », 1999) et le plus grand écrivain actuel de la culture populaire post-thatchérienne.

HUBERT ARTUS.

## AFRIQUE

## Quand Cuba se battait pour l'Angola

Avec sa nouvelle enquête (1) « *magistrale et érudite* », selon les mots de Noam Chomsky, l'universitaire italo-américain Piero Gleijeses met à nu la responsabilité américaine dans la poursuite du conflit en Afrique australe après l'indépendance de l'Angola (11 novembre 1975). Les failles de la Central Intelligence Agency (CIA) illustrent les contradictions internes aux administrations américaines, où le département d'Etat fait parfois figure d'élément modéré. Déjà auteur d'une étude riche de révélations sur l'histoire de Cuba en Afrique (2), Gleijeses s'intéresse également aux divergences tactiques entre alliés. Plus interventionniste, Cuba prend le risque de subir des représailles américaines, tandis que l'Union soviétique demeure tiraillée entre son désir de détente avec les Etats-Unis et ses engagements sur le front africain.

Rappelons les faits. En août 1975, les troupes sud-africaines occupent le sud de l'Angola, toujours province portugaise. En novembre de la même année, l'indépendance est proclamée ; les troupes sud-africaines se retirent, mais soutiennent les rebelles de l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (Unita). Des soldats cubains viennent aider le Mouvement populaire de libération de l'Angola (MPLA) à se maintenir au pouvoir. Le Zaïre soutient quant à lui le Front de libération nationale de l'Angola (FLNA). La guerre civile fait rage.

L'administration du président Gerald Ford et son stratège Henry Kissinger avaient, dès 1974, tout mis en œuvre pour marginaliser le MPLA. Après l'élection de

M. James Carter en novembre 1976, le Congrès américain adopte un amendement interdisant toute aide aux mouvements rebelles en Angola. Néanmoins, influencé par le conseiller Zbigniew Brzezinski, M. Carter se montre aussi obsédé que son prédécesseur par la présence cubaine, et refuse de reconnaître le gouvernement angolais.

Avec le président Ronald Reagan (1981-1989), qui a fait du soutien inconditionnel à l'Unita un enjeu de politique intérieure, les Sud-Africains ont les mains libres. Ne se contentant pas d'un soutien logistique, Pretoria lance une série d'opérations militaires culminant, en 1987, dans ce que l'officiel *Concise History* de l'armée sud-africaine définit à l'époque comme « la plus grande opération jamais menée par les forces terrestres et l'aviation sud-africaines depuis la seconde guerre mondiale ».

La bataille de Cuito Cuanavale, dans le sud-est de l'Angola (janvier 1988), est le point culminant de treize années d'agressions sud-africaines contre la plus riche des anciennes colonies portugaises. Conscient de jouer son destin en Angola, Pretoria choisit l'escalade. Et M. Fidel Castro relève le défi. En accord avec les dirigeants angolais, il décide l'envoi de troupes supplémentaires et convainc le dirigeant soviétique Mikhaïl Gorbatchev de livrer des armements plus sophistiqués. En août 1988, l'Afrique du Sud se retire et accepte le plan des Nations unies pour l'indépendance de la Namibie. Cuba peut alors rapatrier ses troupes. Nelson Mandela considère l'échec sud-africain comme « le tournant dans la libération

du continent du fléau de l'apartheid ». Les noms des soldats cubains morts en Angola figurent aujourd'hui avec ceux de tous les héros de l'histoire sud-africaine sur le mur du souvenir du Freedom Park, à Pretoria.

L'histoire de la colonisation en Afrique est scandée par d'autres guerres, celles qui ne disaient pas leur nom et se contentaient de tout subordonner à la quête de profit. En 1903, une campagne internationale lancée par un journaliste britannique, Edmund Morel, dénonce comme criminelles les conditions de travail dans les exploitations de caoutchouc dans l'Etat indépendant du Congo, futur Congo belge. Pierre Savorgnan de Brazza est envoyé enquêter au Congo français, dont il avait été commissaire général de 1886 à 1897. Le rapport Brazza, rédigé en 1907, accable l'administration, jugée inefficace, dominée par des intérêts privés et couvrant des abus « intolérables et massifs ». On doit à l'historienne Catherine Coquery-Vidrovitch l'exhumation de ce texte oublié, qui fut jugé trop compromettant pour être publié (3).

AUGUSTA CONCHIGLIA.

(1) Piero Gleijeses, *Vision of Freedom : Havana, Washington, Pretoria, and the Struggle for Southern Africa, 1976-1991*, The University of North Carolina Press, Chapel Hill, 2013, 655 pages, 32 dollars.

(2) Piero Gleijeses, *Conflicting Missions : Havana, Washington and Africa, 1959-1976*, The University of North Carolina Press, 2002.

(3) *Le Rapport Brazza. Mission d'enquête du Congo : rapport et documents (1905-1907)*, préface de Catherine Coquery-Vidrovitch, Le Passager clandestin, Neuilly-en-Champagne, 2014, 305 pages, 19 euros.



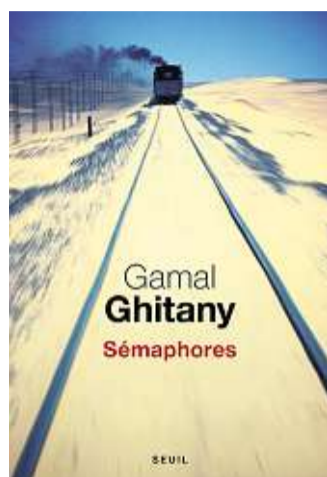
## DU MONDE

## L'odeur des gares

Sémaphores  
de Gamal GhitanyTraduit de l'arabe (Egypte)  
par Emmanuel Varlet, Seuil, Paris,  
2014, 234 pages, 21 euros.

**E**TRANGES et captivants « cahiers de mémoires » (l'expression est de l'auteur), ces *Sémaphores* (1) composent un journal de bord nourri de la première à la dernière page par les rêveries que suscitent les trains, par la musicalité des wagons et leurs univers singuliers, depuis les gares du Caire, d'Alexandrie, de Zurich, de Moscou... Le titre à lui seul évoque tout un monde, celui du rail et de ses signalisations mécaniques bien sûr, mais aussi le souvenir des télégraphes au bord de la mer, parfum de passé et de nostalgie... Achevés en 1997, ces carnets rendent compte, sur une quinzaine d'années, d'une temporalité d'autant plus mystérieuse que Gamal Ghitany brouille délibérément les frontières de la biographie et de l'imaginaire, du souvenir et de l'à-venir. Les scènes vécues viennent se mêler aux rêves, et le récit se fait méditation.

Ghitany est considéré comme l'un des plus grands écrivains égyptiens contemporains, notamment depuis *Le Livre des illuminations* (Seuil, 2005), quand bien même le regard indulgent qu'il porte aujourd'hui sur la prise de pouvoir du maréchal Abdel Fatah Al-Sissi peut lui valoir des critiques (2). Il naît en 1945 à Guhayna, un village de haute Égypte, dans une famille pauvre dont le père accepte des vêtements usagés pour lui mais « jamais pour ses enfants ». Tout jeune, il travaille comme dessinateur de motifs pour tapis – une activité en affinité selon lui avec l'écriture et qui a nourri la sienne d'images et de couleurs. Puis il devient reporter de guerre pour le quotidien *Akhbar Al-Youm* de 1969 à 1976, après avoir été emprisonné, en octobre 1966, pour



ses critiques à l'encontre de Gamal Abdel Nasser... Le voyage et l'écriture ont pour lui partie intimement liée, et le premier est synonyme de trains depuis l'enfance : « Je porte en moi la gare de départ. Je peux encore toucher les instants où s'élançait ce train originel, à l'aune duquel je mesure tous les autres, ce train qui va vers les terres du Sud. » Ghitany fait surgir sous les yeux du lecteur une véritable sociologie du rail, avec le peuple qui voyage en troisième classe tandis que la première

reste réservée aux fortunés. De descriptions en métaphores, le récit qui se déploie est un enchantement, à la fois conte et réflexion philosophique – lorsqu'il évoque la Suisse, on pense aux *Lettres persanes* qu'écrivit Montesquieu pour décrire l'Occident.

Cela n'exclut pas des moments d'irritation, notamment à propos des présences féminines qui traversent son paysage mental. A sa question « *Y aurait-il un lien entre les femmes et les trains ?* », la réponse apportée semble décevante. Car si le lien est sans doute celui du désir qu'elles aussi font surgir en lui, jeunes et moins jeunes, paysannes et citadines, pudiques ou provocatrices, elles ne font que se superposer au fil de rencontres abouties ou décevantes, dont on ne sait si elles relèvent du fantasme ou de la réalité. Entraperçues et évoquées au gré de la libido de l'écrivain, elles finissent par se ressembler toutes, sans autre épaisseur que celle de leurs formes.

MARINA DA SILVA.

(1) Ils s'intercalent entre *Les Poussières de l'effacement* (carnets I) et *Muses et égéries* (carnets III), publiés au Seuil respectivement en 2008 et 2011.

(2) Lire Fadi Awad et Claire Talon, « Fracture chez les écrivains égyptiens », *Le Monde diplomatique*, décembre 2013.

## URBANISME

## Rome loin du Colisée

**E**N 2013, le cinéma italien a offert deux films tellement dissemblables dans la représentation qu'ils donnent de Rome qu'on est tenté d'y lire quelque chose de significatif. Il s'agit de *La Grande Bellezza* (1), de Paolo Sorrentino, et de *Sacro GRA* (2), de Gianfranco Rosi. Le premier met en scène une Rome historique, mythique, bourgeoise et figée dans sa splendeur. Le second explore les franges de la métropole romaine le long du Grande Raccordo Anulare (GRA), le gigantesque périphérique qui entoure la capitale italienne. Sans commentaire ni voix off, il se présente comme une dérive à la rencontre des habitants de ces non-lieux que sont les abords des axes autoroutiers : un ambulancier esseulé, des prostituées vieillissantes, une femme qui cohabite avec sa télé dans son HLM, un pêcheur d'anguilles, un botaniste qui

soigne les palmiers malades, etc. Aucun lien entre ces marginaux, sinon le fait de vivre en marge de la ville.

Ce documentaire quelque peu hermétique s'inspire d'un livre d'une ampleur autrement plus convaincante : *Sacro romano GRA* (3), actuellement en cours de traduction (4). Le paysagiste et « explorateur urbain » Nicolò Bassetti a entrepris, bientôt accompagné de l'écrivain Sapo Matteucci, de découvrir « les territoires qui entourent le GRA qui, lui-même, encercle Rome ». Deux ans et demi de voyage circulaire, en train, en bus, à moto, mais surtout à pied, le moyen le plus adapté à l'exploration en profondeur. Il faut préciser que le GRA, avec soixante-huit kilomètres de circonférence et vingt et un de diamètre, ceinture Rome bien loin du centre comparé au « périph' » parisien,

deux fois plus court... *Sacro romano GRA* n'est « ni un guide, ni un essai, ni un reportage, mais les éclats d'un voyage, interrompu et repris, durant près de trois cents kilomètres », proclament ses auteurs. Plusieurs sites remarquables sont évoqués : les grottes de tuf rouge de Tor Cervara, Malagrotta, la plus grande décharge d'Europe, le Corviale, sorte de monumental « gratte-ciel horizontal », l'église du Jubilé de Richard Meier, etc. Mais les descriptions les plus marquantes concernent des lieux bien plus ordinaires : terrains vagues, lotissements, villas, HLM, cités en faillite à l'instar de Laurentino 38, un « quartier ghetto » emblématique de l'architecture brutaliste des années 1970.

« Ni ville ni campagne », il s'agit aussi d'un territoire où « l'hypermodernité finit très vite, tout de suite, entourée de pins, de champs », où le système D est érigé en art de vivre ou plutôt de subsister ; combien de maisons « illicites » ou échafaudées avec trois fois rien par des démunis en quête d'un toit ? Éléments récurrents de ce paysage, les « sempiternels potagers spontanés » qui fleurissent ici et là, délimités par une clôture bricolée à partir d'un sommier en fer, au milieu duquel trône parfois une vieille baignoire remplie de terre, frappant symbole de cette économie du recyclage. Mais c'est surtout, constatent les auteurs, un endroit en perpétuelle mutation et qui, en ce sens, questionne l'antinomie centre-périphérie. « Pour les Romains, le centre renvoie à la partie historique de la ville contenue à l'intérieur du mur d'Aurélien, cercle emblématique. (...) Mais Rome est incoercible, elle se déploie de tous côtés. Il existe un deuxième cercle symbolique, autrement plus étendu, celui du GRA, acteur quotidien de la romanité bien plus que le Colisée ou Saint-Pierre. » Voilà ce que la sortie concomitante de *La Grande Bellezza* et de *Sacro GRA* vient rappeler. La Rome intra-muros statufiée, stéréotypée, devient un musée à ciel ouvert décentré par rapport à une périphérie métropolitaine mouvante, vivante, qui devient centre.

LUCIE GEFFROY.

(1) *La Grande Bellezza* a reçu l'Oscar du meilleur film étranger.

(2) *Sacro GRA* a remporté le Lion d'or de la Mostra de Venise, qui pour la première fois de son histoire a décerné son prix à un documentaire.

(3) *Sacro romano GRA*, de Nicolò Bassetti et Sapo Matteucci (éditions Quodlibet Humboldt, 2013), est aussi un « projet narratif » visible sur [www.sacrogra.it](http://www.sacrogra.it)

(4) A paraître en français au printemps 2015 aux éditions de La Fosse aux ours. On peut lire une traduction du premier chapitre du livre dans le numéro de mai 2014 des *Cahiers de l'école de Blois*.

## PHOTOGRAPHIE

## Les barbelés du Bengale

**P**LUS de trois mille deux cents kilomètres de « mur » séparent l'Inde du Bangladesh : des briques empilées parfois, des barbelés le plus souvent, et même le vide entre deux piquets... Décidée en 1986, la construction n'est toujours pas terminée. Le photographe Gaël Turine (1) a parcouru cette étrange frontière, captant l'absurdité du projet et l'ingéniosité déployée par les habitants des deux côtés de la barrière pour survivre, trafiquer ou simplement aller cultiver leurs champs, que les « costume-cravate » à New Delhi ont superbement ignorés quand ils ont dessiné le tracé. Nul doute que les lecteurs de *Monde diplomatique* y retrouveront des situations décrites par Elizabeth Rush, en août 2012, dans son reportage sur cette muraille au Bengale-Occidental (2).



l'air de faire quelque chose ». Mais la violence et la répression, elles, ont explosé.

MARTINE BULARD.

(1) *Le Mur et la Peur. Inde-Bangladesh*, photographies de Gaël Turine, Actes Sud, coll. « Photo Poche », Arles, 2014, 144 pages, 13 euros.

(2) Elizabeth Rush, « Inde-Bangladesh, la frontière déjouée », *Le Monde diplomatique*, août 2012.

Bien que la première ministre de l'époque, Indira Gandhi, ait promis de mettre ainsi fin à l'immigration bangladaise, musulmane et souvent très pauvre, le flux ne s'est pas tari. Comme l'écrit l'économiste Jagdish Bhagwati, cité dans la préface de Marcello Di Cintio, « construire un mur de séparation était la manière la moins déstabilisante de ne rien faire tout en ayant

## ÉCOLOGIE

NOS ABEILLES EN PÉRIL. – Vincent Albouy  
et Yves Le Conte

Quæ, Versailles, 2014, 190 pages, 20 euros.

La surmortalité des abeilles, dont la fréquence est anormale depuis plusieurs années, suscite l'inquiétude : quel avenir pour cette espèce dont l'activité pollinisatrice a une influence élevée sur le rendement de 35 % des cultures alimentaires ?

Rédigé par un entomologiste du Muséum d'histoire naturelle de Paris et par un directeur de recherche à l'Institut national de la recherche agronomique (INRA), cet ouvrage didactique, richement illustré, fait le point sur le rôle des abeilles, tant sauvages que domestiques, dans le milieu naturel et agricole. Il présente une synthèse des connaissances actuelles sur le déclin des colonies, tout en dissociant les faits avérés et les rumeurs, mène l'enquête sur les premiers suspects (pesticides, maladies, parasites, prédateurs) et examine les pistes qui permettraient d'éliminer ou de compenser les effets délétères d'un environnement devenu défavorable.

A. P.

## ÉCONOMIE

INDUSTRIES MINIÈRES. Extraire à tout  
prix ? – Sous la direction de Frédéric Thomas

Syllepse, Paris, 2013, 214 pages, 13 euros.

Depuis les montagnes afghanes jusqu'à la ceinture de feu du Pacifique, des hauts plateaux andins à l'Afrique subsaharienne, la question de l'extractivisme constitue un enjeu majeur dans le cadre géostratégique mondial. La montée en flèche de la demande en ressources naturelles, due en grande partie aux économies émergentes ces trente dernières années, a conduit à un boom minier. Mais les « gueules noires » se trouvent désormais dans l'hémisphère Sud et, loin de la solution miracle annoncée, l'industrie minière y cause une multitude de conflits sociaux : la précarisation des contrats et les violations du droit du travail incitent même à parler de « malédiction des ressources ».

La permanence des enclaves minières héritées de la période coloniale et leur désarticulation de l'économie locale font craindre une « reprimarisation des économies », caractérisée par la prédominance de la production et de l'exportation des matières premières, ainsi qu'une perte de souveraineté des pays concernés.

GUILLAUME BEAULANDE

## DIPLOMATIE

LE TEMPS DES HUMILIÉS. Pathologie des  
relations internationales. – Bertrand BadieOdile Jacob, Paris, 2014,  
250 pages, 24,90 euros.

Le politologue Bertrand Badie articule avec bonheur une réflexion théorique sur l'importance des émotions dans la sujétion politique et une mise en perspective historique de la domination occidentale dans les relations internationales, tout en approfondissant ses analyses sur la « diplomatie de club ». Il entend de cerner cette « pathologie » de l'humiliation « à travers les principaux facteurs qui la fondent ». L'auteur s'appuie sur de riches références historiques. Etant l'un des rares internationalistes à connaître les pays du Sud, il donne des exemples très pertinents, en particulier pour l'Afrique. Au plus loin de l'orthodoxie officielle qui accorde une place fondamentale aux États, Badie invite à sortir de la diplomatie de connivence et à penser un ordre international plus ouvert aux principes du multilatéralisme.

MICHEL GALY

## IDÉES

AFFINITÉS RÉVOLUTIONNAIRES. Nos  
étoiles rouges et noires. Pour une solidarité entre  
marxistes et libertaires. – Olivier Besancenot et  
Michael LöwyFayard, coll. « Mille et une nuits », Paris,  
2014, 260 pages, 5 euros.

Longtemps le marxisme et l'anarchisme furent des adversaires déclarés au sein du mouvement ouvrier. Toutefois, malgré des désaccords apparemment insurmontables, il a existé « un autre versant de cette histoire », celui des rapprochements possibles, des solidarités et même d'une communauté de combat, comme le montrent Olivier Besancenot et Michael Löwy dans un livre aussi intéressant que sujet à controverse. Militants politiques et intellectuels marxistes de deux générations différentes, Löwy et Besancenot renouent avec la démarche de Walter Benjamin, réinterprétant les questions du passé à la lumière des nécessités des luttes des opprimés du présent et de l'avenir. Ils analysent d'abord les convergences et divergences historiques entre marxistes et anarchistes, puis examinent certaines questions décisives pour construire une perspective marxiste libertaire – dont celles de la planification démocratique, de l'autogestion ou de la relation entre parti et syndicats.

FABIO MASCARO QUERIDO

LA CONDITION NUCLÉAIRE. Réflexions  
sur la situation atomique de l'humanité. – Jean-  
Jacques DelfourL'Echappée, Montreuil, 2014,  
290 pages, 15 euros.

La condition nucléaire serait une nouvelle condition humaine. On sait depuis Hiroshima que l'arme atomique peut anéantir une ville, et depuis les catastrophes de Tchernobyl et Fukushima que le nucléaire civil cache l'impissance des exploitants et les manœuvres de dissimulation des gouvernements. Selon le philosophe Jean-Jacques Delfour, l'humanité a inventé des « êtres radioactifs », les « transuraniens » (ou dérivés de l'uranium). Immortels et tout-puissants, ces éléments chimiques représentent l'inversion de la finitude humaine. La bombe atomique et la centrale nucléaire représenteraient deux états différents d'un même système technoscientifique : une centrale est une armée dormante. Pour Delfour, l'industrie nucléaire est aussi un « projet métaphysique : il s'agit d'anéantir l'homme archaïque ». L'instauration d'un « camp nucléaire global » implique également l'éradication de la mémoire. En Polynésie française, l'ancien président Gaston Flosse exigea la destruction d'un mémorial aux victimes des essais atomiques...

CHRISTINE BERGÉ

ALLE FONTI DEL KAFKIANO. Lavoro e  
individualismo in Franz Kafka. – Luigi FerrariVicolo del Pavone, Piacenza,  
2014, 311 pages, 21 euros.

Il se publie chaque année plus d'études sur Franz Kafka que sur tout autre écrivain, William Shakespeare excepté. Luigi Ferrari, professeur de psychologie à l'université Milan-Bicocca et auteur notamment d'un imposant essai sur la naissance de l'individualisme économique, propose de lire dans l'œuvre de Kafka les transformations du capitalisme, de l'autorité et des rapports sociaux. Il aurait su narrer jusqu'au bout l'enchaînement à une réalité dés-humanisante, qu'il a vécue dans l'angoisse et la peur, conscient de la superfluité de la bourgeoisie. Ferrari montre les ambivalences de Kafka, attaché à son travail de salarié (« Je suis seulement un employé ») tout en détestant peu à peu cette condition.

Cet essai novateur s'attache à comprendre la société contemporaine, son univers et la dissolution de ce qui composait sa sociabilité. Néant ? Règne de la fatigue au quotidien ? Monstruosité de la normalité bourgeoise ? Rapport psychanalytique à l'autorité paternelle ? Kafka, moins narrateur que perturbateur, permet de saisir les racines des métamorphoses intérieures induites par le poids de l'économie.

JÉRÉMY MERCIER



## HISTOIRE

## MILITANTS CONTRE LA GUERRE 1914-1918. – Julien Chuzeville

Spartacus, Paris, 2014, 135 pages, 10 euros.

Le centenaire de la première guerre mondiale a suscité un déluge de publications, où sont volontiers évoqués la vie sous l'uniforme et le monde des tranchées. Julien Chuzeville s'intéresse à un autre front : celui qui s'ouvrit, dès le début du conflit, au sein du mouvement ouvrier. A travers l'histoire du Comité pour la reprise des relations internationales (CRR), il retrace les luttes de la minorité pacifiste et internationaliste qui, à l'intérieur de la Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO) et de la Confédération générale du travail (CGT), rejeta la logique de guerre. A côté des épisodes fameux (comme les conférences de Zimmerwald et de Kienthal), l'auteur évoque le combat quotidien de ces minoritaires activistes qui, à force de tracts, de brochures, de réunions, firent progresser la cause de la paix dans leurs organisations. Il rappelle quelques figures oubliées (le syndicaliste Alphonse Merrheim, les socialistes Fernand Loriot ou Hélène Brizon) et permet de mesurer l'ampleur de la fracture opérée par la guerre au sein du mouvement ouvrier, éclairant ainsi, par avance, la rupture du congrès de Tours.

ANTONY BURLAUD

## SCIENCES

## LES CONTINENTS DE L'IGNORANCE. – Stuart Firestein

Odile Jacob, Paris, 2014, 180 pages, 23,90 euros.

La double compétence de Stuart Firestein, directeur de laboratoire et professeur de neurosciences à l'université Columbia, fait des *Continents de l'ignorance* un ouvrage à la fois brillant et divertissant. L'auteur rappelle que la discipline, loin de se réduire à une compilation de faits établis, a pour moteur l'ignorance. Les questions posées importent plus que les réponses : elles inspirent de nouvelles façons de penser, ouvrent des champs de recherche et permettent de progresser peu à peu. « *Bidouiller dans le brouillard est une aventure en soi, le faire pour gagner sa vie est (...) un réel privilège* », considère-t-il. En fin d'ouvrage, quatre cas pratiques retraçant la prédominance de l'ignorance dans la recherche – sur la conscience animale, sur l'origine de l'univers, sur le fonctionnement du cerveau et enfin dans la carrière de l'auteur lui-même – achèvent de séduire. Firestein prépare à présent un ouvrage sur les vertus de l'erreur...

CAMILLE AULAS

## ARTS

## CINÉMA EXPÉRIMENTAL. Abécédaire pour une contre-culture. – Raphaël Bassan

Yellow Now, Crisnée (Belgique), 2014, 344 pages, 30 euros.

Qu'ont en commun les films dadaïstes de Man Ray et les essais underground d'Andy Warhol, le *Traité de bave et d'éternité*, manifeste d'Isidore Isou, les recherches sur la pellicule de Norman McLaren et *Un chant d'amour*, l'unique film de Jean Genet ? Pour Raphaël Bassan, il s'agit là d'œuvres nées d'esprits libres en quête d'un « cinéma pur » s'opposant à son homologue commercial par son refus de la narration, son formalisme et ses liens avec les avant-gardes artistiques. Dans son ouvrage sous forme d'abécédaire, il prend l'exemple du documentariste Artavazd Pelechian, dont la « *matière visuelle, poétique, charnelle, constamment ouvragée (...) milite pour la reconnaissance du cinéma comme langage autonome, dégagé de toute référence à la dramaturgie, au scénario* ». Au cours des années 1960, notamment sous l'impulsion de Jonas Mekas, le cinéma expérimental a acquis son territoire propre. Présenté dans les musées, il a bénéficié d'une visibilité inédite. Aujourd'hui, concurrencé par l'art vidéo, ses jours semblent comptés.

PHILIPPE PERSON

## DVD

Le 6 juin à l'aube, de Jean Grémillon  
POM Films et les Editions de l'Ceil, 2014, DVD de 56 minutes et livret de 92 pages, 25 euros.

Avec ces « Notes cinématographiques sur le débarquement anglo-américain », prises en 1944 et en 1945, l'auteur des films *Le Ciel est à vous* et *Remorques* a voulu témoigner de la désolation qui régnait dans sa Normandie natale après les bombardements et la confrontation de plusieurs mois entre forces alliées et armée allemande. Jean Grémillon nous découvre d'un même geste la richesse architecturale et les beautés naturelles de la région, puis il détaille, cartes à l'appui, la stratégie des troupes britanniques, françaises, américaines et canadiennes pour reconquérir le territoire bas-normand. On voit le peuple investir petit à petit les « *pierres, cendres et ruines* » de ses « *communes martyres* » pour enterrer les morts et rebâtir le pays dévasté. Un charpentier, une cultivatrice racontent les journées d'isolement et de faim, ainsi que l'entraide. Grémillon, qui venait du même milieu modeste, pose sur eux, un regard à la fois respectueux, douloureux et plein d'espérance.

MEHDI BENALLAL

## CULTURE

## Pirates rock'n'roll

On peut approuver chaleureusement André Breton quand il affirmait : « *En matière de révolte, aucun de nous ne doit avoir besoin d'ancêtres* (1). » Il n'en demeure pas moins que les fâchés, furieux et indociles divers du passé eurent parfois de si beaux rêves ou de si puissantes colères qu'ils contribuent à donner du cœur à l'ouvrage – par contagion d'enthousiasme ou, à rebours, par la critique de leurs moyens ou de leurs enjeux. Il est ainsi assez éclairant de faire un tour du côté de quelques héros de la contre-culture qui s'épanouirent pendant les « trente glorieuses », ces trois décennies qui, contrairement à leurs devancières des Trois Glorieuses (1830), n'aboutirent pas à une révolution – sinon culturelle.

Vers le milieu des années 1960, aux Etats-Unis, la société de consommation rayonne, la jeunesse devient un important acteur social, et l'armée bombarde le Nord-Vietnam. En février 1965, Malcolm X est assassiné ; en mai, des étudiants brûlent publiquement leur carte de conscription ; en août, des émeutes secouent Watts, un quartier majoritairement noir de Los Angeles ; et pendant ce temps un petit chimiste met au point la formule du LSD. C'est dans cet ensemble de tensions et de perspectives que vont s'inventer, à San Francisco, les Diggers (2).

Ils naissent au sein d'un mouvement porté par la San Francisco Mime Troup, qui se consacre au théâtre politique. Mais ce *Guerilla Theater*, pour reprendre le titre de leur manifeste (1965), a des positions un peu trop marxistes et un peu trop inscrites dans l'attente d'un avenir meilleur pour satisfaire certains de ses membres, qui veulent transformer ici et maintenant le monde : les Diggers, dont la base est à Haight-Ashbury, empruntent leur nom aux insurgés anglais (1649-1650) qui, sous la république d'Oliver Cromwell, ont refusé l'appropriation privée des terrains communaux. Les Diggers modernes, en particulier autour d'Emmett Grogan (3), vont chercher à concilier révolution personnelle et révolution sociale, en démontrant que « *toute activité essentielle est gratuite* ». *Free*, les magasins, les consultations médicales et juridiques, l'argent même, mis à disposition de ceux qui veulent ; *free*, les concerts, les journaux – l'adjectif signifie bien sûr à la fois gratuit et... libre. Les Diggers se situent dans le sillage du mouvement « beat », incarné par Jack Kerouac ou Allen Ginsberg, qui d'ailleurs les soutiendra. Ils sont proches à l'occasion des Hells Angels, appuient les revendications des Afro-Américains, mettent une pagaille somptueuse en ville, collectionnent les arrestations, sont discrets

sur l'origine des « dons » – quoique l'« impôt révolutionnaire » sur les commerçants ne leur soit sans doute pas étranger. Ils honnissent l'apolitisme des hippies et reprochent à la New Left de se cantonner aux institutions, n'ont rien contre les drogues si elles ne conduisent pas à l'apathie individualiste, revendiquent la gloire de l'échec contre l'idéologie de la compétition. Bref, ils sont libertaires, imprévisibles, joueurs. Au bout de deux ans, c'est terminé. Victime de son succès, Haight-Ashbury fait vite partie des circuits touristiques. Trop de substances toxiques et d'enfants-fleurs en quête de « *psychédélie transcendantale* ». Les survivants se consacreront pour l'essentiel à des causes écologiques, comme la sauvegarde du saumon de rivière...

Quelques années plus tard, Lester Bangs (4) (1948-1982) raconte à sa manière la transposition rock de la grande aspiration à la libération individuelle et collective. Il écrit des articles merveilleusement longs, excessifs, digressifs, mal élevés, grandiosément lyriques, d'une mauvaise foi souveraine. Et peu importe de connaître John Lydon (ex-Johnny Rotten), Captain Beefheart ou Patti Smith pour se réjouir intensément, car il ne se contente pas d'écouter du rock (de toute façon, « *99% de la musique actuelle est nulle* »). Il cherche : « *Que sommes-nous en train de détruire, ou du moins de rabaisser en nous* », quand nous écoutons une musique séduisante et foncièrement inoffensive, l'« *arty-formica* » ou les « *papiers peints sonores* » ? Pourquoi, comment une musique « *authentiquement déviante* » peut-elle aider à embellir, à refuser les mensonges du bon goût, de la mode, en bref, les valeurs de l'ordre social en place (l'avant-garde : « *un tas de rien qui ne menace personne* »), à pulvériser les séductions du nihilisme et de l'autodestruction ? Le rock selon Bangs, c'est ce qui exige qu'on vive non pas sans temps morts, mais sans idées mortes...

EVELYNE PIEILLER.

(1) André Breton, *Second Manifeste du surréalisme* (1930), dans *Manifestes du surréalisme*, Gallimard, coll. « Folio Essais », Paris, 1985.

(2) Alice Gaillard, *Les Diggers. Révolution et contre-culture à San Francisco (1966-1968)*, L'Échappée, Montreuil, 2014, 188 pages, 16 euros (1<sup>re</sup> éd. : 2009, édition revue et augmentée).

(3) Emmett Grogan, *Ringolevio*, Gallimard, coll. « La Noire », 1998.

(4) Lester Bangs, *Fêtes sanglantes & mauvais goût*, Tristram, Auch, 2014, 503 pages, 11,95 euros.

## HISTOIRE

## Phalanstères du Nouveau Monde

« *Je suis au bout de ma résignation*, écrivait Honoré de Balzac à M<sup>me</sup> Hanska le 3 juillet 1840. *Je crois que je quitterai la France et j'irai porter mes os au Brésil dans une entreprise folle et que je choisis à cause de sa folie* (1)... » Pourquoi l'auteur de *La Comédie humaine* rêvait-il de l'exotique Brésil et non pas de l'Afrique ou des Etats-Unis, comme tant de ses contemporains désireux d'œuvrer à la rénovation de l'humanité ? L'historien Laurent Vidal apporte un élément de réponse en reconstituant l'aventure tragi-comique des quelques centaines de disciples de Charles Fourier qui traversèrent l'Atlantique entre 1841 et 1844 avec l'objectif de bâtir des phalanstères dans l'actuel Etat de Santa Catarina, à sept cent cinquante kilomètres au sud de Rio de Janeiro (2). Leur entreprise fut un échec. Mais, à Paris et à Lyon, cette volonté de fonder une société fraternelle de l'autre côté de l'océan retint l'attention de ceux qui souhaitent répondre au « *grand problème de l'organisation du travail et de la pacification des intérêts industriels* ».

Balzac compose son roman *Le Curé de village* au moment où un groupe de fouriéristes lyonnais animé par l'homéopathe Benoît Mure lance une souscription pour l'établissement d'une colonie agricole et industrielle au Brésil. Et, s'il ne lit peut-être pas *Le Nouveau Monde*, qui publie leur appel en janvier 1840, il défend la doctrine de Fourier dans la *Revue parisienne* du 25 août 1840 et développe quelques semaines plus tard des idées assez proches de celles de son grand disciple Victor Considerant (3).

Dans leur *Histoire du Brésil*, publiée en 2000 et qui reparaît enrichie, Bartolomé Bennassar et Richard Marin évoquent « *pour mémoire* » l'expérience malheureuse de Mure et de ses compagnons, et les deux phalanstères français, « *qui ne survécurent que cinq ou six ans* » (4). En réalité, ce sont les rêves brésiliens des fouriéristes qui ne survivent que cinq ou six ans... Si cinq cent quatre-vingts personnes arrivent de France, toutes ne gagnent pas le sud du Brésil pour rejoindre la colonie de Sahy ou celle, dissidente, de Palmitar. Beaucoup se perdent en route, pour des raisons variées qu'éclaire Vidal. L'historien rappelle que, si le jeune empereur Pedro II, âgé de 15 ans lorsqu'il accueillit les phalanstériens au Paço Imperial de Rio de Janeiro, leur fait bon accueil, c'est parce que son pays a un besoin urgent

de main-d'œuvre étrangère pour abolir le travail servile – ce qu'il ne fera qu'en 1888.

Indépendant depuis moins de deux décennies, le Brésil ne comptait pas encore dix millions d'habitants (près de deux cents millions aujourd'hui...). Il était moins confronté au problème des paysans sans terre qu'à celui de terres sans paysans. Voilà pourquoi l'Etat impérial encouragea l'immigration européenne. Plus que les Français, qui y exportèrent davantage d'idées que de main-d'œuvre, Allemands, Suisses, Belges et Italiens débarquèrent tour à tour à Rio pour former dans le pays des sociétés homogènes qui parfois conservent encore le souvenir de leurs origines. Le géographe Hervé Théry note que l'organisation de l'espace brésilien garde la trace de ces temps pionniers : « *L'immense majorité de la population brésilienne vit aujourd'hui encore à proximité de la côte. Il persiste une très nette opposition entre les régions littorales et celles de l'intérieur, qui reflète aujourd'hui encore les effets du processus de colonisation et de peuplement du territoire* (5). » D'où des efforts parfois prométhéens, tout au long de l'histoire nationale, pour rééquilibrer un pays grand comme quinze fois la France : déplacement de la capitale de Rio de Janeiro à Brasilia (1960), construction de la route transamazonienne (1970)... L'entreprise des fouriéristes s'inscrit dans ce long cycle d'invention de soi : le Brésil est une utopie de tous les jours, ainsi qu'André Malraux, ministre français de la culture, le laissa entendre dans son fameux discours prononcé sur le chantier de Brasilia le 25 août 1959 (6).

SÉBASTIEN LAPAQUE.

(1) *Lettres à Madame Hanska*, I, 1832-1844, Robert Laffont, coll. « Bouquins », Paris, 1990.

(2) Laurent Vidal, *Ils ont rêvé d'un autre monde*, Flammarion, Paris, 2014, 400 pages, 23 euros.

(3) Cf. ses échanges avec les fouriéristes Alphonse Toussnel et Zoé Gatti de Gamond, dans *Correspondance*, II, 1836-1841, Gallimard, coll. « Bibliothèque de la Pléiade », Paris, 2011.

(4) Bartolomé Bennassar et Richard Marin, *Histoire du Brésil, 1500-2013*, Pluriel, Paris, 2014, 714 pages, 12 euros.

(5) Hervé Théry, *Le Brésil, pays émergé*, Armand Colin, Paris, 2014, 304 pages, 25 euros.

(6) Cf. le dossier André Malraux sur le site du ministère de la culture, www.culture.gouv.fr

## DANS LES REVUES

□ **POLITIQUE ÉTRANGÈRE.** Un dossier sur la nouvelle diplomatie chinoise, en premier lieu dans la région Asie-Pacifique. Shaul Arieli, ancien colonel de l'armée israélienne et signataire des accords de Genève de 2003, croit encore à la solution des deux Etats. (N° 3, automne, trimestriel, 23 euros. – 27, rue de la Procession, 75740 Paris Cedex 15.)

□ **ESPRIT.** Un dossier sur le nouveau désordre mondial (crise du multilatéralisme, avenir de la dissuasion nucléaire, etc.). Penser la Grande Guerre à partir de l'expérience allemande. Le travail social dans le quartier de la Goutte-d'Or à Paris. (N° 407, août-septembre, bimestriel, 20 euros. – Seuil, Paris.)

□ **MONTHLY REVIEW.** Samir Amin observe un retour du fascisme, conçu comme un régime capable d'assurer la pérennité du modèle capitaliste en période de crise économique aiguë. Aucune région du globe ne serait épargnée. (Vol. 66, n° 4, septembre, mensuel, 6 dollars. – 146 West, 29th Street, suite 6 W, New York, NY 10001, Etats-Unis.)

□ **REGARDS.** A l'heure des référendums en Ecosse et en Catalogne, la revue consacre son dossier aux régionalismes, nationalismes, indépendantismes : le « repli sur soi ». Elle se penche aussi sur l'usage des drones dans la guerre et sur l'influence des lobbies contre les politiques de santé publique. (Automne, trimestriel, 9 euros. – 5, villa des Pyrénées, 7520 Paris.)

□ **DE L'AUTRE CÔTÉ.** La revue de l'Union juive française pour la paix (UJFP) publie un hors-série consacré à Israël et à la Palestine, « Colonisation territoriale, colonisation des esprits ». (Hors-série, été, 10 euros. – 21 ter, rue Voltaire, 75011 Paris.)

□ **ACCOME.** Intéressantes analyses de la compétition Inde-Chine dans le cadre de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (Anase) et du chaudron géopolitique au sein même des pays de l'Anase. (N° 113, périodicité non précisée, 15 euros. – 2, rue de Viarmes, 75001 Paris.)

□ **CRITIQUE.** Depuis sa rétrocession à la Chine en 1997, Hongkong lutte au quotidien pour préserver son indépendance politique, financière, idéologique, linguistique (*lire page 10*)... Portrait d'une ville décidée à défendre son identité double : à la fois britannique et chinoise. (N° 807-808, août-septembre, mensuel, 14 euros. – 7, rue Bernard-Palissy, 75006 Paris.)

□ **AFRIQUE CONTEMPORAINE.** Un dossier consacré au pastoralisme dans le Sahel : conséquences des variations climatiques, stratégies des familles, actions entreprises par les Etats et les organisations internationales, etc. (N° 249, septembre, trimestriel, 16,50 euros. – 5, rue Roland-Barthes, 75598 Paris Cedex 12.)

□ **AUJOURD'HUI L'AFRIQUE.** Les peuples africains sont confrontés à un nouveau défi : l'essor des extrémismes religieux, qui favoriserait le retour de l'impérialisme occidental. D'autres contributions s'interrogent sur les processus électoraux et leur capacité à résoudre les problèmes du continent noir. (N° 133, septembre, trimestriel, 6 euros. – BP 22, 95121 Ermont Cedex.)

□ **FAIM ET DÉVELOPPEMENT.** Une enquête décrit les conditions sociales des travailleurs togolais du secteur minier et les enjeux politiques et afférents. Un dossier analyse le rôle de la « société civile » dans les pays du Maghreb et du Machrek trois ans après les « printemps arabes ». (N° 282, juillet-août, mensuel, 4 euros. – 4, rue Jean-Lantier, 75001 Paris.)

□ **CAHIERS DES AMÉRIQUES LATINES.** Une livraison largement consacrée à Haïti : un Etat à (re)construire après le séisme de 2010. A noter, également, une analyse éclairante du désenchantement suscité par la politique de l'administration Obama. (N° 75, 1<sup>er</sup> semestre, semestriel, 18 euros. – Institut des hautes études de l'Amérique latine, 28, rue Saint-Guillaume, 75007 Paris.)

□ **PROBLÈMES ÉCONOMIQUES.** L'urbanisation connaît aujourd'hui une forte expansion dans le monde entier, intensifiant la concurrence entre grandes villes aussi bien que les clivages entre celles-ci et le reste des territoires. Les enjeux du Grand Paris. Les avantages et les inconvénients d'une sortie de la zone euro. (N° 3093, 2<sup>e</sup> quinzaine d'août, bimensuel, 4,80 euros. – 29, quai Voltaire, 75344 Paris Cedex 07.)

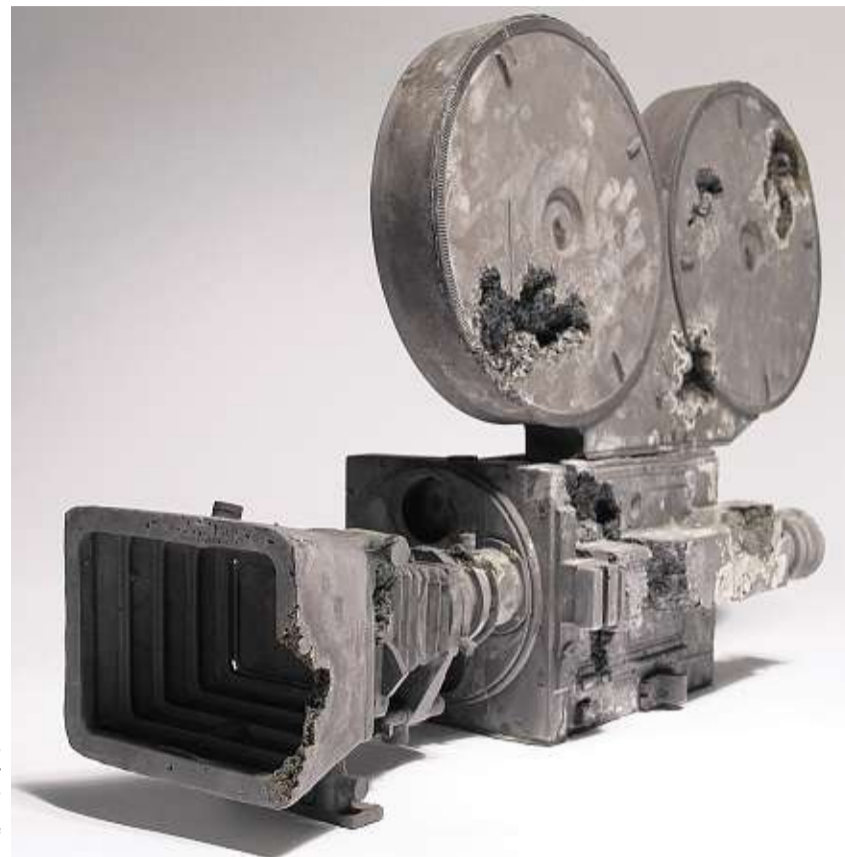
□ **HÉRODOTE.** Dans ce numéro entièrement consacré à la « France, pouvoirs et territoires » : les aventures du Grand Paris ; la reconstitution du paysage électoral à Béziers et Perpignan ; les nouveaux rapports de forces dans la petite couronne parisienne après les élections municipales de 2014. (N° 154, 3<sup>e</sup> trimestre, trimestriel, 23 euros. – La Découverte, Paris.)

□ **FUTURIBLE.** La nécessaire transition écologique questionne notre rapport aux objets et souligne la nécessité impérieuse d'en réduire le rythme de renouvellement. Le métro Grand Paris, un choix contestable, deux fois plus cher que le tunnel sous la Manche. Europe et Russie, deux ensembles complémentaires. (N° 402, septembre-octobre, bimestriel, 22 euros. – 47, rue de Babylone, 75007 Paris.)

□ **L'ÉCOLOGISTE.** Un dossier sur l'enjeu vital des mers et des océans : la pêche en eau profonde, le sauvetage des requins, les poissons transgéniques, un univers marin dominé par les méduses. (N° 43, juillet-septembre, trimestriel, 6 euros. – BP 1, 03460 Ygrande)

## CINÉMA

## Du star-système au système D



DANIEL ARSHAM. – « Steel Eroded Movie Camera » (Caméra érodée en acier), 2013

ADAGP/GALERIE PERROTIN, PARIS

## DANS LES REVUES

□ **NATURE & PROGRÈS.** La revue des producteurs et consommateurs bio se penche sur les politiques agricoles, avec un premier bilan de la loi d'avenir pour l'agriculture, qui s'ouvre aux circuits courts et à la souveraineté alimentaire. Les accords de libre-échange, incompatibles avec l'agroécologie paysanne. (N° 99, septembre-octobre, 6,50 euros. – 13, boulevard Louis-Blanc, 30100 Alès.)

□ **REVUE FRANÇAISE DE SCIENCE POLITIQUE.** Un numéro consacré à « la judiciarisation dans le gouvernement du religieux », de la Turquie à Israël et au Canada. Claire de Galember montre comment il a fallu tordre le droit et contourner la laïcité pour interdire la burqa en France. (Vol. 64, n° 4, bimestriel, 24 euros. – 27, rue Saint-Guillaume, 75337 Paris Cedex 07.)

□ **POLITIQUE.** Les impasses d'une « guerre contre la drogue » qui n'a en rien amélioré les conditions de santé et de sécurité des pays concernés. A noter également une synthèse efficace, bien que peu critique, du *Capital au XXI<sup>e</sup> siècle* de Thomas Piketty. (N° 86, septembre-octobre, bimestriel, 9 euros. – Rue du Faucon 9, B1000 Bruxelles, Belgique.)

□ **ACTES DE LA RECHERCHE EN SCIENCES SOCIALES.** Au sommaire du dossier sur les « espaces de l'entre-soi » : les usages sociaux de la sécurité dans les copropriétés fermées de Buenos Aires, les classes populaires blanches et le périurbain, le travail des comités d'acceptation des villages juifs de Galilée, etc. (N° 204, septembre, trimestriel, 16,20 euros. – Seuil, Paris.)

□ **INFORMATIONS SOCIALES.** La question du mal-logement en France, depuis le sort des dix mille locataires expulsés chaque année jusqu'à l'impact de la précarité énergétique sur la santé des habitants, en passant par le problème de l'habitat insalubre à Paris. (N° 184, juillet-août, bimestriel, 6,50 euros. – 32, avenue de la Sibelle, 75685 Paris Cedex 14.)

□ **L'ÉMANCIPATION SYNDICALE ET PÉDAGOGIQUE.** Retour sur la « réforme » de l'éducation prioritaire. Un portrait de la philosophe Simone Weil. (N° 1, septembre, dix numéros par an, 4 euros. – Le Stang, 29710 Plogastel-Saint-Germain.)

□ **ALTERMONDES.** Contrairement à une idée reçue, l'engagement n'est pas une pratique marginale et obsolète ; un dossier révèle de nouvelles formes d'action à travers le monde. (N° 39, septembre, trimestriel, 10 euros. – 14, passage Dubail, 75010 Paris.)

□ **LE MOUVEMENT SOCIAL.** Que sont devenus les étudiants qui dirigeaient la Mutuelle nationale des étudiants de France (MNEF) entre 1973 et 1986 ? L'agitation ouvrière en Martinique au début du XX<sup>e</sup> siècle. Les « spécialités pharmaceutiques » dans la France du XIX<sup>e</sup> siècle. (N° 248, juillet-septembre, trimestriel, 16 euros. – 9, rue Mahler, 75181 Paris Cedex 04.)

□ **L'ANTICAPITALISTE.** La revue mensuelle du Nouveau Parti anticapitaliste consacre un dossier fourni à l'anniversaire de la fondation de la 1<sup>re</sup> Internationale en 1864. S'y dessine déjà la problématique de la nature du socialisme : étatique ou libertaire ? (N° 57, septembre, 4 euros. – 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex.)

□ **JEF KLAK.** Cette séduisante nouvelle revue, consacrée à la critique sociale et aux expériences littéraires, décline le thème de la sorcellerie, d'une réflexion sur le transhumanisme à un entretien avec Jeanne Favret-Saada (2011). (N° 1, automne-hiver, bimestriel, 16 euros. – Marabout, 30, avenue Mathurin-Moreau, 75019 Paris.)

□ **LE MONDE LIBERTAIRE.** Ce hors-série commémore la Grande Guerre à sa façon, avec une interview de Noël Genteur, maire de Craonne, et une autre de Tardi, accompagnée d'un portfolio du dessinateur. A lire également, René Berthier sur Pierre Kropotkine et le Manifeste des Seize en soutien aux Alliés. (Hors-série, n° 57, septembre-octobre, 5 euros. – 145, rue Amelot, 75011 Paris.)

□ **WIRED.** M. Edward Snowden expose ses motivations dans un entretien parfois très complaisant. Portrait de l'auteur de bandes dessinées controversé Frank Miller. (Septembre, mensuel, abonnement annuel : 70 dollars. – 520 Third Street, suite 305, San Francisco, CA 94107-1815, Etats-Unis.)

□ **ENSEIGNANTS POUR LA PAIX.** Durant la première guerre mondiale, l'esprit pacifiste a continué de souffler dans plusieurs couches de la population. Des grèves et mutineries ont lieu ; des appels circulent. Derrière le front, les femmes travaillent et s'organisent. (N° 99, septembre-octobre, bimestriel, 5 euros. – 129, avenue du Général-Leclerc, 91120 Palaiseau.)

□ **MIRABILIA.** Si ce numéro consacré au miroir fait la part belle aux thèmes littéraires du double et du reflet (Joseph Conrad, Yasunari Kawabata...), il revient aussi sur l'histoire industrielle de l'objet, par le biais notamment des souffleurs de verre. A noter aussi un entretien avec Régis Boyer consacré à la mentalité scandinave. (N° 5, printemps, semestriel, 22 euros. – 393, rue des Pyrénées, 75020 Paris.)

Retrouvez, sur notre site Internet, une sélection plus étoffée de revues : [www.monde-diplomatique.fr/revues](http://www.monde-diplomatique.fr/revues)

*Même des réalisateurs remarquables en sont victimes... Avec l'arrivée de producteurs venus des affaires, le conformisme des sociétés de financement ne laisse guère de place à l'épanouissement de cinéastes originaux. Les nouveaux auteurs doivent oublier l'idée de vivre de leur création et apprendre la débrouille.*

PAR CARLOS PARDO \*

IL y a comme une tendance à la morosité dans le paysage cinématographique français. Le bilan de l'année 2013 enregistrait certes un nombre constant de films produits : deux cent neuf, dont cent cinquante-quatre intégralement financés par des sources nationales. En revanche, il soulignait une baisse de la part de marché du cinéma hexagonal, avec seulement soixante-quatre millions et demi d'entrées en France, soit 33,8% du total – le taux le plus bas des dix dernières années – contre une moyenne de 39% entre 2004 et 2013 (1). Les investissements connaissent un net recul de 4,3%, alors qu'ils progressaient à un rythme annuel de 1,5% depuis 2004. L'année 2014 n'incite pas davantage à l'optimisme : le nombre de tournages déclarés au premier semestre est en baisse de 32% par rapport à la même période en 2013. Or c'est la production la plus artisanale, la plus indépendante qui est concernée : délaissés par la télévision, les films d'auteur ne peuvent guère être financés qu'avec l'avance sur recettes – l'aide sélective du Centre national du cinéma et de l'image animée (CNC) (2) – et l'apport d'une subvention d'un conseil régional. On compte aujourd'hui de plus en plus de cinéastes qui ne peuvent mener à bien leurs projets...

En septembre 2013, lors de la sortie de *Mon âme par toi guérie*, l'un des plus beaux films de ces dernières années, François Dupeyron (*Drôle d'endroit pour une rencontre*, 1988 ; *La Chambre des officiers*, 2001) dénonçait le « totalitarisme » de la télévision dans *Le Figaro*. « Je m'étais aperçu que, depuis 2003, tous mes projets avaient été refusés par les chaînes publiques. Quant à Canal Plus, ça remontait à 2007. » Finalement, le producteur portugais Paulo Branco choisit de faire confiance au cinéaste. Il permit au film d'exister, alors que le réalisateur envisageait de jeter l'éponge définitivement. Avec un budget de moins de 1 million d'euros – soit le cinquième du devis moyen des films en 2013 –, Dupeyron ne s'est jamais senti aussi libre : « *Fils d'agriculteurs, je sais depuis toujours qu'un producteur, c'est quelqu'un qui aide à faire pousser la graine, à grandir. Un décideur, c'est le contraire – la racine même du mot est destructrice. J'entends parfois des décideurs dire que, sur tel film, ils se sont trompés. Or je pense qu'ils se trompent sur eux-mêmes. Accepter d'exercer cette fonction durant des années, de porter un jugement, d'écarter un scénario parce qu'il contient des gros mots – ça m'est arrivé ! –, parce qu'un thème abordé ne leur plaît pas, parce qu'on ne sait dans quelle case ranger le film, ne parler cinéma qu'en termes de chiffres, de casting, c'est la mort de la culture, la fabrication d'un cinéma OGM avec toutes les dérives que cela comporte. Ce qui se passe dans le cinéma est à l'image de notre société. »*

De tels propos sont rarement publics. Dans un milieu où les réseaux sont déterminants, il convient de soigner son image, de ne jamais l'associer à un échec quelconque, de ne dire du mal de personne. Aussi ne s'étonne-t-on pas lorsque le réalisateur d'un premier film prometteur demande à témoigner de manière anonyme : « *On m'avait dit que, pour le deuxième film, ce serait plus dur que pour le premier, mais je pensais que c'était une vue de l'esprit.* » Erreur : en 2013, on comptait 32,5% de premiers films et 18,7% de deuxièmes films... Dans son cas, toutes les conditions favorables étaient pourtant réunies : un budget raisonnable, des comédiens en accord avec le projet, l'engagement d'un distributeur important, la participation d'un fonds de financement... Mais lorsque les « guichets » habituels sont sollicités (CNC, télévisions, régions...), l'affaire se corse. « *Canal Plus, qui avait été un très bon interlocuteur pour mon premier film, ne veut pas du projet. C'est désormais l'antenne qui décide et non plus les gens de cinéma.* » Du côté des chaînes publiques, Arte montre un soupçon d'intérêt, mais

France Télévisions n'affiche que de l'indifférence. Pour l'avance sur recettes, le scénario passe une première fois en commission plénière, échoue, repasse après avoir fait l'objet d'une réécriture significative, mais n'obtient pas la précieuse aide. « *Le cinéma d'auteur n'intéresse plus grand monde. Les films défendus l'an dernier par la presse et les professionnels, comme La Fille du 14 juillet ou La Bataille de Solferino, font moins de cinquante mille entrées (3). Tout se rétrécit. Les scénarios se voient sans cesse réécrits après chaque avis de décideurs. Les monteurs emploient d'ailleurs une formule : le travail sur l'os. On pousse tellement les auteurs à se concentrer sur l'intrigue, le squelette du film, que le montage se résume à du bout à bout, renonçant à sa fonction d'écriture... On se trouve à une période charnière. De nouveaux producteurs venus des affaires surgissent, et les indépendants qui continuent à faire la queue aux guichets se retrouvent hors jeu. Être cinéaste de nos jours, c'est comme être romancier. A quelques exceptions près, il n'est plus possible d'en vivre.* »

Diplômée de l'Institut des hautes études cinématographiques (Idhec) dans les années 1980, Emmanuelle Cuau n'a pas peur de parler : « *Il faut dire la vérité, même si ça ne plaît pas à tout le monde.* » Est-ce pour cela qu'elle n'a, à ce jour, tourné que deux longs-métrages (*Circuit Carole*, 1995, et *Très bien, merci*, 2007) ? Voilà deux ans qu'elle développe l'histoire d'une mère de famille quittant sa province pour un emploi à Paris qui, finalement, lui échappera. E conduit deux fois par la commission de l'avance sur recettes, le projet ne peut dès lors exister qu'avec une distribution excitante pour les financiers. En août 2013, le personnage principal est proposé à Mathilde Seigner (*Maman, La Liste de mes envies*). Elle déclare aimer le scénario mais se désiste trois mois plus tard : elle s'apprête à tenir un rôle trop proche dans un autre film. Dans cette tranche d'âge, les actrices « bankables » (qui permettent le financement du film sur leur nom) se comptent sur les doigts d'une main. Karin Viard (*Polisse, Lulu femme nue*) est l'une d'elles. Le projet l'intéresse et elle organise une réunion avec son agent, la réalisatrice, la scénariste et la productrice. L'agent suggère de réécrire le scénario afin de rendre le personnage plus flamboyant, « à la Gena Rowlands » (*Gloria, Une femme sous influence*), l'épouse et égérie du cinéaste américain John Cassavetes. Deux versions sont rejetées à cause d'un « manque de tension sur la fin ». Excédée, la réalisatrice décide de se passer d'intermédiaires et contacte Sandrine Kiberlain, avec qui elle a tourné en 2007. La comédienne, après lecture, fait part de son enthousiasme. Mais, tout juste « césarisée », elle est submergée de propositions et ne sera libre qu'en juin 2015... La productrice fait une dernière tentative auprès de l'agent de Viard, qui lui apprend que sa cliente ne fera pas le film. La réponse est donnée en mai, le tournage prévu à l'automne 2014 devra certainement être repoussé d'un an...

SANDRINE VEYSSET a réalisé en 1996 un remarquable premier film, *Y aura-t-il de la neige à Noël ?* (4). Elle élabore ses trois longs-métrages suivants avec Humbert Balsan, producteur également de Youssef Chahine et d'Elia Suleiman. Le 10 février 2005, il se suicide dans les bureaux de sa société, fortement endettée... Sa mort soudaine va peser sur la carrière de la réalisatrice. « *Difficile de nouer une complicité avec un autre producteur. J'ai essayé de nombreux refus. On me reprochait les échecs commerciaux de mes derniers films (5), l'absence d'un casting*

« bankable », un cinéma trop « auteur », pas suffisamment dans l'air du temps. » A l'issue de deux ans de bataille, un jeune producteur a réuni un budget de moins de 1 million d'euros. La cinéaste va pouvoir retrouver son métier après une parenthèse de huit ans : « *Mon premier film a été financé uniquement avec l'avance sur recettes. Aujourd'hui, ce n'est plus possible. On demande aux films de faire du chiffre, mais on ne leur laisse ni place ni temps pour s'installer. Les armes sont tellement inégales que ça devient ridicule, mais c'est déjà un vieux débat... »*

PHOTOGRAPHE, Raphaël Neal rêve de cinéma depuis l'adolescence et prend alors l'habitude d'écrire aux personnes qu'il admire. Touché par une de ses lettres, Claude Chabrol lui offre un second rôle dans l'un de ses films, l'occasion de respirer l'ambiance d'un tournage. Après quelques autres expériences similaires, il se lance dans l'écriture d'un scénario et fait le tour des fameux « guichets ». Seul distributeur indépendant, Jour2fête, montre de l'intérêt, mais le montage financier ne parvient pas à se faire. Neal entreprend ensuite d'adapter un roman de Leslie Kaplan. Situé au début des années 2000, *Fever* (POL, 2005) doit son titre à la chanson immortalisée par Peggy Lee. Deux étudiants deviennent meurtriers « par hasard », par questionnement philosophique. Un fait divers qui, en 1948, avait inspiré *La Corde*, d'Alfred Hitchcock. Pour Neal, « *le roman montre que nous vivons dans un monde ennuyeux, dans lequel le crime devient un acte intéressant, une variation de la banalité du mal décrite par Hannah Arendt.* » La recherche de financements s'avère de nouveau stérile. Mais Neal va aller jusqu'au bout. Il rencontre l'auteur et l'éditeur du roman et obtient la gratuité des droits d'adaptation. Il écrit aux comédiens qu'il souhaite filmer et, devant sa détermination, ceux-ci s'engagent à le suivre. Une maquette du projet est postée sur un site de financement participatif et parvient à récolter 11 000 euros. Jour2fête complète le budget du film, qui avoisine... 20 000 euros ! Chaque membre de l'équipe accepte de mettre son salaire en participation. En 2013, la durée moyenne de tournage pour un film français était de trente-six jours, soit le plus bas niveau de la décennie. Neal va prendre encore moins de temps : il tourne en un mois, avec un appareil photo. « *Les mauvaises expériences passées ne m'ont pas rendu amer, mais je suis en colère. C'est un moteur pour avancer. J'ai tourné dans les rues sans autorisation de la préfecture, mais je risque quoi ? Va-t-on me jeter en prison parce que je fais un film ?* » Une fois finis, ces « films sauvages », toujours plus nombreux (6), doivent se mettre en conformité avec la réglementation du CNC pour envisager une vie en salles. Une autre bataille commence alors...

(1) La part des films américains atteint 54,24% (cent trois millions d'entrées) en France en 2013 et une moyenne de 47,19% sur la dernière décennie. Cf. *Les Dossiers du CNC*, n° 330, Paris, mai 2014. Selon UniFrance Films, les films français ont réalisé plus de cent quarante-quatre millions d'entrées à l'étranger en 2012.

(2) Lire Eugenio Renzi, « Cinéma français, la question qui fâche », *Le Monde diplomatique*, février 2013.

(3) Respectivement réalisés par Antonin Peretjatko et Justine Triet, produits par Emmanuel Chaumet pour un budget inférieur à 1 million d'euros, ces films ont été sélectionnés à la Quinzaine des réalisateurs de Cannes et nommés aux Césars.

(4) Prix Louis-Delluc et César du meilleur premier film.

(5) *Martha...* (2001) et *Il sera une fois...* (2006).

(6) Lire « Silence, on tourne... malgré tout », Le lac des signes, <http://blog.mondediplo.net>

# Hérétiques contre faucons

PAR STEPHEN F. COHEN \*

Nous assistons à la plus dangereuse confrontation entre la Russie et les Etats-Unis de ces dernières décennies, la pire sans doute depuis la crise des missiles de 1962. La guerre civile en Ukraine, précipitée par le changement illégal de gouvernement à Kiev en février, pourrait en effet conduire à une bataille frontale opposant l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) et la Russie. Longtemps impensable, un tel scénario devient concevable. Et plusieurs éléments indiquent que cette nouvelle guerre froide serait encore plus grave que la première – à laquelle la planète n'a survécu que de justesse (1).

L'épicentre de la tension ne se situe plus à Berlin, mais à la frontière même de la Russie. En Ukraine, une région vitale pour Moscou, les mauvais calculs, les accidents et les provocations pèsent plus lourd que ceux dont le monde a été témoin il y a quelques décennies en Allemagne.

Plus grave : les acteurs de cette nouvelle guerre froide pourraient plus facilement céder aux charmes de l'arme nucléaire. Certains stratèges militaires moscovites annoncent que, si les troupes conventionnelles occidentales, bien supérieures en nombre, menacent directement la Russie, celle-ci recourra à des armes nucléaires tactiques. L'encercllement du pays auquel procède actuellement l'OTAN, avec des bases militaires et des systèmes antimissiles, rend d'autant plus plausible une telle réplique.

L'absence de règles de retenue mutuelle semblables à celles que s'imposèrent les deux camps, surtout à partir de la crise des missiles, représente un autre facteur de risque. La nécessaire modération réciproque achoppe sur les soupçons, ressentiments, malentendus et informations erronées, tant à Moscou qu'à Washington. M. Henry Kissinger (2) observe que « la diabolisation de Vladimir Poutine ne peut tenir lieu de politique : elle fournit simplement un alibi pour l'absence de politique ». Cette diabolisation équivaut au renoncement à toute analyse sérieuse, à toute élaboration d'une politique raisonnée.

Enfin, la nouvelle guerre froide sera d'autant plus dangereuse qu'aucune opposition efficace n'existe aux Etats-Unis. Nous, les opposants à la politique étrangère néfaste du gouvernement, n'avons le soutien d'aucune personnalité influente, et nous ne sommes pas organisés. Rien à voir avec les années 1970 et 1980, quand nous luttions en faveur de ce qu'on appelait alors la « détente ». Nous représentions certes une minorité, mais une minorité substantielle avec des alliés en haut lieu, y compris au Congrès et au minis-

tère des affaires étrangères. Les grands journaux, les chaînes de radio et de télévision sollicitaient notre point de vue. Nous nous appuyions sur une base populaire et même sur un groupe de pression à Washington, l'American Committee on East-West Accord, où siégeaient des patrons, des personnalités politiques, des universitaires en vue et des hommes d'Etat de l'envergure d'un George Frost Kennan (3).

Aujourd'hui, nous n'avons rien de tout cela. Nous ne disposons d'aucun accès à l'administration Obama et de pratiquement aucun au Congrès, devenu un bastion bipartisan de la politique d'affrontement. Les grands médias nous ignorent. Depuis le début de la crise en Ukraine, ni les éditoriaux ni les tribunes du *New York Times*, du *Washington Post* ou du *Wall Street Journal* n'ont relayé nos idées. Elles n'ont été exposées ni sur la chaîne MSNBC ni sur Fox News, dont les analyses tendancieuses diffèrent peu : tout est toujours « la faute aux Russes ». Nous publions certes dans les médias « alternatifs », mais on ne les tient pas pour dignes de foi ou significatifs à Washington. De ma longue vie, je n'ai pas le souvenir d'une aussi grave défaillance du débat démocratique au cours d'une crise comparable.

J'estime de mon devoir de rappeler que chaque médaille a deux côtés, et d'expliquer le point de vue de Moscou sur la crise en Ukraine. Cela me vaut d'incessantes attaques – y compris dans des publications réputées de gauche. Me voici caricaturé en tête de proue des « apologistes » de Poutine, son « idiot utile », son « meilleur ami » et, pis encore, son « lèche-bottes ». J'ai toujours essuyé des critiques, notamment au cours de mes vingt années comme commentateur pour CBC News. Mais je n'avais jamais fait l'objet d'attaques si personnelles et si colomnieuses.

Certains de leurs auteurs – ou ceux qui les inspirent – sont les champions de la politique étrangère menée par Washington ces deux dernières décennies, qui a conduit à la crise en Ukraine. En nous dénigrant, ils cherchent à occulter leur complicité dans le désastre en cours. Ces néomaccarthystes (4) veulent étouffer le débat démocratique en nous stigmatisant dans les émissions d'information les plus visibles, les grands journaux et auprès des décideurs politiques. Et, dans l'ensemble, ils y parviennent.

Tout cela signifie qu'en réalité nous, les dissidents, sommes les vrais démocrates du pays, les vrais patriotes de sa sécurité. Nous ne cherchons pas à faire taire ces va-t-en-guerre ; nous voulons débattre avec eux. Nous devons leur faire comprendre que l'actuelle politique étrangère des Etats-Unis risque d'avoir des conséquences désastreuses pour la sécurité de notre pays comme pour le reste du monde. Les périls et le coût d'une nouvelle guerre froide prolongée se répercuteront sur la vie de nos enfants et de nos petits-enfants. Cette politique irresponsable prive déjà Washington de ce partenaire essentiel que représente le



PETER EVANS.  
– «From Russia  
Without Love»,  
(Sans baisers de Russie),  
2014

WWW.PETEREVANSART.CO.UK

Kremlin dans des domaines aussi vitaux pour notre sécurité que l'Iran, la Syrie et l'Afghanistan, la non-prolifération nucléaire ou le terrorisme international.

Mais il faut dire aussi que nous sommes en partie responsables du déséquilibre, voire de l'inexistence, du débat. L'organisation et la solidarité font défaut. Certaines personnes partagent en privé notre point de vue, sans jamais s'exprimer dans ce sens. Pourtant, dans notre démocratie où le coût de la dissidence est relativement modeste, le silence n'est plus une option patriotique.

ON nous a enseigné que la modération de la pensée et du langage constituait toujours la meilleure solution. Mais, dans une crise aussi grave, la modération n'a aucune valeur. Elle se mue en conformisme, et le conformisme, en complicité. Je me souviens d'une discussion autour de cette question entre dissidents soviétiques, quand je séjournais parmi eux à Moscou dans les années 1970 et 1980. Certains d'entre eux nous ont récemment qualifiés de « dissidents américains ». Une analogie imparfaite : mes amis soviétiques comptaient beaucoup moins de possibilités d'entrer en dissidence et risquaient beaucoup plus gros. Mais une analogie instructive néanmoins. Les dissidents soviétiques protestaient contre une orthodoxie doctrinaire inflexible, des privilèges abusifs et une pensée politique sclérosée. En conséquence, les autorités et les médias soviétiques voyaient en eux des hérétiques. Depuis les années 1990 et l'administration Clinton, des idées très peu judicieuses concernant la politique étrangère se sont figées en orthodoxie bipartisanne. Or la réponse natu-

relle à toute orthodoxie, c'est l'hérésie. Alors, je dis à mes amis : « Soyons hérétiques, sans nous soucier des conséquences personnelles, dans l'espoir que d'autres viendront se joindre à nous, comme cela s'est produit si souvent au cours de l'histoire. »

La perspective la plus encourageante que je puisse offrir à mes alliés est de leur rappeler que souvent les changements débutent comme des hérésies. Ou, pour citer M. Mikhaïl Gorbatchev commentant sa lutte à l'intérieur d'une nomenklatura encore plus rigide que la nôtre : « Toute nouveauté en philosophie commence par une hérésie, et en politique, par une opinion minoritaire. » Quant au patriotisme, écoutons Woodrow Wilson (5) : « Le plus grand patriote est quelquefois celui qui persévère dans la direction qu'il tient pour juste, même s'il voit que la moitié du monde est contre lui. »

(1) Durant la guerre froide (1947-1989), plusieurs crises majeures et fausses alertes furent près de déclencher une guerre nucléaire.

(2) Architecte de la politique étrangère américaine pendant les présidences de Richard Nixon et de Gerald Ford. Acteur central du rapprochement avec la Chine et de la détente avec l'URSS, il entérina également le coup d'Etat au Chili en 1973 et l'occupation du Timor oriental par l'Indonésie en 1975.

(3) Diplomate et historien (1904-2005), théoricien de la politique d'endiguement de l'URSS en 1946, puis promoteur du désengagement américain et de la détente. Lire Olivier Zajec, « Admirateur de Tchekhov et artisan de la guerre froide », *Le Monde diplomatique*, août 2014.

(4) En référence au maccarthysme, inquisition anticommuniste extrémiste des années 1950 impulsée par le sénateur républicain Joseph McCarthy.

(5) Président des Etats-Unis de 1913 à 1921, instigateur de la Société des nations.

## SOMMAIRE

**PAGE 2 :**  
Pencher à gauche ou penser à gauche ? – Courrier des lecteurs. – Coupures de presse.

**PAGE 3 :**  
Quand l'austérité tue, par **DAVID STUCKLER ET SANJAY BASU**.

**PAGES 4 ET 5 :**  
En Cisjordanie, le spectre de l'Intifada, par **OLIVIER PIRONET**. – Une « épine dans les fesses » pour les Israéliens (**O. P.**).

**PAGES 6 ET 7 :**  
Un plan Marshall sans lendemain pour les « printemps arabes », par **IBRAHIM WARDE**. – La voix de la France enfouie sous les bombes (**A. G.**).

**PAGE 8 :**  
« Guerre contre le terrorisme », acte III, par **ALAIN GRESH**.

**PAGE 9 :**  
Retour feutré de la discrimination électorale, par **BRENTIN MOCK**.

**PAGE 10 :**  
L'été de la révolte se prolonge à Hongkong, par **NAHAN SIBY**.

**PAGE 11 :**  
Les tribulations du couple indo-afghan, par **JEAN-LUC RACINE**.

**PAGE 12 :**  
Corse, l'adieu aux armes, par **PIERRE POGGIOLI**.

**PAGE 13 :**  
Colère sociale, vote à droite, suite de l'article d'**OWEN JONES**.

**PAGES 14 ET 15 :**  
Octobre 1993, le libéralisme russe au son du canon, par **JEAN-MARIE CHAUVIER**.

**PAGES 16 ET 17 :**  
Les évangélistes à la conquête du Brésil, suite de l'article de **LAMIA OUALALOU**. – Elus à vendre, par **SILVIO CACCIA BAVA**.

**PAGES 18 ET 19 :**  
En Argentine, les fonds vautours tenus en échec, par **MARK WEISBROT**. – Faut-il vraiment payer toute la dette ?, par **JEAN GADREY**.

**PAGE 20 :**  
Notre pari, l'émancipation, suite de l'article de **SERGE HALIMI**.

**PAGE 21 :**  
L'erreur de calcul, par **RÉGIS DEBRAY**.

**PAGES 22 ET 23 :**  
Au Kenya, les habitants de la côte exclus du banquet démocratique, par **GÉRARD PRUNIER**.

**PAGES 24 À 26 :**  
LES LIVRES DU MOIS : « White Trash », de John King, par **HUBERT ARTUS**. – « Sémaphores », de Gamal Ghitany, par **MARINA DA SILVA**. – Quand Cuba se battait pour l'Angola, par **AUGUSTA CONCHIGLIA**. – Rome loin du Colisée, par **LUCIE GEFFROY**. – Les barbelés du Bengale, par **MARTINE BULARD**. – Pirates rock'n'roll, par **EVELYNE PIEILLER**. – Phalanstères du Nouveau Monde, par **SÉBASTIEN LAPAQUE**. – Dans les revues.

**PAGE 27 :**  
Du star-système au système D, par **CARLOS PARDO**.  
Supplément Secours populaire français, pages I à IV.



# Une jeunesse solidaire dans le monde

Pas plus que d'autres, les jeunes n'échappent aux préjugés ; dans beaucoup de discours politiques ou médiatiques, ils sont ainsi caractérisés comme consuméristes et égoïstes. La simple observation du terrain montre pourtant que nombre d'entre eux manifestent un grand sens de la solidarité

(lire la tribune ci-dessous). C'est le cas jusque dans les camps de réfugiés syriens du Liban (lire ci-dessous) ou parmi les étudiants précarisés en France (lire page III). Notion relativement récente, la jeunesse fait l'objet d'appropriations déformantes qui en brouillent l'image (lire page II).



ANDREW McCONNELL. – Réfugiés syriens à l'école d'Arsal, nord du Liban, 2013

## Syriens et Libanais à l'école de la non-violence

**L**IBANAIS et Syriens, ils proviennent de cultures et de milieux sociaux différents, mais ont partagé une expérience forte : découvrir que les préjugés ne sont pas insurmontables. Avec cent autres jeunes de leurs deux pays, Houda, Talal, Jana, Firas, Toufik et Hiba (1) ont vécu six jours dans le camp d'été Better Together, financé à 100 % par la délégation de l'Union européenne au Liban. Au milieu des montagnes de Jezzine, dans un petit coin de nature où seuls le vent et la cloche du berger troublent le silence, ils ont participé à des ateliers de dessin, de musique, de vidéo et de théâtre conçus pour les aider à gérer les conflits de manière non violente. Et étaient invités à s'interroger : quelle image ai-je des autres ? Quelle est celle que je renvoie de moi-même ? Surtout, de quoi ai-je envie de parler ?

« Dès que j'ouvre les yeux le matin, je pense à tous ces morts... », raconte Toufik, qui par-

\* Journaliste.

ticipe à l'atelier vidéo. *J'ai besoin de l'exprimer dans mon film.* » Le visage de ce Damascène de 22 ans, jovial et bien portant, s'assombrit dès qu'il aborde la guerre. Il a vu l'armée syrienne bombardier le camp palestinien de Sbeineh, au sud-ouest de la capitale, où sa famille habite. « *Et moi j'en ai marre de parler de la guerre!*, s'exclame Hiba, sa binôme libanaise avec laquelle il réalise un court-métrage. *On évoque toujours les problèmes, jamais les solutions.* » Les deux cinéastes en herbe n'arrivent pas à se mettre d'accord. M. Wael Kadlo, l'animateur de l'atelier, tranche : ils écriront chacun un texte, puis chercheront des convergences pour ne rédiger qu'un seul scénario.

« Tout le monde à genoux ! »

Identifier les points communs entre deux communautés qui pensent que tout les oppose, tel est le credo de Search for Common Ground (SFCG), une organisation spécialisée dans la réso-

PAR NOTRE ENVOYÉE SPÉCIALE  
AMÉLIE ZACCOUR \*

lution des conflits par la médiation, présente dans une trentaine de pays. Elle coorganise ce camp d'été avec son homologue libanaise Development for People and Nature Association (DPNA, par ailleurs partenaire du Secours populaire français). Ces organisations non gouvernementales (ONG) cherchent à réunir des jeunes de 15 à 25 ans, de tous milieux sociaux, venant de deux pays qui entretiennent des relations complexes, voire hostiles. La situation s'est envenimée avec l'arrivée d'un million deux cent mille réfugiés syriens au Liban depuis 2011. Les Syriens représentent désormais plus d'un quart de la population du pays, déjà politiquement et socialement fragmenté par quinze ans de guerre civile (2). « *Lorsqu'on exprime sa propre histoire, ses souvenirs et ses douleurs, automatiquement d'autres personnes se reconnaissent là-dedans,*

explique M<sup>me</sup> Lina Issa, qui dirige l'atelier vidéo avec M. Kadlo.

A l'autre bout du camp, M. Aboudi Jatal, l'animateur de l'atelier théâtre, demande à ses élèves de jouer le rôle d'otages dont il serait le ravisseur : « *Tout le monde à genoux, les mains derrière le dos et la tête baissée!* », hurle-t-il. Les vingt jeunes s'exécutent. Les yeux fermés, ils entendent les pas de M. Jatal. Ce dernier touche leurs tempes, mimant un revolver. Il crie à nouveau, menace de les tuer et s'en prend particulièrement aux jeunes femmes, « *pour irriter les garçons et susciter leur envie de les protéger* » alors qu'ils sont impuissants. M. Rafi Feghali, qui coanime l'atelier, évoque un espace-temps qui se situe entre la réalité et la fiction. Dans cette « *troisième dimension* », les jeunes sont plongés dans une atmosphère où ils construisent une his-

toire commune. « *A la fin du camp, les participants étaient très soudés; ils connaissaient les habitudes des uns et des autres, leurs goûts, etc.* » Après cet exercice, le Syrien Firas a raconté à sa camarade libanaise Jana qu'il avait été victime d'une prise d'otages avant de quitter son pays. Au fur et à mesure du récit, celle-ci a réalisé qu'elle ressentait ce qu'il avait vécu comme si elle s'y trouvait. La jeune femme confie avoir été marquée par cet épisode.

« Incorporer ce que j'ai vécu »

A l'atelier dessin, Houda devait raconter une histoire d'amour. Elle a représenté une femme écrasée par un tank et son bien-aimé subissant le même sort alors qu'il essaie de la sauver. « *J'avais besoin d'incorporer ce que j'ai vécu, plutôt que de crayonner des cœurs.* » Houda est originaire du camp de Yarmouk, tristement célèbre pour avoir été assiégé et affamé par l'armée syrienne.

Figurer la guerre peut-il faire comprendre aux Libanais ce que les Syriens ont vécu, et ainsi rapprocher les deux peuples ? Oui, dit Jana. L'importation du conflit syrien, la présence du Hezbollah, la menace israélienne et le contexte régional rendent les Libanais conscients de ce que les Syriens vivent et éveillent leur compassion. Mais un jeune homme de 20 ans, originaire de Tyr, n'est pas d'accord : « *Je doute que nous autres Libanais ayons une réelle compréhension de ce qui se passe chez nos voisins. Lorsque les Israéliens ont bombardé ma rue en 2006, nous avons fui vers le nord. Nous pouvions rester en sécurité sans quitter le pays. Et, au fond, nous savions que cette guerre n'allait pas durer. C'est tout le contraire de ce qui se passe en Syrie.* »

Un réflexe enfoui

Dans le film qu'elle réalise avec Toufik, Hiba voulait raconter une histoire qui mette en valeur la solidarité. La jeune femme, qui se décrit comme « *humaine* », imaginait une séquence « *avec des gens qui aident leur prochain, que d'autres prendraient ensuite pour exemple* ». Elle se dit convaincue qu'une petite action bénéfique peut inspirer des foules. Comment Toufik pourra-t-il surmonter ses problèmes s'il ne parle que de la guerre au sens strict, s'interroge-t-elle ? Faute d'accord, Toufik et Hiba ont fini par mettre en scène leur différend pour le filmer. « *Ils sont en désaccord, mais ils respectent l'opinion de l'autre. C'est aussi une manière de trouver un terrain d'entente* », explique M. Kadlo.

(Lire la suite page III.)

(1) Les prénoms ont été changés.

(2) De 1975 à 1990, le Liban a connu une guerre civile opposant différentes communautés et mouvements politiques et subi les interventions militaires de la Syrie et d'Israël. Le conflit a fait environ quatre-vingt-onze mille morts et disparus, près de cent mille blessés, tandis que plus d'un million de personnes ont été déplacées. Cf. Boutros Labaki et Khalil Abou Rjeily, *Bilan des guerres du Liban, 1975-1990*, L'Harmattan, Paris, 1993.

## Mettre la solidarité à la « une »

PAR JULIEN LAUPRÊTRE \*

**E**N France, les jeunes ont trop souvent mauvaise presse. De reportages en interviews, ils brûlent les voitures, volent, se droguent, sont violents... Pourquoi ne pas parler davantage de la majorité des jeunes qui ont bon cœur et témoignent de sentiments généreux, malgré les difficultés de la vie quotidienne et le peu d'espoir placé en leur avenir ? Pourquoi ne pas donner la parole à tous ceux, garçons et filles, qui se dévouent sans compter, font preuve d'humanité et affrontent avec dignité et courage une société où ils ont bien du mal à trouver leur place, en France comme à l'« étranger » ? C'est pourquoi tous les témoignages publiés ici mettent en lumière les nombreuses activités solidaires qui existent par-delà les frontières, les origines, la couleur de la peau.

\* Président du Secours populaire français, commandeur de la Légion d'honneur.

Si la solidarité en actes ne saurait tout régler, elle se révèle indispensable dans un quotidien si difficile mais aussi générateur de profonds sentiments d'humanité, qui portent loin et fort.

Le Secours populaire français (SPF), au travers de ses activités de « généraliste de la solidarité », témoigne du nombre croissant de jeunes qui s'engagent, veulent être utiles par des actes concrets. Non seulement ils s'inscrivent dans le traditionnel, le déjà-vu, mais ils apportent aussi des idées nouvelles, lancent des initiatives inédites pour aider à recueillir des fonds, pour se rencontrer, échanger au niveau mondial. Comme le montrera le Festival des solidarités euro-méditerranéennes qui se tiendra à Nîmes les 24, 25 et 26 octobre (1), les jeunes ne manquent pas d'imagination pour faire reculer les

poisons du racisme, de l'antisémitisme, de la xénophobie, de la violence, toute cette lie de nos sociétés.

Dès le plus jeune âge, les idées altruistes, humaines peuvent être inculquées. C'est pourquoi notre association développe de grandes activités avec son mouvement inédit destiné aux enfants : Copain du monde. Dès sa conception, les modalités et les valeurs de ce mouvement sont identiques à celles qui vivent dans le SPF. Il ne s'agit pas d'une organisation entièrement structurée, mais d'un mouvement vivant pour « *mondialiser la solidarité* ». Pour la préparation des trois villages Copain du monde organisés cet été, les fédérations du SPF ont travaillé avec trente-deux associations représentant autant de pays. Le succès fut au rendez-vous, avec la participation de plus de trois cents enfants.

Contrairement à d'autres, nous n'« exportons » pas la solidarité et nous n'avons pas de délégués en permanence sur place. Ce sont les habitants, sur leur terre, qui organisent la solidarité, avec notre soutien depuis la France. En retour, ils se montrent disponibles pour notre pays. Ce fut le cas de nos partenaires allemands en faveur des sinistrés des inondations dans le Gard, par exemple. Ou encore de nos partenaires chinois, qui ont contribué par un don financier à reconstituer les stocks alimentaires détruits dans l'entrepôt du SPF de Roubaix à la veille d'un Noël... et de bien d'autres. Il s'agit là d'une authentique solidarité où chacun agit pour lui et pour les autres.

A la veille de son soixante-dixième anniversaire, les portes et les trésoreries du Secours populaire français sont grandes ouvertes. N'hésitez pas à en franchir les seuils.

(1) www.secourspopulaire.fr

# Les jeunes, objet social mal identifié

Toutes les époques n'ont pas considéré la jeunesse de la même manière. Des siècles durant, des rites ont marqué le passage à l'âge adulte et à un nouveau rôle dans la société. Au cours du XX<sup>e</sup> siècle, ces marqueurs ont disparu avec la montée du chômage et l'essor de la consommation.

PAR LUDIVINE BANTIGNY \*

« **U**NE invention moderne » : c'est ainsi que l'historien américain John Gillis qualifiait la jeunesse en 1974 (1). Pourtant, bien qu'elle lui ait accordé une attention singulière, l'époque contemporaine ne l'a pas inventée : elle l'a constituée en objet social.

Sous l'Ancien Régime, la jeunesse formait déjà un groupe identifié, auquel on accédait par des rituels, en particulier lors des carnavaux, des charivaris, des fêtes de la Saint-Jean ou du « mois de Marie ». Au début du XX<sup>e</sup> siècle, avec le déclin du folklore et l'intervention de l'Etat, ces pratiques sont tombées en désuétude. Demeuraient des moments pivots qui marquaient la sortie de l'enfance, tels le certificat d'études ou la communion solennelle pour les catholiques.

Le service militaire, en forgeant l'« homme des casernes », contribuait à l'apprentissage d'une certaine virilité et d'une identité masculine codifiée, faite de domination et d'humiliation. Pour les filles, seul le mariage signifiait l'entrée dans l'âge adulte, quand, passé 25 ans, on « coiffait sainte Catherine » ; la norme réduisait la femme à son statut d'épouse et de future mère. La solennité de ces rites a elle aussi disparu, avec, en France, la suppression du service militaire obligatoire en 1997, le déclin de l'institution matrimoniale

\* Maîtresse de conférences en histoire contemporaine, université de Rouen.

et le recul de l'âge du mariage. Au début des années 1980, les hommes convoiaient pour la première fois à 25 ans en moyenne, et les femmes, à 22,8 ans ; en 2012, ces âges étaient passés respectivement à 32 et 30,2 ans.

La jeunesse est un âge social, et socialement différencié. Dans la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle, l'écart est grand entre le jeune bourgeois et le jeune ouvrier. Le premier dépend financièrement de sa famille, mais garde une certaine autonomie, quand le second donne sa paie à ses parents. Ceux qui vendent leur force de travail sont des prolétaires, des apprentis sans garantie de rémunération ni de formation, victimes des « abattements d'âge », ces réductions salariales supprimées en 1968. Ce sont aussi eux les premiers touchés par le chômage. Et ce même au cœur des supposées « trente glorieuses » : en janvier 1968, 40% des demandeurs d'emploi avaient moins de 24 ans.

## « Préjudice de l'âge »

En 1976, le taux de chômage des actifs de moins de 25 ans (12,2%) était près de quatre fois supérieur à la moyenne ; depuis les années 1980, il ne se situe jamais en deçà de 25%. Les jeunes sont désormais confrontés à la « flexibilité », indéfiniment déclinée en stages, missions d'intérim, temps partiels, emplois saisonniers et divers « contrats aidés », symbolisés par la création en 1984 des



PABLO FERNANDEZ ET HERVÉ DEZ. - « I'm the Others. The Others Are Me » (Je suis les autres. Les autres sont moi), 2007

travaux d'utilité collective (TUC) et des stages d'initiation à la vie professionnelle (SIVP). A l'aube des années 2010, seuls un quart des salariés de moins de 25 ans sont en contrat à durée indéterminée.

S'il existe un « préjudice de l'âge » commun à tous, les écarts demeurent. Les inégalités, qui se transmettent d'une génération à l'autre, sont flagrantes à l'école et à l'université. 70% des enfants de cadres supérieurs obtiennent le bac général, contre 16% des enfants d'ouvriers. L'historien Antoine Prost évoque une « démocratisation ségrégative (2) ». A l'université, moins de 25% des enfants d'ouvriers ou d'employés décrochent un diplôme, contre 80% des enfants de cadres, d'enseignants ou de membres des professions libérales. Les effectifs étudiants progressent de façon constante : moins de trente mille en 1900, quelque soixante-dix mille au milieu des années 1930, cent mille après la seconde guerre mondiale, cinq cent mille en 1968, deux millions quatre cent mille aujourd'hui. Pourtant, ni leur élargissement ni leur diversification n'atténuent les discriminations socioculturelles en leur sein.

La « culture jeune » contribue-t-elle à émusser les différences ? Il existe bien des pratiques propres à cette classe d'âge, mais elles sont distinctes selon les milieux : « bamboches » (fêtes) étudiantes ou carnavales, bals populaires. La nouveauté, surgie durant les années 1960, tient à ce que la culture jeune devient en Occident une culture de masse. A la phase biologique de l'adolescence correspond désormais un temps social et culturel, fait de loisirs et de sociabilités particulières entre groupes de pairs. Il se déploie à la faveur de l'entrée plus tardive dans la vie professionnelle et du développement d'une société de consommation appréciée, mais aussi contestée.

## Entre engouement et inquiétude

Les flaireurs d'aubaines ne s'y trompent pas, qui y voient un très juteux marché. Après l'« âge tendre » de « Salut les copains », émission radiophonique lancée en 1959 puis déclinée en magazine en 1962, et un « yéyé » bien peu subversif, rockers et punks, durant les années 1970 et 1980, expri-

ment une contestation multiforme, tout en redoutant toujours la récupération. Depuis les années 1990, hip-hop et rap offrent d'autres modes d'affirmation et de rébellion.

Dès lors, la jeunesse suscite à la fois la convoitise des médias et les discours alarmistes. La crainte de toute transgression, celle des « apaches » dans les années 1900, des « zazous » sous Vichy, des « blousons noirs » dans les années 1960 et 1970, puis des « jeunes de banlieue » depuis le début des années 1980, témoigne de l'antienne qui l'érige en figure menaçante. Au début des années 1970 apparaît même une expression révélatrice : le « racisme anti-jeunes ».

Dans les discours stigmatisants d'aujourd'hui, les arguments « ethniques » et « culturels » prennent souvent le pas sur les analyses socio-économiques. Les bandes de jeunes existent pourtant de longue date ; la nouveauté est que, par médias interposés, elles défraient la chronique. Les révoltes dans les quartiers populaires, autrement appelées « émeutes de banlieue », ne font événement que parce que

les chaînes de télévision passent en boucle leurs formes les plus spectaculaires : incendies, affrontements avec les forces de l'ordre. Elles expriment une indignation contre la relégation spatiale, la discrimination à l'embauche et la xénophobie.

Désir d'affranchissement et refus de l'accommodement, intransigeance et dissidence, contestation et rébellion – ce qu'Emile Zola nommait l'« esprit de jeunesse » – sont ainsi sources de politisation : Front populaire, maquis de la Résistance, opposition à la guerre d'Algérie, etc. Après l'acmé de Mai 68, les mobilisations n'ont pas cessé au cours des dernières décennies : manifestations lycéennes et étudiantes contre la loi Debré, qui mettait en cause les sursis militaires, en 1973 ; opposition à la loi Devaquet en 1986 ; contestation du contrat d'insertion professionnelle (CIP) en 1994 ; lutte contre le contrat première embauche (CPE) en 2006 ; rejet de la loi Libertés et responsabilités des universités (LRU) en 2007... Pour autant, la jeunesse dans son ensemble n'est pas plus à gauche ou plus progressiste que le reste de la population. Les jeunes sans diplôme votent même davantage Front national que l'ensemble de l'électorat. Même si leur part dans l'ensemble de la population décline, les 15-24 ans sont passés de six millions en 1954 à huit millions en 1968 et à près de dix millions aujourd'hui. Mais, si le sociologue Olivier Galland a pu évoquer une « massification du fait juvénile (3) », ce n'est pas uniquement pour des raisons démographiques. C'est aussi, et peut-être surtout, en raison de la visibilité que les jeunes ont acquise, du mélange d'engouement et d'inquiétude qu'ils suscitent, et de la flamboyance de leur radicalité dans les moments de lutte.

(1) John Gillis, *Youth and History: Tradition and Change in European Age Relations, 1770-Present*, Academic Press, New York, 1974.

(2) Antoine Prost, *Histoire de l'enseignement et de l'éducation*, Tempus, Paris, 1981.

(3) Olivier Galland, *Sociologie de la jeunesse. L'entrée dans la vie*, Armand Colin, Paris, 2011 (1<sup>re</sup> éd. : 1991).

## Au-delà des modèles trompeurs

Les autorités enferment la jeunesse dans des modèles réducteurs qui laissent peu de place à l'expression des intéressés.

PAR VÉRONIQUE BORDES \*

LORSQU'ILS évoquent la jeunesse, les discours mêlent dangers et ressources, peur et espoir. Les politiques publiques reflètent ces équivoques permanentes. Ainsi le Comité interministériel de la jeunesse créé par le président François Hollande se contente-t-il, aujourd'hui encore, d'orientations sans moyens pour développer les chantiers énumérés (1).

Selon la sociologue Chantal Guérin-Plantin (2), il existe quatre modèles de référence : la jeunesse fragile, la jeunesse messia-

\* Maîtresse de conférences en sciences de l'éducation, université Toulouse - Le Mirail.

nique, la jeunesse dangereuse ou en danger et la jeunesse « citoyenne ». Ces représentations cohabitent. Elles peuvent s'alimenter ou se neutraliser.

La jeunesse fragile (premier modèle) a besoin d'être protégée par une justice spécifique ainsi que par une censure de la presse et des spectacles. Mais cette fragilité peut être invoquée pour tenir les mineurs à l'écart de la vie de la cité et les priver de toute autonomie. Par exemple, lors d'une réunion du comité de pilotage d'un conseil des jeunes dans une ville de la région Midi-Pyrénées, se posait la question de leur rôle dans cette structure. Les responsables associatifs présents souhaitaient qu'il reste minimale, au motif que les questions discutées seraient difficiles à comprendre. Appelé pour donner un regard extérieur, un chercheur s'étonna : les délibérations porteraient-elles sur des choses secrètes ou complexes ? On lui répondit par l'impératif de « protéger » les jeunes. Le scientifique s'interrogea : veut-on une jeunesse bénéficiaire ou actrice des dispositifs ? Après débat, il fut finalement convenu que deux représentants des jeunes « choisis » par les associations mem-

bres du comité pourraient prendre part à ses travaux.

Les exemples abondent d'adultes s'emparant ainsi d'espaces voués aux mineurs pour les organiser et les faire fonctionner à partir de leur propre représentation de la société. Edifiants, les témoignages des jeunes laissent paraître leur frustration : « *Nous avions demandé que l'organisation du conseil change. Nous voulions quelque chose qui soit plus adapté à nos possibilités. On nous a fait remarquer qu'on ne modifie pas un fonctionnement décidé. Après, ils s'étonnent que nous ne venions pas...* »

## Glissement contestable

Dans le deuxième modèle, la jeunesse messianique est perçue comme capable de rupture : elle peut transformer la société. Les adultes attendent d'elle qu'elle fasse la révolution, tout en redoutant une attitude qui leur échappe. Cette idée a orienté les idéologies et les expérimentations d'éducation alternative dans les années 1960 et 1970. Si Mai 68 ou les « printemps arabes » s'inscrivent dans cette vision, certains

adultes estiment qu'une telle jeunesse n'existe plus. Ainsi, lors d'une discussion dans une petite ville de province, le responsable d'une mission jeunesse jugea bon de dire que les jeunes sont désormais assistés, préférant attendre qu'on leur fournisse des activités ou qu'on leur trouve un travail.

La jeunesse dangereuse ou en danger (troisième modèle) est celle dont on parle le plus, même si elle ne représente qu'une minorité. Elle alimente largement les discours électoraux et permet de faire accepter à la population des mesures sécuritaires prises par les parlementaires. Il s'agit là d'un glissement contestable : autrefois, il était accepté que les jeunes commettent des bêtises ; aujourd'hui, ces comportements sont perçus comme des incivilités qui doivent être punies par la loi. La société semble ne plus comprendre que la jeunesse a besoin d'expérimenter, qu'il lui faut une forme de socialisation secondaire (3). La « politique de la jeunesse » devient alors la « police des jeunes ». Dans cette perspective, la jeunesse n'est pas apte à s'exprimer ni à revendiquer des idées. Il est nécessaire non seulement de la protéger, mais éventuellement de

protéger une partie de la jeunesse face à une autre. Ainsi, en 2006, lors des manifestations contre le contrat première embauche (CPE), des élus proches du gouvernement accusaient les jeunes d'être manipulés par les syndicats, les estimant en danger.

## Des vitrines institutionnelles

Le quatrième modèle, celui de la jeunesse « citoyenne », s'élabore à partir d'une croyance en l'éducation et en la transmission des principes guidant la société. C'est ainsi qu'ont été imaginés les conseils de jeunes. Cependant, ces espaces se réduisent trop souvent à des vitrines institutionnelles. On demande aux jeunes de se réunir, le plus souvent en commissions, et de faire des propositions. Mais celles-ci modifient rarement le comportement des dirigeants municipaux. Certains élus, conscients de ces difficultés, confient à un animateur le soin d'accompagner le processus. D'autres transforment ces conseils en instances consultatives dont les propositions seront travaillées avec les administrations locales. Les jeunes ne

répugnent pas à s'engager, mais leur motivation dépend des chances de voir aboutir leurs projets, souvent concrets (4).

La génération qui détient les responsabilités ne semble pas disposée à les partager. La société évolue en direction des personnes plus âgées, qui détiennent les richesses ; la jeunesse a du mal à trouver sa place. Absent du débat public, le renouvellement du pacte des générations pourrait pourtant conduire à des interactions où chacun apporterait à l'autre. Mais cela suppose que les institutions acceptent d'être socialisées par la jeunesse (5) et que les adultes reconnaissent des compétences et des connaissances propres aux jeunes tout autant qu'utiles à la société.

(1) www.jeunes.gouv.fr

(2) Chantal Guérin-Plantin, *Genèses de l'insertion. L'action publique indéfinie*, Dunod, Paris, 1999.

(3) Howard S. Becker, *Outsiders. Etudes de sociologie de la déviance*, Métailié, Paris, 2012 (1<sup>re</sup> éd. : 1985).

(4) Yaëlle Amsellem-Mainguy et Joachim Timoteo, *Atlas des jeunes en France. Les 15-30 ans, une génération en marche*, Autrement, Paris, 2012.

(5) Cf. *Prendre place dans la cité. Jeunes et politiques municipales*, L'Harmattan, coll. « Débats jeunesse », Paris, 2007.

# Syriens et Libanais à l'école de la non-violence

(Suite de la page I.)

La cohésion sociale est la grande oubliée des crises humanitaires, où sont traitées en priorité les urgences de logement, de nourriture et de soins médicaux. Pourtant, l'implication du Hezbollah dans le conflit syrien et l'importation de celui-ci au Liban déstabilisent tant les réfugiés que leurs hôtes. Les relations entre Houda et Talal illustrent cette intrication. Le jeune homme de 18 ans a perdu son ami, son « frère » comme il l'appelle, en Syrie, dans des circonstances qu'il ne précise pas, bien que tout laisse entendre qu'il s'y soit rendu pour se battre aux côtés du Hezbollah et du régime de M. Bachar Al-Assad. Après ce décès, Talal éprouvait de la haine envers les Syriens. Lorsqu'il rencontre Houda, il lui lance : « Je ne comprends même pas comment je peux vivre à côté de vous, les Syriens, qui avez tué mon ami. » Mais la jeune

femme ne se braque pas : « Les habitants de Yarmouk ne voulaient pas la guerre. On ne connaissait même pas ceux qui portaient les armes. Je ne soutiens ni le régime ni l'opposition. Mais je n'oublierai jamais que c'est l'Armée syrienne libre qui m'a aidée à fuir quand Yarmouk était sous les bombes. » La jeune fille décrit un « réflexe enfoui », cette tendance à apprécier celui qui nous a aidés et à haïr celui qui a tué nos proches. « Ton ami est mort en Syrie, dit-elle à Talal, c'était son destin. Moi, j'ai réussi à fuir, mais j'aurais pu être tuée aussi. »

## « On est le maillon faible »

Ce rappel de la condition humaine face à la machine de guerre fait réfléchir le jeune Libanais, qui finit par s'excuser. Une amitié très forte est née entre les deux jeunes : Talal a même invité Houda à déjeuner dans sa famille.

Et on a vu la jeune fille prendre la main de Talal de temps à autre, fait extrêmement rare entre musulmans pratiquants non mariés.

Jana, elle, vient d'une localité pro-Hezbollah du Liban sud. Sept habitants de son village sont morts en Syrie. Bien qu'elle condamne l'engagement de combattants libanais, elle ne peut pas éprouver de sympathie pour les membres de l'opposition syrienne qui ont tué ses compatriotes. Alors, lorsque l'amitié entre Jana et Firas se développe et qu'elle veut communiquer avec lui sur Facebook, il la prévient : « Ce que tu vas voir sur mon mur ne va pas te plaire. » Firas soutient en effet le Front Al-Nosra, la branche d'Al-Qaïda en Syrie qui se bat contre le régime. Mais il avoue à Jana que son meilleur ami est mort à Yabroud, dans le Qalamoun, une région stratégique à la frontière libanaise que le régime syrien a récupérée avec les renforts du Hez-

bollah. Une idée frappe alors Jana : et si les sept garçons que l'on pleure dans son village avaient tué le meilleur ami de Firas ? A cette pensée, la jeune fille au regard dur ne peut retenir ses larmes.

## Changer l'opinion des sceptiques

La présence du Front Al-Nosra sur le sol libanais a renforcé les opinions négatives envers les réfugiés syriens. Depuis un an, des vagues d'attentats secouent ponctuellement la région du Hermel, dans le Nord-Est, et la banlieue sud de Beyrouth, bastion incontestable du Parti de Dieu, sans oublier la voiture piégée qui a explosé devant l'ambassade d'Iran au mois de novembre 2013. A Ersal, des combats ont lieu entre l'armée libanaise et des djihadistes. Ces constats éveillent la rancœur des hôtes. M. Hassan El-Ozeir travaille à la municipalité de Chmoustar, une ville pro-Hez-

bollah de vingt-cinq mille habitants qui accueille trois mille cinq cents réfugiés syriens dans la Bekaa. Selon lui, la moitié d'entre eux seraient affiliés à ou sympathisants des djihadistes. « Je sais qu'ils nous nuiront un jour, mais je continue à les aider par humanité », assure-t-il.

Au-delà de la violence, des stéréotypes sociaux existent. Les Syriens, qui touchent un salaire moitié moindre que celui des Libanais, travaillent sur les chantiers du Liban depuis des années. L'image de l'« ouvrier syrien », très présente dans les esprits, est souvent associée à un bas niveau d'éducation. En outre, la mendicité des Syriens a explosé avec la crise des réfugiés. De plus en plus de femmes, bébés sous le bras, quémangent sur les routes jusqu'à Beyrouth. Houda raconte qu'un chauffeur de taxi lui a lancé : « Vous, les Syriens, êtes un peuple d'ignorants. » Elle a préféré ne rien répondre. « La peur existe, car on sent qu'on est le maillon faible économiquement et socialement. »

Nour, une Libanaise de 17 ans, travaille dans un camp de réfugiés nouvellement dressé à Bednaye, dans la Bekaa, et conjointement géré par l'ONG Lebanese Organisation for Studies and Training (LOST) et le Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef). La plupart de ses habitants ont fui Rakka, où l'Etat islamique fait régner la terreur. Une vingtaine de tentes sont plantées sur un sol aride, dans la chaleur écrasante d'une des régions les plus sèches du pays. Malgré ces dures conditions, une horde d'enfants saute et rit en jouant au volley-ball avec Nour et d'autres adolescents libanais. Ces volontaires visitent le camp une fois par semaine. « La première fois que je suis venue, les enfants avaient un tel sourire sur leur visage !, raconte la jeune femme. Ça m'a touchée. » Selon elle, les Libanais ont une mauvaise opinion des Syriens parce qu'ils ne prennent pas le temps

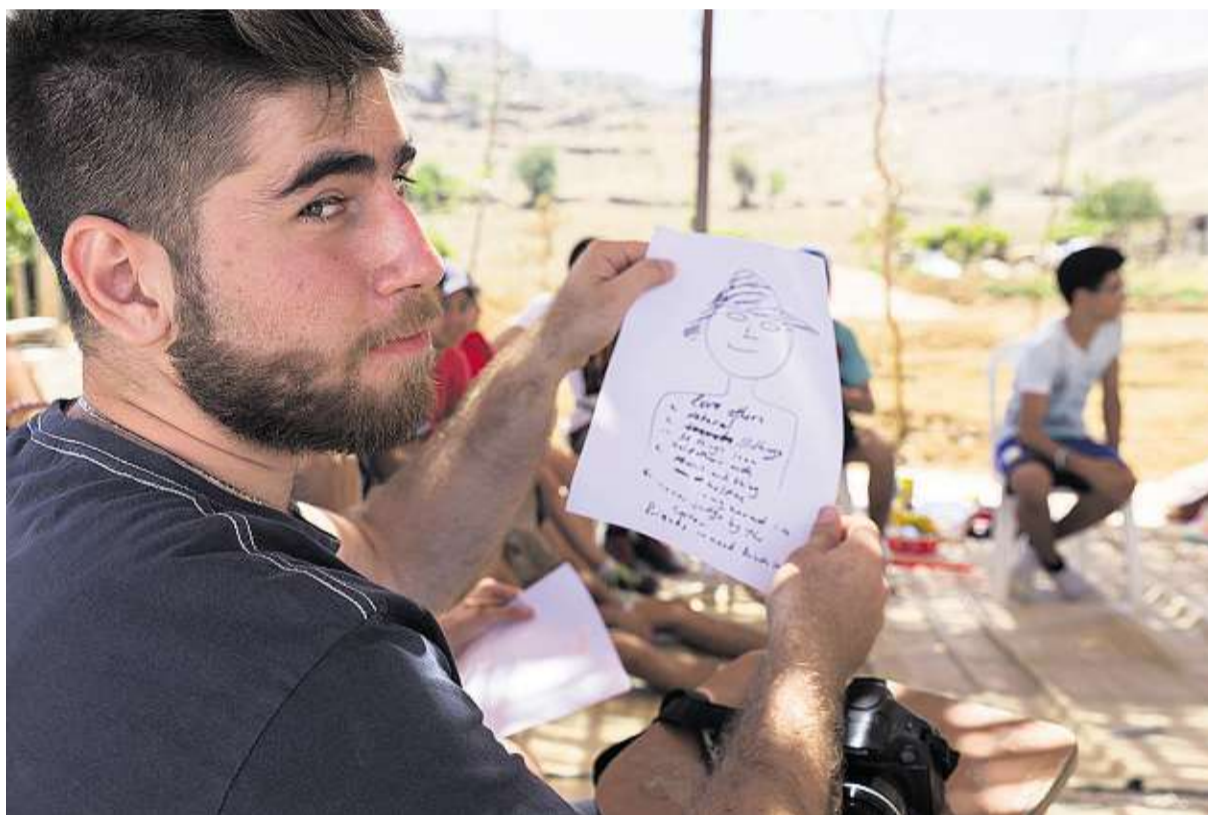
de les connaître et de comprendre leur situation. « Ils ne les voient pas ici, vivants, comme moi je les vois. »

Le camp d'été de Better Together signe le début d'un projet de long terme. Les participants continueront à suivre les ateliers artistiques deux fois par mois et présenteront leurs créations dans le cadre de minifestivals mêlant leurs pièces de théâtre, des expositions de leurs dessins, des concerts et des projections de leurs films. En espérant que cela changera l'opinion des sceptiques sur deux points : d'abord, voir des jeunes Syriens et Libanais sur scène pourrait leur prouver qu'il est possible et fructueux de s'unir ; ensuite, les œuvres réalisées par les Syriens montreront une autre image que la violence et la pauvreté. Toufik rêve de devenir acteur. Il est déjà monté sur les planches du théâtre Babel, à Hamra. « Tout le monde est venu me voir à la fin de la pièce pour me féliciter. Syriens, Libanais, professionnels et gens du public m'ont serré dans leurs bras. C'est cette image-là que l'on doit donner de nous ! »

## Une influence sur les parents

Les jeunes pourraient avoir une influence positive sur leur communauté, car « ils n'ont pas l'expérience de la guerre comme leurs parents l'ont eue », espère M<sup>me</sup> Emily Jacquard, directrice de SFCG. Beaucoup de Libanais ont gardé l'image de « l'occupant », des « militaires » responsables de la mort ou de la disparition de milliers d'entre eux dans les geôles syriennes des années 1970 et 1980. « Parler de paix et de vivre ensemble avec de jeunes Libanais, c'est réaliste », explique-t-elle. Mais avec leurs parents, qui ont activement participé à la guerre et ont fait partie des milices, c'est beaucoup plus difficile. »

AMÉLIE ZACCOUR.



MAYA HAUTEFEUILLE. – Atelier théâtre, camp d'été Better Together, 2014

# Avec les étudiants précaires

En France, la précarité et la pauvreté progressent chez les étudiants. Longtemps sous-estimé, ce phénomène est aujourd'hui pris en compte par des associations qui, comme le Secours populaire, ouvrent des antennes spécifiques à proximité des campus. A Clermont-Ferrand, la Fringale accueille plusieurs centaines de jeunes.

PAR SÉBASTIEN  
DESLANDES \*

De plus en plus d'étudiants français vivent sous le seuil de pauvreté, même s'il paraît difficile de quantifier le phénomène : les estimations varient de vingt mille à cent mille personnes concernées. M. Laurent Roques, responsable de la question jeunesse au Secours populaire, se souvient d'« une troublante longue file d'attente d'étudiants » après l'ouverture de la première antenne du Secours populaire français à leur être spécifiquement consacrée. C'était à Lille, en 2009.

Depuis, onze autres antennes spécialisées ont ouvert sur l'ensemble du territoire national. Chacune a un fonctionnement qui lui est propre, pour mieux répondre aux problématiques locales. Toutes sont toutefois fondées sur ce constat : la précarité étudiante est une réalité, et elle fomente celle à venir. Le Secours populaire a tardé à savoir y répondre, tant le monde étudiant et universitaire a ses particularités, reconnaît M. Nicolas Raynal, membre du bureau national : « Nous avons cru pouvoir parler aux étudiants comme nous parlons à tout le monde, alors qu'il faut adopter un langage adapté. On ne s'adresse

pas à un étudiant comme à une mère de famille. Cela explique notre retard et notre faible taux de pénétration. Nous avons donc développé de l'événementiel, comme notre festival de musique solidaire. Il permet de susciter des dons, mais aussi de changer l'image du Secours populaire. »

## Moins de 8 euros par jour

A la Fringale, l'antenne universitaire de Clermont-Ferrand, M<sup>me</sup> Marie Bonin organise deux permanences hebdomadaires depuis 2012. Elle y voit défiler des étudiants en quête de réponses concrètes, telle l'obtention d'une aide alimentaire. M<sup>me</sup> Bonin gère trois cent vingt-trois dossiers, dont l'ouverture est uniquement conditionnée par le niveau de revenu : moins de 8 euros par jour. L'opportunité d'une telle condition est néanmoins débattue au bureau national du Secours populaire. Selon M. Raynal, « certaines fédérations fonctionnent ainsi, mais c'est quelque chose contre quoi nous nous battons au niveau national. Nous n'avons pas à nous baser sur un chiffre ou sur une grille de salaires pour dire

qui a le droit de venir. C'est une situation de détresse que nous devons analyser pour voir l'aide que nous pouvons apporter. »

M<sup>me</sup> Bonin constate toutefois que la plupart des étudiants n'atteignent pas ce seuil. « A la Fringale, on est au-dessous de 5 euros, et parfois c'est même zéro. » Ils viennent grâce au bouche-à-oreille, mais aussi par l'intermédiaire du Centre régional des œuvres universitaires et scolaires (Crous). Ce lien a toutefois été long à établir. Hedi, jeune bénévole, explique pourquoi : « Le Crous ressent parfois la présence des associations comme une forme de concurrence. Puis, sur le terrain, les assistantes sociales se rendent compte que le Secours populaire peut être utile dans la lutte contre la précarité. Des liens se créent. »

Comme dans beaucoup d'antennes, la majorité des étudiants qui passent la porte sont des étrangers ne disposant d'aucune bourse. A l'image de Shifa, 23 ans, arrivée d'Inde en 2013 pour effectuer un cycle d'ingénieur-chimiste et qui s'apprête à entamer sa dernière année. « J'ai appris l'existence de la Fringale par l'intermédiaire d'un ami de ma classe. J'en avais vraiment besoin.

Mes parents n'ayant pas les moyens, j'ai fait en Inde un emprunt de 30 000 euros. Je ne parviendrai à le rembourser qu'à la condition de pouvoir travailler en France. Or cela me paraît difficile. Je touche donc peu de l'argent emprunté. Je suis venue d'abord pour l'aide alimentaire, c'est bien moins cher qu'au supermarché. J'ai découvert aussi que je pouvais acheter des vêtements et utiliser Internet. »

## Un vestiaire et une épicerie

La palette de l'offre de ces antennes semble devoir s'élargir, inexorablement. Aux colis alimentaires se sont ajoutés un vestiaire et une épicerie aux allures de petit supermarché. A Paris, un réseau d'entreprises assure l'approvisionnement et redistribue des titres-restaurants. Les étudiants bénéficiaires doivent s'acquitter d'une participation solidaire (1,50 euro). « Nous présentons cela comme un coup de pouce au quotidien. Le colis a une valeur de 15 euros, et l'étudiant peut venir le chercher chaque semaine », explique Hedi. Florian, 19 ans, l'a fait tous les mercredis soir pendant l'année universitaire. Il a d'abord hésité,

puis s'est rendu compte qu'il n'avait pas le choix : les revenus de ses parents sont trop élevés pour qu'il bénéficie d'une bourse pour critères sociaux. Pourtant, sa mère ne travaille pas. Son père débourse 150 euros pour sa chambre au Crous et lui donne 100 euros pour le reste : « Je travaille l'été. Pour l'année prochaine, j'ai mis de côté, cela me permettra de tenir quelques mois. Cette année, heureusement qu'il y avait la Fringale. Sinon, je pense que je n'aurais pas pu continuer », avoue-t-il.

L'antenne agit également comme un lieu de rencontres inattendu. D'abord venu avec un camarade du Crous, Florian l'a constaté. « En fait, nous étions une vingtaine à nous croiser. Il y avait une petite solidarité entre nous. Et les bénévoles ont également fini par être nos amis. On se racontait beaucoup de choses. » Morgane, 21 ans, a elle aussi été une habitué de la Fringale et de ses colis alimentaires. Elle est boursière échelon 0, le plus bas, et touche 1 007 euros sur dix mois : « Mes parents m'apportent de l'aide quand ils le peuvent. Venir à la Fringale m'a soulagée, même si le loyer de mon studio reste très lourd à supporter. »

Legs - Donations - Assurances-vie

# Il vit près de chez vous.

# Il ne tient qu'à vous d'en faire un proche.

Léguer au Secours populaire français,  
c'est faire vivre une solidarité  
de proximité, contre la pauvreté  
et l'exclusion des plus démunis.



adfinitas © Vlad - Fotolia

### **Demande de documentation gratuite et confidentielle**

À renvoyer à: Monique Samson - Secours populaire  
français - 9/11, rue Froissart - 75140 Paris Cedex 03



Mes coordonnées



Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_  
 Adresse \_\_\_\_\_  
 Code postal \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_  
 Téléphone \_\_\_\_\_ email \_\_\_\_\_

Les informations que vous nous confiez seront enregistrées conformément à la loi Informatique et libertés du 06.01.1978 et gérées de façon strictement confidentielle.

**Le Secours populaire français est une association reconnue d'utilité publique. Exonérée de tout droit de succession, elle vous garantit le respect scrupuleux de vos volontés dans l'utilisation de vos biens.**

### **Je souhaite recevoir votre livret sur les legs, donations et assurances-vie:**

par courrier  par email



**Pour en savoir plus,  
n'hésitez pas à contacter  
Monique Samson  
au siège du SPF:  
tél. 01 44 78 22 37  
(ligne directe)**

Vous pouvez également joindre votre fédération la plus proche en vous connectant sur [www.secourspopulaire.fr](http://www.secourspopulaire.fr) rubrique «Le Secours populaire près de chez moi».

EN 8010